

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA LÉGISLATION BELGE

SUR LES

RÈGLEMENTS D'ATELIER

AVEC UN EXPOSÉ DE L'ÉTAT DE LA QUESTION EN FRANCE
ET DES PIÈCES ANNEXES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le mardi 18 décembre 1900, à 1 heure

PAR

ÉDOUARD CAILLEUX

DOCTEUR ÈS-SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Président : M. THALLER.

Suffragants : { MM. PLANIOL, } professeurs.
{ DESCHAMPS, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1900

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA LÉGISLATION BELGE

SUR LES

RÈGLEMENTS D'ATELIER

AVEC UN EXPOSÉ DE L'ÉTAT DE LA QUESTION EN FRANCE
ET DES PIÈCES ANNEXES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 18 décembre 1900, à 1 heure

PAR

ÉDOUARD CAILLEUX

DOCTEUR ÈS-SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES



Président : M. THALLER.

Suffragants : { MM. PLANIOL, } professeurs.
DESCHAMPS, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1900

A MON GRAND-PÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE (1)

- Enquête sur l'industrie linière (1840-1841).
Enquête du 7 septembre 1843 sur la condition des classes ouvrières et sur le travail des enfants.
Commission royale de 1845 pour l'amélioration du sort des classes ouvrières et indigentes du pays.
Enquête sur les conditions du travail des femmes et des enfants dans les manufactures.
Enquête minière de 1868.
Enquête de 1886.
Enquête de 1891 du ministère de l'Agriculture sur les salaires et les budgets ouvriers.
Enquête sur le Travail du Dimanche, publiée par l'*Office du Travail*.
Recensement industriel.
Conseil supérieur du travail. Les règlements d'atelier.
Annales Parlementaires de Belgique. Documents 1890, 1891, 1895, 1896.
Journal Officiel (France), 1892, 1894, 1898.
E. Levasseur. — Histoire des classes ouvrières, 2^e édition, tome I seul paru.
M. Bodeux. — Etudes sur le contrat de travail.
Hubert Valleroux. — Le contrat de travail.
G. F. Waelbroeck. — Cours de droit industriel.
M. Planiol. — Traité élémentaire de droit civil.
M. Lambert. — Essai sur la protection du salaire.
Th. Théate. — Commentaire législatif sur la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier.

(1) Dans le *Manuel social* du R. P. VERMEERSCH, se trouve une bibliographie très complète sur la législation et les œuvres en Belgique.

M. Sauzet. — Essai historique sur la législation industrielle de la France (*Revue d'économie politique*, 1892).

R. Jay. — L'organisation du travail par les syndicats (*Revue d'économie politique*, 1894).
Annales de Droit commercial, 1896.

PRÉFACE

Il devient commun aujourd'hui de traiter les questions ouvrières en se faisant le détracteur des patrons et le flatteur des ouvriers. Nous avons eu la ferme volonté de ne pas céder à cet entraînement mauvais, de laisser le sarcasme, le ton et les allures du pamphlétaire aux complaisants de la démagogie, à ceux qui rêvent d'opposer le riche au pauvre, celui qui commande à celui qui obéit, et dont la tactique néfaste aboutirait, si rien ne venait l'entraver, à soulever contre ceux qui possèdent, la masse frémissante des petits et des déshérités pour une guerre sans merci.

Soucieux d'être impartial, nous n'avons pas caché les torts des patrons, lorsqu'ils nous semblaient évidents. Mais nous avons aussi considéré comme un devoir de ne pas dissimuler les défauts, les vices mêmes de la classe ouvrière qui expliquent, sans les excuser, l'indifférence ou la mollesse de ceux qui doivent veiller au développement moral des travailleurs dont ils ont la charge. En agissant ainsi, nous risquons de passer aux yeux des uns pour trop indulgent, aux yeux des autres pour trop sévère. Quelques-uns penseront, peut-être, qu'il était bien inutile de refaire, après tant d'hommes de savoir et de talent, le tableau des souffrances et des misères des classes labo-

rieuses, de redire encore une fois ce que tout le monde connaît si bien. Cette objection, malgré sa valeur, ne nous a pas arrêté cependant. D'abord, il n'est pas sûr que les classes aisées se rendent un compte exact de leurs droits et de leurs devoirs envers ceux qui sont soumis à leur autorité. Nous en avons eu maintes fois la preuve. Ensuite quand bien même, selon le mot fameux de La Bruyère, tout serait dit sur ce sujet, il n'en resterait pas moins utile de rappeler, à ceux qui jouissent des privilèges de la fortune, de l'éducation, d'une vie tranquille, que des milliers et des milliers d'êtres se débattent obscurément pour ne pas manquer de pain. L'optimisme, en cette matière, est vraiment trop commode ; il est bon que l'exposé des faits vienne en montrer parfois le peu de solidité et de vraisemblance. Il est bon que chacun comprenne la cause et la raison d'être de ces mouvements d'opinion qui font éclore en Europe, comme en Amérique, une législation sociale dont le développement n'est pas prêt de s'arrêter. « L'économie politique a glorifié les droits de l'individu, et elle a prétendu que du haut en bas, dans tous les sens, la vie sociale fût pénétrée de ce dogme exclusif que tout doit revenir à l'individu, et qu'il n'y a que lui..... Car l'individualisme, si vous ne le tempérez pas immédiatement par d'autres notions que je qualifierai de cimentaires, n'est que cela : l'égoïsme. Enrichissez-vous : honneur au plus entreprenant, au plus hardi ! Dès que vous vous enrichissez, c'est que d'autres ont coopéré avec vous, donc ils ont dû s'enrichir eux aussi du fait du

même marché, c'est inévitable. Voilà du moins ce qu'on nous a répété sur tous les tons. Ailleurs, lorsque quelqu'un tire la couverture à soi, le prochain s'en trouve généralement dégarni. Ici, c'est autre chose ; n'y regardez pas de trop près, si deux individus traitent ensemble chacun y trouve son compte, c'est fatal. Ne voudriez-vous pas que le capitaliste s'abstînt de prêter ? Le pauvre solliciteur crèvera de misère. Donc l'argent qu'on lui donne sert ses intérêts. — Même à 100/0 ? — Même à 100/0 » (1). L'éminent juriconsulte auquel nous empruntons cette citation, touche ici à une question qu'on n'étudie pas assez lorsqu'on veut établir nettement la responsabilité du patron. Il serait injuste assurément de ne pas reconnaître que si l'industriel est parfois trop attaché au gain, il a des circonstances atténuantes. « Voyez cet individu qui peine du matin au soir, vous vous imaginez que ses ateliers sont à lui, que la hausse des cours lui fera faire un riche inventaire. Illusions ! il est aux gages d'un autre, il est endetté ; devant la population des usines qui ne connaît que lui il masque un protecteur anonyme ; hier ce protecteur n'avait qu'un pied chez lui, demain il en aura pris quatre..... Voilà donc où nous a conduits une économie politique infusée à haute pression dans l'éducation de la bourgeoisie : le commerçant fait roi, la spéculation érigée en vertu civique, le mercantilisme pénétrant toutes les fonctions, l'âpreté au gain sur toute la ligne, quelque chose pour

(1) E. Thaller, A propos du socialisme, *Bulletin des travaux de l'Université de Lyon*, 1891-1892, p. 108.

les modestes qui ressemble à de la duperie. Puis les arrière-suites, l'effronterie du parvenu, l'ivresse de la fortune rapidement faite, chaque nouveau soleil levant ayant ses admirateurs à gages, puis encore l'étalage et le fracas du luxe, l'oisiveté des fils, le baccarat et le reste, la recherche constante de nouveaux piments, tous éléments de dépravation qui ont contribué plus qu'on ne pense à soulever les masses inférieures. Car, s'il n'y a plus de classes dirigeantes, il reste des catégories qui donnent l'exemple, et lorsque l'exemple est mauvais, les petits se fâchent, ils ne croient plus ce qu'on leur dit, ou, ce qui est pire encore, ils subissent dans leurs sphères de jouissances la contagion du vice. Avec tout cela, le mal de notre époque est que chacun se sent effroyablement seul, on est perdu dans une foule d'indifférents. La famille elle-même se détache. Quand le père voit grandir son fils, il prend peur de lui, il se demande quel spéculateur encore il a réchauffé sur son sein, et contre qui l'adulte tournera ses armes. Admettons que je force l'expression : il paraît que je l'ai beaucoup atténuée dans la conférence, il y a compensation. Nous sommes à la merci des événements, nous nous demandons ce qu'il adviendra des nôtres si demain les forces nous abandonnent, si tel de nos placements vient à sombrer. Ces considérations ne font pas aimer l'humanité, on s'aigrit et le ciel social prend la teinte que nous lui voyons. » (1) Est-il étonnant dès lors

(1) E. Thaller, A propos du socialisme. *Bulletin des travaux de l'Université de Lyon*, 1891-1892, p. 109 et s.

que, pour s'opposer aux excès de l'individualisme débordé, beaucoup fassent appel à l'intervention de l'Etat? On est toujours, a-t-on dit, le socialiste de quelqu'un. Nous ne tenons, nous, à ne l'être aux yeux de personne. Pour éviter toute équivoque et tout malentendu, disons nettement que, pour nous, le socialisme est la doctrine qui préconise l'appropriation des moyens de production au profit de la collectivité, admet le pouvoir absolu de l'Etat en matière de répartition, et reconnaît, logiquement, son ingérence illimitée en ce qui regarde le mariage et la famille. Cette doctrine nous la répudions sans hésitation et sans réserves. Mais ceci bien convenu, nous affirmons que l'Etat peut et doit intervenir, lorsqu'une classe d'hommes est livrée sans défense aux effets d'une cupidité sans entrailles, et que son développement physique et moral se trouve manifestement entravé. Entendons-nous! cette intervention de l'Etat, lorsqu'elle est possible, nous l'acceptons, mais seulement comme un pis-aller. Nous lui préférons de beaucoup, lorsqu'elle est suffisante, l'action des associations, des syndicats dont les hommes de la Révolution n'ont pas su reconnaître la nécessité. Ils n'ont pas compris que le législateur doit étudier les faits et se défier des conceptions imaginaires. « Si le papier souffre tout, disait Catherine II, la peau de l'homme est bien plus sensible. » C'est une pensée que ceux qui veulent réformer la société doivent avoir toujours présente à l'esprit, pour éviter de se laisser séduire par des abstractions dangereuses. Ici encore, dissipons une équivoque. Nous

ne voulons pas soutenir que toute théorie soit mauvaise et qu'il ne faille pas de principes directeurs. Ceci serait absurde. Une société ne peut vivre sans principes, et, faire fi de toute théorie serait, selon un mot célèbre, se résoudre à ne pas savoir ce qu'on dit, lorsqu'on parle, ni savoir ce qu'on fait lorsqu'on agit. Ce que nous voulons dire, c'est qu'on ne doit pas élaborer une loi ou un décret comme on compose un roman, qu'il faut s'attacher à éviter ce que l'histoire, l'expérience, la réalité des faits méthodiquement observés, nous montrent d'irréalisable ou de funeste. Et certes nous ne croyons point que cette besogne soit si mince et si facile.

La question des règlements d'atelier occupe beaucoup d'esprits en France. Nous avons pensé qu'il ne serait pas inutile de savoir ce qui s'est fait sur ce sujet, chez un peuple proche du nôtre, parlant notre langue, dont les mœurs et le caractère nous sont familiers. Nous avons pris soin de mettre en lumière les arguments pour ou contre, et de faire connaître les résultats acquis. Mais, en terminant, disons bien haut qu'une loi si bonne soit-elle ne pourra jamais supprimer les obligations de la conscience. Il est chimérique de penser qu'on pourra maintenir la paix dans un pays, au moyen de l'application en quelque sorte automatique des articles d'un Code. Ne faudra-t-il pas toujours des hommes loyaux pour les respecter, des juges intègres et sagaces pour les interpréter. Tous les remèdes proposés, tous les moyens mis en œuvre pour rendre moins aigus les conflits nés de la crise

actuelle, pour épargner aux nations civilisées les effets de commotions sociales dont on ne saurait prévoir l'horreur, si elles n'étaient conjurées, tout cela restera vain, si chacun ne se pénètre profondément du précepte évangélique « aimez-vous les uns les autres » (1).

(1) Nous remercions MM. E. Thaller, R. Jay, professeurs à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, Levasseur, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, et Charles Benoist, pour les conseils ou les encouragements qu'ils ont bien voulu nous donner.

M. Morisseaux, directeur de l'*Office royal du travail de Belgique*, nous a procuré les documents dont nous avons besoin, qu'il veuille bien recevoir ici l'expression de notre reconnaissance.

INTRODUCTION

LA CRISE OUVRIÈRE AU XIX^e SIÈCLE (1).

En 1839, parut un livre qui fit alors beaucoup de bruit, mais qu'on ne lit plus guère aujourd'hui et dont le titre seul survit à l'oubli : l'*Organisation du Travail*, par Louis Blanc.

L'auteur dressait contre la société de son temps un violent réquisitoire et lui prédisait dans les termes suivants une fin prochaine : « N'ayant plus que quelques jours à vivre, Louis XI fut tout à coup saisi d'un immense effroi. Les courtisans n'osaient pas prononcer devant lui ce mot inévitable : la mort. Lui-même comme si, pour éloigner la mort, il eût suffi d'en nier les approches, il s'étudiait misérablement à faire briller dans son regard éteint les éclairs d'une joie factice. Il dissimulait sa pâleur. Il ne voulait point chanceler en marchant. Il disait à son médecin : « Mais voyez donc, jamais je ne me suis mieux porté. » Ainsi fait la société d'aujourd'hui. Elle se sent mourir et elle nie sa décadence. S'entourant de

(1) Raoul Jay, *L'évolution du régime légal du travail* ; Charles Benoist, *L'organisation du travail* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 juillet 1899) ; Laveleye, *Le socialisme contemporain* ; Werner Sombart, *Le socialisme et le mouvement social au XIX^e siècle* ; Dupont-White, *Essai sur les relations du capital et du travail*.

tous les mensonges de sa richesse, de toutes les pompes vaines d'une puissance qui s'en va, elle affirme puérilement sa force, et, dans l'excès de son trouble, elle se vante. »

Quarante-trois ans après la publication de son livre, Louis Blanc mourait sans avoir vu disparaître la société qu'il condamnait à périr. Mais il a laissé des successeurs pour reprendre sa tâche et répéter à l'heure présente avec plus ou moins d'éloquence, ou, si l'on veut, de rhétorique, ses lamentations et ses reproches.

La question ouvrière, nous dit-on, doit être résolue au plus vite, si l'on ne veut pas voir sombrer dans une effroyable guerre civile, les produits de ce progrès matériel dont nous sommes si fiers, les œuvres de ce développement intellectuel étalées avec tant de joie dans les expositions universelles, toutes ces richesses, tout ce luxe enfin qui nous cachent trop souvent l'affaiblissement ou la perte de ces fortes croyances religieuses et morales sans lesquelles la civilisation véritable ne peut exister. La presse, le théâtre et le roman nous donnent du prolétariat ouvrier un portrait exagéré peut-être, mais non pas faux, et dont le relief tragique saisit d'effroi. Les questions sociales occupent aujourd'hui tous les esprits. Les uns les étudient en dilettantes charmés de trouver un sujet d'observations intéressantes ou curieuses ; les autres s'attachent à les résoudre avec la pensée généreuse de prévenir ou d'adoucir des souffrances dont ils sont les témoins désolés ; d'autres enfin s'inquiètent des

mouvements sociaux, comme d'une menace pour leurs jouissances et supputent avec terreur la somme de sacrifices qu'il leur faudra faire pour échapper au danger, grandissant chaque jour, de voir ceux qui n'ont rien s'emparer des biens de ceux qui paraissent les heureux de ce monde. La gravité de la situation actuelle est, on peut le dire, reconnue par tous. Pour apprécier comme il convient la valeur des remèdes proposés pour l'améliorer, il est indispensable d'énumérer les causes d'une crise dont souffrent les peuples civilisés.

Depuis la Révolution française, la suppression brusque et radicale des corporations, des jurandes et des maîtrises, a livré les ouvriers aux effets de la libre concurrence, juste au moment où l'industrie et le commerce se transformaient et allaient prendre un développement inouï. La vapeur et l'électricité, dociles au commandement de l'homme, ont permis d'accroître, dans une énorme proportion, la production de tous les objets que réclament nos besoins qu'exigent nos désirs, qui sollicitent nos caprices ou nos fantaisies. Le régime légal du travail prit un caractère que l'ancien régime ne connaissait pas. Des usines et des manufactures, autrefois peu nombreuses, se dressent aujourd'hui par milliers, vastes comme des casernes, sur le sol de la vieille Europe comme sur celui du Nouveau-Monde. Dans leurs murs vit un peuple d'ouvriers dirigé par une armée de contremaîtres et d'ingénieurs et soumis à une discipline stricte. La division du travail, poussée jusqu'à l'extrême limite, donne le moyen

d'utiliser non seulement le bras vigoureux de l'adulte, mais encore la main plus faible de la femme et jusqu'à l'effort presque insignifiant de l'enfant. Une organisation puissante et habile livre à nos yeux éblouis les résultats des combinaisons savantes, au service desquelles sont employées les forces de millions d'ouvriers et d'ouvrières. Le scepticisme et l'ironie se sont vus forcés d'abdiquer devant les avantages matériels procurés par une activité prodigieuse. Jamais, jusqu'à ce jour, la supériorité de l'homme sur tout ce qui l'entoure ne s'était affirmée avec tant d'éclat. Enthousiasmé par ce spectacle, Michelet s'écrie : « Avec le monde a commencé une guerre qui doit finir avec le monde, et pas avant ; celle de l'homme contre la nature, de l'esprit contre la matière, de la liberté contre la fatalité. Ce qui doit nous encourager, c'est que la partie nous est favorable. Des deux adversaires, l'un ne change pas, l'autre change et devient plus fort. La nature reste la même, tandis que chaque jour l'homme prend quelque avantage sur elle. Les Alpes n'ont pas grandi, et nous avons frayé le Simplon. La vague et le vent ne sont pas moins capricieux ; mais le vaisseau fend la vague sans s'inquiéter du caprice des vents et des mers. »

La rapidité de la navigation, celle des transports sur terre, sont devenues telles que les distances semblent s'effacer, au grand profit, mais parfois aussi au grand dommage des peuples. « Grâce à ces câbles électriques qui enlacent le globe comme un réseau de filets nerveux,

l'idée à peine éclore dans le cerveau d'un penseur solitaire, circule partout au même instant ; erreur ou vérité, elle ne connaît pas de frontières ; c'est une flamme qui éclaire ou qui brûle tous les pays à la fois. Les exemples sont contagieux ; les initiatives hardies ou téméraires sont des traînées de poudre qui mettent en même temps le feu aux quatre coins du monde. Les courants d'opinion prennent une soudaineté et une universalité jadis inconnues et désormais irrésistibles. Dans nos petits lacs fermés d'autrefois nous avions nos tourmentes locales, nos tempêtes dans un verre d'eau. Ces lacs se sont réunis par la rupture de toutes les digues et forment un grand océan qui relie tous les peuples. C'est là que se déchaînent ces ondes puissantes, semblables à celles que soulève un tremblement de terre en pleine mer et qui balayent tout sur leur passage..... (1). »

A la vue des prodiges accomplis par le génie de l'homme, on peut admirer comme Michelet, le brillant déploiement des forces industrielles et les richesses dont elles sont la source, sans partager, néanmoins, son enthousiasme délirant. Toutes ces splendeurs, dont si peu jouissent, sont payées chèrement. Les larmes et parfois le sang versé, les haines et le désespoir sans bornes, représentent, trop souvent, la rançon d'un progrès trop exclusivement matériel.

Dans nos sociétés modernes, les anciennes classes

(1) E. Cheysson, *L'internationalisme et les questions ouvrières*, pp. 3 et 4.

disparaissent peu à peu, pour n'en laisser subsister que deux bien distinctes. La première, la moins nombreuse, comprend ceux qui se livrent à un travail plus purement intellectuel, comme les directeurs d'usines, de manufactures, de sociétés commerciales, les banquiers, les personnes vouées aux carrières dites libérales (avocats, médecins, professeurs, écrivains, artistes, etc.). A cette classe, sauf exception, sont réservés tous les avantages matériels, tout le raffinement d'un luxe accru sans cesse par les perfectionnements nouveaux de l'industrie et du commerce. Tous les individus qui la composent ne possèdent pas évidemment tout ce bien-être et ces distractions. Mais, en réalité, eux seuls peuvent, sans être accusés de chimère ou d'orgueil, espérer gagner assez d'argent pour jouir de cette existence confortable qu'ils rêvent de connaître. Sans doute, les privilégiés, qui, sur ce point, sont satisfaits, ont leurs peines, leurs douleurs, leurs craintes, leurs ambitions déçues, et les plus riches d'entre eux souffrent de cet incurable ennui, de cette tristesse mortelle auxquels n'échappent pas ceux qui peuvent satisfaire trop vite leurs désirs. Nous savons bien que des épreuves très pénibles frappent souvent les hommes adonnés aux travaux intellectuels et nous ne croyons pas du tout que la richesse suffise à donner le bonheur. Mais pourquoi ne dirions-nous pas que ces souffrances réelles, dont la source est souvent l'égoïsme le plus âpre et la plus ardente sensualité, ne nous paraissent pas comparables à celles que ressentent les petits et

les humbles, en général, et ceux en particulier dont la vie se passe dans l'accomplissement de ces grands travaux industriels qui font pousser à tous des cris d'admiration.

Ces petits et ces humbles forment la seconde classe. Ils connaissent, comme la première, la plupart des peines morales et des maladies ; ils connaissent aussi des angoisses et des périls dont les individus de la première classe ne savent que le nom. Les ouvriers, pour ne parler que de ceux-là, sont renfermés, le jour et parfois la nuit, dans des établissements, où la salubrité complète n'est pas et ne peut pas être obtenue, malgré les efforts méritoires de nombreux savants qui voudraient rendre inexact le mot trop vrai de M. Charles de Freycinet : « La plupart des industries, on pourrait dire toutes les industries sont insalubres. » Combien de fois ne lit-on pas dans les journaux la description des effroyables blessures ou de la mort terrible causées aux ouvriers par les engins mécaniques. Les maladies de poitrine, le rachitisme, les infirmités de toute nature, sont les tristes fruits d'une aération insuffisante ou des exhalaisons méphitiques, que les précautions les plus grandes ne peuvent faire disparaître. Faut-il parler de ces déviations corporelles, résultat d'un travail trop prolongé ou ne mettant en jeu que certains organes au détriment des autres ; de l'agonie lente que réservent parfois au mineur l'explosion subite et imprévue du grisou, les écroulements de galeries, l'arrêt accidentel des ventilateurs et l'envahissement des eaux ? Et nous n'avons pas dit que pour un trop grand

nombre de travailleurs, la fatigue physique, la suppression des loisirs, la répétition fastidieuse d'une tâche trop divisée, causent l'arrêt presque complet du développement intellectuel et moral.

Pour donner au ménage le supplément de ressources qui lui manque, l'ouvrière laisse son foyer, livre ses enfants en bas âge à des mercenaires, dont l'indifférence et l'ignorance sont les causes trop avérées de l'effrayante mortalité des nourrissons confiés à leurs soins. Le temps lui fait complètement défaut pour donner à ceux qu'elle met au monde ces soins et cette première éducation que rien ne peut remplacer. Le père revient chez lui pour se nourrir et dormir, ou, s'il lui reste quelques forces, il va se distraire et boire au cabaret pour fuir l'ignoble misère de son taudis. On se demande souvent pourquoi l'ouvrier est si souvent un pilier d'estaminet. La réponse est facile à faire. Si son logement était convenable il y resterait plus volontiers. L'homme du peuple dont la demeure est propre et aérée l'aime tout naturellement, il a moins d'efforts à faire pour échapper à la dégradation de l'ivrognerie.

De même que l'évolution du régime légal du travail a séparé l'ouvrier de sa femme et de ses enfants, de même cette évolution a séparé le patron de l'ouvrier. Le patron commence à s'apercevoir qu'il ne lui suffit pas de payer au travailleur son salaire pour être libéré de tout devoir envers lui. Il s'étonne de bonne foi lorsque la révolte gronde dans son atelier ou son usine, et se demande en vain le

motif des grèves ou des coalitions. La raison est encore facile à donner de cet étonnement du patron et de cette colère de l'ouvrier. Lorsqu'on n'est pas le témoin de la misère ou des embarras de ceux qu'on emploie, on arrive très facilement et très naturellement à les mettre en doute d'abord, puis à en nier l'existence.

Peu à peu, et sans que pour ainsi dire on s'en aperçoive, on s'accordera toutes les jouissances du confortable et l'on regardera comme exorbitante toute demande ayant pour but d'augmenter un salaire dont on ne se soucie pas de reconnaître l'insuffisance. Beaucoup d'honnêtes gens arrivent à croire que leur conscience est en règle lorsqu'ils ont respecté strictement les dispositions du Code. Ceci explique la volonté persistante de certains écrivains à réclamer l'intervention de l'Etat. Entendons-nous ; nous ne disons pas que les patrons en général soient insensibles, qu'ils spéculent de gaité de cœur sur la misère de l'ouvrier. Non, si nous le disions, nous aurions tort. Seulement, quand on prend son intérêt pour guide exclusif, on laisse envahir son âme par une cupidité, par un égoïsme qu'entretient l'habitude de s'en remettre aux intermédiaires pour régler les questions relatives au personnel ouvrier. Mais, dira-t-on, il est plus facile qu'autrefois à l'ouvrier de faire capituler le riche patron ou la puissante compagnie, car, aujourd'hui, son refus de travailler peut leur infliger des pertes énormes. Il est vrai. Cependant, qui ne voit que, là encore, l'égalité entre les deux contractants n'existe pas. L'un par la fermeture

temporaire de son usine, par l'utilisation de son crédit, peut essayer de briser la résistance de l'ouvrier. Celui-ci au contraire, sauf-exception, ne sait pas s'il pourra manger dans huit jours ou même le lendemain. « De là sur le continent, en Amérique, en Angleterre surtout, ces coalitions, ces grèves qui, pour ainsi dire, chaque jour, arrêtent le travail et troublent l'une ou l'autre industrie. Entre maîtres et ouvriers, c'est un état de guerre permanent, avec ses luttes, ses victoires, ses défaites, guerre civile, sourde ou amère où celui-là triomphe qui peut le plus longtemps subsister sans rien gagner, lutte bien plus cruelle et plus poignante que celle qui se décide sur les barricades, à coups de fusil ; tous les meubles mis en vente ou vendus, les petites économies des jours meilleurs dévorées peu à peu et enfin la misère, la faim envahissant le foyer et réduisant la femme et les enfants à crier merci ».

Ecartons cet état de guerre que fait naître la grève ; supposons qu'il existe entre le patron et l'ouvrier des rapports pacifiques, cordiaux, si l'on veut ; il n'est pas moins vrai que l'ouvrier reste exposé plus que les autres à la maladie, au dénûment dans sa vieillesse. Moins que les autres il est assuré de faire vivre convenablement sa famille souvent nombreuse, moins que les autres il peut compter sur le repos, la dignité et la sécurité de ses vieux jours, car, sauf exception, son salaire n'est pas suffisant pour lui permettre d'arriver à ce résultat désirable. En disant cela nous savons bien que l'économie et l'ordre ne

sont pas malheureusement les vertus principales de l'ouvrier ; cependant il nous serait facile de faire voir que les dépenses concernant le loyer, le vêtement, l'alimentation grèvent lourdement le budget du travailleur laborieux et rangé. De plus, en cas de crise politique ou autre, surtout par suite de la surproduction, il arrive que les demandes deviennent insuffisantes, forcent l'industriel à réduire son personnel ou bien à suspendre le travail. Le chômage, fléau terrible, plus fréquent chaque jour, indépendant de la volonté du patron, paraît cependant, aux yeux de la foule souffrante et simpliste, l'œuvre et le résultat des calculs du maître. De cette pensée naissent les haines, les réclamations impérieuses et violentes, les crimes parfois venant ensanglanter ces usines, ces ateliers, auparavant images et modèles de discipline et d'ordre, et présentés comme un des chefs-d'œuvre de l'esprit humain. Alors le travailleur, dont les enfants réclament le pain qu'il ne peut leur donner, regarde avec amertume ces demeures opulentes, ces fêtes splendides dont jouissent ses maîtres ; il se demande s'il est juste que les uns aient des repas somptueux et des divertissements brillants, lorsque lui n'a pas le strict nécessaire ; il se prend à souhaiter un état de choses où n'existerait plus la misère imméritée. L'atmosphère spéciale dans laquelle il vit le prive de beaucoup de soutiens moraux. Bien souvent, dans les grandes villes, un scepticisme frivole et dissolvant a tué la foi dans son cœur et avec elle la résignation à son sort. Détournée des espérances reli-

gieuses, son intelligence se porte vers les biens terrestres avec une force irrésistible. Il apprend à connaître la puissance du nombre, il écoute d'une oreille attentive et charmée les paroles des artistes en révolutions et retient les arguments des sophistes lui montrant par delà le bouleversement social, le rêve d'une cité idéale où tous les besoins sont satisfaits, toutes les aspirations remplies, toutes les distinctions de classes disparues sans retour.

Sans doute, si le patron manque à ses devoirs, l'ouvrier n'est pas sans défauts. La paresse, l'ivrognerie, l'impatience de toute autorité, l'insouciance, la prodigalité, la conduite irrégulière se montrent trop souvent chez lui. On ajoute qu'il n'est pas assez reconnaissant des efforts faits par les patrons pour améliorer son sort. Quand tout cela serait vrai, nous n'en ferions pas moins les réflexions suivantes.

D'abord la bienfaisance est tellement difficile à pratiquer, demande tant de tact, d'intelligence et d'à-propos, qu'il faut s'attendre avec les meilleures intentions du monde à subir quelques déceptions. Ensuite, faisons bien attention à ceci, que l'ouvrier ne veut pas recevoir une aumône ; il a de sa dignité personnelle une idée assez élevée pour repousser comme une injure un soulagement qui revêt une forme humiliante. Il prétend de plus en plus se placer sur le terrain du droit. Qu'on s'en plaigne ou non, c'est un fait indiscutable. En outre, il sait que la plupart des patrons ne font des sacrifices que forcés et

contraints par la nécessité, et l'on comprend alors que sa reconnaissance soit limitée. Pour recueillir le fruit de ses efforts charitables, l'industriel doit agir de son propre mouvement, prévenir autant que possible les réclamations de ceux qu'il emploie. Sans cela, on lui arrachera un jour, par la force et par la peur, des concessions dont on lui aurait su gré, s'il les avait accordées librement.

En terminant cet exposé nous n'avons pas la prétention d'avoir signalé toutes les causes de la crise ouvrière actuelle. Nous en avons assez dit pour faire voir que ce qui doit surtout changer, c'est la façon dont les maîtres et les ouvriers conçoivent leurs rapports réciproques.

Les législations étrangères, en particulier celle de la Belgique, renferment des dispositions spéciales pour amener les esprits à modifier sur ce point des préjugés trop répandus. Nous avons, nous autres Français, à tirer de leur étude approfondie plus d'un enseignement utile. Nous avons plus d'un exemple à suivre, plus d'une erreur à éviter, plus d'un sophisme à réfuter, si nous voulons accomplir comme il convient notre œuvre d'apaisement social.

La question des règlements d'atelier a soulevé en Belgique, comme en France, des difficultés d'application. Cela se comprend facilement, si l'on songe que la solution de cette question dépend de l'idée qu'on se fait des rapports qui doivent exister entre patrons et ouvriers. Pour bien apprécier les motifs qui ont poussé le légis-

lateur belge à prendre les mesures que nous aurons à étudier, il nous semble nécessaire, pour ne pas dire indispensable, de donner un tableau de l'état social en Belgique ; de laisser parler les faits. Nous pourrons ainsi juger en connaissance de cause, adopter ou rejeter les vues de ceux qui ont fait triompher leur manière de voir sur le sujet qui nous occupe.

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION OUVRIÈRE EN BELGIQUE, DE 1794 A 1900 (1).

En 1794 les armées françaises de Sambre-et-Meuse et du Nord avaient conquis la Belgique.

La Convention s'empessa de faire prévaloir les principes économiques en vigueur en France, dans ces provinces que nous avaient ouvertes les armes de nos soldats. En ce pays, autrefois florissant, rendu célèbre par la puissance et la richesse de ses associations, les mœurs et les coutumes furent brutalement modifiées par un législateur individualiste et théoricien, ignorant des traditions historiques, faisant table rase des institutions existantes, sans se demander quelle pouvait être leur raison d'être, et cela, avec une ténacité que la force rendait efficace, avec une ardeur que les faits ne décourageaient jamais. Corporations ouvrières, confréries, ordres religieux, tout disparut, au mépris des enseignements du bon sens, de l'expérience, de la culture, de la condition et du caractère des habitants. Comme en France, on rompit

(1) Cf. Manuel social, *La législation et les œuvres en Belgique* par A. Versmeersch S. J. Ouvrage très utile, rempli de faits et d'idées avec une bibliographie très étendue ; *Le Socialisme en Belgique* par J. Destrée et E. Vandervelde avec une bibliographie par Deutscher ; *L'Évolution sociale en Belgique, ses péripéties au point de vue des classes ouvrières* par le Dr de Camps.

toutes les attaches dont les diverses associations avaient entouré l'individu pour limiter son activité, mais aussi pour assurer sa sécurité ; on le laissa seul, ne souffrant plus, sans doute, de certaines mesures parfois tracassières ou surannées, mais, en revanche, livré sans défense aux effets de la concurrence, à l'action de l'Etat avide d'étendre partout un pouvoir que fortifiait sans cesse une formidable bureaucratie. « De libres et de paisibles qu'elles étaient, dit un auteur belge, nos populations se voyaient ainsi lancées dans le tourbillon des extravagances et de toutes les aventures guerrières de la République. Après le Directoire et le Consulat l'avènement de l'Empire, fort heureusement, ramena un peu de calme et de stabilité dans la situation du pays. Mais les guerres continuelles de la France impériale ne permirent pas encore aux Belges de se consacrer aux travaux de la paix. En somme, vingt ans de domination française avaient couvert le pays de ruines et de désolation. Les champs étaient incultes, les fermes délaissées, les monastères, les monuments publics, les locaux qui avaient servi d'asile aux congrégations, aux confréries, aux corporations florissantes, tout cela avait disparu dans la tourmente révolutionnaire. Partout la pioche et la torche incendiaire avaient accumulé les ruines ; les hommes valides, arrachés à leurs foyers, avaient en grand nombre trouvé la mort dans les steppes de la Russie ou dans les défilés des montagnes espagnoles. Tout était bouleversé dans le pays. Les mœurs étaient changées ;

un Code nouveau était substitué aux anciennes lois, et l'administration civile, travestie de fond en comble. Que l'on était loin de l'antique Joyeuse Entrée, cette charte mémorable, palladium sacré des franchises et des libertés publiques, jadis octroyées à leurs féaux sujets par nos ducs brabançons (1). »

Un jour vint où les Belges changèrent de maître. Napoléon I^{er} faisant de nouvelles conquêtes, ruinant par le blocus continental les populations annexées ou alliées, frémissantes sous son joug, finit par lasser la fortune. Attaqué une dernière fois par l'Europe soulevée, il dut accepter à Waterloo, une bataille changée bientôt en affreuse déroute, dans laquelle disparurent sans retour sa couronne et son empire de conquérant. Le traité de Munster avait, en 1648, enlevé les Provinces-Unies à l'Espagne. La paix d'Utrecht et le traité de la Barrière avaient donné les provinces belges à l'Autriche. La chute de Napoléon I^{er} fournit aux puissances alliées un prétexte pour sacrifier, de nouveau, l'intérêt d'un petit peuple à ce qu'on appelait le maintien de l'équilibre européen. La Hollande, la Belgique, le Luxembourg et le Limbourg formèrent en 1815 le royaume des Pays-Bas, placé sous le sceptre d'un prince de la maison d'Orange. Quinze ans après, la Belgique se révoltait et devenait avec l'appui de l'Europe une nation indépendante, gouvernée par le roi Léopold de Saxe-Cobourg. Les Belges étaient catholi-

(1) De Camps, *L'Evolution sociale en Belgique*, p. 18 et 19.

ques, leur langue officielle était le français, l'industrie était chez eux prépondérante. Au mépris de toute justice et de toute bonne politique, les Hollandais protestants, moins nombreux qu'eux, livrés à l'agriculture et au commerce, leur refusaient une représentation égale à la leur aux Etats généraux, les froissaient dans leurs sentiments religieux, les excluaient de toutes les fonctions et de tous les emplois publics, voulaient leur imposer le néerlandais, prétendaient enfin les frapper d'impôts impopulaires, comme le droit d'abatage et celui sur la monture. On comprend donc que les Belges se soient soulevés. « Cependant, dit M. de Camps, au point de vue de la prospérité matérielle, il est regrettable que l'union n'ait pas pu se maintenir ; la Hollande, grâce à ses colonies florissantes et à son commerce maritime, nous ouvrait des débouchés pour nos produits et fournissait à la population les ressources de l'émigration. Il serait également injuste de ne pas reconnaître que nous sommes redevables au régime hollandais de certains bienfaits au point de vue social. Pendant quinze ans, nous avons joui d'une paix non interrompue ; la tranquillité régnait dans les familles. Chacun s'était remis au travail, et le travailleur était plus satisfait de son sort que pendant les périodes troublées qui avaient précédé. Ainsi la Révolution de 1830 ne revêtait pas un caractère social. Elle était de nature essentiellement politique... » (1). Les constituants

(1) De Camps, *L'Evolution sociale en Belgique*, p. 20 et s.

de 1830 s'empressèrent de donner satisfaction aux besoins et aux désirs du peuple belge en insérant dans le pacte fondamental l'article 20, où il est dit que : « les Belges ont le droit de s'associer et que ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive ». A l'inverse des hommes de la Révolution on avait compris en Belgique, comme le dit M. Thonissen, que « l'esprit d'association est la source la plus féconde de la prospérité publique. L'industrie, le commerce, la science même ne peuvent prospérer que pour autant que l'homme franchisse le cercle de son individualité et unisse son travail à celui de ses semblables ». Mais si l'on avait un excellent instrument de relèvement social, on resta longtemps sans le faire servir à l'amélioration du sort des travailleurs. Jusqu'en 1889 la législation resta muette sur ce sujet. Cependant certains essais avaient été tentés pour combler cette lacune. Il n'est pas inutile de les rappeler brièvement (1).

En 1836, le 20 octobre, une grève éclata soudain au Borinage, dans la province du Hainaut, et prit bientôt un caractère des plus inquiétants pour l'ordre public. Quelle en était la cause ? Des règlements nouveaux d'ordre intérieur mis en vigueur dans les charbonnages du Flénu avaient, dit-on, provoqué les réclamations des ouvriers.

La grève s'étendant chaque jour, il fallut bientôt faire

(1) Cf. De Camps, *L'Evolution sociale en Belgique* ; Charles Benoist, *L'Organisation du travail. Revue des Deux-Mondes*, 15 janvier 1899 ; Vanlaer, *La politique sociale des catholiques belges. Correspondant*, 25 juin 1900.

appel à la force publique. Mais les grévistes résistèrent et, pendant trois semaines, tinrent en échec les troupes du gouvernement. Des groupes composés d'ouvriers empêchaient leurs camarades de travailler. Depuis Wasmes jusqu'à Frameries la surveillance la plus active entretenait la grève. Puis l'excitation devint telle que les soldats attaqués durent se servir de leurs armes. Deux assaillants tombèrent grièvement blessés, une femme fut tuée et l'émeute fut enfin réprimée. Seulement la gravité de la lutte, le sang versé, l'émotion ressentie dans le pays frappèrent vivement les esprits. C'est qu'en effet on ne savait pas qu'il existât une aussi grande hostilité entre les patrons et les ouvriers, et l'on était effrayé d'avoir pu constater l'acharnement avec lequel l'autorité publique avait été combattue. De plus, la fondation de grandes sociétés anonymes amenant peu à peu la disparition des petites entreprises, l'opinion publique s'irrita, on prononça le mot d'accaparement, mot terrible, qui ne résonne jamais en vain aux oreilles des foules. Les travailleurs s'efforcèrent de s'organiser pour se défendre contre l'exploitation, et le gouvernement sentit qu'il fallait faire un examen sérieux de la question ouvrière. Un publiciste, M. Visschers, ému par la catastrophe de juin 1830, dans laquelle une explosion de grisou avait fait 72 victimes, fit paraître un mémoire intitulé : *De l'établissement de caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs*. Puis il s'efforça de faire passer dans la pratique ses vues qu'on avait approuvées. Il réussit à faire recon-

naître par un arrêté royal du 24 juin 1839 les statuts de la première caisse de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, fondée dans la ville de Liège. Cette initiative fut suivie à Namur, à Mons, dans le bassin du Centre, dans le Luxembourg. Ces mesures étant reconnues insuffisantes, le gouvernement fit étudier dans une enquête (1840-1841) les causes de la crise de l'industrie linière. L'arrêté royal du 7 septembre 1843 institua une commission à l'effet « d'élaborer un projet de loi sur le travail des enfants et la police des ateliers ». Deux hommes, Ducpétiaux et Visschers, se firent remarquer dans l'accomplissement de cette tâche difficile. Les chefs d'industrie, les chambres de commerce, les ingénieurs, les commissions médicales, les sociétés de médecine, les conseils de salubrité durent répondre à des séries de questions distinctes (1). Parmi les personnes consultées, les chefs d'industrie pouvaient donner d'excellents renseignements. Un petit nombre d'entre eux consentit à le faire. C'est qu'en général les directeurs d'usines ou de manufactures se méfiaient beaucoup de ceux qui viennent leur demander de faire connaître l'état exact de leurs rapports avec leurs ouvriers. Les uns estiment que les enquêtes portent atteinte à leur dignité, à leur pouvoir qu'ils jugent, en toute bonne foi, devoir être absolu ; qu'elles peuvent nuire à leur crédit, à leur autorité, quand bien même on ne relèverait chez eux rien de répréhensi-

(1) Cf. Sagnier, *La réglementation du travail en Belgique*.

ble au point de vue social. Les autres n'entendent souffrir l'intervention de personne, craignant de voir les abus qu'ils commettent livrés à la publicité. D'autres enfin, par indolence, ignorance ou dédain, jugent absolument inutile de donner leur avis sur les questions posées. Ceux qui répondent même s'efforcent de présenter les choses, sauf exception, sous le meilleur aspect et de faire prévaloir cette idée que toute réglementation est sans objet. C'est un penchant trop naturel pour qu'un observateur quelque peu sagace n'en tienne pas un grand compte. L'ouvrier, tout comme le patron, est sujet à caution. Le témoignage de l'enfant est aussi très suspect et, bien loin que la vérité sorte souvent de sa bouche, c'est bien plutôt le mensonge qu'il présente comme l'exacte vérité. Les magistrats instructeurs en savent quelque chose. L'enfant cède bien plus qu'on ne le croit aux suggestions de son imagination et, sans penser à mal, il invente souvent les faits avec une facilité et une assurance qui confondent. Ce n'est pas à dire qu'il faille rejeter sans examen tout ce qu'il dit, mais encore est-il nécessaire d'exercer une critique sévère sur ce qu'il raconte. Nous n'aurions pas insisté sur ce point si nous ne connaissions par expérience les résistances opposées par les préjugés à la critique des témoignages. Les médecins et les hygiénistes ayant dressé des rapports consciencieux et concluants, l'Académie royale de Belgique proposa d'interdire le travail dans les usines et dans les mines aux enfants âgés de moins de 10 ans ou débiles, rachitiques

ou scrofuleux. L'Académie réclamait la suppression du travail de nuit pour les enfants, la présentation de certificats constatant qu'ils savaient lire et écrire, enfin l'application des mesures hygiéniques reconnues indispensables. Ces conseils n'étaient pas superflus si l'on songe que les jeunes ouvriers travaillaient autant que les adultes, que leur instruction était insignifiante ou nulle, que l'admission d'ouvriers des deux sexes dans les mines et dans les ateliers entraînait une dégradation morale dont la description soulève le cœur de tristesse et de dégoût, en montrant l'homme ravalé au-dessous de la brute.

Deux ans après, en 1845, une nouvelle commission fut instituée à l'effet d'examiner les moyens d'améliorer le sort des classes ouvrières et indigentes du pays. Un projet de loi fut élaboré, mais les industriels et les partisans de la liberté du travail s'épouvantèrent à l'idée de voir pénétrer dans les usines des inspecteurs ayant mission de protéger les enfants contre les excès de la cupidité, de vérifier si les règles de la morale et de l'hygiène étaient respectées et de s'opposer aux abus du paiement des salaires en nature ou dans les cabarets. Leurs objections toujours les mêmes étaient celles-ci : prendre les mesures proposées c'était vouloir livrer les industriels pieds et poings liés aux effets de la libre concurrence, c'était consommer la ruine de leurs établissements par la divulgation de leurs secrets de fabrique et par la gêne causée par les vexations et les tracasseries administratives. Chose étonnante au premier abord, les ouvriers sou-

linrent les industriels. Les raisons de cette singularité sont très faciles à donner. D'abord, la routine et l'ignorance empêchent souvent l'ouvrier de comprendre ce qui se fait dans son propre intérêt. Ensuite, il faut le dire, vis-à-vis de ses propres enfants, il joue trop souvent le rôle du patron cupide envers ceux qu'il emploie. Il n'est pas rare malheureusement de voir les pauvres gens trouver naturel d'imposer à leurs enfants un labeur parfois inhumain pour se procurer un salaire supplémentaire. L'histoire des classes laborieuses est là pour faire voir que le travailleur est plus d'une fois complice des industriels dans l'exploitation de l'enfance. Il faut donc que la loi intervienne pour empêcher ces excès. Ajoutez à cela l'orgueil naturel de l'ouvrier considérant la réglementation comme une injure et déclarant qu'il sait bien ce qu'il doit faire. Enfin les ouvriers qui pensent le contraire, se rendent bien compte qu'ils risquent fort de déplaire au patron et de perdre leur place s'ils approuvent, autrement qu'en secret, les réformes proposées. Si nous disons cela, ce n'est pas pour donner un prétexte à des déclamations détestables, ni pour accentuer des conflits dont nous regrettons l'existence tout le premier, c'est tout simplement pour faire constater la réalité, pour ne pas ressembler à celui qui trace, dans son cabinet, un portrait enchanteur du patron et de l'ouvrier où rien ne manque, sauf la vérité et la vie. En dehors de ses affaires, le patron dont nous critiquons ici les procédés peut très bien être honnête, aimable, généreux même, seulement

toutes ses qualités s'évanouissent dès qu'il croit ses intérêts en péril. Le dévouement, l'abnégation et la charité rendraient assurément sans objet la réglementation du travail ; ce n'est pas notre faute si la majorité des hommes, sans être perverse ni méchante de parti pris, ne se compose pas uniquement de saints et de héros.

L'opposition contre les réformes concernant le travail l'emporta donc contre les pouvoirs publics. Cependant la détresse des classes laborieuses était alors extrême. La récolte de l'année 1846 étant insuffisante, le prix des vivres augmenta. L'industrie du lin passait par une crise terrible et la disette de pommes de terre aggravait encore les souffrances habituelles des pauvres. Et, pour remédier à ce triste état de choses, que préconisait-on ? La suppression des octrois et la création de nombreux travaux d'utilité publique. C'était évidemment insuffisant pour améliorer la situation des travailleurs fléchissant sous le poids des maux si divers, décrits si minutieusement dans les rapports des enquêteurs. Il fallait adopter des mesures raisonnables et pratiques ; il fallait, par exemple, se rendre compte que la question des logements ouvriers demandait une solution plus prompte que celle des octrois.

L'exposition des produits de l'industrie tenue à Bruxelles en 1847, rappela l'attention sur la misère des classes laborieuses. Charles Rogier, alors ministre de l'intérieur, regrettait l'absence de secours, lorsque l'âge et la maladie venaient paralyser le travailleur et le priver

du nécessaire. Pour s'éclairer il fit appel au jury de l'exposition. Le 16 avril 1849 un arrêté royal institua une commission « à l'effet d'élaborer un projet relatif à l'établissement d'une caisse générale de prévoyance et notamment d'une caisse de retraite particulièrement applicable aux classes laborieuses ». Ch. de Brouckère et Auguste Visschers firent chacun un rapport et MM. Frère-Orban et Rogier obtinrent des Chambres le vote de la loi du 8 mai 1850, révisée en 1865, sur la Caisse générale d'épargne et de la loi du 3 avril 1851 sur les sociétés de secours mutuels. D'après M. Vanlaer, « Le nombre des sociétés de secours mutuels reconnues s'est élevé successivement de 254 en 1887 à 369 en 1891, 752 en 1895, 1974 en 1899 ; le chiffre des membres effectifs affectés à une société mutualiste est passé de 36.000 en 1887 à 55.000 en 1891, 97.000 en 1895, 350.000 en 1899, — c'est-à-dire que pour 10.000 Belges il y avait en 1887, 61 mutualistes ; en 1891, 95 mutualistes ; en 1895, 152 mutualistes ; en 1899, 500 mutualistes. Le nombre des clients nouveaux de la Caisse des retraites, qui n'atteignait pas 400 en 1888, qui n'était encore que de moins de 4.000 en 1893, s'est élevé à plus de 10.000 en 1896, à 17.000 en 1897, à 43.000 en 1898. »

La question des logements ouvriers est une de celles qui doit le plus attirer l'attention de l'homme d'Etat, car, nous l'avons dit, les taudis qu'habitent nombre de travailleurs, expliquent en partie leur déchéance intellectuelle et morale.

Le conseil central de salubrité de Bruxelles et les sociétés de médecine de Gand et de Liège avaient rédigé des rapports, où les lieux d'habitation des ouvriers étaient décrits avec une effrayante précision. Les médecins faisaient connaître les rues étroites, malpropres, les chambres privées d'air et de lumière, pleines d'ordures où se vautreient, semblables aux animaux, de malheureux enfants rachitiques ou infirmes, ces quartiers où des familles entières entassées dans d'immondes cloaques vivaient et mouraient dans un état de répugnante promiscuité. « L'ouvrier, disait le conseil de salubrité de Bruxelles, est plus ou moins bien logé selon que le salaire est plus ou moins élevé, et la famille nombreuse. Il est quelques ouvriers possédant pour eux et pour leur famille, des lits et de la literie, en quantité et qualité convenables. Avons-nous besoin d'ajouter que ce sont encore là des exceptions, et que dans la plupart des familles ouvrières une couple de lits garnis d'un mauvais matelas servent au couchage de tous les membres de la famille, composée ordinairement de cinq ou six personnes de tout âge et de tout sexe ! Et cependant, ces familles ne sont pas encore les plus pauvres, les plus misérables ! C'est du sybaritisme en comparaison de ce qui existe chez un grand nombre de familles ouvrières qui n'ont, pour reposer leurs membres fatigués par le travail, qu'une espèce de large bac, contenant une méchante paille, sur laquelle s'étendent pêle-mêle, père, mère, garçons et filles, qui, la tête au chevet, qui, la tête au pied du lit, et n'ayant pour

se garantir du froid, qu'une sale et grossière couverture souvent en lambeaux ! » Et M. de Camps après avoir rapporté ces lignes, ajoute que ce triste tableau n'a pas changé aujourd'hui et qu'aucun progrès réel, en cette matière, n'a été réalisé depuis 1843. A Gand la description du logement ouvrier était plus poignante encore, car elle faisait ressortir non seulement l'horrible situation où se trouvaient les travailleurs, mais encore la cupidité sans entrailles des propriétaires, arrivant par l'usure à faire produire à leurs capitaux, par une spéculation savante, jusqu'à 18 0/0 d'intérêts, qu'ils extorquaient à leurs malheureux locataires.

Ces tableaux et ces rapports touchèrent les cœurs, ce fut tout le résultat obtenu. On lisait ces descriptions comme on assiste à une tragédie, sans réprimer son émotion, peut-être même en versant des larmes, puis la lecture finie, comme la tragédie jouée, on s'essuyait les yeux en se décernant probablement des éloges intérieurs sur l'exquise sensibilité dont on faisait preuve, laissant à d'autres le soin de réaliser les réformes nécessaires. Pendant de longues années, le Parlement se contenta de discuter sur l'opportunité du vote d'un projet de loi pour modifier cet état de choses. Enfin, une loi du 2 juillet 1857 accorda l'anonymat aux sociétés ayant pour objet la construction, l'achat, la vente ou la location d'habitations destinées aux ouvriers. Cette loi n'a pas donné ce qu'on espérait, car la spéculation s'est donné encore ici large carrière et l'avidité des actionnaires n'hésite pas

à percevoir un taux d'intérêts allant jusqu'à 20 0/0.

En 1869, le ministre des travaux publics ordonna de faire une enquête « sur la condition des ouvriers travaillant dans les mines et dans les usines métallurgiques ». Cette enquête ne put servir à cause d'un changement de ministère. Puis la guerre franco-allemande absorbant l'attention de tous, on laissa de côté provisoirement la question ouvrière. D'ailleurs la prospérité matérielle renaissait, le développement de l'industrie prenait une extension inouïe par suite de la crise que causaient en France la guerre, l'invasion, le paiement de la rançon des cinq milliards et la perte de l'Alsace-Lorraine. L'ouvrier belge gagnant un haut salaire oublia pour un temps ses revendications, et les pouvoirs publics, au lieu de mettre cette trêve à profit pour faire les réformes nécessaires, crurent plus sage de ne rien changer, de se livrer à cet optimisme que les faits semblaient autoriser.

Cette sécurité cessa en 1875, lors de la crise subie par les diverses branches de l'industrie. Les luttes ardentes suscitées par la question scolaire, le retentissement des grèves françaises, notamment de celle de Decazeville, la propagande socialiste toujours active firent éclater comme un coup de foudre le terrible mouvement de 1886.

« Une longue crise industrielle, dit le Père Vermeersch, succédant à une prospérité inouïe avait mis l'amertume et la haine au cœur des ouvriers de la grande industrie. Un sourd mécontentement agitaient les masses, surtout

dans les centres industriels des provinces wallonnes. Les meneurs ne manquaient pas, qui faisaient lever les ferments de discorde et de révolution. C'étaient des grèves, des promenades silencieuses de travailleurs irrités. Même une fois, à Liège, l'émeute avait été sanglante. Ce fut cependant, pour notre société, un réveil plein de surprise et d'effroi, quand au matin des 26 et 27 mars le télégraphe lui apprit que la terreur régnait dans le bassin de Charleroi, que les verreries étaient saccagées, les châteaux incendiés, que partout sévissaient la dévastation et le pillage (1). » Le danger apparut d'autant plus grave que, pendant quelque temps, on ne vit pas comment on pourrait y parer. « Des bandes, des gamins parfois, entraient dans les cours des charbonnages, menaçant de couper les traits, d'arrêter le ventilateur si les ouvriers, travaillant au fond, n'étaient sur le champ remontés. De tous les points de la contrée, des appels désespérés de protection venaient ; chaque houillère implorait des soldats, — le gouvernement avait laissé le pays presque sans troupes, — et la grève était si imposante, si instantanée, qu'il fallait toujours céder et chômer..... Ainsi comme la boule de neige peu à peu accrue et devenue avalanche, sous la terrible pression de la misère, la grève avait grandi, grandi en quelques heures avec une rapidité incroyable, et tournant à l'émeute, n'ayant plus de charbonnages à arrêter, elle s'attaqua aux verreries (2). »

(1) *Manuel social*, p. 17 et 18.

(2) Destrée et Vandervelde, *Le socialisme en Belgique*, p. 62 et 63.

Les industries de la houille, de la métallurgie et du verre au lieu d'être dispersées les unes loin des autres, se trouvent en Belgique ramassées sur les mêmes parties du territoire. Il est inévitable que les agitations écloses dans une industrie aient sur les autres des répercussions. Les ouvriers de la mine, de la verrerie sont séparés sur beaucoup de points. Les verriers, fiers de leurs salaires élevés, ne fraternisent guère avec les houilleurs ou les métallurgistes. Malgré cela ils subirent sans résistance cet entraînement auquel obéissent parfois les masses et dont des études récentes ont essayé de mettre en relief les causes assez obscures. Dans les grands soulèvements populaires, il se crée subitement une solidarité entre des membres de groupes différents en apparence, et chaque insurgé serait souvent bien en peine de donner les raisons qui justifient, à ses yeux, ses actes de vol ou d'assassinat. Ces agitations résultent fréquemment d'une misère lamentable longtemps supportée, mais qui aspire à se faire connaître de ceux dont la vie est plus favorisée. Il arrive un moment où la coupe déborde et, à la suite d'un événement quelconque, souvent insignifiant, la haine, la soif de jouissance, la cupidité, la violence et la douleur font irruption et donnent à l'emportement de ceux qui souffrent une force irrésistible.

L'ordre établi devient alors aux yeux de la multitude un obstacle funeste qu'elle aspire à renverser, sans se préoccuper de ce qui suivra, entraînant dans un même mouvement les indécis et les exaltés. « Les bandes ainsi

grossies allèrent de verrerie en verrerie, ordonnèrent la suspension du travail. Des circonstances diverses déterminèrent les premières destructions ; les velléités de résistance, le plaisir enfantin de briser le verre fragile, des caprices de foule despote ne permettant pas qu'on pût lui désobéir, des racontars on ne sait d'où venus, comme celui qui accusait un maître de verreries d'avoir menacé de le réduire au foin pour toute nourriture » (1). Les grévistes arrivèrent devant la verrerie Baudoux. Cet industriel à l'esprit hardi, avait voulu faire profiter son établissement des derniers perfectionnements accomplis. Il se heurta, tout à la fois, à l'irritation des ouvriers jugeant désastreuses pour eux des innovations qu'ils ne comprenaient pas, comme à la rancune et à la jalousie de ses rivaux, jaloux de voir s'accroître tous les jours sa prospérité et sa fortune. Si l'on tient compte des mécontentements divers nés de certaines mesures peut-être imprudentes ou maladroites, de certains reproches relevés contre lui, à tort ou à raison, on s'expliquera sans peine l'impossibilité pour cet industriel de soustraire son établissement à l'attaque imprévue d'une foule en délire. « L'usine fut anéantie, l'habitation de M. Baudoux mise à sac, en plein jour, au milieu d'un immense concours de curieux, d'où ne vint aucune protestation, aucun secours, et bientôt les bâtiments flambèrent, empourprant l'horizon d'un extraordinaire incendie, comme une au-

(1) Destrée et Vandervelde, *op. cit.*, p. 68.

rore étincelante, l'aurore rouge de la Révolution sociale !..... Cette menace énorme, suspendue sur la contrée, l'écrasa de stupeur et d'épouvante (1). » Une fois lancés, les émeutiers ne s'arrêtèrent plus, les dévastations continuèrent et l'on put apprécier à loisir, la valeur des conceptions de ces utopistes rêvant de gouverner les sociétés sans contrainte extérieure, à l'aide d'une morale sans obligation ni sanction. « Les pillards s'étaient transformés en mendiants qui rançonnaient le pays sans pitié. Et, à la suite des ouvriers sans travail, surgirent de leurs trous obscurs toutes les bêtes immondes, vagabonds, malfaiteurs, repris de justice qu'on retrouve en toute perturbation sociale. La population entière fut mise à contribution avec une âpreté irrésistible ; d'abord terrifiée, elle obéit ; puis secouée presque en même temps d'un sentiment d'indignation et de révolte, elle s'insurgea ; chacun fermement décidé à se défendre et à se protéger soi-même, revenant à l'état de nature, en quelque sorte, toutes les garanties sociales étant abolies, tous les biens sociaux dissous. En même temps arrivèrent des troupes ; quelques collisions eurent lieu entre les émeutiers et l'armée ; l'autorité régulière après avoir chancelé deux jours, retrouva sa force et son pouvoir ; le calme fut rétabli (2). »

Instruit par cette sanglante leçon, le gouvernement comprit qu'il ne suffisait pas de rétablir l'ordre et qu'il

(1) Destrée et Vandervelde, *op. cit.*, p. 69.

(2) Destrée et Vandervelde, *op. cit.*, p. 69 et 71.

fallait se rendre compte que ce soulèvement avait eu pour principale cause la détresse morale et physique de nombreux ouvriers. Il se mit à la recherche des moyens capables de prévenir ces redoutables insurrections dont la répression, même victorieuse, ne peut faire oublier les angoisses et les terreurs ressenties, les larmes versées et le sang répandu. Les catholiques belges émus par cette guerre civile employèrent leur intelligence et leur activité à montrer que le législateur ne devait pas rester inerte et ne pas croire que la crise ouvrière se résoudrait toute seule. Grâce à l'initiative d'un professeur à l'Université de Louvain, M. Brants, une société d'Economie sociale se forma pour propager les doctrines sociales de Le Play. Quelques grands industriels qui dirigeaient les établissements de la Vieille-Montagne, de Cokerill, les cristalleries du Val Saint-Lambert, s'efforcèrent d'améliorer la condition de ceux qu'ils employaient. Cependant, il faut le dire, trop peu de patrons se montrèrent enclins à suivre ces nobles exemples. La tâche, il est vrai, était difficile, car si les ouvriers s'entendaient bien pour réclamer leur dû, ils méconnaissaient aussi les droits du patron. « Si la généralité des industriels avaient si mal compris et si peu pratiqué leurs devoirs de patrons, les ouvriers de leur côté n'avaient pas mieux rempli, mais peut-être étaient-ils plus excusables, leurs devoirs de travailleurs libres et chrétiens. Ils n'avaient pas su profiter des accroissements successifs et considérables du salaire et de l'augmentation de leurs ressources pour améliorer

leur situation matérielle, ni pour établir sur la base solide de la prévoyance leur existence menacée par tant de crises, mais encore pour améliorer leur situation morale et intellectuelle. A mesure qu'on marchait vers le progrès matériel, on s'éloignait du progrès social. Plus prospère était l'industrie et plus lucrative la profession, plus s'enfonçait l'ouvrier dans l'imprévoyance, dans l'immoralité, dans la haine ; plus les salaires montaient plus la misère était grande. L'industrie qui devait fournir à l'émeute de Charleroi ses plus ardentes recrues, l'industrie de la verrerie, payait dans les jours de prospérité industrielle des salaires qui s'élevaient pour un grand nombre de ses ouvriers — le chiffre est à peine croyable, mais il est établi par d'indiscutables témoignages — jusqu'à 1.000 francs par mois » (1). Cet exemple montre clairement l'erreur des théoriciens qui fondent le bonheur et la paix sur la prospérité matérielle. Avec des salaires élevés et de l'instruction, l'ouvrier, nous répète-t-on tous les jours, se procurera le bonheur et la paix sans avoir besoin de croyances morales et surtout religieuses. Ceci nous paraît une utopie et d'autant plus dangereuse que ceux qui nous la présentent l'ont élaborée paisiblement dans leur cabinet en se gardant bien d'étudier les faits. S'imaginer que le bien-être matériel et la culture purement intellectuelle sont les seuls et uniques moyens de faire une société digne de ce nom, c'est, qu'on nous permette de le dire,

(1) Maurice Vanlaer, article cité.

donner une preuve frappante d'une ignorance complète du caractère et du tempérament de l'homme. Tous les jours nous voyons que l'instruction et la moralité ne se trouvent pas nécessairement réunies. Sans nier aucunement le devoir de développer son intelligence, n'oublions pas que les « dilettantes » sont souvent gens instruits et qu'il n'en est guère de plus dangereux au point de vue moral et social. Voilà pourquoi nous ne considérons comme véritable civilisation que celle où le progrès moral fait équilibre au progrès matériel.

La grève de 1886 porta un coup sensible à l'optimisme des hommes les plus convaincus du principe de non-intervention de l'Etat. M. Beernaert, alors chef de cabinet, fit entendre ces paroles mélancoliques devant les membres du Parlement : « Je n'ai point perdu la foi robuste de mes jeunes années en la liberté, mais où sont mes espérances d'autrefois ? Nous attendions de la liberté le progrès, l'harmonie et la paix. Le progrès s'est accompli, mais où sont l'harmonie et la paix ? » Sur sa proposition, le Roi institua le 15 avril 1886 un comité de 35 membres « chargés de s'enquérir de la situation du travail industriel dans le royaume et d'étudier les mesures qui pourraient l'améliorer ». Les noms les plus connus de la Belgique étaient sur la liste. On y voyait les représentants de toutes les écoles économiques ; des libéraux et des socialistes en faisaient partie comme les interventionnistes, comme des membres du clergé, des ingénieurs, des professeurs, des membres

du Parlement, des hauts fonctionnaires ; tous ceux enfin qui par leur autorité, leur expérience et leur savoir pouvaient contribuer au succès d'une enquête d'où devait sortir la législation sociale belge. La commission fit preuve d'un admirable désintéressement. Elle prodigua sans compter, son temps, ses efforts, sa patience et ses vacances, sans vouloir accepter la moindre rémunération pour remplir une tâche longue, rude et fastidieuse. Bel exemple d'humanité et de patriotisme, qui, s'il était suivi dans tous les pays, serait de nature à faciliter la résolution de la crise que nous traversons et ferait un bien dont on ne peut mesurer l'étendue.

Les diverses questions posées concernant le travail, la situation matérielle, morale et intellectuelle des ouvriers donnèrent lieu à des milliers de réponses écrites. Les réponses orales furent recueillies par les membres de l'enquête, répartis en six sections régionales dans toute la Belgique. Sans doute, les dépositions orales et écrites n'ont pas toutes la même valeur ; il faut faire la part de l'ignorance, des préjugés, des colères, de l'intérêt, de la naïveté et du bavardage inutile. Mais il n'en reste pas moins que le pays tout entier fut reconnaissant envers les membres de l'enquête de leur abnégation et de leur effort pour se rendre compte de l'étendue des maux dont souffrait la classe ouvrière. M. Georges Picot put dire, en toute vérité, devant notre Académie des sciences morales et politiques : « L'œuvre poursuivie par la commission belge du travail est la plus vaste qui ait été

accomplie de notre temps. Elle a un caractère particulier ; en un temps où tous les Parlements, tous les peuples, tous les ministres s'enrôlent dans un parti, où les députés se font radicaux ou réactionnaires, veulent de parti pris marcher à l'avant-garde ou rebrousser chemin, les Belges ont montré un esprit libre...., fournissant aux débats qui tendent à absorber de plus en plus les esprits et à remplacer dans l'avenir les discussions de pure politique par l'étude des réformes pratiques, des solutions modérées, dignes de réveiller l'attention publique » (1). Parmi ceux qui se distinguèrent par leur ardeur à chercher les moyens de résoudre pacifiquement les conflits sociaux il faut citer au premier rang les membres de l'épiscopat belge. L'évêque de Liège, Mgr Doutreloux, convoqua les catholiques à trois congrès, tenus à Liège, pour étudier les œuvres sociales. Un quatrième congrès fut réuni à Malines. Malheureusement on put remarquer les divisions profondes existant entre ceux qui admettaient l'intervention de l'Etat et ceux qui lui étaient nettement opposés. Il ne faudrait pas croire cependant que toutes ces discussions restèrent stériles. Les membres de ces divers congrès sentirent le besoin de tracer les grandes lignes d'un programme qui réunirait les adhésions de tous, et l'on arriva à formuler une doctrine dont le résumé nous est donné par M. Vanlaer. « La liberté reste l'idéal ; mais l'intervention législative est aujourd'hui

(1) Extrait cité par M. Maurice Vanlaer.

d'hui nécessaire pour garantir son existence, réparer ses lacunes, prévenir ses abus. L'individu, ou plutôt la famille, reste l'unité, la *cellule* sociale ; la réforme sociale est donc principalement une réforme morale ; mais l'intervention de la loi est aujourd'hui nécessaire pour susciter, développer, fortifier, les initiations toujours lentes et quelquefois insuffisantes. Et parce qu'enfin il ne faut pas que la liberté soit un vain mot pour l'ouvrier, ni que l'individu reste une « poussière humaine sans direction », et qu'il est d'ailleurs souhaitable que la loi puisse graduellement se dégager d'attributions que les circonstances imposent, mais qui dépassent le domaine naturel de sa compétence et l'exercice normal de sa fonction, l'association doit être développée ; l'association sous toutes ses formes les plus diverses : sous la forme de mutualités, groupant les unités impuissantes à lutter isolément contre les crises qui menacent la famille ouvrière ; sous la forme de syndicats, réalisant la concentration du travail en face de la concentration du capital, et rétablissant l'équilibre entre les deux éléments rivaux de la production ; sous la forme enfin d'une organisation légale de la profession ; instituant entre l'individu atome impuissant et l'Etat masse incohérente, entre la petite famille composée du père, de la mère et des enfants et de cette grande famille qui est la nation, une agglomération intermédiaire, une troisième famille plus nombreuse et par conséquent plus stable que la première, plus homogène et par conséquent plus souple que la seconde. »

Le législateur belge s'est inspiré de ces vues pour accomplir son œuvre d'apaisement social. Pour réprimer les abus du paiement des salaires en nature, une loi du 16 août 1887, complétée par les lois des 15 et 16 juin 1896, décida que les salaires des ouvriers devraient être payés en monnaie métallique et fiduciaire ayant cours légal ; que tous paiements effectués sous une autre forme seraient nuls et non avenue. Ces paiements ne peuvent être faits dans les cabarets, débits de boissons, magasins, boutiques ou dans des locaux y attenant. Les salaires ne dépassant pas 5 francs par jour doivent être payés à l'ouvrier, au moins deux fois par mois, à seize jours d'intervalle au plus. Pour les ouvrages à façon, à la pièce ou par entreprise, le règlement partiel ou définitif doit être effectué au moins une fois chaque mois. Un arrêté royal du 5 décembre 1887 détermine les conditions dans lesquelles les députations permanentes peuvent autoriser les patrons à fournir certains objets à leurs ouvriers à charge d'imputation sur les salaires. En cas d'abus la députation peut, soit d'office, soit sur la plainte des intéressés, révoquer l'autorisation accordée. La loi du 18 août 1887 règle l'incessibilité et l'insaisissabilité des salaires. Celle du 31 juillet 1889 forme le statut organique des Conseils des prud'hommes. Le sort des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels a été fixé par la loi du 13 décembre 1889. Tout enfant âgé de moins de 12 ans ne peut être employé dans ces établissements. Les travaux dangereux ou excédant

leurs forces sont interdits aux adolescents âgés de moins de 16 ans, aux jeunes filles et aux femmes âgées de moins de 21 ans. Pendant les quatre semaines précédant l'accouchement, les femmes ne doivent pas travailler. Pas de travail de nuit, ni de travail excédant douze heures par jour pour les enfants âgés de moins de 16 ans, ainsi que pour les jeunes filles et les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans. De plus ces personnes doivent avoir un jour de repos complet par semaine. Cependant, par exception, en cas de nécessité ou d'urgence, le Roi peut déroger à ces mesures protectrices. On délivre gratuitement aux personnes protégées un carnet portant toutes les indications utiles (nom, prénoms, date et lieu de naissance, etc.) et dont la forme est réglée par arrêté royal du 24 décembre 1890.

Le louage de travail est, comme l'on sait, un des contrats les plus importants à l'heure actuelle. Nous en parlerons dans le chapitre suivant. Disons seulement que sur ce point le législateur français a beaucoup hésité et s'est montré très peu précis et très peu net au sujet de la rupture du contrat dans la loi du 27 décembre 1890. La loi belge du 10 mars 1900 a le mérite d'avoir édicté des dispositions nettes, claires et précises. Quand une des parties contractantes rompt le contrat de louage de travail sans respecter le délai de préavis fixé par le règlement d'atelier ou par les usages, elle doit une indemnité égale à la moitié du salaire correspondant à la durée du préavis. Le patron est la plupart du temps solvable et

l'ouvrier dont le droit est violé est bien sûr d'être indemnisé. Il est donc juste que le patron puisse l'être aussi. La loi l'autorise, dans le cas où l'ouvrier est en faute, à retenir au jour de la paye la partie du salaire équivalant au montant de l'indemnité. Les raisons qui justifient la brusque rupture du contrat, soit de la part du maître, soit de la part de l'ouvrier sont énumérées limitativement dans la loi.

Auparavant la question des règlements d'atelier, qui doit faire l'objet principal de notre étude, avait été résolue par voie législative. Assurer la fidélité des engagements pour ce qui se rapporte au paiement des salaires était œuvre bonne mais incomplète. « Il y a dans le contrat de travail bien d'autres conditions à régler, d'autres difficultés à prévoir, pour lesquelles on se rapporte aux « usages des lieux », ou simplement aux traditions de l'usine. Ces coutumes ne sont pas toujours établies avec précision, ni exactement connues des parties contractantes; et il est à souhaiter qu'elles soient *écrites*, codifiées dans un « règlement d'atelier » qui devienne ainsi comme le *grand coutumier* du travail, dans l'établissement pour lequel il est fait. Si cette codification est souhaitable, pourquoi ne serait-elle pas obligatoire, s'est demandé le législateur belge; et ayant répondu affirmativement, il a prescrit par une loi du 15 juin 1896 que, dans les entreprises industrielles et commerciales qui emploient au moins dix ouvriers, il serait rédigé un rè-

glement d'atelier (1). » Par arrêté royal du 31 mai 1899 l'obligation d'avoir un règlement d'atelier a été étendue aux entreprises employant cinq ouvriers, sauf exceptions prévues par la loi.

Un personnel spécial, celui de l'inspection du travail, est chargé de signaler et de prévenir les infractions aux mesures protectrices édictées en faveur des ouvriers.

Pour mener à bien une œuvre aussi difficile et aussi complexe que celle de la préparation des lois ouvrières, il a fallu créer des organes aptes à fournir les services attendus. L'Office du Travail, créé par arrêté royal du 12 novembre 1894 et le Ministère de l'Industrie et du Travail, créé le 25 mai 1895, accomplissent cette tâche délicate avec un zèle, une compétence et une prudence qu'on ne saurait trop louer. Une organisation habile fait converger les efforts de tous vers la réalisation d'un même but. « Par là, par cette stimulante répartition de la besogne, s'est réalisée la pensée qu'exprimait M. de Bruyn quand il soumettait au Roi son plan d'organisation de l'Office du Travail : « En étendant dans ces limites les attributions de l'Office, écrivait-il, le projet d'arrêté évite toutefois de rattacher à une seule et même branche de services l'exécution des lois ouvrières... Il importe, au contraire, que les diverses administrations du ministère du travail s'imprègnent des idées nouvelles et coopèrent à l'œuvre commune... Il appartiendra au chef du département de

(1) Maurice Vanlaer, article cité.

veiller à ce que l'unité de vues la plus complète préside à leur fonctionnement et à ce que leurs travaux soient menés d'après un plan d'ensemble méthodiquement tracé et rigoureusement suivi. » C'est un devoir dont M. Albert Nyssens n'a jamais négligé de s'acquitter ; et nos voisins ont eu la bonne fortune, au moment même où ils étaient dotés d'un ministère nouveau, de rencontrer tout de suite le ministre qu'il fallait à ce ministère (1). »

Après cette revue sommaire de la question ouvrière en Belgique nous devons, avant d'aborder directement la question des règlements d'atelier, étudier la nature spéciale du louage de travail, car il touche trop à la matière dont nous nous occupons pour que nous puissions le passer sous silence.

(1) Charles Benoist, *L'organisation du travail*, *Revue des Deux-Mondes*, 15 janvier 1899.

CHAPITRE II

LE LOUAGE DE TRAVAIL AU POINT DE VUE JURIDIQUE ET SOCIAL (1).

D'après la loi belge du 10 mars 1900, le louage de travail est un contrat par lequel un ouvrier s'engage à travailler sous l'autorité, la direction et la surveillance d'un chef d'entreprise ou patron, moyennant une rémunération à fournir par celui-ci et calculée soit à raison de la durée du travail, soit à proportion de la quantité, de la qualité ou de la valeur de l'ouvrage accompli, soit d'après toute autre base arrêtée entre les parties. Remarquons tout d'abord que le législateur belge emploie l'expression de « contrat de travail ». Certains économistes et même des juristes s'en servent aussi ou bien adoptent celle de « contrat de salaire ». Ces expressions ne sont pas correctes et il est regrettable que l'on ne fasse pas tous ses efforts pour donner au langage juridique toute la précision nécessaire. Comme le dit fort bien M. Marcel Planiol, critiquant ces formules : « En droit elles n'ont pas plus de raison d'être que les expressions symétriques

(1) Cf. le savant *Traité de droit civil*, t. II, de M. Marcel Planiol, professeur de droit civil à la Faculté de droit de Paris ; Michel Bodeux, *Études sur le contrat de travail*.

« contrat de loyer » ou « contrat de maison » si on les appliquait au louage de choses (1). » Il faudrait dire contrat de louage de travail, mais l'habitude d'abrégier cette expression est devenue tellement prépondérante qu'il est douteux qu'on puisse en triompher. Quoi qu'il en soit, ce contrat a pour but de faire exécuter par l'ouvrier une certaine œuvre, en échange de laquelle on lui donne un certain prix appelé salaire. Tel est le point de vue purement juridique. Quelques économistes classiques voulurent faire prévaloir la conception suivante. Ils supposèrent deux hommes, le patron et l'ouvrier, libres tous deux, s'associant pour une œuvre commune ; l'un donnant son expérience et son argent, l'autre donnant son habileté, son temps et ses efforts. Seulement quand au lieu de regarder l'œuvre supposée de ces deux contractants on ne s'attachait qu'à la rémunération, les mêmes économistes recommandaient bien de distinguer soigneusement les deux parties en cause. La rémunération de l'ouvrier était évaluée à l'avance et devait lui être acquise quel que fut le résultat de l'opération ; elle était fixe. Celle du patron, au contraire, restait soumise à toutes les chances possibles de profit ou de perte. Cette conception a été justement critiquée. « Quelques-uns, dit M. Planiol, ont même émis l'opinion que le contrat passé entre le patron et l'ouvrier était une *société à forfait*. C'est une de ces formules qui séduisent à la condition

(1) *Traité de droit civil*, t. II, pp. 567 et 568.

qu'on n'y réfléchisse pas. L'idée de forfait est aussi incompatible avec l'idée de société que l'idée de gratuité avec celle de vente : « société à forfait » a tout autant de sens que « vente gratuite ». L'essence de la société est la communauté des risques et des gains : du moment où la part de l'un des collaborateurs est fixe, où il est assuré contre les chances de perte et privé des chances de gain, celui-là n'est pas un *associé*, c'est un *salaarié* ; il a fait non un contrat de société, mais un contrat de louage de travail..... Le système de la *participation aux bénéfices* ne changerait même pas la nature du contrat. La part de bénéfices allouée à chaque ouvrier ou employé est un *supplément de salaires*, variable dans sa quotité, mais qui reste l'accessoire..... La participation aux bénéfices n'est pas la seule forme perfectionnée du salaire ; l'industrie et le commerce emploient encore d'autres combinaisons, telles que le salaire avec primes, et le salaire progressif. Le contrat reste donc un louage, à la condition toutefois que la participation aux bénéfices soit pure et simple et laisse subsister un patron responsable, débiteur d'un salaire fixe. Si la maison s'organisait en véritable *association coopérative* où le salaire entier dépendrait des ventes, le contrat changerait de nature et deviendrait une société. »

Cette conception fausse du louage de travail a été d'autant plus répandue que le Code civil, commun à la France et à la Belgique, ne l'avait pas réglementé. Bon nombre d'économistes ne trouvant pas d'obstacles dans la légis-

lation méconnaissent, par amour pour la non-intervention de l'Etat, les véritables rapports entre l'ouvrier et le patron pendant la plus grande partie du XIX^e siècle. Cependant Adam Smith les avait avertis dans son livre : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Son sens pratique l'avait empêché de préférer sur ce point les théories à la réalité des faits. Il avait fait justice en quelques lignes de cette prétendue société existant entre le patron et l'ouvrier. « Il n'est pas difficile, disait-il, de prévoir lequel des deux partis, dans toutes les circonstances ordinaires, doit avoir l'avantage dans le débat, et imposer forcément à l'autre toutes ses conditions.... Dans toutes ces luttes, les maîtres sont en état de tenir ferme longtemps. Un propriétaire, un fermier, un maître fabricant ou marchand, pourraient en général, sans occuper un seul ouvrier, vivre un an ou deux sur les fonds qu'ils ont déjà amassés. Beaucoup d'ouvriers ne pourraient pas subsister sans travail une semaine, très peu un mois, et à peine un seul une année entière. A la longue, il se peut que le maître ait autant besoin de l'ouvrier que celui-ci a besoin du maître ; mais le besoin du premier n'est pas si pressant ». Jean-Baptiste Say reconnaissait bien la supériorité du maître sur l'ouvrier ; il admettait que le premier ne luttait pas à armes égales contre le second. Mais, convaincu que l'action de l'Etat ne pouvait en général être qu'inutile ou nuisible, il écrivait dans son *Traité d'économie politique* : « Sans doute, le gouvernement, lorsqu'il le peut sans provoquer

aucun désordre, sans blesser la liberté des transactions, doit protéger les intérêts des ouvriers parce qu'ils sont moins que ceux des maîtres protégés par la nature des choses ; mais, en même temps, si le gouvernement est éclairé, il se mêlera aussi peu que possible des affaires des particuliers, pour ne pas ajouter aux maux de la nature ceux qui viennent de l'administration. » Ces enseignements portèrent leurs fruits. Un économiste parut et soutint que la liberté des transactions existait toujours entre le patron et l'ouvrier, et, que s'inquiéter de l'infériorité de l'une des parties contractantes, c'était vraiment pousser la naïveté trop loin. Ecrivant avec un remarquable talent et beaucoup d'esprit, Bastiat se fit croire aisément, quand il prétendit que, grâce à la division du travail, tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes. « Grâce à la sociabilité qui est le caractère distinctif de notre espèce, ces opérations se sont distribuées entre une multitude de travailleurs... Vient ensuite la répartition du produit, qui s'opère suivant le contingent de valeur que chacun a apporté à l'œuvre totale. Si ce n'est pas là de l'association, je demande ce que c'est..... Ne sont-ils pas tous également soumis pour la rémunération, c'est-à-dire pour le partage du produit à la loi *du prix débattu* ? N'est-ce pas en toute liberté, pour le bien commun, que cette séparation de travaux s'opère et que ces arrangements sont pris ? » (1) Comme la plupart

(1) *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas.*

des hommes ont besoin de faire un effort pour penser aux autres, on conçoit facilement l'effet produit par ces belles affirmations. Beaucoup de patrons étaient ravis de s'en remettre aux lois économiques pour améliorer la situation de leurs ouvriers. Il semblait que ces économistes théoriciens eussent pris à tâche d'implanter dans l'esprit des privilégiés de la fortune et du législateur, cette confortable conviction que, pour ne pas empirer le sort d'ailleurs inévitable de ceux qu'ils employaient, il fallait se garder de faire quelque chose pour eux. Ce n'est pas à dire que les économistes dont nous parlons fussent insensibles aux souffrances de l'humanité ; ils les déploraient comme les autres, mais le fatal esprit de système les retenait captifs dans cette idée que, en elles-mêmes, la libre concurrence et la liberté du travail étaient des biens trop précieux pour être limités ; ils croyaient imperturbablement à la guérison de tous les maux dont les ouvriers étaient les victimes par le libre jeu des forces économiques. C'est ce dont on peut juger en lisant ce qu'écrivait Charles Dunoyer en 1854 : « Le législateur peut bien sans doute charger les tribunaux d'apprécier les cas où des parents, de complicité avec les chefs de fabrique, feraient des forces ou plutôt de la faiblesse de certains enfants un abus véritablement coupable ; mais décider d'une manière générale que telle classe de travailleurs ne pourra être retenue au travail que tant d'heures, il ne le peut véritablement pas ; car il ne le pourrait qu'avec des inconvénients extrêmes, pires que le mal au-

quel il tenterait d'obvier. Ce mal est le résultat nécessaire d'une situation qui ne peut changer par de tels moyens, et le régime réglementaire échoue ici comme en toutes choses ; sa prétention de suffire à tout par des procédés artificiels est une prétention pleine de démesure et qui ne suffit véritablement à rien (1). » Convaincu que les difficultés qui naissent du contrat de louage de travail doivent être ignorées du législateur, il regrette vivement que son idéal de liberté absolue ne puisse se réaliser que dans un avenir très lointain. « Cette liberté, en effet, n'est pas compatible avec des habitudes d'esprit qui permettent à la société de soumettre les travaux manufacturiers à des règlements de la nature de ceux que je viens de passer en revue. Il ne lui appartient pas plus de déterminer, dans un intérêt d'humanité ou de sécurité, la longueur des journées de travail, la forme de certains instruments, la place de certains ateliers, qu'il ne lui appartenait, sous l'ancien régime, de régler les procédés de fabrication dans un intérêt de probité (2). » Mais, dira-t-on, cette exagération de l'individualisme n'existe plus. Tout le monde comprend aujourd'hui que le louage de travail, ayant une nature spéciale, ne doit pas être envisagé comme ayant pour but simplement d'obtenir de la force de travail moyennant un prix, que le patron ne doit pas considérer l'ouvrier comme un vendeur quelconque. Les faits prouvent que cette conception du louage

(1) Dunoyer, *De la liberté du travail*, t. II, p. 371.

(2) Dunoyer, *De la liberté du travail*, t. II.

de travail garde encore plus de partisans qu'on ne croit. « Si je repousse, disait naguère M. Yves Guyot, l'intervention de l'Etat, des municipalités pour protéger l'ouvrier, je repousse aussi la protection de l'ouvrier par le patron. Le patron n'a qu'à envisager le prix de revient de sa marchandise qui se compose de l'intérêt du capital, du prix des matières premières et du prix du travail. Je considère que l'ouvrier n'est qu'un marchand de travail. Entre le patron et l'ouvrier le contrat doit être net, aussi net qu'entre le vendeur et l'acheteur des matières premières.

L'ouvrier a un devoir, c'est de donner le travail pour lequel il est rémunéré ; le patron a un devoir, c'est de payer le travail au prix convenu. Une fois ce calcul exécuté, chacun doit garder son indépendance. Tout à l'heure, M. Vandervelde a dit : « Oui, mais il faudrait qu'il y eût égalité dans les conditions des contractants ». Est-ce que jamais, entre deux contractants, il y a une égalité absolue ? Est-ce que l'homme qui vend aujourd'hui du blé, du charbon ou du fer ou une machine, n'est pas poussé à vous vendre parce qu'il a des échéances, parce qu'il a besoin de faire des achats à son tour, parce qu'il a des ouvriers à payer, un outillage à amortir, des capitaux à rémunérer ou pour tel ou tel autre motif. Il y a dans tout contrat d'achat et de vente, dans tout contrat d'échange, une partie qui a toujours plus intérêt à acheter ou à vendre que l'autre partie. Vous discutez, l'équilibre s'établit, le contrat est consenti et chacun fait une

affaire plus ou moins bonne, selon les circonstances..... C'est parce que j'ai un respect, autrement élevé que les socialistes, de la personnalité de l'ouvrier, que je repousse cette intervention de l'Etat, comme je repousse les institutions patronales dont on a tant abusé. Et d'abord je considère le mot de patron comme détestable parce qu'il évoque une idée de préséance, de protection... Ce qu'ils ont à faire, c'est à exécuter le contrat : l'un à livrer sa marchandise, l'autre à la payer. Si ensuite des sentiments de sympathie, de cordialité, viennent s'ajouter à ces rapports, c'est par surcroît ; cela ne gâte rien ; au contraire, mais c'est autre chose que l'opération qui consiste à déterminer, payer et recevoir le salaire... La philanthropie est un sentiment qui ne peut revêtir cette forme tangible..... Je n'ai pas besoin de rappeler les grands conflits auxquels ont donné lieu les efforts faits par les employeurs pour donner plus de solidité et de durée au contrat de travail par leurs caisses de retraites collectives et leurs institutions de prévoyance, qui m'a fait un jour, à la Chambre des députés, dire des directeurs des usines qu'ils étaient coupables d'excès de philanthropie.. L'excès de force des plus forts est la meilleure protection que vous puissiez donner aux plus faibles... Ma conclusion est celle-ci : Est nuisible toute institution (ou mesure législative, fiscale, administrative) qui a pour objet de restreindre l'activité intellectuelle ou productive de l'individu. Est pernicieuse toute institution qui a pour objet de protéger un individu ou un groupe d'individus

contre une concurrence, car elle a pour résultats l'apathie et l'étiollement des intéressés (1). »

Nous avons voulu citer cette opinion que, pour notre part, nous rejetons entièrement. Nous comprendrions que l'on recommandât, toutes les fois que cela est possible et désirable, d'éviter de faire appel à l'Etat et de suppléer aux initiatives individuelles défaillantes par l'action de syndicats, d'associations fortement organisés. Mais aller affirmer qu'entre le patron et l'ouvrier il n'existe que les rapports définis par M. Yves Guyot, c'est autoriser les pires révolutions, dissoudre les liens les plus respectables et les plus nécessaires, encourager, quoi que l'on puisse dire, l'application de la plus célèbre maxime de Hobbes « *Homo homini lupus* ». Non ! le patron ne doit pas renier son rôle social de protecteur éclairé et bienveillant, qui seul justifie sa richesse et sa puissance, et sans lequel une société ne peut durer. Même parmi les économistes classiques contemporains, il s'en trouve, hâtons-nous de le dire, qui comprennent la gravité de la crise ouvrière et dont les théories économiques n'empêchent pas de reconnaître qu'au fond de toute question sociale, il y a une question de morale. « Moins encore ici qu'ailleurs, dit M. H. Baudrillart, il ne conviendrait de faire abstraction du point de vue moral, et d'oublier que ce sont non seulement des valeurs abstraites ou des quantités matérielles qui sont en jeu, mais des hommes.

(1) *La réglementation du travail*, discours de M. Yves Guyot au Congrès d'Anvers,

Ce n'est pas seulement l'accord du capital et du travail qu'il faut constater comme fait général, c'est à l'accord des capitalistes et des travailleurs qu'il faut tendre ; or cet accord, souvent troublé par des calculs trop égoïstes, des intérêts mal entendus, des jalousies ou des haines, ne saurait se passer des sentiments de bienveillance mutuelle, d'équité, d'égards réciproques. Le patron ne doit pas considérer l'ouvrier comme un auxiliaire indifférent, comme un étranger avec lequel il s'acquitte par une paye. Ce mot même de *patron* implique des devoirs, l'intervention de considérations de l'ordre moral. Il doit s'enquérir du sort de ceux qu'il emploie, et, sans peser sur leur liberté, les aider par tous les moyens qui sont en son pouvoir, non seulement par les marques individuelles d'intérêt qu'il peut leur donner, mais par les institutions de secours et d'épargne auxquelles il peut contribuer et les engager à s'associer (1). »

Dans l'étude que nous allons faire des règlements d'atelier nous aurons toujours présent à l'esprit le caractère spécial de la théorie des obligations en général et du contrat de louage de travail en particulier. C'est ce que rappelle avec autant de justesse que de netteté, M. Marcel Planiol, l'éminent professeur de droit civil à la Faculté de droit de Paris : « La matière des obligations..... est la plus théorique de toutes les parties du droit. C'est elle qui forme le domaine principal de la lo-

(1) H. Baudrillart, *Manuel d'économie politique*, 5^e édition, p. 169.

gique juridique, et c'est pourquoi elle plaît à ceux qui aiment à raisonner à la façon des mathématiciens ; pour elle surtout, le « *mos geometricus* » dont parlait Leibnitz peut se donner carrière. Cependant il est bon de se mettre en garde contre cette tendance à raisonner étroitement logique. Elle est contraire au but social de la législation, dont la fin dernière, la voix vivante se trouve dans la jurisprudence, c'est-à-dire dans l'adaptation de la loi aux faits. Sans doute, il y faut du raisonnement, mais non pas d'une manière exclusive ni même prépondérante ; l'interprète du droit a surtout besoin d'esprit d'observation et d'équité (1). » La loi sur le contrat de louage de travail votée en Belgique peut servir de modèle sur ce point. Comme l'a fait observer le R. P. Vermeersch, « La loi a un triple caractère. Dans son *principe*, elle repose sur une conception plus haute de la prestation de travail ; elle y reconnaît un homme engagé tout entier comme personne physique, morale, intellectuelle. (M. H. Denis au Conseil supérieur.) Dans sa *portée*, c'est une simple loi de droit civil, analogue aux lois sur la vente et le contrat de mariage ; et par conséquent également acceptable par les partisans et les adversaires de la réglementation industrielle (Exposé des motifs). Dans sa *teneur*, sa note caractéristique c'est le respect de la liberté et de l'égalité juridique des contractants ; ses dispositions sont dominées par un perpétuel

(1) *Traité de droit civil*, t. II, Préface, p. VIII.

souci de l'équivalence et de la réciprocité des obligations. Plusieurs règles soustraites au bon plaisir des contractants n'ont pas d'autre raison d'être. La loi reconnaît cependant une autorité patronale, mais juridiquement limitée aux bornes du contrat lui-même. Nous nous plaçons à relever, comme un grand progrès sur la législation antérieure, le souci manifeste de la moralité et de la religion de l'ouvrier. Remarquons enfin que la loi n'est pas une pure faveur pour l'ouvrier. L'obligation des préavis, les imputations sur le salaire, les retenues en garantie sont plutôt à l'avantage du chef d'entreprise (1). »

La nature du contrat de louage de travail étant nettement distinguée de celle des autres contrats, nous allons parler maintenant des règlements d'atelier en Belgique jusqu'en 1893.

(1) *Manuel social*, p. 202 et 203.

CHAPITRE III

LES RÈGLEMENTS D'ATELIER EN BELGIQUE JUSQU'EN 1893.

Lorsque le patron et l'ouvrier se sont engagés l'un à donner du travail, l'autre à le faire, nous n'en sommes qu'aux préliminaires, il faut ensuite aviser aux conditions d'exécution du contrat. Le travailleur qui met le pied dans une usine, cesse de s'appartenir pour faire partie d'une organisation délicate et compliquée, ayant ses règles et sa discipline intérieure.

Sans l'ordre, sans la régularité, pas de bonne exécution du travail et l'on comprend l'obligation imposée à l'ouvrier d'être respectueux et soumis envers ceux qui assurent le bon fonctionnement de l'établissement où il se trouve. Pour obtenir ce résultat indispensable, le patron fait ce qu'on appelle un règlement d'atelier dont les différents articles concernent l'heure d'entrée et de sortie de l'usine, l'heure et la durée des repas, le mode d'accomplissement du travail, l'époque et le mode de paiement des salaires, les règles de morale et d'hygiène à observer, les dispositions prises pour sauvegarder la sécurité matérielle, les diverses pénalités sanctionnant les divers manquements au règlement, comme les amendes, la réprimande, la mise à pied et le renvoi. On voit,

sans que nous insistions davantage, l'importance du règlement d'atelier, importance telle qu'à nos yeux, l'ouvrier n'est édifié véritablement sur la nature du contrat conclu que lorsqu'il en connaît parfaitement les conditions d'exécution. L'accessoire engage en fait beaucoup plus gravement le travailleur que le contrat lui-même. Or tandis qu'en théorie le contrat est rédigé et accepté librement, après discussion contradictoire, par les deux parties contractantes, les règlements, au contraire, sont l'œuvre exclusive d'une seule des parties. « Rédigés alors par le chef d'industrie qui, parfois à titre absolument gracieux et spontané, consulte son personnel, ils sont imprimés et affichés dans l'atelier, et chaque ouvrier est présumé, par le fait de son entrée, les avoir acceptés. C'est par cette acceptation tacite que se forme le contrat (1). » Nous repoussons complètement cette idée qu'il y ait là une véritable acceptation formant véritable contrat lorsque, ce qui existe dans la plupart des pays, l'ouvrier n'est pas appelé à présenter ses observations touchant les clauses du règlement. Il est vrai qu'on nous objecte cet argument aussi faux que commode à énoncer : l'ouvrier n'est-il pas libre de ne pas accepter ? s'il ne dit rien c'est qu'il ne trouve rien à redire, il y a donc acceptation tacite. Eh bien ! non ! il n'est pas exact qu'il y ait ici absence de contrainte, et si les partisans des doctrines économiques individualistes admettent

(1) Hubert Valleroux, *Le contrat de travail*, p. 372.

que l'ouvrier adhère librement au règlement c'est qu'ils sont encore, sans y réfléchir, sous l'influence de la vieille formule romaine : *Coacta voluntas tamen voluntas est* qui faisait dire au jurisconsulte Paul : *Quamvis si liberum esset noluissem, tamen volui* (D., 4, 2, Q. m. c. 21, 5). Heureusement les connaissances psychologiques ont fait des progrès depuis le temps où vivait le jurisconsulte romain ; il faut être doué d'un optimisme imperturbable pour qualifier d'acte volontaire et raisonné un acte qui n'a nullement ce caractère. Cet optimisme est d'ailleurs très fréquent. Supposons qu'un homme se trouve surpris par un voleur lui demandant la bourse ou la vie. S'il craint la mort, et, nous ne calomnions pas l'humanité en disant que la plupart des hommes la redoutent, il donnera sa bourse. Eh bien ! il se trouve encore aujourd'hui nombre de gens pour affirmer, en toute tranquillité d'âme, que le volé a choisi et par conséquent accepté. Pour nous cette manière de raisonner nous confond absolument. Comment ! voilà un homme qui ne veut pas mourir ; il ne peut donc avoir qu'une seule pensée dans l'esprit, celle de donner sa bourse, puisque l'idée d'accepter la mort ne l'arrêtera pas même une seconde ; donc, il ne choisit pas, donc l'acte qui lui fait donner sa bourse n'est pas volontaire, il a pour cause la peur, ce qui est bien différent. Eh bien ! l'ouvrier auquel le patron impose, sans discussion préalable, le règlement d'atelier est, la plupart du temps, dans une situation analogue. Accepte-t-il ce règlement au sens propre du mot ? Non ! il le subit ; ce

qui est tout autre chose. « Le règlement de fabrique, disait fort bien, en 1886, un inspecteur fédéral suisse, ne peut valoir comme convention écrite ; il n'a pas en réalité le caractère d'une convention, d'un contrat dans le sens propre du mot, parce qu'il n'est qu'un ordre, un ensemble de devoirs imposés par l'un des contractants, le patron, à l'autre contractant, l'ouvrier, ensemble de devoirs que le travailleur doit accepter à son entrée dans la fabrique, conditions sous le bénéfice desquelles il reçoit de l'ouvrage. Le travailleur n'est pas libre, si on lui donne une place, de récriminer contre l'une ou l'autre disposition du règlement, ni même de demander un changement ; il doit prendre le règlement de fabrique tel qu'il est sinon il ne reçoit pas le travail ; ainsi le règlement n'a pas le caractère d'une convention..... Bien plus, doit-il y avoir une distinction entre *convention écrite* et *règlement de fabrique*. Ces deux expressions ne sont pas identiques et ne peuvent se remplacer l'une l'autre..... On a cherché à plusieurs reprises à donner le caractère d'une convention écrite au règlement, parce que le travailleur à son entrée doit le soussigner. Cette manière de faire ne peut rien changer à la chose, parce que l'ouvrier sans place ne peut pas dans la pratique étudier ni peser les dispositions du règlement à lui soumis ; il ne peut lui être demandé de discuter chaque point et de juger l'ensemble à la simple lecture. Dans la plupart des cas, il ne se risquera pas même à lire le règlement, particulièrement s'il est long et si le fabricant ou le directeur se tiennent près de lui ;

il le signera simplement parce qu'il est sans travail et doit gagner sa vie ; et qu'au refus de sa signature, il ne serait pas employé. La signature peut tout au plus servir à démontrer que le règlement de fabrique a été remis à l'ouvrier à son entrée (1). »

L'autorité du patron, si grande lorsqu'il s'agit d'imposer les conditions d'exécution du contrat, n'est pas moindre quand il s'agit de les sanctionner. L'amende, la réprimande, la mise à pied, le renvoi sont les moyens qu'il emploie pour faire régner l'ordre dans son usine. Evidemment il se trouvera des patrons bienveillants et justes qui n'appliqueront ces diverses pénalités qu'avec un louable sentiment de scrupule et d'équité. Mais il ne faut pas oublier qu'il est homme, qu'il peut être vif, susceptible, s'il n'est pas despote et colère. Or, lorsqu'il applique le règlement il est juge et partie, et ses décisions sont sans appel, il n'y a pas même de recours contre lui s'il sait habilement se servir d'expédients faisant plus d'honneur à son ingéniosité qu'à sa probité. Quelle tentation pour lui d'abuser de son autorité ! Quel héroïsme et quelle sagesse s'il n'y cède pas ! C'est que si trop de maîtres rejettent ou négligent les devoirs de protectorat qui découlaient si naturellement de l'ancienne conception du patronat, en revanche, ils aiment à se considérer comme l'ancien père de famille romain dont la puissance sur ceux qu'il dirigeait n'était limitée que par l'opinion pu-

(1) Cité par Bodeux, *Etudes sur le contrat de travail*, p. 216 et 217.

blique et devant laquelle s'arrêtait l'intervention même de l'Etat. On nous dira, peut-être, que les faits ne répondent pas à cette conception, que les idées ont changé, que l'intérêt bien entendu commande au maître de ne pas user mal de son pouvoir en mécontentant ou en vexant son personnel ouvrier, que des abus trop grands feraient désertir son usine, qu'en méconnaissant la prudence et la justice il s'expose à subir des grèves, à voir se déchaîner contre lui des haines furieuses, à voir disparaître sa fortune dans des conflits toujours redoutables et parfois sanglants. Nous savons tout cela et nous ne disons pas qu'aujourd'hui surtout, le patron n'ait d'autre limite à son autorité que son bon plaisir. Seulement au lieu de nous faire remarquer ce qui se passe ordinairement, nos contradicteurs nous montrent ce qui arrive lorsque la coupe déborde et lorsque la guerre civile se déclare. Ce n'est présenter la question que sous un seul aspect, c'est donner une situation, encore exceptionnelle on en conviendra, pour un état de choses quotidien. En fait, bien qu'il connaisse mieux qu'autrefois la force du nombre, le tort que cause aux industriels une grève bien conduite, la crainte qu'excitent dans leurs âmes les menées révolutionnaires, l'ouvrier hésitera longtemps, d'autant plus longtemps que sa famille sera plus nombreuse, à se révolter et à mettre le marché à la main au patron, qu'il sait assez riche pour attendre longtemps. Il craindra que le maître découragé ou terrorisé ne se retire des affaires, et l'on avouera bien que l'ouvrier se trouve désarmé de-

vant une telle solution ; ou bien il redoutera de voir le patron réduire son personnel même si la grève réussit, et de rester victorieux et sans travail. Nous le voyons tous les jours du reste. Les compagnies puissantes ont été parfois obligées de capituler, c'est vrai, mais elles savent souvent aussi remporter la victoire en utilisant jusqu'au bout leurs réserves, de manière à ôter pendant longtemps à leurs ouvriers la tentation de recommencer la lutte. Elles ont des avocats qui connaissent tous les artifices de la procédure, et, battues en première instance, elles interjettent appel ; vaincues encore une fois, elles se pourvoient en cassation. Même quand l'ouvrier est sûr de son bon droit, niera-t-on qu'il ne lui faille pour triompher dépenser beaucoup d'argent ou simplement beaucoup de temps. D'ailleurs, admettons avec les statisticiens qu'une moitié des grèves ne réussisse pas ; cela suffit pour penser que des succès partiels ne compensent pas les douleurs causées par un état de guerre désolant et les dangers que fait perpétuellement courir à la paix publique et à la civilisation, l'antagonisme, sans cesse grandissant, entre les patrons et les ouvriers. Ne vaudrait-il pas mieux prévenir ces conflits, trouver une solution raisonnable de la question des règlements d'atelier. Voyons ce que le législateur belge a jugé bon de faire sur ce sujet jusqu'en 1893.

La Belgique faisant partie du premier Empire s'était vu naturellement imposer notre Code civil. Or il avait été précédé d'un avant-projet, rédigé par Louis Costaz, sur l'ordre du ministre de l'intérieur, le comte Chaptal.

Cet avant-projet, retrouvé en 1892 par M. Marc Sauzet, est rédigé dans un esprit défavorable aux ouvriers (1). Cependant l'auteur, témoin des troubles et des discussions violentes qu'offraient alors les relations entre ouvriers et patrons, sentant le danger de la disparition radicale des usages et règles adoptés par les diverses corporations de l'ancien régime, proposait les mesures suivantes. D'abord forcer les patrons à dresser un règlement d'atelier pour leur personnel ouvrier, ensuite exiger le dépôt de ce règlement à la mairie et son affichage dans leur établissement. Nous avons déjà parlé de l'insuffisance de ces dispositions, nous n'y reviendrons pas; nous dirons seulement que celles qu'indiquait Costaz valaient assurément mieux que rien. En tous cas, elles auraient dû faire l'objet d'un examen sérieux de la part des rédacteurs du Code civil. Or que firent-ils à ce sujet? La réponse est très simple. Rien. On a donné diverses raisons de leur abstention. « Tel qu'il existe aujourd'hui, dit M. Glasson, l'ouvrier, travailleur libre et indépendant, est un homme tout nouveau dans notre société. C'est de nos jours seulement que l'industrie a pris un prodigieux développement et réalisé des progrès vraiment extraordinaires. Si l'on compare cette industrie moderne à celle des siècles précédents, on peut dire sans exagération que cette dernière était à peu près restée dans l'enfance. D'un autre côté, partout où l'on employait des ouvriers, ceux-

(1) Voir *Revue d'économie politique*, 1892-1893.

ci étaient, comme les patrons, organisés en corporations, et les règlements intérieurs de ces corporations déterminaient la condition des ouvriers dans leurs rapports avec les patrons ; ils s'occupaient même de la famille de l'ouvrier, protégeaient la femme et les enfants. Lorsque les lois de la Révolution ont supprimé les maîtrises et les jurandes, elles ont donné la liberté à l'ouvrier comme au patron. Désormais l'ouvrier était placé dans une condition toute nouvelle. Quelles seraient les conséquences de cette révolution ? On l'ignorait... Sous le Consulat, au lendemain de la tourmente révolutionnaire et pendant l'Empire au milieu des guerres continuelles, il avait été impossible à l'industrie de s'organiser sur de nouvelles bases. Entre patrons et ouvriers, il n'existait encore aucun usage sérieusement établi. En l'absence de précédents, à défaut de coutumes uniformes, les rédacteurs du Code civil ont presque entièrement passé les ouvriers sous silence (1). » Les rédacteurs du Code civil se contentèrent de deux articles pour régler les rapports entre ouvriers et patrons. L'article 1781, abrogé depuis, déclarait que le maître devait être cru sur son affirmation, pour le paiement du salaire de l'année échue et pour les acomptes donnés pour l'année courante. Pour faire contrepoids à cette faveur exorbitante faite au maître, l'article 1780 défendait aux ouvriers d'engager leurs services autrement qu'à temps et pour une entreprise déterminée. « Il est

(1) *Le Code civil et la question ouvrière*, p. 5 et s.

bien entendu qu'en écrivant ces dispositions, qui d'ailleurs n'ont fait au Tribunal, non plus qu'au Corps législatif, l'objet d'aucun débat, ni même d'aucune observation, les rédacteurs du Code civil pensaient, comme avait fait Pothier, aux domestiques et aux ouvriers travaillant temporairement pour un propriétaire (1). » On a dit que cette négligence des législateurs du premier Empire était voulue. Ils avaient, dit-on, l'idée de régler plus tard dans des lois spéciales les questions afférentes au contrat de louage de travail (2). Ces lois étaient-elles urgentes ? L'avant-projet de Costaz en fournit la preuve, car il rapporte les plaintes des intéressés avec une telle insistance, que M. Hubert Valleroux se refuse à croire que la situation fût aussi troublée que l'affirme Costaz, sans d'ailleurs nous dire les raisons sur lesquelles il appuie son opinion. Dans son rapport, en date du 13 ventôse an X, Regnault de Saint-Jean-d'Angely se plaint de la violation continue des engagements pris par les ouvriers, violation si fréquente, que les industriels refusent d'accepter des entreprises de quelque étendue, trop peu sûrs qu'ils sont d'arriver à garder leurs ouvriers le temps nécessaire. M. Bodeux pense que les rédacteurs du Code civil n'ont pas voulu réglementer le louage, parce qu'ils détestaient tout ce qui rappelait les anciennes corporations, ne se sentaient pas du tout portés pour le peuple, enfin parce qu'ils étaient les captifs de leur esprit de juriste, et vi-

(1) Hubert Valleroux, *Contrat de travail*, p. 44.

(2) Hubert Valleroux, *op. cit.*

vaient à une époque où la révolution et la guerre avaient désorganisé l'industrie. Remarquons que les rédacteurs du Code, muets, ou à peu près, sur le louage de travail, s'étaient bien gardés d'oublier de rappeler au preneur qu'il doit à la conservation du cheptel les soins d'un père de famille. Il est plus que probable qu'ils se fiaient à la liberté des conventions, pour dénouer tous les conflits entre patrons et ouvriers. L'avenir allait se charger de faire apprécier à sa juste valeur une pareille conception. Comme le dit très justement M. Glasson : « C'est une erreur de dire que le principe de la liberté des conventions suffit à tout. Le législateur l'a lui-même reconnu pour les autres contrats et ce qui a paru utile d'une manière générale pour tous ces contrats, l'est aussi en particulier pour le louage de services. Le silence de la loi oblige les contractants à tout prévoir ou à s'en rapporter à des usages trop souvent douteux et incertains. De là de fréquents procès entre patrons et ouvriers (1). » Chose singulière, au premier abord, tandis que le Code civil ne s'occupe pour ainsi dire pas des ouvriers, on trouve dans le Code de commerce de 1807 tout un titre sur l'engagement et les loyers des matelots et gens de l'équipage. Cela s'explique par ce fait que les rédacteurs du Code de commerce avaient pour les guider, l'ordonnance d'août 1681 sur la marine (2).

(1) *Le Code civil et la question ouvrière*, p. 11.

(2) M. Lambert, *Essai sur la protection du salaire*, Introduction p. XV.

Les inconvénients causés par l'abstention du législateur apparurent si graves, que le 22 germinal de l'an XI une loi fut promulguée concernant les manufactures et les fabriques d'ateliers. L'exposé des motifs rééditait les plaintes de Costaz et de Regnault : « Les conventions entre ouvriers et ceux qui les emploient étaient jadis soumises à des règles observées avec un religieux respect et, depuis, on s'en est joué impunément. C'est ainsi que nous avons vu des lois de police, aujourd'hui cependant mieux observées, méconnues par les ouvriers qui portaient le désordre dans les ateliers et dans les cités. C'est ainsi que des propriétaires qui avaient assemblé autour d'eux une famille dont ils étaient les pères, ont vu des prétentions injustes altérer ou détruire le patrimoine qu'un travail honorable leur avait acquis (1). » Que fit la loi pour défendre « ces propriétaires qui avaient assemblé autour d'eux une famille » et faire taire les réclamations de la susdite famille « aux prétentions injustes » ? Elle reconnut au gouvernement le droit de constituer des chambres consultatives de manufactures, fabriques, arts et métiers. Elle punit bien les patrons auteurs de coalitions, mais fut beaucoup plus dure pour les ouvriers coupables du même délit. Les conventions faites de bonne foi entre les ouvriers et ceux qui les emploient seront exécutées, dit-elle. Mais elle ne prend aucune disposition pour assurer l'exécution loyale de ces conventions. En

(1) Hubert Valleroux, *Contrat de travail*, p. 45.

revanche elle oblige l'ouvrier à porter un livret et décide que « toutes les affaires de simple police entre les ouvriers et apprentis et les manufacturiers fabricants et artisans, seront portées, à Paris, devant le préfet de police : dans les autres lieux, devant les commissaires généraux de police, et, s'il n'y en a pas, devant le maire et les adjoints. Ils prononceront, sans appel, les peines applicables aux divers cas, selon le Code de police municipale ».

Si l'on ajoute que la loi du 7 frimaire an XII, réglant la question des livrets d'ouvrier, statuait que : « Tout ouvrier qui voyagera sans livret sera réputé vagabond et pourra être arrêté et puni comme tel », on admettra sans difficulté que toute la classe ouvrière, se trouvant sous la surveillance de la police, ne pouvait guère ressentir d'attachement pour les patrons, ou, comme disait l'exposé des motifs de la loi de l'an XI, pour « ces propriétaires qui avaient assemblé autour d'eux une famille ». Les grèves s'étant multipliées, et les coupes réglées que faisait l'Empereur parmi les travailleurs, à l'effet de combler les vides faits par les guerres dans ses régiments, ayant produit une disette d'ouvriers, une ordonnance de police, du 26 septembre 1806, parut pour régler la durée du travail dans certaines industries. « Du 1^{er} avril au 30 septembre, disait l'article 1^{er}, la journée des ouvriers maçons, tailleurs de pierre, couvreurs, plombiers, terrassiers, manœuvres, commence à 6 heures du matin et finit à 7 heures du soir ; du 1^{er} octobre au 31 mars, elle va de 7 heures du matin au jour défailant. En été, les heures de repos

sont de 9 heures à 10 heures, et de 2 heures à 3 heures ; en hiver, de 10 heures à 11 heures. » Les ouvriers et les serruriers se voient appliquer des dispositions semblables (1). De plus un décret du 3 janvier 1813, concernant les dispositions de police relatives à l'exploitation des mines, décide dans son article 24 que : « Les propriétaires des mines, exploitants et autres préposés fourniront aux ingénieurs et aux conducteurs tous les moyens de parcourir les travaux, et notamment de pénétrer sur tous les points qui pourraient exiger une surveillance spéciale. Ils exhiberont le plan, tant intérieur qu'extérieur, et les registres de l'avancement des travaux, ainsi que le contrôle des ouvriers : ils leur fourniront tous les renseignements sur l'état d'exploitation, la police des mineurs et autres employés ; ils les feront accompagner par les directeurs et maîtres mineurs, afin que ceux-ci puissent satisfaire à toutes les informations qu'il serait utile de prendre sous les rapports de sûreté et de stabilité. » Auparavant les industriels lyonnais avaient prié l'Empereur de leur rendre une juridiction ressemblant à celle des anciens tribunaux corporatifs. La loi du 18 mars 1806 eut pour but de les satisfaire en créant les tribunaux de prud'hommes. Napoléon admit bien que la police n'était pas compétente en principe pour résoudre les conflits s'élevant entre patrons et ouvriers, mais il ne voulut pas donner à tous les centres industriels la juridiction nouvelle

(1) Hubert Valleroux, *op. cit.*, p. 49 et *Journal officiel, documents*, Chambre, 1884, p. 563.

qu'il venait d'organiser. Lyon et quelques autres villes en profitèrent ; mais détail piquant, tandis que Vire, Marmers, Bolbec et Carcassonne possédaient un conseil de prud'hommes, Paris fut obligé de s'en passer sous le premier Empire et sous la Restauration. « Ainsi le gouvernement de Napoléon qui refit, avec l'organisation politique de la France, sa législation civile et commerciale, ne rendit, en ce qui concerne le travail, que le peu de dispositions qu'on a vu. La jurisprudence qui, en cas pareil, supplée à l'insuffisance des lois, ne pouvait se former, puisque le soin de prononcer n'était pas donné à un tribunal unique, mais aux juridictions les plus diverses : prud'hommes en quelques endroits, juges de police ailleurs, tribunaux civils et cours d'appel pour d'autres causes, comme pour la responsabilité en matière d'accidents (1). »

On voit que la question des règlements d'atelier fut à peu près mise de côté en France. Le même état de choses subsista en Belgique, lorsqu'elle passa sous l'autorité de la dynastie d'Orange-Nassau, puis lorsqu'elle devint indépendante sous Léopold de Saxe-Cobourg. Jusqu'en 1868, il semble bien que les règlements d'atelier ne furent pas habituellement employés. Il en fut autrement, par suite de l'action de l'Internationale, qui alors faisait campagne, pour obtenir la réduction des heures de travail. Elle réussit, mais le succès eut une conséquence que

(1) Hubert Valleroux, *Contrat de travail*, p. 53.

les travailleurs n'avaient pas prévue. La réduction des heures de travail causait une diminution dans la production et par suite dans les bénéfices des industriels; ceux-ci prirent leurs précautions pour rendre plus intensif le travail de leurs ouvriers. L'interdiction de prendre ses deux repas à l'atelier, celle de fumer en travaillant, la défense de sortir de l'atelier ou d'y entrer à d'autres heures que celles indiquées au règlement, l'obligation pour les travailleurs de se présenter à l'usine cinq minutes avant le coup de cloche, l'application d'une discipline stricte, sanctionnée par des peines diverses, surtout par les amendes, telles furent les mesures prises par les patrons, pour obtenir, en moins de temps, la même quantité de produits qu'auparavant. Le développement de l'industrie d'un côté, les intérêts du maître de l'autre, servirent à faire admettre ou subir ce changement dans les mœurs ouvrières. Seulement, lorsque le règlement d'atelier contenait des clauses soit trop dures pour l'ouvrier, soit trop avantageuses pour le patron, ce dernier ne mettait pas un grand empressement à l'étaler au grand jour. Pour atténuer les inconvénients de ces pratiques, la jurisprudence belge fut amenée à distinguer le cas où l'ouvrier avait pu prendre connaissance du règlement qu'on lui appliquait et le cas où il n'avait pu le connaître. Elle décida qu'un règlement caché, effacé ou tombé en désuétude n'aurait pas force de loi vis-à-vis de l'ouvrier. Un jugement de la justice de paix de Namur du 11 février 1873, admit bien que l'acceptation tacite suffisait, mais déclara en revanche que cette

acceptation pouvait résulter des faits et circonstances. Les juges s'efforcèrent de s'éclairer sur la question de savoir si l'ouvrier n'avait pas été dupe. « Le 25 mai 1877 un industriel de Verviers, qui avait un règlement d'ordre intérieur déposé au greffe du conseil de prud'hommes de Verviers, disposant que l'ouvrier pouvait quitter et le patron renvoyer subitement, sans prévenir d'avance et sans indemnité de part et d'autre, a été condamné par le dit conseil à payer à deux tisserands, des dommages-intérêts pour les avoir congédiés sans avertissement préalable ; le conseil a motivé son jugement sur ce que le règlement affiché avait disparu de l'atelier, au moment du blanchissage de celui-ci et n'avait pas été réaffiché ; que par suite les deux congédiés n'avaient pu avoir connaissance du règlement. Le conseil n'a pas tenu compte du règlement déposé au greffe, invoqué par le patron, pour le motif que les règlements déposés ne sont pas tenus à la disposition des intéressés. Dans une autre affaire datant du 14 mars 1884, un patron qui avait déposé son règlement au greffe et qui avait affiché le même règlement dans ses ateliers a été condamné envers six ouvriers à payer des indemnités pour renvoi subit, alors que le dit règlement disposait le contraire ; ce règlement qui était affiché sur le mur à l'entrée de l'établissement avait été recouvert par un autre règlement de la caisse de secours, de manière que le règlement d'ordre intérieur était caché (1). » Dans les mines, la situation n'était pas la

(1) Bodeux, *op. cit.*, p. 64.

même. Sans doute, le règlement est sanctionné. L'arrêté royal du 28 avril 1874, déclare dans son article 71 que tout ouvrier qui par insubordination ou désobéissance aura contrevenu à l'ordre établi par la direction de la mine pour la sûreté des personnes et des choses, sera poursuivi et puni, suivant la gravité des circonstances, d'après les dispositions du présent règlement, sans préjudice des peines qu'il pourra avoir encourues en vertu des articles 418 et suivants du Code pénal. Mais pour cela il faut que l'ordre établi par le règlement ait été soumis à l'approbation de la députation permanente, les ingénieurs entendus. Le tribunal correctionnel de Charleroi par une décision du 18 mars 1893, et la Cour d'appel de Bruxelles par un arrêt du 14 juin 1893, ont veillé à l'application de ces dispositions protectrices des travailleurs en formulant ainsi leurs décisions : « Attendu que pareil ordre n'existe pas au charbonnage, qu'on ne saurait considérer comme tel un règlement affiché contenant les conditions d'engagement des ouvriers puisqu'il n'a pas été soumis à l'approbation de la députation permanente, les ingénieurs entendus, au prescrit de l'article 71 du règlement sur les mines du 28 avril 1884 (1). »

Lors de l'enquête de 1886 de nombreuses plaintes se firent entendre. Les règlements d'atelier édictaient des amendes au cas de retard, d'absence, de malfaçon, d'infraction à la discipline. Or, à qui profitait le montant de

(1) Bodeux, *op. cit.*, p. 67.

ces amendes ? Dans la majorité des cas, au patron, sans qu'on distinguât entre elles ; quelquefois les caisses de secours, quelquefois les ouvriers eux-mêmes. L'ouvrier devait accepter sans mot dire le règlement tel qu'il était dressé par le patron, sauf dans deux établissements : à Liège et à Fontaine-l'Evêque. Voici d'ailleurs l'état de fait relatif à la conclusion du contrat et aux clauses de louage tel qu'il résulte des réponses écrites reçues dans l'Enquête du travail. « Le contrat de travail se fait sans écrits et sans longs débats. On détermine la besogne : on ne prévoit rien d'autre. Par exception on pactise devant témoins ou par écrit comme à Leuze et à Charleroi pour les souffleurs et leurs aides et comme dans les travaux qui prennent la forme d'entreprise, ainsi dans les mines pour voies d'aérage, enfoncements de puits, etc. L'ouvrier signe dans les industries une feuille de salaire ou un livret : il adhère alors au règlement, si règlement il y a, de même qu'au règlement d'ordre affiché et dont il a pu prendre connaissance et pour autant que ces dispositions n'imposent que des ordres ou des renonciations conformes aux lois et au droit. La durée est parfois déterminée soit par un chiffre, soit par la nature de la besogne : entreprise (mines), campagne (briqueterie), ouvrage à achever (bijouterie). On peut alors exiger l'accomplissement entier du contrat et par le patron et par l'ouvrier bien qu'en fait on use de tolérance. Mais le plus souvent on ne fixe rien quant au temps..... Elle est, en fait, de quinze jours dans la Flandre occidentale à Rou-

lers, à Anvers de quinzaine ou de huitaine à Verviers (1) ».

Dans l'industrie métallurgique le préavis est de huit jours dans certains établissements, de quinze jours dans d'autres. Dans les charbonnages, en réservant les cas d'entreprise, le préavis est de huit jours. Quelquefois on exige, chose exorbitante que l'ouvrier donne son congé quinze jours à l'avance, tandis qu'on se réserve le droit de le renvoyer sans avertissement. Parfois le préavis de huit jours est imposé à l'ouvrier seul, parfois au contraire l'ouvrier congédié brusquement reçoit sa huitaine, tandis qu'il ne l'exige pas s'il part brusquement. Dans l'industrie textile le préavis est de huit jours dans certains établissements, dans d'autres, les deux parties contractantes ont toute liberté de se quitter réciproquement sans congé. A Deheselle, le règlement conventionnel porte ce seul article : « Sans avis préalable, ni indemnité quelconque, l'ouvrier peut quitter la fabrique ou en être renvoyé immédiatement. » Dans diverses industries on trouve tantôt l'absence de congé, tantôt un préavis de huit jours ou de dix jours ou même d'un mois, comme aux verreries de Charleroi, si l'engagement est écrit (souffleurs) et de quinze jours, si l'engagement est oral (2).

La loi du 13 décembre 1889 disait dans son article 11 que les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, les dispositions de la présente loi, les règlements

(1) Bodeux, *op. cit.*, p. 9.

(2) Bodeux, *op. cit.*, p. 9 et 10.

généraux pris pour son exécution, les règlements particuliers concernant leur industrie et le règlement d'ordre intérieur de leur établissement. Elle ordonnait de déposer ce dernier document au greffe du conseil de prud'hommes, au secrétariat du Conseil de l'industrie et du travail et au secrétariat de la commune dont relevait leur établissement. Malheureusement, et bien que deux circulaires ministérielles du 22 décembre 1890 et du 10 février 1891 eussent rappelé ces prescriptions, la loi restait lettre morte, pour cette raison que la question de savoir si le règlement non mis à la connaissance des intéressés était nul de fait, n'était pas résolue. Tout ce qu'on pouvait dire, c'est que l'industriel délinquant était punissable aux termes de l'article 11. A l'inverse de ce qui se passait pour les mines, la jurisprudence ne sanctionnait pas les dispositions concernant l'affichage et le dépôt du règlement.

Les questions ouvrières prenant de jour en jour une importance plus grande, le gouvernement soucieux d'arriver à rendre plus faciles les rapports trop tendus entre les travailleurs et ceux qui les employaient, institua une Commission ayant pour mission de préparer un avant-projet de loi destiné à régler les effets du louage contracté par les ouvriers et les domestiques.

L'avant-projet proposé était ainsi conçu :

ART. 2 *bis*. — Les règlements arrêtés par les chefs d'industrie ou patrons, ou par les chefs de ménage, en vue d'établir les conditions du contrat de louage de ser-

vices, sont et restent affichés aux endroits les plus apparents des ateliers, exploitations ou locaux. Un exemplaire doit être remis à l'ouvrier ou au domestique, au moment de l'engagement, contre récépissé portant sa signature ou, s'il ne sait écrire, la signature de deux témoins pris hors du personnel dépendant du chef d'industrie ou patron, ou chef de ménage. Si ces prescriptions ont été suivies, les règlements dont il s'agit lient les parties pendant toute la durée de l'engagement. Néanmoins, ceux des règlements qui connaissent des amendes civiles contre les ouvriers ou les domestiques ne peuvent recevoir aucune exécution, avant d'avoir été approuvés par la députation permanente ou par le Roi dans les formes indiquées par l'article 35. » Quelques objections ayant été formulées par M. Dejae relativement au texte de cet article, M. Van Berchem inséra après les mots : « amendes civiles contre les ouvriers ou les domestiques » ces mots : « pour autre cause que pour malfaçon ou pour détériorations de matières premières ». De plus, après le mot exécution, on introduisit ces mots : « en ce qui concerne ces amendes, leur taux et leur destination ». On fit quelques remaniements ne concernant que la forme et ce projet fut déposé sur le bureau de la Chambre des représentants par le ministre de la justice, M. Le Jeune, qui réserva au gouvernement le droit de l'amender.

Le Conseil supérieur du travail fut chargé par les pouvoirs publics d'étudier spécialement la question des règlements d'atelier. Mais la commission qui devait

faire le rapport jugea nécessaire de faire une enquête auprès des Conseils de prud'hommes et des Conseils de l'industrie. Nous allons dire quelques mots de ces Conseils.

CHAPITRE IV

LES CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL ET LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Quelles étaient les fonctions et la nature de ces Conseils, appelés à fournir au Conseil supérieur du travail les renseignements qu'il demandait ? Il n'est pas inutile de le rappeler brièvement.

Les Conseils de l'industrie et du travail ont dû leur origine à des événements imprévus (1). « Dans la séance inaugurale de la commission de 1886, le Gouvernement avait préconisé l'institution des Conseils permanents de conciliation. M. Brants combina sagement les bases d'organisation de ces Chambres et son remarquable rapport n'eut pas de peine à rallier les suffrages de la commission du travail. Mais un peu auparavant, dans la séance du 5 mai 1886, Frère Urban avait proposé au Parlement d'aller plus loin, de faire œuvre originale, de créer un organisme nouveau, qui joindrait à son rôle conciliateur des fonctions administratives : qui examinerait et discuterait les questions intéressant l'industrie et les ouvriers, et aiderait le Gouvernement dans l'élabo-

(1) Cf. *Manuel social*, op. c. Fernand Payen, *Les Conseils de l'industrie et du travail*, et loi du 16 août 1887.

ration des lois correspondantes. Ce projet fut accueilli avec empressement par M. Beernaert. Le 26 juillet, la Chambre le discutait et l'adoptait en une séance à l'unanimité ; au Sénat une seule voix fut contraire ; le 16 août il était revêtu de la sanction royale. Et c'est ainsi qu'au lieu des simples Chambres de conciliation, auxquelles il s'attendait, le pays fut doté des Conseils de l'industrie et du travail (1). » Le législateur en fondant ces Conseils a voulu mettre en présence deux hommes, le patron et l'ouvrier, que leurs intérêts différents, sinon contraires, amènent souvent à se considérer comme des adversaires. Il s'est dit que beaucoup de malentendus ou de préjugés s'effacent, lorsqu'il est possible de s'expliquer franchement ; que beaucoup de concessions de part et d'autre sont obtenues, lorsque les deux parties contractantes échan- gent leurs raisons d'agir, et se confient les embarras ou les difficultés de leur situation réciproque. Placés temporairement sur un terrain neutre le patron et l'ouvrier se pénétrèrent mieux des devoirs qui leur incombent. Le premier comprend l'obligation de respecter l'homme dans celui qu'il emploie, le second résiste à des suggestions mauvaises et s'efforce d'exécuter loyalement les clauses de l'engagement qu'il a pris. Ces Conseils de l'industrie et du travail guident le Gouvernement dans l'application des réformes désirables et l'empêchent d'interpréter uniquement l'opinion publique souvent vague, inconsis-

(1) *Manuel social*, op. c., p. 44 et s.

tante et peu éclairée. Aux questions posées sont données des réponses émanant d'hommes du métier, qui donnent le fruit de leur expérience et les indications fournies par ce sens pratique de la vie dont sont privés les théoriciens de toutes les écoles, bien plus attachés à leurs rêves ou à leurs livres, qu'à l'observation patiente et pénétrante des faits. Ces Conseils de l'industrie diffèrent des Conseils de prud'hommes dont nous parlerons plus loin.

« Les prud'hommes forment avant tout un tribunal de famille. Ils sont, comme on a bien dit, les juges de paix du travail. Vrai tribunal, chaque Conseil doit être institué par une loi. Les Conseils de l'industrie et du travail sont des corps administratifs qu'érige un arrêté royal. Ils n'ont pas de juridiction contentieuse. La seule sanction, toute morale de leur décision, est la publication du procès-verbal : sorte de blâme infligé à la partie qui s'obstine. Les conflits que terminent les premiers sont les conflits individuels, qui portent sur le respect des droits acquis : l'exécution d'un contrat, le paiement d'un salaire stipulé, etc. Leur intervention n'est jamais préventive, elle suit le différend. Les Conseils de l'industrie du travail sont destinés à aplanir ces conflits collectifs que fait naître, entre patrons et ouvriers, l'opposition apparente ou réelle des intérêts, dans le tarif, l'ordonnance générale de l'usine ; modification des heures de travail, du mode de rémunération, introduction de perfectionnements mécaniques, etc. Et dans leurs séances, leurs débats, ils doivent tendre à la meilleure des solu-

tions, celle qui prévient le conflit. Les deux institutions se rapprochent par leur mission consultative. Chez l'une et chez l'autre le Gouvernement peut puiser des lumières. Ce rôle cependant plus accessoire pour les prud'hommes, devient principal pour les Conseils de l'industrie et du travail (1). »

Le Conseil supérieur du travail a classé les industries en 16 groupes qui sont : industries des mines et industries connexes ; industrie des carrières et industrie des transports ainsi que le chargement, le déchargement et la manutention des marchandises ; industrie verrière et céramique, industrie métallurgique ; grosse construction mécanique ; industrie de la filature du lin, du coton, du chanvre et du jute ; industrie du tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute ; industrie lainière ; petite construction mécanique ; industrie du bâtiment ; industrie du mobilier et industries accessoires du bâtiment, industrie du vêtement, industries accessoires du vêtement ; industries chimiques ; industries alimentaires ; industries d'art

Quand une industrie est suffisamment importante, elle est dotée d'une section. Ainsi le Conseil de Bruxelles a 24 sections, celui de Liège en a 19, celui d'Anvers en a 14. Le nombre des membres composant une section varie de 6 membres au minimum à 12 membres au maximum. Le mandat de ces membres dure 3 ans. Dans chaque section les patrons et les ouvriers sont représentés en nombre égal.

(1) *Manuel social*, op. c., p. 46 et 47.

Le président n'a pas voix prépondérante. Une assemblée ordinaire réunit chaque section une fois par an. Lorsqu'il faut apaiser un conflit actuel, alors la section se réunit en assemblée extraordinaire. Pour publier les procès-verbaux des délibérations, il faut une décision conforme de la part du Conseil ou de la section. Les séances ont lieu à huis clos. Les membres ne reçoivent une indemnité que lors des assemblées collectives. Il y a aujourd'hui 78 Conseils de l'industrie et du travail, subdivisés en 721 sections. Ils ont été appelés à donner leur avis sur la réglementation du travail des hommes et des enfants, sur le repos hebdomadaire, sur les règlements d'atelier, sur la durée du travail dans les briqueteries et huileries, dans certaines filatures ou établissements de tissage.

Leurs indications étaient données dans des réponses aux demandes formulées dans des questionnaires spéciaux. Le rôle de ces Conseils comme corps consultatifs a été très considérable. Leur rôle comme corps de conciliation a été de beaucoup le moins important. Cela ne veut pas dire pourtant qu'il ait été complètement négligeable. Ainsi pendant l'année 1896 il y a eu 183 grèves, les Conseils sont intervenus 11 fois, 5 fois fructueusement. Durant l'année 1897, il y a eu 146 grèves, ils sont intervenus 10 fois dont 6 fois avec succès. En 1898 il y a eu 112 grèves, sur 8 interventions des Conseils, il y en a eu 5 qui ont été suivies de succès. Seulement remarquons que sur 29 interventions, 12 sont le fait des sections de

Gand. Des doutes ont été formulés sur l'utilité de ces interventions. Mais il ne faut pas oublier que l'institution des Conseils de l'industrie est récente, que pour donner tout ce qu'on attend d'eux, ils ont besoin que l'éducation sociale des patrons et des ouvriers, encore peu développée, soit plus avancée. D'ailleurs il faut signaler des faits significatifs montrant qu'il ne faut pas désespérer de leur action bienfaisante dans l'avenir. En avril 1899, les quatre bassins houillers de la Belgique se sont mis en grève. Les sections des charbonnages furent convoquées deux fois. A la seconde fois, la reprise du travail eut lieu. C'est que les chiffres et les procès-verbaux des séances avaient été publiés. L'opinion publique put se rendre compte que dans la circonstance, les ouvriers faisaient preuve de mauvais vouloir et d'intransigeance ; elle cessa de les soutenir et l'on a des raisons de croire que les ouvriers, n'ayant plus pour eux l'appui moral du pays, cédèrent aux conseils de la raison.

Les Conseils de l'industrie et du travail ont des séances trop peu nombreuses, la classification des sections n'est pas assez compréhensive et assez souple ; ils devraient être convoqués d'office, leur initiative n'est pas spontanée. Telles sont les critiques qui leur sont adressées. On peut espérer qu'avec le temps, ces améliorations se feront. Quoi qu'il en soit, ils ont rendu beaucoup de services comme corps consultatifs, ils ont fourni des renseignements très intéressants dans les enquêtes, notamment dans celle dont nous nous occupons et pour

laquelle ils n'ont pas été seuls à être consultés. Les Conseils de prud'hommes ont dû de même répondre au questionnaire. Donnons sur eux quelques renseignements indispensables (1).

Les Conseils de prud'hommes sont des tribunaux industriels ayant pour mission de résoudre les conflits qui naissent entre les patrons et les ouvriers, soit par voie de jugement, soit par voie de conciliation. « Ils sont donc pour le monde du travail, des juridictions paternelles, qui réunissent les attributions des juges de paix, des Conseils de discipline et parfois même des Conseils d'Etat. Leur raison d'être se trouve dans la nature spéciale des relations auxquelles le contrat de travail donne naissance entre les ouvriers d'une même industrie ou entre ceux-ci et leurs patrons. Le principe qui a présidé à leur création est celui de faire résoudre les conflits par les pairs des parties nommés par elles ; de donner au monde industriel, où doit régner la bonne harmonie et où les causes de dissentiments sont fréquentes, une juridiction familiale, qui se présente aux deux parties avec la triple garantie de la compétence professionnelle, de l'origine élective et de la représentation égale des deux intérêts opposés. La portée sociale de la loi résulte surtout de l'intervention des prud'hommes ouvriers, appelés à siéger avec des droits identiques à côté des chefs d'indus-

(1) Cf. *Manuel social*, p. 34 et suivantes ; lois du 31 juillet 1899 et loi du 20 novembre 1896.

trie, et des fréquents rapports d'égal à égal qu'elle amène entre les deux classes (1). »

La Belgique possède aujourd'hui 31 Conseils de prud'hommes comprenant chacun 6 membres au minimum. Chaque Conseil renferme un nombre égal de patrons et d'ouvriers. La loi comprend dans cette qualification d'ouvriers les contremaîtres et les artisans travaillant pour autrui. On a critiqué vivement la présence des contremaîtres pour cette raison que s'ils sont en réalité des ouvriers, ils sont aussi dans une situation particulièrement dépendante vis-à-vis du patron. De plus, dans bien des grèves, le grief principal invoqué concerne la manière d'agir du contremaître. Le président et le vice-président ne sont pas nommés par leurs pairs. Les patrons et les ouvriers dressent une double liste et sur cette liste le Roi choisit le président et le vice-président. Ce genre de nomination a été l'objet de critiques assez fondées, nous semble-t-il. La nomination par les pairs est bien préférable à cause de l'autorité morale qu'elle confère aux élus. Lorsqu'il n'y a pas un nombre égal de patrons et d'ouvriers ou lorsqu'il n'y a pas au minimum deux membres de chaque catégorie, les Conseils de prud'hommes ne peuvent siéger. Toute contestation ayant pour cause un fait de travail, de salaire ou d'ouvrage est du ressort des Conseils de prud'hommes dont la décision est sans appel jusqu'à deux cents francs. Ils jugent tout fait de

(1) *Manuel social*, p. 35.

nature à troubler l'ordre et la discipline dans l'atelier. En qualité de corps consultatif ils donnent au Gouvernement tous les renseignements qu'il leur demande. Leur pouvoir répressif n'a guère lieu de s'exercer. Il en est relativement de même de leur pouvoir judiciaire. Ainsi en 1896, ils ont jugé 207 affaires ; en 1897, 266 affaires ; en 1898, 260 affaires ; en 1899, 293 affaires. Mais en revanche leur rôle comme conciliateurs a été considérable. Qu'on en juge :

En 1895, sur un total de 7.153 contestations, ils en ont concilié 5.365, soit 75 0/0 ;

En 1896, sur un total de 7.624 contestations, ils en ont concilié 5.757, soit 75 0/0 ;

En 1897, sur un total de 7.470 contestations, ils en ont concilié 5.172, soit 70 0/0 ;

En 1898, sur un total de 7.872 contestations, ils en ont concilié 5.661, soit 70 0/0 ;

Tandis que si de 1862 à 1885, la proportion des contestations résolues par voie de conciliation avait été de 72 0/0, celle des contestations résolues par voie de conciliation n'avait été que de 65 0/0, durant la période 1885-1895. Il ne faut pas que ces résultats, tout brillants qu'ils soient, nous fassent illusion et nous entraînent à croire que tout est ici pour le mieux. Non, il y a encore des progrès à faire. Nous n'en voulons pour preuve que les plaintes qui s'élèvent contre les patrons qui perdent leur cause devant les Conseils de prud'hommes. Leur mauvaise humeur, dit-on, se traduit en représailles contre ceux de

leurs ouvriers ayant gagné leur procès. Nous n'hésitons pas à dire que de tels faits sont des plus fâcheux et de nature à susciter les plus graves désordres. Il est de toute nécessité que les patrons qui commettent ces abus se rendent bien compte du mal qu'ils font aux autres patrons et à eux-mêmes en agissant de la sorte.

Les quelques indications que nous avons données sur les Conseils de l'industrie et du travail et sur les Conseils de prud'hommes font voir clairement que le Gouvernement ne pouvait pas mieux choisir pour obtenir des renseignements sur la question des règlements d'atelier. Par arrêté royal du 7 mai 1894, ces Conseils furent convoqués à l'effet de répondre au questionnaire suivant :

Questionnaire relatif à un projet de loi sur la confection des règlements d'ateliers élaboré par la Commission des règlements d'ateliers du Conseil supérieur du travail adressé aux Conseils de l'industrie et du travail et aux Conseils de prud'hommes.

I. — Y a-t-il lieu de déclarer obligatoire la rédaction d'un règlement écrit sur l'ordre de la fabrique ?

II. — A quels établissements industriels y a-t-il lieu d'imposer cette obligation ? *a)* A tous quel que soit le nombre des ouvriers ? ou *b)* A ceux qui occupent un minimum déterminé d'ouvriers ? Combien ?

III. — Faut-il imposer l'obligation de préciser dans le règlement au moins certains points déterminés, sans préjudice du contenu facultatif ?

En cas d'affirmative, faut-il imposer l'obligation de

préciser les points suivants : 1° L'indication des jours de travail, leur durée, le commencement et la fin de la journée, ceux des pauses ? 2° L'emploi des femmes et des jeunes ouvriers ? 3° L'organisation des équipes ? 4° Les bases de la feuille de paye ou mode de calcul du salaire ? Le système du mesurage s'il y a lieu ? 5° L'époque du compte et du payement du salaire ? 6° Les amendes ou peines encourues pour infraction au règlement ? L'emploi de ces amendes ? 7° Les retenues de salaire ou déductions infligées pour travail défectueux, détériorations, etc., à titre d'indemnités au fabricant ? 8° Les prescriptions spéciales imposées aux ouvriers en vue de : *a*) l'hygiène ? *b*) la sécurité ? *c*) la moralité et les convenances ? 9° Le traitement des ouvriers en cas de maladie ou d'accident ? 10° Les fournitures à faire à l'ouvrier et les retenues à opérer de ce chef, conformément à la loi ? 11° Les droits et devoirs du personnel de surveillance ? 12° Le mode de recours ou de plainte ouvert à l'ouvrier ? 13° Le délai de dénonciation ou congé, pour l'ouvrier à la journée, pour l'ouvrier aux pièces ? 14° Les cas où l'engagement peut être rompu sans préavis par le fabricant ? par l'ouvrier ? 15° L'indemnité en cas de rupture indue du contrat sans préavis ? 16° Y aurait-il lieu d'obliger à préciser dans le règlement d'autres points encore ? Lesquels ?

IV. — Y a-t-il lieu d'inscrire dans la loi elle-même certaines dispositions auxquelles le règlement ne puisse pas déroger ? 1° Un délai minimum de congé ? ou l'obligation de se conformer à l'usage local ? Quel délai ? pour l'ouvrier

à la journée ? pour l'ouvrier aux pièces ? 2° Certains cas où l'engagement peut être rompu sans préavis par le fabricant ? par l'ouvrier ? Lesquels ? 3° Un maximum pour les amendes ou peines encourues pour infraction au règlement ? Quel maximum ? 4° Un chiffre fixe d'indemnité pour rupture du contrat, sauf dommage prouvé ? 5° D'autres prescriptions encore ? Lesquelles ?

V. — Y a-t-il lieu d'imposer le règlement écrit ? 1° Par affiches à divers endroits apparents de la fabrique ? 2° Par remise personnelle d'un exemplaire à tous les ouvriers, lors de sa promulgation ? à tout ouvrier, lors de son engagement ? 3° Par dépôt entre les mains d'un corps constitué ? 4° Y a-t-il lieu de prescrire qu'on ne peut retirer l'exemplaire à l'ouvrier en aucun cas, même à son départ ?

VI. — Y a-t-il lieu de régler par la loi le mode de confection du règlement ? En cas d'affirmative ? 1° De quelle manière faut-il le régler ? 2° En particulier, faut-il soumettre le règlement à une autorité publique ? a) Laquelle ? b) A quel titre ? Visa ? Approbation ? Force obligatoire et sans sanction ? 3° Faut-il appliquer les mêmes règles à toutes les modifications apportées à un règlement existant ? Dans quelle mesure ?

VII. — Serait-il utile et possible d'arriver à établir un règlement type pour les établissements de la même industrie d'une région ? Au moins sur certains points ? Si oui, comment y parvenir ?

VIII. — La loi doit-elle exiger du chef d'industrie

la tenue d'un état détaillé des ouvriers qu'il emploie ?

IX. — Fournissez-nous quelques types de règlement de votre région ? a) Quelles critiques faites-vous aux clauses usuelles ? b) Y a-t-il beaucoup de fabriques, ateliers et chantiers sans règlement écrit ? Comment procède-t-on dans ces établissements ?

X. — Avez-vous d'autres mesures à proposer en cette matière ? Lesquelles ?

La lecture de ce questionnaire permet de constater immédiatement quelle importance les règlements d'atelier peuvent avoir et combien sont nombreuses les clauses qu'ils peuvent contenir. Les intéressés ne s'y méprirent pas. Le parti ouvrier socialiste fit tous ses efforts pour indiquer à ses adhérents la marche à suivre et l'opinion à faire prévaloir. Dans les villes de Gand, de Mons, de Liège, d'Ensival, les socialistes tinrent des assemblées dans lesquelles le questionnaire fut étudié et discuté sous toutes ses faces. Les réponses au questionnaire furent envoyées au Conseil supérieur du travail. Si l'on se rappelle qu'il s'y trouve 16 représentants des chefs d'industrie, 16 représentants des ouvriers, 16 spécialistes versés dans les questions économiques et sociales, on reconnaîtra sans peine que les garanties de compétence, de savoir, de modération étaient pleines et entières. Le Conseil supérieur eût à se prononcer sur l'œuvre de la commission spéciale du travail qui avait fait l'enquête de 1894. C'est donc l'examen de cette œuvre et de cette enquête que nous allons aborder.

CHAPITRE V

L'OEUVRE DE LA COMMISSION SPÉCIALE DU TRAVAIL ET L'ENQUÊTE DE 1894.

Lorsque le résultat de l'enquête fut connu, la Commission des règlements d'atelier délibéra dans les séances du 24 et du 29 novembre et du 1^{er} décembre 1894. Elle rédigea un avant-projet et M. V. Brants fut chargé d'en faire connaître les idées directrices au Conseil supérieur du travail (1). Dans son remarquable rapport il disait : « Le contrat de travail est libre ; tel est encore le principe dominant de notre législation civile ; sans entamer cette idée générale, on peut imposer des restrictions à cette liberté au nom de la police sociale. Les législations étrangères en ont fait de même tout en plaçant ainsi en vedette la loi de la liberté des contrats. La Commission extra-parlementaire du contrat de travail en a agi de même..... Le règlement forme en réalité partie intégrante du contrat de travail, et plusieurs graves questions de principe se trouvent mêlées à sa rédaction. Il serait long de retracer ici l'histoire de la question..... Voici en deux mots, les traits essentiels. Dans l'ancien régime, avec bien plus de compétence, et dans la frater-

(1) Conseil supérieur du travail, *Règlements d'ateliers*, p. 239 et suivantes.

nité corporative, les règlements, étaient, dans leurs grandes lignes, l'œuvre des corps de métiers eux-mêmes, sanctionnée par le droit public du temps, et l'esprit de solidarité de leurs membres. Depuis leur destruction, le débat se trouve établi entre chefs et employés, dans les conditions égales en principe juridique, inégales en fait. L'ordre du travail, le règlement de la fabrique, les rapports entre patrons et ouvriers, sont un terrain vaste où l'autorité du chef d'industrie peut se trouver sans cesse avec l'indépendance de ceux qu'il emploie. Longtemps toutes ces questions furent dominées uniquement soit par un usage traditionnel, soit par les décisions d'une autorité absolue. Cette situation s'est modifiée. Le travailleur n'accepte plus cette sorte de subordination complète, il affirme sa qualité de collaborateur et de co-contractant. De là, des conflits fréquents et la transformation du système lui-même. De ces conflits et de cette transformation se dégagent pour l'observateur certains éléments nécessaires. D'une part, il fallait maintenir dans l'industrie l'autorité directrice associée à la responsabilité de l'entreprise elle-même. D'autre part, il fallait faire droit à des réclamations souvent justifiées et donner au travailleur, dans la fixation du contrat de travail, des garanties suffisantes de liberté et de sécurité. En l'absence d'organismes suffisants pour suppléer à l'ancienne corporation, l'Etat a dû se charger jusqu'ici de ce rôle. C'est ce qui explique très rapidement son intervention dans ce domaine en presque tous les pays et

le principe même de notre avant-projet. Mais il le fait, ou cherche à le faire, avec la pensée de concilier, dans la mesure nécessaire et opportune, l'autorité nécessaire avec les garanties nécessaires aussi. Personne ne peut s'imaginer que la loi supplée ainsi à la bonne entente, au patronage lui-même. Rien de légal ne peut y suppléer. Les groupes professionnels et le patronage conservent leur importance et leur rôle. La police légale qu'adopte la Commission leur donne le moyen d'arriver aux fins d'une entente utile, leur fournit un instrument dont l'usage devra être inspiré par le souci de l'intérêt commun, la sagesse et la bonne volonté de tous. La loi proposée ne se substitue donc pas aux particuliers dans le débat de leurs intérêts ; elle se borne, dans la mesure où les circonstances lui paraissent l'imposer, à garantir, pour tous, le moyen de les discuter sérieusement et à éliminer certains abus qui se sont révélés dans la pratique. Il suffit de lire le projet pour se convaincre de ce double but. Il suffit de le lire aussi pour s'assurer que loin de nuire à l'autorité des parties, la loi ne fait qu'écarter quelques causes graves de conflit et faire appel, pour le reste, à la collaboration des personnes économiques. La loi est donc parfaitement compatible avec la cordiale et pacifique entente du régime patriarcal, là où elle subsiste ; avec le régime, si vanté dans les difficultés présentes, des comités ouvriers ; avec l'action des unions professionnelles ; elle est compatible avec tout cela, y fait appel. Elle se borne aux dispositions nécessaires pour éviter les abus

et assurer les garanties de sécurité. Il n'en reste pas moins vrai que la force morale et la bonne volonté demeurent des facteurs essentiels de la paix sociale et industrielle ; le régime légal, prudent, jamais abusif, y a sa part variable..... Il est à remarquer d'ailleurs que la confection par la loi elle-même d'un règlement général serait impraticable à cause des innombrables variétés spéciales de chaque industrie et même de chaque localité et atelier. L'uniformité de fer d'un régime légal est inacceptable en pratique. D'autre part, ce n'est pas le régime purement patriarcal de l'autorité absolue, même bienfaisante ; ce régime est souvent difficile aujourd'hui ; ceux même qui la regrettent ne peuvent en disconvenir et doivent en tenir compte. Le législateur surtout doit tenir compte du fait. Les points qui s'imposaient à l'examen et à la solution sont exposés déjà dans le questionnaire adressé aux Conseils de l'industrie et du travail et aux Conseils de prud'hommes. Les principaux sont les suivants : Faut-il ordonner par la loi la rédaction obligatoire d'un règlement ? A quelles exploitations doit s'étendre cette obligation ? Quels points faut-il obliger de préciser ? La loi elle-même doit-elle limiter sur quelques-uns de ces points les stipulations libres ? Faut-il exiger certain mode de rédaction du règlement lui-même et des garanties de publicité ? C'est à ces divers points qu'on s'est efforcé de répondre, d'après les idées et en s'appuyant sur les données que nous venons de signaler. »

Le questionnaire posait l'interrogation suivante.

La loi devait-elle ordonner la rédaction obligatoire d'un règlement ? A cette question posée, la grande majorité des Conseils de l'industrie et du travail avait donné une réponse affirmative. Faisons connaître cependant les réponses négatives pouvant offrir quelque intérêt. A Renaix, la section pour la petite construction mécanique dit : « Notons-le tout d'abord : les industries que nous représentons n'ont que des ateliers composés au minimum de 5 à 10 travailleurs, mais ceux-ci fussent-ils plus nombreux, nous ne verrions pas l'utilité des règlements écrits ; nous préférons nous en rapporter aux usages locaux, que tous les patrons et ouvriers connaissent et acceptent. » La section de Ghlin pour l'industrie des mines et industries connexes, dit : « Il y a des règlements dans tous les charbonnages et il est inutile de réglementer davantage l'industrie qui ne sait déjà plus faire concurrence à ses voisins. » La section de Fraipont pour la petite construction mécanique est plus explicite : « Pour la petite industrie, la seule pour laquelle nous puissions être compétents, nous croyons que l'obligation d'un règlement d'atelier est inutile, dangereuse et contraire aux intérêts bien entendus des patrons et surtout des ouvriers. *Inutile.* — En effet, les rapports entre patrons et ouvriers sont réglés jusqu'à leurs plus minutieux détails par un usage constant, immémorial, parfaitement connu de tous. *Dangereuse.* — L'usage par son ancienneté même, inspire un respect qu'il serait chimérique d'espérer pour un règlement écrit. Ce dernier, qui serait non pas l'œuvre du

temps, mais l'œuvre du jour ou d'un homme, ou bien consacrerait l'usage, et alors ce serait une superfétation, ou bien y dérogerait, ce qui ne serait pas sans froisser de justes susceptibilités. D'ailleurs un règlement écrit est fatalement soumis, de temps à autre, à des modifications ou même à des refontes complètes. Or, ces remaniements sont parfois intéressés et arbitraires, ou le plus souvent supposés tels; la malheureuse grève de Sprimont et ses tristes conséquences sont bien faites pour nous fortifier dans notre conviction à cet égard.

« *Contraire aux intérêts des patrons et surtout des ouvriers.* — En effet (nous parlons de la petite industrie en général, de celle des canons de fusil en particulier), la coutume qui a su se plier aux mille nécessités de la vie quotidienne a empreint d'une grande cordialité les rapports entre patrons et ouvriers. La liberté de l'ouvrier tout particulièrement est l'objet d'un soin jaloux. Ici, il s'agit d'établissements occupant de 20 à 100 ouvriers (dont la plupart travaillent à deux dans une forge, le forgeron tient la clef), pas d'indication du jour du travail, pas de travail le dimanche ni jours fériés, pas de fixation pour le commencement ou la fin de la journée, des pauses, pas d'amendes, ni retenues, ni déductions. L'ouvrier forgeron jouit d'une indépendance complète. Quant aux ouvriers employés plus spécialement à l'usinage des canons, les heures de travail n'ont rien de rigoureux, tout y est réglé à l'avantage des ouvriers dans les mois de grande sécheresse, alors que l'eau manque pour alimenter les roues

hydrauliques des usines à canons. La durée de la journée de travail (qui ne dépasse d'ailleurs jamais 12 heures, y compris les pauses) subit donc les variations des saisons et se détermine par un commun accord entre les intéressés. Ce serait là le premier et funeste effet d'une réglementation écrite que de détruire cette bonne entente et de substituer à des rapports cordiaux la sécheresse et l'impitoyable rigueur d'un texte inflexible, dont l'interprétation et la portée soulèveraient des contestations et des accusations réciproques de mauvaise foi. » De tous les Conseils de prud'hommes interrogés sur cette question, un seul, celui de Renaix, répond négativement, car dit-il : « les usages locaux nettement définis dans le ressort du Conseil de prud'hommes de Renaix pour les différentes branches d'industrie, garantissent mieux que ne pourraient le faire les meilleurs règlements les rapports entre patrons et ouvriers. A la règle générale, parfaitement acceptée aujourd'hui, tant des patrons que des ouvriers, les règlements particuliers substitueraient des prescriptions variant de fabrique à fabrique et établissant la confusion là où règne l'ordre. Nous optons pour l'entière liberté. » Malgré ces réponses défavorables à l'idée de rendre obligatoire la rédaction d'un règlement, des motifs sérieux devaient faire exiger cette rédaction. « Nous pouvons constater avec satisfaction, disait M. Brants, que la plupart des grands établissements industriels possèdent déjà un règlement. Ce sera donc sans peine, il faut l'espérer, que la pratique s'en généralisera.

Plusieurs sections importantes des industries houillères et métallurgiques, notamment dans le bassin de Liège, se sont exprimés contre l'obligation. Leur raison subtile est exprimée ainsi par la section métallurgique de Seraing : « Nous considérons qu'il est inutile d'imposer l'obligation du règlement, l'intérêt des patrons et des ouvriers leur dicte d'avoir un règlement.

« Liège et Jemeppe (section houillère) répondent de même, ajoutant qu'il en existe partout. Il faut avouer que ce raisonnement est peu convaincant.

« S'il y avait partout d'excellents règlements, la loi ne devrait pas intervenir, c'est clair ! Mais de ce que certaines sections importantes en aient et s'en trouvent bien, il s'en suit difficilement qu'il n'y ait point lieu d'en étendre les bienfaits à ceux qui en sont dépourvus. Quant à ceux qui l'ont déjà, il semble bien que cela ne puisse les gêner. C'est ce qu'avait bien compris Charleroi (verriers) en répondant : « La section est d'avis que oui, cette mesure n'étant, du reste, que la consécration légale d'un usage général dans l'industrie du verre à vitres. » D'ailleurs qu'il y ait des règlements partout même, il ne s'en suit pas qu'ils soient bons, et il peut être nécessaire d'y exercer un contrôle. Certains industriels ont exprimé la crainte que des difficultés ne surgissent à propos de la publication des règlements. Ils ont signalé le cas d'une grève, provoquée par l'affichage d'un règlement qui était en vigueur depuis plusieurs années. Il faut avouer que ce règlement avait juridiquement bien peu de valeur. Il de-

vait être inconnu ! D'ailleurs, n'y a-t-il pas un moyen d'éviter tout cela, en faisant appel au concours des ouvriers, comme beaucoup le demandent !... En tout cas, il faut une publicité. » Si l'on admet en principe que le patron doit rédiger obligatoirement un règlement, reste à savoir quels sont les établissements soumis à cette obligation.

La solution n'est pas facile à trouver. Les réponses des Conseils d'industrie à ce sujet sont très diverses. Beaucoup admettent que l'obligation s'étende à tous les établissements. D'autres font des restrictions. La section d'Anvers pour les industries chimiques, limite l'obligation à ceux occupant plus de 20 ouvriers ; celle de Tirlemont pour l'industrie des mines et industries connexes, la limite à ceux occupant plus de 15 ouvriers ; celle de Bruges pour l'industrie du mobilier et industries accessoires du bâtiment, la limite à ceux occupant plus de 10 ouvriers ; celle de Bruges pour les industries d'art, la limite à ceux occupant plus de 5 ouvriers ; celle de Bruges pour l'industrie du tissage, du lin, du coton, du chanvre et du jute, la limite à ceux occupant plus de 12 ouvriers ; celle de Lokeren pour l'industrie verrière et céramique, la limite à ceux occupant plus de 3 ouvriers ; celle de Roux pour l'industrie verrière et céramique, la limite à ceux occupant plus de 50 ouvriers ; celle de Sprimont pour l'industrie des carrières et industrie des transports ainsi que le chargement, le déchargement et la manutention des marchandises, la limite à

ceux occupant plus de 2 ouvriers. La fixation du nombre des ouvriers est, comme on le voit, réglée assez arbitrairement, puisque les sections donnent un minimum de 2, 3, 5, 10, 12, 15, 20, 50 ouvriers, sans qu'on nous fasse connaître les motifs de cette évaluation. En somme beaucoup de sections, en fixant un minimum d'ouvriers, ont voulu mettre en dehors de l'application de la loi les petites exploitations.

Signalons en outre, à titre de curiosité, les sections d'Anvers pour l'industrie des vêtements et pour les industries alimentaires, déclarant ne vouloir soumettre à l'obligation du règlement que les établissements où travaillent des ouvriers étrangers. Les Conseils de prud'hommes admettent le règlement obligatoire pour tous les établissements. Quelques conseils, notamment ceux de Courtrai, de Bruges, d'Ostende, de Thiel le repoussent pour les établissements contenant respectivement, 3, 10, ou 20 ouvriers.

Qu'il puisse y avoir des abus dans les petites exploitations, cela se conçoit facilement, si l'on songe qu'ici, plus que partout ailleurs, l'autorité du maître est absolue sans que l'opinion publique s'en préoccupe beaucoup. « C'est là une difficulté sérieuse, dit M. Brants, car on ne peut méconnaître l'inconvénient que présente une intervention dans le régime d'ateliers ayant un caractère quasi-familial. Cette question a surgi devant tous les législateurs qui ont limité à la fabrique leurs règles impératives. En Belgique même, on s'est déjà trouvé devant elle pour la grave me-

sure concernant l'emploi des enfants. Tous les pays se sont heurtés à la difficulté de définir la fabrique et de limiter l'applicabilité des mesures. On se trouve partagé entre le désir de réprimer les abus partout où ils se produisent et, d'autre part, la difficulté d'exécution. Cette dernière considération, toute pratique, mérite aussi l'attention. Même limitée à des exploitations assez grandes, l'exécution de la loi rencontrera des défiances et des difficultés, comme le prouvent les exemples des autres pays. On ne peut se dissimuler que cette difficulté ne soit plus forte à mesure qu'on descend dans la sphère des petits ateliers, peu accoutumés à l'ordre et à la discipline d'un règlement. Dès lors, ne serait-ce pas compromettre le succès même de la loi que de vouloir, de prime-coup, atteindre trop loin. » La Commission spéciale admit donc dans son avant-projet le règlement obligatoire pour les établissements occupant plus de 5 ouvriers sans excepter de cette règle les ateliers de l'Etat qui n'avaient pas de règlement. Elle tint compte aussi de l'objection, faite par beaucoup de Conseils, que l'application d'un règlement uniforme par toute la Belgique serait désastreuse, et, en dehors de certains points spéciaux, elle laissait une marge assez large pour permettre aux parties de conserver leur liberté dans la confection du contrat de louage de travail. « Loi de police, disait M. Brants, destinée à empêcher les abus, elle évite de faire œuvre de rédaction d'office. L'initiative des parties, canalisée par les dispositions du projet, garantie par les conditions de publicité et de dis-

cussion, pourra désormais rédiger son règlement au mieux des intérêts de chaque région et même de chaque exploitation. Ajoutons qu'avec les moyens que fournit le projet, les parties pourront plus aisément et efficacement débattre les termes mêmes du règlement, son contenu. Les unions professionnelles, qui vont bientôt recevoir une force nouvelle, se serviront des dispositions de la loi et elles leur seront fort utiles. » Cette force nouvelle des unions professionnelles dont parlait le rapporteur, leur a été donnée par la loi du 31 mars 1898, qui leur accorde, moyennant certaines formes à observer, la personification civile et par conséquent le pouvoir d'ester en justice, de posséder des meubles et même certains immeubles nécessaires à leurs opérations, de recevoir des dons et legs (1).

La Commission spéciale avait demandé s'il fallait imposer l'obligation de préciser dans le règlement, au moins certains points déterminés, sans préjudice du contrat facultatif. La presque totalité des Conseils de l'industrie et du travail et des Conseils de prud'hommes répondit affirmativement. En conséquence, la Commission indiqua dans son texte, comme points à déterminer dans le règlement, les jours de repos réglementaires, le commencement et la fin de la journée du travail, sans préjudice du chômage et des heures supplémentaires; l'époque de la paye des salaires; le mode de comptabi-

(1) Cf. *Manuel social*, *op. cit.*, p. 471 et s.

lité et de mesurage pour les diverses espèces de travaux ; les prescriptions en vue d'assurer l'hygiène, la sécurité, la moralité et les convenances ; les soins immédiats à donner aux ouvriers en cas d'accident, les droits et les devoirs du personnel de surveillance ; le recours ouvert aux ouvriers en cas de plainte ou de difficulté. Le préavis de congé, sur lequel des avis en sens opposés étaient donnés, devait retenir l'attention de la Commission, d'autant plus que ses membres n'étaient pas d'accord à ce sujet. C'est ce que constate le rapporteur. « Tandis que aux yeux des uns, il constitue une garantie, aux yeux des autres c'est une contrainte et une entrave. Ces opinions se sont fait jour dans la Commission même. Dès lors, il eut été imprudent d'imposer l'existence du préavis dans la loi. Mieux valait s'en référer aux opportunités, aux intérêts locaux, que devraient débattre les intéressés. Mais si on ne pouvait sagement imposer un délai, il fallait exiger que le règlement dit clairement si on en exige un et lequel. Ce n'est pas imposer le préavis, mais imposer la fixation claire et précise des conditions de l'engagement, de sa durée, de sa rupture. La loi doit tenir compte des situations de fait, et en présence des divergences de l'usage, des divergences des appréciations, elle ne pouvait faire davantage. Mais il est clair que même là où le délai de préavis serait exigé dans le règlement, il fallait éviter qu'il ne devint une vraie contrainte inacceptable. Il fallait donc prévoir des cas de rupture du contrat sans préavis, c'est ce que fait la loi en disant

quand l'ouvrier pourra rompre, sans même qu'aucune stipulation soit inscrite à cet effet dans le règlement. En d'autres cas encore, l'intérêt disciplinaire ou autre peut exiger une rupture immédiate du contrat. La loi laisse aux parties le soin de les déterminer, mais exige que mention exacte en soit faite dans le règlement, c'est le corollaire de l'existence même du préavis. Si la rupture du contrat a lieu sans observer le préavis, quelle sera la conséquence ? Généralement, là où l'usage en existe, une clause pénale sanctionne cette rupture ; elle équivaut au salaire total du délai non observé, fut-il d'une quinzaine. Une controverse assez longue surgit en Commission à ce sujet. Les uns voulaient limiter le chiffre de cette clause pénale à un minimum de huit jours de salaire de l'ouvrier, les autres déclaraient que c'était en fait réduire le préavis à huit jours, puisque tout préavis plus long serait dépourvu de sanction. Les premiers répondaient que néanmoins une pénalité de huit jours était déjà forte, et que cette sanction était au contraire, en tous cas, effective et suffisante, surtout en présence de la possibilité de dommages-intérêts ultérieurs. La différence ne fut tranchée que par un résultat peu décisif ; par trois voix seulement contre trois et deux abstentions, la limite se trouva rejetée et il est nécessaire que le rapport indique loyalement cet état du débat à l'assemblée plénière. La réserve des dommages-intérêts n'est que la confirmation du droit civil ; la pénalité pour rupture stipulée au règlement est fixe, qu'il y ait ou non dommage prouvé. Au contraire,

des dommages ultérieurs peuvent être très réels, tel serait pour le patron le cas d'un ouvrier spécialiste rompant indûment le contrat au cours d'une commande urgente, etc. Est-il bien nécessaire de faire remarquer que tout ceci ne peut jamais porter atteinte au droit du patron et de l'ouvrier de se quitter sur l'heure de commun accord ! »

Le préavis n'était pas la seule chose délicate à régler ; une question très importante se posait, celle des amendes ou peines encourues pour violation du règlement, abstraction faite de tout dommage. Les amendes avaient donné lieu à de très vives plaintes, consignées dans l'enquête du travail. Dans certains établissements elles atteignaient le montant d'une semaine ou d'une quinzaine de travail. Dans d'autres, elles se montaient à 2 fr., 2 fr. 50, 3 fr. 50, 10 francs, 20 francs. Trop faibles elles ne font aucun effet sur l'ouvrier, trop fortes elles peuvent le priver de pain ainsi que sa famille. D'un autre côté, la discipline devant être sauvegardée il faut trouver un moyen de la faire respecter. Les amendes sont-elles indispensables ? Des opinions très diverses ont été omises à ce sujet. « Les principaux arguments, dit M. Brants, consistaient dans les abus, et aussi dans l'inutilité de cette mesure qui pouvait être remplacée par un avertissement, ... et enfin dans le mécontentement qu'elle provoque. D'autre part, l'argument capital en faveur de son maintien, se trouvait dans la nécessité d'une sanction pour l'observation du règlement. Certes, il serait désirable que l'on pût

se passer des amendes ; il y a des industries qui s'en passent, dit-on. Mais, en beaucoup d'endroits, on croit encore ce système nécessaire au maintien de l'ordre dans le travail. Le sentiment de l'honneur et l'admonestation sont loin de suffire toujours, et en somme la discipline s'impose aussi bien dans l'intérêt de l'ouvrier laborieux qui ne doit pas être à la merci du mauvais vouloir d'un compagnon. Il faut ajouter que des faits graves, nuisibles à tout le monde, doivent pouvoir être réprimés sérieusement ; si on exclut l'amende, il ne reste que le renvoi qui peut être bien plus fâcheux pour l'ouvrier. Or, dans les mines, pour ne prendre qu'un exemple, ne faut-il pas pouvoir punir sévèrement tout ce qui est de nature à provoquer le danger du grisou, etc. ! Sans imposer bien entendu le système des amendes, le projet ne les supprime donc point ; d'autre part, on a cru nécessaire d'en limiter l'usage, d'en prévenir l'abus. » La Commission, guidée d'ailleurs par les réponses de l'enquête, fut d'avis que les amendes devaient être employées au profit des ouvriers. Elle adopta l'idée qu'il fallait obliger le patron à déterminer dans le règlement les cas où telle amende serait infligée. La fixation du maximum des amendes suscita des discussions parmi les membres de la Commission. Elle s'arrêta au maximum d'une journée de salaire de l'ouvrier, pour les amendes infligées par jour à l'ouvrier. Mais, tout naturellement, elle n'assimila pas aux amendes les indemnités dues pour dommages causés, tels que bris, détérioration, perte d'instruments, malfa-

çon, etc. qui sont d'une nature tout à fait différente. Il serait contre toute justice que le patron supportât le préjudice à lui causé par les malfaçons sans aucune compensation. Si l'on ne peut trop blâmer les pratiques illégales ayant pour but de réduire le salaire de l'ouvrier, soit par le paiement du salaire en nature, soit par l'obligation de prendre chez son patron certaines denrées ou certains produits majorés, de même doit-on repousser la théorie assimilant les amendes aux indemnités dues au patron pour les détériorations, les dégâts et les malfaçons commis par ses ouvriers. Quiconque cause un dommage à autrui doit le réparer autant que possible. Il ne faut pas, en méconnaissant cette règle au profit des travailleurs donner une prime au désordre, au gaspillage, disons le mot, au vol. Nous relevons, à ce sujet, dans l'enquête de 1894, des réponses de sections montrant bien que ce principe de droit n'est pas, comme il le faudrait, reconnu de tous. « Nous estimons, dit la section de Tirlemont pour la grosse construction mécanique, qu'aucune retenue ne peut être faite à l'ouvrier, à titre d'indemnité pour le fabricant. » « Nous demandons, dit la section de Huy pour la petite construction mécanique, la suppression des retenues pour travail défectueux à titre d'indemnité au patron, le patron ayant toujours soin de faire entrer dans les frais généraux les malfaçons qui surviennent. » Sans doute le patron, par la force des choses, ne pourra pas, souvent peut-être, réclamer à celui qu'il emploie l'intégralité du montant du dommage causé. Il faut en effet avoir

égard à la situation précaire de l'ouvrier, aux sentiments d'humanité, d'esprit chrétien qui commandent au chef d'industrie de consentir à supporter une perte plutôt que de priver de pain la femme et les enfants de l'ouvrier coupable ou négligent. Il y a là une question de mesure et de tact, très bien comprise par la section de Termonde pour l'industrie de la filature du lin, du coton, du chanvre et du jute, disant : « les amendes infligées pour fautes graves dans le travail ou pour bris de machines ne peuvent dépasser la moitié du salaire, si grave que soit la malfaçon ou la détérioration. Néanmoins le patron doit avoir le droit de renvoyer sur l'heure l'ouvrier, si la malfaçon ou la détérioration sont trop considérables. Ces amendes devraient être versées dans la caisse du fabricant. » Pour éviter des confusions, il vaut mieux réserver le nom d'amendes aux sommes versées pour manquement à la discipline et à l'ordre de l'atelier, et celui d'indemnités aux sommes versées comme compensation aux détériorations, malfaçons commises par l'ouvrier.

Le règlement fait, restait à déterminer les conditions de rédaction, de publicité et de contrôle de ce règlement.

« La rédaction, dit M. Brants, soulève une controverse importante : doit-elle être l'œuvre commune des parties intéressées ; faut-il, sous certaines conditions, la laisser à l'autorité du patron ? Point délicat qui touche à des intérêts et à des susceptibilités.

« D'une part, les travailleurs invoquent leur droit de dis-

cuter les conditions qu'on leur impose ; d'autre part, le patron, au nom des nécessités de l'industrie, revendique, avec la responsabilité, le droit de commander..... On ne peut contester ce qu'a de réel et de légitime l'un comme l'autre de ces points de vue. Il est juste mais difficile d'y avoir égard, mais en les conciliant si possible.

« Certes, l'accord serait l'idéal, mais sur tant de questions, le libre débat avec tous est-il réalisable ? Qui le soutiendra ? L'idée contractuelle, envisagée au point de vue juridique pur, du traité de chacun à chacun librement débattu paraît impossible et rendrait l'industrie impraticable. C'est ce que font valoir les patrons ; mais d'autre part, il faut encourager le concours, l'entente. Comment le faire ? Les conseils d'usine ont donné d'excellents résultats en bien des endroits..., mais ils sont le résultat d'une libre initiative très féconde. En Belgique, on en cite de bons exemples, mais la loi est bien maladroite en cette matière ; puis les esprits chez nous ne sont pas encore bien préparés..... Les conseils d'usine sont à peine connus en Belgique : à Mariemont, à Jumet, à Verriers. Certes on peut souhaiter leur diffusion, comme le demandent plusieurs des conseils consultés dans l'enquête, mais il nous paraît inopportun d'en introduire le système dans la loi. Peut-être, cette intervention ferait-elle surgir plus de conflits et de difficultés qu'elle ne supprimerait d'abus... En vertu de ces considérations, tout en souhaitant que les patrons et les ouvriers s'entendent, nous ne croyons pouvoir consacrer législativement la nécessité d'un débat contradictoire. »

Il faut en effet remarquer que les conseils d'usine, sur lesquels on avait fondé de grandes espérances, ne semblent pas y avoir répondu. Evidemment l'esprit public n'est pas en Belgique, du moins actuellement, en mesure de comprendre et d'admettre les conditions nécessaires à leur bon fonctionnement ; nous voulons dire, l'esprit de discipline, la déférence, l'obéissance envers les jugements qui ne donnent pas toujours raison à l'ouvrier.

La Commission fixait les conditions de contrôle et de publicité : affichage, visa de l'inspecteur, remise individuelle d'un exemplaire aux ouvriers. Il n'est pas inutile, à ce propos, de relever la réponse de la section de Renaix, pour la petite construction mécanique, déclarant que les mesures de publicité proposées sont de nature à « fomenter des contestations et des mécontentements, les dispositions réglementaires des fabriques devant naturellement différer : tous les ouvriers connaissent ici leurs droits et leurs devoirs ». Nous sommes d'avis, au contraire, de donner la plus grande publicité au règlement. Avec le raisonnement de la section de Renaix, on arriverait à trouver préférable de faire signer des blanc-seings à l'ouvrier, que le patron remplirait à sa guise, avec des dispositions plus ou moins vexatoires. La publicité est absolument nécessaire pour que chacun, patron et ouvrier, se rende un compte exact de sa responsabilité et de ses devoirs. D'ailleurs la majorité des sections fut de cet avis sur ce point.

Le règlement fait, quel sera son caractère ?

L'article 6 du projet fixe le principe du caractère civilement obligatoire des clauses du règlement ; qui fait partie du contrat de travail. « C'est le principe accepté par la jurisprudence depuis longtemps, dit M. Brants ; l'ouvrier entrant à l'établissement industriel est censé en accepter les conditions du travail telles qu'elles résultent du règlement ou de l'usage connu. Il y a là contrat tacite. Cette jurisprudence est bien conforme à la théorie civile du contrat de droit commun. Il faut reconnaître qu'elle prête à bien des contestations et que, d'ailleurs, on pourrait avec raison soutenir que l'ouvrier n'avait pas du règlement [une connaissance suffisante, qu'il n'avait pas davantage la liberté pour en discuter les conditions d'engagement. Même au point de vue civil, il fallait prendre des mesures pour remédier à cette situation, tout en maintenant le caractère obligatoire du règlement. En l'analysant, il y a lieu d'y distinguer deux éléments : l'un vraiment contractuel, déterminant les conditions de la prestation du travail engagé ; l'autre fixant le mode, l'organisation technique du travail lui-même. Pour ce dernier, il est clair qu'il faut laisser plus de marge, plus de latitude au chef d'industrie responsable ; mais comment faire cette distinction en pratique ? La ligne de démarcation est si malaisée à préciser !... Il fallait renoncer à cette démarcation impossible et se borner à des garanties de police générale pour éviter les abus d'autorité et assurer une publicité suffisante. » La Commission admettait bien le caractère obligatoire du règlement, mais pourvu

que les conditions prescrites exigées pour sa validité fussent remplies. De même pour le contenu facultatif du règlement, le patron devait aussi respecter les mesures de publicité et de rédaction édictées en vue de protéger l'ouvrier. D'ailleurs, comme le faisait remarquer le rapporteur : « La loi n'entend pas évidemment consacrer en quelque sorte toutes stipulations quelconques insérées dans un règlement à propos de travail ou d'industrie. Ces stipulations là demeurent sous l'empire du droit commun et ce sera aux tribunaux à décider de leur validité et de leur caractère obligatoire. Le juge gardera donc toute la liberté de son jugement quant à la validité de ces stipulations. C'est ainsi, par exemple, que les auteurs du projet n'entendent pas se prononcer sur le caractère obligatoire d'une disposition réglementaire qui imposerait ou interdirait aux ouvriers d'un établissement de faire partie de telle ou telle association. Une telle disposition serait assurément étrangère aux conditions du contrat de louage, c'est un engagement à côté.... Liberté d'appréciation reste au juge. » Les articles du règlement concernant le contrat de louage de travail et dûment promulgué étaient obligatoires. Quant aux autres, le droit commun les régissait. Telle était la doctrine de la Commission spéciale du travail dont l'avant-projet était ainsi conçu :

ART. 1^{er}. — Dans toutes les exploitations industrielles où sont occupés au moins cinq ouvriers, ainsi que dans toutes celles où sont employés des moteurs mécaniques,

quel que soit le nombre des ouvriers, des dispositions en forme de règlement devront être arrêtées de la manière prévue par la présente loi, en vue de régler les points indiqués aux articles suivants, s'ils ne le sont déjà par une loi ou un règlement public. Sont exceptées de cette obligation, les exploitations où l'entrepreneur ne travaille qu'avec son ménage ou des membres de sa famille habitant avec lui, ou dont les ouvriers doivent être considérés comme domestiques ou gens de la maison.

ART. 2. — Devront être déterminés dans tout règlement, les points suivants : *a*) l'indication pour les diverses catégories de travailleurs, des jours de repos réglementaires, du commencement et de la fin de la journée de travail, de la durée des pauses, sans préjudice des chômages et des heures de travail supplémentaires ; *b*) l'époque de la paye des salaires, conformément à la loi du 16 août 1887 ; le mode de comptabilité et de mesurage pour les diverses espèces de travaux ; *c*) les prescriptions en vue d'assurer l'hygiène, la sécurité, la moralité et les convenances ; *d*) les soins immédiats à donner aux ouvriers en cas d'accident ; *e*) les droits et les devoirs du personnel de surveillance ; le recours ouvert aux ouvriers en cas de plainte ou de difficulté.

ART. 3. — Devront éventuellement être déterminés les points suivants, de la manière indiquée ci-après : *a*) les fournitures à faire à l'ouvrier, s'il y a lieu, et les retenues qu'on peut imposer de ce chef ; *b*) dans les exploitations où un préavis de congé est exigé, la fixation du

délai prescrit et la stipulation des cas où le contrat pourra être rompu sans préavis par l'une ou par l'autre des parties. L'ouvrier pourra, en tous cas, rompre le contrat sans préavis, si sa vie se trouve exceptionnellement menacée ou sa moralité compromise par son séjour à l'exploitation. Sera fixée aussi par le règlement, l'indemnité qui pourra résulter de la rupture indue du contrat, sans préjudice des dommages-intérêts éventuels ; c) la détermination des amendes ou des pénalités encourues par les ouvriers, là où on veut en établir. D'autres amendes ou pénalités que celles prévues par le règlement ne peuvent être appliquées. Elles doivent être notifiées le jour même à l'ouvrier, et consignées dans un état qui contient le nom de l'ouvrier puni, la date, le chiffre de l'amende et le motif de la punition. Cet état doit être montré à l'inspecteur à toute réquisition. Le total des amendes infligées par jour à l'ouvrier ne pourra dépasser le montant de son salaire journalier. Le produit de toutes les amendes doit être employé au profit des ouvriers, le règlement doit en déterminer le mode. Le droit d'exiger des dommages-intérêts n'est pas mis en cause dans la présente disposition.

ART. 4. — Les patrons devront tenir, suivant un modèle dressé par l'administration, un état exact des ouvriers travaillant dans leurs établissements.

ART. 5. — Les règlements ou modifications aux règlements seront d'abord, en projet, affichés à un endroit apparent de l'exploitation ; ce projet entre provisoirement

en vigueur ; un double exemplaire, muni de la signature du patron, en sera transmis pour entérinement à l'inspecteur du travail ainsi qu'aux Conseils de prud'hommes et à la section compétente du Conseil de l'industrie et du travail ou, à leur défaut, au juge de paix. Quinze jours après cette communication, le règlement, revêtu du visa de l'inspecteur, devient définitif. Les autorités mentionnées ne pourront refuser l'entérinement ou le visa que si les dispositions du projet sont contraires aux lois. Elles pourront faire des remontrances aux intéressés si les dispositions leur paraissent insuffisantes ou répréhensibles, mais elles ne pourront, de ce chef, que reculer de huit jours l'entrée en vigueur définitive. Recours au Roi pourra être pris contre les décisions de l'inspecteur. La procédure à suivre en ces divers cas sera réglée par arrêté royal. Le règlement entériné sera et restera affiché à un endroit apparent de l'exploitation. Dans toute entreprise qui occupe plus de vingt ouvriers, un exemplaire en sera remis à chaque ouvrier contre récépissé, lors de la promulgation, et ensuite lors de l'engagement de l'ouvrier.

ART. 6. — Les règlements, dans leurs dispositions nécessaires prévues ci-dessus et dans les dispositions facultatives qui y seraient jointes, en vue d'établir les conditions du contrat de louage de services, lient les parties pendant toute la durée de l'engagement, lorsqu'ils sont arrêtés conformément à la présente loi.

ART. 7. — Le patron qui aura omis d'arrêter sur tous

ou certains points indiqués et dans les cas prévus, des dispositions dûment en vigueur, sera puni d'une amende de 26 à 100 francs. En cas de récidive dans les douze mois la peine sera doublée.

Le Conseil supérieur du travail discuta cet avant-projet dans les séances plénières des 21 et 28 décembre 1894 et des 4, 11 et 18 janvier 1895. Avant de parler des débats qui eurent lieu devant le Conseil supérieur et devant le Parlement belge, nous dirons que nous en aurions donné une analyse pure et simple, si nous ne préférions agir autrement pour les raisons suivantes. La première, c'est qu'en reproduisant, autant que cela est nécessaire, les objections et les réfutations les plus caractéristiques, dans leur forme originale, nous sommes plus assurés de ne pas affaiblir la pensée de leurs auteurs. La seconde, c'est qu'ayant suffisamment montré notre pensée dans les chapitres précédents, il nous est possible de garder dans l'exposé des débats un rôle plus effacé, tout en choisissant parmi les arguments présentés, ceux qui nous paraissent les plus propres à entraîner la conviction dans notre sens. Dans la conclusion, nous mettrons en lumière exclusivement notre opinion sur le règlement d'atelier obligatoire.

De la sorte chacun pourra choisir en connaissance de cause la solution qui lui semblera la meilleure.

CHAPITRE VI

LES RÈGLEMENTS D'ATELIER DEVANT LE CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL (1).

Avant de commencer la discussion du projet élaboré par la Commission des règlements d'atelier, le rapporteur, M. Brants, signala avec une grande sagacité le point de vue auquel devraient se placer les membres du Conseil, et fit entendre des vérités trop souvent mécon nues par ceux qui veulent réformer la société. « Comme toute loi positive, dit-il, le projet ne réalise peut-être l'idéal abstrait de personne. A cet égard, beaucoup le trouveront sans doute imparfait. Chacun se fait son idéal de progrès et de réformes. Les lois peuvent rarement réaliser un idéal quelconque, fût-il même celui de leurs auteurs. Elles font œuvre de prudence pratique et d'opportunité, et, pour employer un terme ancien, elles doivent, pour être bonnes, non seulement être justifiables en thèse, mais encore possibles, c'est-à-dire exécutoires dans l'état des faits. Notre projet, faut-il le dire, a subi cette nécessité..... On se trouvait en présence d'intérêts, de sentiments, de susceptibilités, de difficultés d'application, de situations acquises souvent contradic

(1) Cf. Conseil supérieur du travail, *Règlement d'atelier*, p. 259 et suiv

toires et dont il fallait procurer autant que possible l'accord pacifique. Patrons, ouvriers, fonctionnaires avaient leur point de vue.

« Faut-il dire que personne ne pouvait réaliser ce qu'il croyait le plus désirable, comme s'il s'était agi de légiférer sur une « table rase ». Le projet a subi cette nécessité, il n'est le mieux de personne, mais il a l'avantage, la qualité nécessaire pour une loi positive, de faire du bien en tenant compte des situations. Le projet est donc une œuvre d'amélioration et une œuvre de transaction..... Je prie nos honorés collègues des divers groupes de ce Conseil, de se placer sous cet angle pour apprécier notre projet, de ne pas le juger au point de vue de théories absolues, car une loi n'est pas un traité théorique d'organisation industrielle, mais doit être envisagée au point de vue pratique d'améliorations pacifiques, sages et dont la brusquerie ne compromette pas le succès. Voilà pour-quoi, tous nous devons sacrifier quelque chose, comme votre rapporteur le fait lui-même en abandonnant certaines idées, pour amener l'accord pacifique dans l'amélioration des choses. » Ceci dit, le Conseil passa à la discussion de l'article 1 de l'avant-projet, déclarant que les ateliers ayant des moteurs mécaniques et plus de cinq ouvriers seraient seuls soumis à l'obligation du règlement.

M. Snoeck s'éleva fortement contre cette restriction, pour cette raison que l'on trouvait en Belgique un nombre énorme d'ateliers, se composant de moins de cinq

ouvriers. La loi ne devait pas prendre le nombre des ouvriers en considération, d'autant plus que les abus étaient bien plus grands dans la petite industrie que dans la grande. Comme exemples à l'appui de ses dires, il rappelait que des enfants des deux sexes restaient au travail dans la petite industrie, dès l'âge de 12 ou 13 ans, pendant 13 ou 13 h. 1/2 par jour durant l'été, et durant l'hiver, quelquefois depuis 7 h. 1/2 du matin jusqu'à 9 h. 1/2 du soir, avec un temps de pause unique d'une heure au milieu de la journée. Si l'on voulait faire une enquête relativement au métier de tailleur et de taillease, ou de cor donnier, l'on trouverait des enfants occupés à la fin de la semaine pendant des nuits entières sans désenparer, et parfois même n'ayant pas le repos du dimanche. M. Snoeck, professeur de menuiserie et d'ébénisterie, était obligé de donner ses leçons pendant les heures de nuit afin qu'elles fussent suivies régulièrement. La moralité des ouvriers laissait tellement à désirer qu'il aurait pu rappeler des faits, dont il avait été témoin pendant son apprentissage du métier de menuisier, et qui feraient dresser les cheveux sur la tête. L'application des mesures proposées engagerait, peut-être, les patrons à diminuer leur personnel ; afin d'échapper à la loi et d'obtenir le travail plus intensif aux dépens des enfants, ils rendraient plus dure la situation des apprentis qui seraient renvoyés périodiquement, avant d'avoir acquis la capacité de l'ouvrier de métier, et les remplaceraient par d'autres, destinés à subir le même sort. M. Snoeck repoussait la restriction adop-

tée par les auteurs de l'avant-projet. M. Brants répondit que l'objection était d'ordre pratique, d'ordre administratif, qu'elle s'appuyait sur la difficulté de contrôle, que la Commission avait craint de proposer une mesure inapplicable et n'avait pas voulu donner un coup d'épée dans l'eau, bien que tout le monde fût d'accord sur le principe de la réglementation. M. Morisseaux soutint qu'on pouvait tuer une loi en exagérant son application, en lui donnant un caractère vexatoire et odieux, vu que beaucoup de petits patrons ne savaient pas lire. Un principe est-il compromis parce qu'on limite la première application qu'on en faisait ? Il fallait donc procéder par étapes. D'ailleurs beaucoup de sections de Conseils de l'industrie et du travail et de Conseils de prud'hommes, avaient adopté la limitation proposée par la Commission, quoique ces sections et ces Conseils appartenissent à la petite industrie. M. Denis critiqua cette limitation pour cette raison qu'il n'était pas possible de réserver en quelque sorte un territoire d'impunité, soustrait à la juridiction des prud'hommes. MM. Prins, Lagasse de Locht et Verhaegen proposaient d'appliquer les dispositions de l'avant projet aux entreprises industrielles et commerciales, sur les chantiers, ainsi que dans les ateliers de l'Etat, quel que fût le nombre d'ouvriers. M. Denis insista pour que l'obligation fût étendue à l'agriculture. M. Dejace fit alors avec raison les observations suivantes : « La plupart des dispositions du projet sont établies en vue des exploitations industrielles... Cette indication précise des jours

et des heures de travail n'est pas possible en ce qui concerne les travaux agricoles. Ils échappent par leur nature même à toute réglementation. En Commission M. le duc d'Ursel avait exprimé le désir de voir définir les établissements qui, par leur genre de travail, se prêtent à la réglementation. Il est certain que c'est là, et non dans le nombre plus ou moins arbitraire d'ouvriers occupés, que se trouve la base de l'obligation du règlement. Mais si nous n'avons pu trouver cette définition en quelque sorte philosophique de l'atelier ou de la fabrique, nous pouvons tenir compte de l'expérience faite à l'étranger. Déjà on y est aux prises avec de grandes difficultés d'application, encore que la réglementation ne concerne que les entreprises industrielles. Il serait donc dangereux de vouloir davantage et d'étendre notre projet aux travaux agricoles et aux professions commerciales. Que décider, par exemple, pour les garçons de café ? Ils se livrent cependant à un travail excessif par sa durée, dans un milieu peu hygiénique. Il serait opportun dans ces conditions de se rallier à la mesure transactionnelle proposée par la Commission. Cette transaction ne méconnaît pas le principe, mais tend à réaliser une application pratique et vraiment utile de ce principe. » L'amendement de MM. Prins et Lagasse de Loch fut mis aux voix et adopté par 25 voix et une abstention, celle de M. Morisseaux qui voulait avoir l'occasion de donner une fois de plus son approbation au principe de l'extension qui venait d'être admis, mais dont il jugeait l'application inopportune. M. Denis avait voulu

ajouter aux entreprises industrielles, les entreprises agricoles et M. Verhaegen les entreprises commerciales ; ils ne purent faire accepter leurs amendements.

Les amendes devaient-elles être conservées ? Question importante. M. de Buck fit entendre à ce sujet les paroles suivantes : « L'amende a toujours, quoi que l'on fasse, un caractère trop haineux. En appliquant l'amende, on ne frappe pas seulement l'ouvrier dans son honneur, dans son amour-propre, mais aussi, ce qui est plus grave encore, dans son existence et dans celle de sa famille..... Et, Messieurs, une question qui aggrave le système des amendes est celle-ci : — qui les inflige ? Une autorité des plus impartiales le dira pour moi : c'est le gouverneur de la Flandre occidentale. En réponse au questionnaire de la Commission du travail, il dit ce qui suit : « L'application des amendes dépend du bon vouloir ou de l'esprit distributif qui animent le contremaître. » Eh bien, Messieurs..... je vous le déclare hautement, qu'ils sont rares, et très rares, les contremaîtres qui ont le tact nécessaire, l'esprit de justice assez correct. Beaucoup d'entre eux se laissent guider par des considérations qui n'ont aucun rapport avec l'ordre intérieur de l'usine ou de l'atelier. Chose grave à dire, mais il importe de découvrir toute la vérité : c'est quelquefois l'opposition qu'une femme ou qu'une fille met aux caprices du contremaître, pour sauvegarder l'honneur, leur unique trésor, qui fixe la quantité des amendes..... Je sais très bien que les patrons soulevèrent cette grave objection : abolissez les amen-

des, diminuez-les trop considérablement, et vous augmenterez les cas de renvoi immédiat. Mais, Messieurs, n'y a-t-il donc pas d'autres moyens de correction, de rappel à l'ordre ? Sachez bien qu'une observation, une réprimande du patron est beaucoup plus redoutée qu'une amende, qu'elle a un effet beaucoup plus moral ! » M. Morel répondit à M. de Buck en se déclarant bien l'adversaire des amendes en principe, mais en ajoutant qu'il considérait les amendes comme justifiées, dans les industries où existent les malfaçons. N'était-il pas évident, d'après l'enquête, que le chiffre des amendes était relativement peu important et que leur suppression allait multiplier le nombre des renvois. Il cita une importante usine de Gand où l'on infligeait 7 à 9 francs d'amendes par semaine, tandis que les salaires hebdomadaires atteignaient 30.000 francs. De plus, le montant des amendes étant employé au profit des ouvriers, leur importance était beaucoup moins critiquable que les injustices auxquelles elles pouvaient donner lieu. La réforme devait consister à supprimer les amendes, dans un avenir prochain, mais seulement là où il n'y avait pas à réprimer les malfaçons. Il termina en faisant ressortir le chiffre beaucoup trop élevé, à son avis, de l'avant-projet. M. Harzé admettait que les amendes jettent un mauvais ferment dans les rapports entre patrons et ouvriers, mais il estimait que des amendes rares et modérées étaient nécessaires pour assurer dans les industries dangereuses, l'observation, par l'ouvrier, des mesures de sécurité du

travail, mesures d'où dépendait la sécurité de ses compagnons de labeur. Il signalait à l'appui de son dire une recrudescence d'accidents individuels dus à l'indiscipline. Comme M. Morel, il trouvait trop élevé le maximum du taux des amendes indiqué dans l'avant-projet. Cette critique perdait beaucoup de sa valeur, d'après le président, si l'on se rappelait que le patron était libre de supprimer les amendes s'il le croyait bon. La Commission n'avait inscrit le paragraphe les concernant qu'à l'article où étaient prévues les indications facultatives du règlement. M. Seffers, parlant dans le sens de M. de Buck, proposa de supprimer les amendes, et de ne laisser comme unique punition que la récompense des diligents, afin d'engager les autres à exécuter leur travail avec plus d'attention. M. Denis fut aussi d'avis de supprimer les amendes, et, à l'objection que la raison de les maintenir semblait être la crainte de voir éliminer certains ouvriers, si cette sanction du règlement faisait défaut, il répondait qu'il fallait chercher à en assurer l'obligation par des mesures préventives. Les unions professionnelles et les conseils d'usine pourraient utilement intervenir dans cette matière. M. Buysse réfuta les arguments précédents en disant que l'amende est une mesure disciplinaire utile à l'ouvrier et au chef d'industrie. Le patron doit avoir, expliqua-t-il, d'autres moyens que l'avertissement et le renvoi. L'avertissement est dans bien des cas insuffisant car les ouvriers n'y attachent guère d'importance. D'ailleurs, tout comme l'amende, le renvoi et l'avertissement bles-

sent l'amour-propre de l'ouvrier. L'ouvrier trouverait le renvoi après l'avertissement d'autant plus sévère et d'autant plus injuste, que le renvoi suppose le reproche grave ou l'incapacité. L'amende appliquée pour de justes motifs, et versée dans une caisse ouvrière de secours, est un moyen intermédiaire entre le renvoi et l'avertissement. L'amende sera nécessaire pour assurer le bon fonctionnement de l'usine, tant que la force des choses et l'éducation n'auront pas rendu ce moyen disciplinaire aussi inutile qu'il est, disait M. Buysse, pénible et préjudiciable aux patrons. D'après M. Pâque, le système des amendes était une cause de grèves et de crimes. Il citait comme preuve le cas d'un ouvrier condamné à sept ans d'emprisonnement, par la Cour d'assises de Liège, pour avoir assassiné son surveillant dans une houillère du plateau de Herve, parce qu'il lui appliquait trop souvent des amendes. Pour M. Cavrot, les accidents arrivés dans les mines n'étaient pas causés par des actes d'indiscipline, comme l'avancait l'inspecteur général Harzé, mais bien par l'insuffisance numérique du personnel. Donc ces accidents ne justifiaient pas les amendes. M. Harzé répondit que la constatation des accidents était faite consciencieusement et sévèrement par l'inspection. Mais les parquets disposent de moyens d'investigations autres que ceux des inspecteurs ; ils doivent envisager les avis de ces derniers au point de vue du droit, et ne sont pas toujours d'accord avec les ingénieurs. L'augmentation des accidents n'étant pas niable, il fallait les attribuer à une

autre cause que celle énoncée par M. Cavrot. M. Verhaegen, peu partisan du système des amendes, proposait d'en restreindre l'application autant que possible. Il émit l'avis d'exiger la notification par écrit de l'amende à l'ouvrier, ainsi que la signature du patron ou du directeur de l'entreprise, de façon à ce que l'attention des signataires fût attirée forcément. Il indiqua la moitié du salaire comme maximum que le taux des amendes ne devait pas dépasser. M. Denis s'attacha à distinguer l'amende de la retenue pour malfaçon. L'on n'était pas d'accord, disait-il, sur l'utilité de l'amende. Le projet de la Commission avait le tort de consacrer le principe de l'autorité patronale, tandis qu'il aurait mieux valu lui substituer un autre système, remplacer la discipline répressive par la discipline morale, exercée par les conseils d'usine. Et pour justifier cette innovation, il citait l'exemple de Mariemont où l'on avait supprimé les amendes. Le Conseil supérieur consulté rejeta la théorie de M. Denis pour voter le texte rédigé par la Commission.

Le règlement devait-il être rédigé à la fois par le patron et ses ouvriers, ou bien les ouvriers devaient-ils se borner à présenter de simples observations ? Pour M. Denis, la première solution était seule acceptable ; pour MM. Prins et Verhaegen il fallait simplement faciliter la conciliation. « Il s'agit en ce moment, dit M. Brants, de discuter les principes au point de vue de leur application. Le système de M. Denis répond le mieux à la conception abstraite du contrat. Evidemment il serait désirable que

le contrat du chef d'industrie avec chacun des ouvriers réalisât l'accord parfait. Pour la réalisation totale de ce système, il ne suffirait pas de l'entente du patron et des délégués des ouvriers, il faudrait l'entente individuelle. Or, l'entente réelle des parties est-elle possible? Non. Vous n'obtiendrez ni l'unanimité des adhésions individuelles, ni même la majorité. Est-ce le vote qui décidera? Mais cela est-il possible dans ces conditions? Je ne conteste pas la capacité des ouvriers; il y en a de très capables. Mais tous? La mauvaise volonté peut aussi se trouver souvent. La direction d'une entreprise devient impossible dans cette hypothèse; or la direction est indispensable avec la responsabilité et les résolutions qu'elle comporte. S'agit-il seulement de favoriser l'explication et la conciliation? Tel est aussi mon désir. Mais comment organiser la conciliation? En Belgique, l'organisation de Mariemont est bien connue; elle a été imitée à Jumet par M. Baudoux, et récemment à Verviers par M. Simonis. Mais y a-t-il un moyen de rendre cette organisation obligatoire? Je ne le crois pas. Sans doute, ces choses peuvent se décréter, mais le résultat, quel sera-t-il? Mettrez-vous dans la loi que la bonne volonté sera obligatoire? Faisons de l'apostolat, sans doute, j'y souscris. Ne faisons pas une loi qui n'existera que sur le papier. » M. Brants continua en citant l'opinion de M. Weiler, l'inspirateur des institutions de conciliation de Bascoup et de Mariemont, et qui disait: « Si je suis partisan de la réglementation des

rapports entre le travail et le capital, parce que la nécessité m'en est démontrée, loin de moi, sachez-le bien, la pensée de m'en rapporter pour cela à l'intervention de l'Etat..... Et ma conviction à cet égard est si profonde que quelle que soit la confiance que m'inspirent la conciliation et l'arbitrage industriels, quelque désireux que je sois de les voir s'étendre, je considérerais comme un présent funeste toute mesure législative qui tendrait à les imposer. Je suis d'ailleurs fort tranquille à cet égard, car la conciliation ne s'impose pas. » M. Brants faisait en outre remarquer que l'obligation pourrait faire naître des déceptions nombreuses. Si l'on s'entendait, la mesure législative devenait inutile. Si l'on ne s'entendait pas, quelle autorité déciderait ? Serait-ce l'administration ? Mais, n'ayant ni compétence ni responsabilité, à quel titre interviendrait-elle ? M. Dejace prit la parole pour repousser les amendements ayant pour but de rendre le règlement « intégralement » contractuel. « Trois solutions, dit-il, peuvent être données au problème qui nous occupe. La première consiste à laisser le patron maître absolu de la réglementation à l'atelier : elle a prévalu en fait jusqu'ici, mais ne rencontrera guère d'adhésions, je pense, au sein de cette assemblée. Il est donc inutile de la critiquer. Au pôle opposé se place la solution de M. Denis, la réglementation contractuelle : solution logique dans certaine conception du contrat de travail qui n'envisage que l'égalité des parties contractantes, sans tenir compte des conditions dans lesquelles se

réalise le contrat. M. Brants a déjà montré combien dans la pratique, semblable solution se heurtait à des difficultés presque insurmontables. Mais, pour ma part, je vais plus loin, et je pense qu'en principe elle est inacceptable. Là où est la responsabilité, là doit être l'autorité. Donc, le patron responsable doit avoir l'autorité dans l'atelier. Est-ce à dire que cette autorité n'admette aucun tempérament ? Non pas ; et c'est ici que se présente la solution intermédiaire : elle a rencontré parmi nous de nombreux partisans, sauf à trouver la formule d'application. Dans ce système, le patron rédige le règlement, mais le règlement peut être corrigé sur les observations des ouvriers. Il est utile que les ouvriers soient appelés à formuler leurs critiques, s'il y a lieu. Indépendamment de la valeur éventuelle des critiques, le règlement n'acquerra que plus d'autorité du fait de cette collaboration. Comment les choses vont-elles se passer ? Ou bien les explications échangées à la suite d'un désaccord passager aboutiront à une entente heureuse : ou bien le désaccord persistera. Dans ce cas, force obligatoire devra bien rester au règlement formulé par le patron, pour autant qu'il soit légal.... Cette solution ne doit pas effrayer les membres ouvriers. Il ne faut pas perdre de vue qu'à la suite de la discussion qui aura eu lieu, et de l'intervention pacificatrice des autorités auxquelles pourra être confié le droit de remontrance, l'arbitraire du patron sera contenu dans de très strictes limites. N'oublions pas qu'il y a, d'autre part, des restrictions résultant de la loi elle-même dont l'applica-

tion est appréciée par l'inspecteur. » M. Denis s'éleva contre cette idée de faire prévaloir, en ce qui concerne le règlement, l'autorité du patron. Et quelle autorité, disait-il. Pas même une autorité constitutionnelle. Il s'étonnait qu'au Conseil supérieur, où l'égalité des ouvriers et des patrons était pleinement reconnue, on hésitât à admettre l'idée contractuelle. Il pensait qu'en invitant les Conseils de l'industrie et du travail à préparer des types de règlements, dans un délai déterminé, on arriverait à faire triompher l'idée du caractère contractuel du règlement. M. Mousset se déclara partisan de l'opinion d'après laquelle l'ouvrier devait participer à la confection des règlements. Il affirmait que si le droit des ouvriers était reconnu, l'intérêt des patrons les conduirait à créer immédiatement des conseils d'usine. Il était temps, ajoutait-il, de proclamer que l'ouvrier a des droits, qu'il a une intelligence, il était temps que le patron utilisât cette intelligence. La discussion se poursuivit longtemps et les amendements se succédèrent nombreux. M. Wagnez présenta les observations suivantes : « Il n'appartient pas aux patrons de faire le règlement d'atelier aux ouvriers, pas plus qu'il n'appartient aux ouvriers de faire le règlement aux patrons. La justice naturelle dit que, où il y a des intérêts qui se lient, il doit y avoir coopération des parties intéressées. Or, Messieurs, où pourriez-vous trouver ailleurs que dans le règlement d'atelier, des intérêts plus liés que ceux des patrons et des ouvriers ? Le patron ne saurait faire marcher l'usine sans

le concours de l'ouvrier. Mais l'ouvrier, avec d'assez grandes difficultés, pourrait faire marcher l'usine. Tous ici, semblent être d'accord pour la conciliation ; tous nous voudrions voir instituer, dans tous les établissements, des conseils d'usine, des conseils d'arbitrage. Mais pourquoi, Messieurs, ces institutions, si ce n'est pour discuter une question semblable à celle-ci ? Car il est impossible d'en rencontrer une où les intérêts soient plus liés. On nous fait miroiter que nous pourrions présenter nos observations ; c'est très bien, mais, si nous avons le malheur de protester contre tel ou tel article du règlement, qu'arrivera-t-il ? Nous serons renvoyés directement ou indirectement, inscrits au livre noir, et alors plus de travail pour nous. Ce petit droit de présenter nos observations, que certains membres du Conseil paraissent nous restituer, n'est qu'une simple plaisanterie que l'on croit nous faire passer, et qui, au lieu de nous être favorable, nous serait plutôt défavorable. » M. Morisseaux combattit la théorie de M. Denis sur le caractère purement contractuel qu'il voulait donner au règlement. « Cette conception, dit-il, ne me paraît pas répondre à l'état actuel des choses de l'industrie, à l'organisation du travail telle qu'elle existe et en vue de laquelle nous rédigeons notre projet ; car il faut bâtir non sur un rêve, une hypothèse ou un idéal, mais sur la réalité vivante. Or la réalité, c'est que le patron est le créateur de l'entreprise, celui qui en tient l'existence en mains, qui peut l'anéantir s'il le veut, qui en a la responsabilité. De cette

situation, il résulte naturellement que c'est lui qui rédige le règlement, et que, s'il est sage, humain, prudent de sa part de provoquer les observations de ses collaborateurs et d'en tenir compte, il reste libre néanmoins de ne point les adopter, de même et parce qu'il est libre de supprimer l'entreprise elle-même. Le règlement ne peut donc, dans cette situation, avoir un caractère rigoureusement contractuel. Il en serait autrement s'il s'agissait d'une association coopérative de production, parce qu'alors tous ceux qui participent à l'entreprise auraient des intérêts et des droits égaux. » M. Morisseaux fit voir aussi qu'en dépit des règlements administratifs, prescrivant des mesures de sécurité générale, il fallait un règlement spécial pour chaque établissement. Il cita comme preuve l'accident arrivé à Seraing, causant des blessures très graves à une demi-douzaine d'ouvriers. L'explosion qui s'était produite avait eu pour origine une négligence. On avait versé des scories incandescentes sur de la neige qui était entrée en ébullition. Il fallut en conséquence prescrire de balayer la neige en pareil cas, pour prévenir le retour d'un semblable accident. En fin de compte, le Conseil adopta le texte de la Commission remanié, dans lequel on reconnaissait, en principe, pour les ouvriers le droit d'émettre des observations sur les prescriptions du règlement les concernant et donnant ce même droit aux Conseils d'ouvriers et de conciliation. Chaque ouvrier devait recevoir un exemplaire du règlement, dans toute entreprise comptant plus de 20 ouvriers.

Lorsque le président annonça qu'il allait être procédé par appel nominal au vote sur l'ensemble du projet, M. Zurstrassen expliqua, ainsi qu'il suit, les motifs qui le faisaient voter négativement sur l'ensemble du projet de loi, bien qu'il rendit hommage aux intentions excellentes qui caractérisaient ses auteurs. « Je n'ai jamais été désireux, dit-il, de voir imposer à l'industrie, un règlement obligatoire. Si je n'ai pas, dès le début de notre session, fait mes réserves sur ce point, qui aurait dû plutôt être traité dans la discussion générale, c'est qu'il était évident, en présence des dispositions bien manifestes du Conseil et des réponses émises par la grande majorité des Conseils de l'industrie et du travail, que toute opposition au principe du règlement obligatoire aurait été absolument inutile.... Cette discussion n'a pas modifié l'opinion que je m'étais formée dès l'abord. Elle a montré, en effet, combien il était difficile même aux esprits les plus modérés de s'arrêter à une juste mesure quand il s'agit de réglementation. N'avons-nous pas vu la limite de cinq ouvriers, qui avait été sagement adoptée par la Commission dans la rédaction de l'article 1^{er}, étendue à un nombre quelconque d'ouvriers ! Notre projet va donc se heurter à des difficultés pratiques qui rendront son exécution très coûteuse et parfois impossible. Il prend ainsi un caractère quelque peu puéril et vexatoire, puisque nous allons introduire la réglementation partout, même là où un petit patron travaille avec un ou deux ouvriers et lorsqu'ils ne demandent ni les uns, ni les autres

à être réglementés.... Ce qui m'a frappé également pendant le cours de la discussion, c'est l'impossibilité de créer un projet sur la matière sans se borner à des généralités qui auront peu de portée pratique ou qui ne feront que consacrer un état de choses existant..... Le seul paragraphe qui me paraisse avoir une portée sérieuse et pratique est relatif aux amendes.

« Mais il n'entraîne pas, à lui seul, une loi sur les règlements d'atelier et il eût été plus simple de les rattacher à la loi de 1887 sur le payement des salaires. Le manque de précision d'un semblable projet me semble aussi constituer un danger, car il permet des appréciations très diverses aux autorités chargées de l'appliquer et pourrait, suivant les circonstances, nous exposer à l'arbitraire..... Je reste donc convaincu que le système de liberté qui nous a régis jusqu'à présent est préférable au règlement obligatoire et qu'il est tout aussi efficace. Il est bon d'avoir un règlement et cela est incontestable, je crois que l'usage s'en répandra de plus en plus par le commun accord des patrons et des ouvriers et sans le secours de la loi. Le système de liberté me paraît aussi mieux approprié à notre tempérament national et, en même temps, avec les conditions toutes spéciales dans lesquelles doit lutter notre industrie. Nous ne devons jamais perdre de vue que notre production industrielle dépasse de beaucoup nos besoins. Notre situation est, par conséquent, très instable. Elle dépend à chaque instant du degré plus ou moins marqué de supériorité que nous pouvons acqué-

rir ou conserver sur la concurrence étrangère. Comment maintenir cette supériorité si ce n'est en développant toujours davantage l'esprit d'initiative et d'entreprise chez nos patrons et nos ouvriers, et en nous gardant avec un souci constant de le paralyser ou de l'endormir chaque fois que l'intervention de la loi n'est pas absolument indispensable ? Je suis heureux de me trouver en communauté d'idées sur ce point avec quelques sections des Conseils de l'industrie et du travail qui, bien que peu nombreuses, représentent un des centres industriels les plus importants et les plus intelligents du pays. En se prononçant dans leur réponse au questionnaire de la Commission contre le règlement obligatoire, elles ont affirmé une confiance dans le progrès par la liberté à laquelle je dois applaudir, car c'est cette confiance qui peut contribuer plus que toutes les lois à l'émancipation de la classe ouvrière. » Cette profession de foi ne détourna pas le Conseil supérieur de son idée du règlement obligatoire. Il adopta le projet par 23 voix contre 1. Six membres s'étaient abstenus de voter pour des motifs divers. M. Denis fit la déclaration suivante : « Je n'ai pas voté contre parce que le projet renferme des dispositions vraiment efficaces et qu'il réalise un progrès réel important en assurant une intervention des ouvriers à titre consultatif dans l'élaboration des règlements d'atelier. Je n'ai pas voté oui parce qu'il ne consacre pas, avec l'égalité des parties, le caractère contractuel du règlement d'atelier qui fixe cependant les conditions de la presta-

tion de travail, et que je crois la consécration de ce caractère aussi nécessaire et aussi juste qu'elle est à mes yeux compatible avec le pouvoir de direction et de surveillance de l'entreprise par le patron. »

MM. Denis et Lagasse proposèrent ensuite le vœu suivant : « Le Conseil supérieur du travail émet le vœu que le système des amendes soit aboli et remplacé par l'institution des Conseils d'usine. » M. Isaac combattit ce vœu pour ce motif qu'une proposition de ce genre avait pour origine, un sentiment exagéré de pitié pour les classes ouvrières. « C'est la forme la plus dangereuse de l'erreur que celle qui se présente sous le dehors sentimental. Si, au sujet du vœu relatif à la suppression des amendes, vous dites que l'ouvrier qui a enfreint le règlement, a vu son salaire réduit d'un dixième en raison de la faute commise, on vous répondra que la punition est juste et équitable. Mais si vous déclarez que cet ouvrier ayant méconnu la règle s'est vu enlever le pain de sa femme et de ses enfants, les mêmes interlocuteurs vous diront à l'instant que le système des amendes est inique, et qu'il ne devrait pas être permis au patron de réduire par la retenue le salaire de ses ouvriers. Très peu feront la réflexion que le patron s'est vu le premier lésé dans ses intérêts et que, somme toute, l'ouvrier pouvait par sa façon de faire ne pas encourir d'amende, attendu que dans tous les ateliers se trouvent des ouvriers qui de leur vie n'ont subi aucune punition. » Pour prouver que le système des amendes était juste et nécessaire, M. Isaac se

livrait à des considérations philosophiques que nous résumons ainsi. La question posée devant le Conseil supérieur du travail renfermait dans son esprit la négation d'un grand principe social. L'homme était-il responsable, ou non, il fallait le savoir. Si l'homme n'était pas responsable un système de punition était injuste et inutile. Si l'homme, au contraire, était un être responsable, il devait porter la peine de sa culpabilité. De même que l'homme, simple créature, est responsable devant celui qui l'a créé, de même, par déduction, l'homme est aussi responsable vis-à-vis de la société civile. Supprimer les pénalités dans les milieux ouvriers, c'était s'engager, en bonne logique, à les supprimer dans les écoles ; ce qu'il fallait rejeter puisqu'il y avait des enfants vicieux. Voter la suppression des pénalités dans les milieux ouvriers, c'était s'engager, en bonne logique, à supprimer les pénalités disciplinaires dans l'armée. Cela n'était pas possible cependant, puisqu'il pouvait y avoir des mauvais soldats, des mauvais sujets, des désobéissants, des ivrognes, des querelleurs, des libertins et des traîtres. « Si vous maintenez, continuait M. Isaac, l'amende et la privation de solde à l'armée alors que vous les aurez supprimées à l'atelier, l'ouvrier ne pourrait-il vous dire que vous êtes illogique ? De quel droit, vous dira-t-il, me privez-vous de ma solde dans une caserne où je suis entré malgré moi, alors que je sors d'un atelier où les amendes sont supprimées et où cependant je m'étais engagé volontairement. Voilà quelles seraient logiquement les

observations de l'ouvrier que vous enverrez obligatoirement à l'école avant d'entrer à l'atelier et que vous prendrez, malgré lui, pour la caserne en lui faisant quitter le même atelier. Or, si vous devez maintenir la punition et l'amende à l'école et à l'armée, *a fortiori* doivent-elles continuer à exister dans l'industrie. » L'orateur priait ses auditeurs de considérer le trouble, l'émotion qui s'empareraient du pays, si le ministre des chemins de fer supprimait toute amende et toute pénalité frappant son personnel. Qui pourrait croire alors un instant à l'impeccabilité des agents du chemin de fer ? à leur abstention totale de spiritueux, à leur activité toujours en éveil, à leur exactitude sans défaut ? Personne ne consentirait à ce changement. Au nom de quel principe donc, au nom de quelle logique, supprimerait-on dans les ateliers privés les amendes et les pénalités, que l'on redouterait de voir disparaître dans l'administration des chemins de fer ? Le patron est responsable devant ses clients. Or, à côté des ouvriers d'élite, des travailleurs courageux, il y a de mauvais ouvriers, pour qui le bien du patron est sans valeur, qui laissent mourir de faim leur femme et leurs enfants et qui sont la honte de leur métier et le déshonneur de leur corporation. N'y a-t-il donc plus d'esprit d'indiscipline, n'y a-t-il donc plus d'ouvriers anarchistes ? La principale objection présentée consiste à dire que ce que l'on veut atteindre, ce n'est pas le principe d'autorité, mais bien l'esprit d'autorité. Le Conseil supérieur ne connaissait-il pas les paroles de M. Weiler :

« Mais entrons dans le vif de la question pour être plus clair, car c'est un dogme du patronat que je critique. Reconnaissez-vous à un ouvrier, me dira-t-on, le droit de quitter son patron quand cela lui convient et sans avoir à lui donner ses raisons? Oui, répondrai-je. Eh bien alors, répondra-t-on, ne reconnaissez-vous pas aussi au patron le droit de congédier un ouvrier selon son bon plaisir? Ici, je répondrai : Non ! Si je veux apprécier en toute justice. » M. Isaac protestait de toutes ses forces, contre cet esprit d'autocratie, conféré par M. Weiler à la classe ouvrière. Il n'admettait pas que pour renvoyer un ouvrier, un patron dût consulter tous les travailleurs de son usine, sans cela il devrait faire la même chose au moment d'embaucher un ouvrier. Quant aux Conseils d'usine ils n'amèneraient pas fatalement la suppression des amendes puisque, contrairement au dire de M. Denis, il avait été prouvé qu'à Mariemont même, les amendes existaient toujours dans le service principal et capital, celui de l'exploitation. La conciliation ne consistait pas à faire que le patron fût toujours lésé et les amendes toujours supprimées. Donc, le vœu était absolument inutile, n'ayant aucun sens : une pure utopie. M. Isaac rappelait qu'il avait été ingénieur en chef dans un charbonnage de Charleroi, occupant près de 5.000 ouvriers et que pendant plus de dix ans, aucun cas de conflit n'avait été soumis au Conseil de prud'hommes. Aucune retenue de salaire ne pouvait être faite sans le visa de l'ingénieur en chef. Discutant la question de l'utilité des conseils

d'usine, M. Isaac s'écriait : « Etes-vous bien sûrs qu'il vaut mieux, lors de la réclamation d'un ouvrier, faire passer celui-ci par la chambre d'explications, puis de là au conseil de conciliation et, enfin, au conseil d'arbitrage ? Ou bien n'est-il pas préférable que l'ouvrier réclamant suive la hiérarchie du porion à son chef-porion, de celui-ci à l'ingénieur et, enfin, au directeur ? Pour ma part, j'opine que le second mode est plus juste, plus simple, plus rationnel, moins anarchique. Vous ne pouvez vous figurer l'influence moralisatrice de l'entretien d'un ouvrier en tête à tête avec son chef dans le silence du cabinet. Chaque supérieur, si petit qu'il soit, doit, dans la mesure de sa position, pouvoir résoudre les litiges inhérents aux fonctions qui lui sont confiées, quitte à l'ouvrier, s'il n'est pas satisfait, de suivre la hiérarchie en s'adressant de chef en chef. Ainsi le veut le principe d'autorité. » On n'était pas assuré de bien faire en suivant les exemples de Mariemont. Est-ce que lors d'une excursion à Mariemont de la Société d'économie sociale, il n'avait pas été déclaré que les institutions de Mariemont avaient pour but de préparer la déchéance des patrons. Donc, là comme ailleurs, les ouvriers étaient aussi mécontents et aussi socialistes. Pour les réclamations individuelles, on avait l'appel aux supérieurs ; pour les réclamations d'ordre général, on avait les Conseils de l'industrie et du travail. C'était bien suffisant. L'orateur terminait ainsi : « Ce n'est que par des sacrifices réciproques que les rapports entre patrons et ouvriers peuvent s'améliorer. Toutes les ins-

titutions du monde n'y feront rien, si le cœur n'y est pas. Il se peut qu'il y ait des patrons méconnaissant leurs devoirs, comme il y a de mauvais ouvriers. Ce que je sais aussi, c'est qu'en ce moment un grand nombre de patrons recherchent et appliquent les moyens pratiques d'améliorer le sort de leurs ouvriers, dépensant leur temps et leur argent pour le bien-être de leurs subordonnés. Mais ce que ces patrons, si bien intentionnés qu'ils soient, ne pourront jamais admettre, c'est que supportant toute la responsabilité, ils ne conservent pas l'autorité. A différentes reprises, on a fait ici un tableau trop noir de la situation générale de la classe ouvrière. Croyez-le bien, mes chers collègues ouvriers, la vie du patron n'est pas exempte de soucis, de chagrins, de déboires de toutes sortes. Maintes fois, on a vu, et on voit encore des patrons malheureux, travaillant plus que leurs ouvriers, bravant la chance, luttant contre la concurrence, subissant la crise, tomber eux et leur famille dans la faillite et la misère : alors qu'à côté d'eux et souvent par eux leurs ouvriers s'élevaient à une modeste aisance. C'est là, Messieurs, l'histoire de tous les jours, et il suffit d'ouvrir le *Moniteur des protêts* pour en être convaincu. Laissez donc au patron l'autorité dont il a besoin, n'accroissez pas sa responsabilité déjà si lourde par des mesures vexatoires, et surtout n'oubliez jamais que là où est la propriété, là où se trouve la responsabilité, là doit être l'autorité. » M. Denis répondit en ces termes à M. Isaac : « Nous sommes un grand organe de pondération : il nous

appartient de nous livrer à des manifestations salutaires et efficaces en vue de la conciliation du capital et du travail. Je dois rencontrer à présent l'argumentation de l'honorable M. Isaac : il nous a exposé avec candeur la thèse de l'autorité absolue..... Il n'y a pas que des patrons respectables comme vous, vous à qui je ne puis pas rendre un plus complet hommage que je ne le fais. M. Weiler a combattu pour cette raison l'esprit d'autorité : il n'admet pas que le patron soit le seul organe de la justice..... J'en viens à la question des amendes : vous ne les avez pas justifiées. Vous avez combattu une vaine sentimentalité, mais est-ce une sentimentalité de constater que l'amende atteint par contre-coup la famille ouvrière?... Le système des amendes est un système brutal. Moi aussi je veux maintenir la responsabilité civile, mais par un système opposé, celui des conseils d'usine, qui bannira la crainte, qui est un sentiment vil et qui ne doit pas être développé. Les reproches par les pairs, ne laisseront subsister que la crainte de faire tort aux autres, sentiment noble celui-là et qu'il faut exalter. De la sorte nous ferons passer le sentiment, des motifs les plus bas, aux motifs les plus hauts qui puissent déterminer la volonté humaine..... » M. Lagasse soutint que la suppression des amendes se justifiait par l'observation des faits. M. Morel, patron, et M. de Buck, ouvrier, déclarèrent que la mal-facon seule justifiait les amendes. Mais alors ces sortes d'amendes n'étaient plus des amendes véritables, mais de justes retenues. « La question, la vraie, la voici : les

amendes sont-elles efficaces ? Ma conviction intime, profonde, basée sur une longue pratique personnelle, est que le système des amendes est déplorable. Aux mains de certains contremaîtres, il peut donner lieu à de graves abus. Invoquez-vous le respect de l'autorité, je suis, plus que personne, d'avis de le raffermir. A cette fin, on peut recourir à d'autres punitions, j'aime mieux les avertissements suivis, s'il le faut, du renvoi. Ce système a du moins le mérite de la netteté et de la franchise. Il ne donne pas lieu, comme celui des amendes, à des suspicions trop souvent fondées. Quant à généraliser les conseils d'usine, c'est, si je ne me trompe, notre vœu à tous. » M. Morisseaux intervint dans la discussion, pour faire observer que le conseil d'usine n'était pas réalisable dans toutes les entreprises. Dans certains ateliers appartenant à la petite industrie, le conseil d'usine pouvait exister. En revanche, dans d'autres établissements appartenant à la grande industrie, et n'occupant qu'un petit nombre d'ouvriers, il ne fallait pas songer à l'établir. La proposition n'avait donc pas un caractère pratique. De plus, M. Morisseaux demandait pourquoi l'on voulait abolir dans la grande industrie le système des amendes et le laisser subsister dans la petite industrie.

Quand on mit aux voix le vœu de MM. Denis et Lagasse, tendant à l'abolition des amendes, le Conseil supérieur ne le vota pas. Il accepta le vœu de M. Verhaegen ainsi conçu : « Le Conseil supérieur du travail émet le vœu que l'institution des conseils d'usine se généralise dans la

grande industrie. » Dans sa séance plénière du 18 janvier 1895, le Conseil supérieur du travail adopta le projet de loi sur les règlements d'atelier que nous reproduisons intégralement :

ART. 1^{er}. — Dans toutes les entreprises industrielles ainsi que dans les services de l'Etat, des provinces et des communes où un nombre quelconque d'ouvriers sont occupés simultanément et régulièrement, des dispositions en forme de règlement devront être arrêtées de la manière prévue par la présente loi en vue de régler les points indiqués aux articles suivants, s'ils ne le sont déjà par une loi ou un règlement public. Sont exceptées de cette obligation, les entreprises où le patron ne travaille qu'avec son ménage ou des membres de sa famille habitant avec lui, ou dont les ouvriers doivent être considérés comme domestiques ou gens de la maison.

ART. 2. — Pour les ouvriers travaillant hors de leur demeure, tout règlement devra déterminer les points suivants : *a*) l'indication, pour les diverses catégories de travailleurs, des jours de repos réglementaire, du commencement et de la fin de la journée de travail, de la durée des pauses, sans préjudice des chômages et des heures de travail supplémentaires ; *b*) l'époque de la paye des salaires, conformément à la loi du 16 août 1887 ; le mode de comptabilité, de mesurage et de contrôle pour les diverses espèces de travaux ; *c*) les prescriptions en vue d'assurer l'hygiène, la sécurité, la moralité et les convenances ; *d*) les soins immédiats à donner aux ou-

vriers en cas d'accident ; e) les droits et les devoirs du personnel de surveillance ; le recours ouvert aux ouvriers en cas de plainte ou de difficulté.

ART. 3. — Pour les ouvriers travaillant chez eux, tout règlement devra déterminer les points suivant : a) l'époque de la paye des salaires, conformément à la loi du 16 août 1887 ; le mode de comptabilité, de mesurage et de contrôle, s'il y a lieu ; b) les prescriptions prises par le patron en vue d'assurer dans son établissement la moralité et les convenances ; c) les droits et les devoirs du personnel ; le recours ouvert aux ouvriers en cas de plainte ou de difficulté.

ART. 4. — Devront éventuellement être déterminés dans le règlement les points suivants : a) les fournitures à faire à l'ouvrier, s'il y a lieu, et les retenues qu'on peut imposer de ce chef, conformément à la loi du 16 août 1887 ; b) dans les entreprises où un préavis de congé est exigé, la fixation du délai prescrit et la stipulation des cas où le contrat pourra être rompu sans préavis par l'une ou l'autre des parties. Le préavis devra être réciproque. L'ouvrier pourra, en tout cas, rompre le contrat sans préavis si sa vie se trouve menacée d'une manière qui ne pouvait pas être connue au moment du contrat, ou sa moralité compromise par son séjour à l'exploitation. De même, l'entrepreneur pourra rompre le contrat sans préavis, s'il y a, de la part de l'ouvrier, manquement grave, acte d'infidélité ou atteinte à l'ordre et à la discipline. Pourra être fixée par le règlement, l'indemnité à

résulter de la rupture indue du contrat ; faute de quoi, le Conseil de prud'hommes statuera sur les dommages-intérêts à intervenir ; c) la détermination des amendes ou des pénalités encourues par les ouvriers, là où on veut en établir. D'autres amendes ou pénalités que celles prévues par le règlement ne peuvent être appliquées. Elles doivent être notifiées le jour même à l'ouvrier et consignées dans un état qui contient le nom de l'ouvrier puni, la date, le chiffre de l'amende et le motif de la punition. Elles doivent être ratifiées avant la paye, sous la signature du patron ou d'un directeur de l'entreprise. L'état des amendes et pénalités notifiées et ratifiées doit être montré à l'inspecteur à toute réquisition. Le total des amendes infligées par jour à l'ouvrier ne pourra dépasser le montant de la moitié de son salaire journalier. Le produit de toutes les amendes doit être employé au profit des ouvriers ; le règlement doit en déterminer le mode. Le droit d'exiger des dommages-intérêts n'est pas mis en cause par la présente disposition.

ART. 5. — Les patrons devront tenir, suivant un modèle dressé par l'administration, un état exact de leurs ouvriers, là où n'existent pas de livres ou documents en tenant lieu.

ART. 6. — Dans le délai d'un an, à partir de la promulgation de la présente loi, les règlements ou modifications aux règlements seront d'abord affichés à un endroit apparent de l'exploitation ; ce projet entre provisoirement en vigueur. Un exemplaire muni de la signature du patron

en sera transmis à l'inspecteur du travail ainsi qu'au Conseil de prud'hommes et à la section compétente du Conseil de l'industrie et du travail, ou, à leur défaut, au juge de paix. Les ouvriers seront mis à même d'émettre leur opinion sur les prescriptions qui les concernent. Ils pourront transmettre l'expression de cette opinion, ainsi que leurs propositions, soit verbalement, soit par écrit, aux autorités prémentionnées, comme au patron. Là où existent des Chambres d'explication, des Conseils d'ouvriers ou des Conseils de conciliation, ces Chambres ou Conseils sont également admis à présenter leurs observations sur les projets de règlements ou de modifications aux règlements. Les autorités indiquées ci-dessus transmettront, après trente jours, le texte avec leurs observations au gouverneur de la province. Quinze jours après, le règlement revêtu du visa de l'autorité provinciale devient définitif. Celle-ci ne pourra refuser le visa que si les dispositions du projet sont contraires aux lois. Elle pourra faire des remontrances aux intéressés si les dispositions lui paraissent insuffisantes ou répréhensibles, mais elle ne pourra, de ce chef, que reculer de quinze jours l'entrée en vigueur définitive. Recours au Roi pourra être pris contre ces décisions. La procédure à suivre en ces divers cas sera réglée par arrêté royal. Le règlement visé sera et restera affiché, dans les langues comprises par les ouvriers, à un endroit apparent de l'exploitation. Dans toute entreprise qui occupe plus de vingt ouvriers, un exemplaire en sera remis à chaque ouvrier, lors de la promul-

gation, et ensuit lors de l'engagement de l'ouvrier.

ART. 7. — Les règlements dans leurs dispositions nécessaires prévues ci-dessus, et dans les dispositions facultatives qui y seraient jointes en vue d'établir les conditions du contrat de louage de services, lient les parties pendant toute la durée de l'engagement, lorsqu'ils sont arrêtés conformément à la présente loi.

ART. 8. — Un exemplaire des lois et arrêtés relatifs à l'hygiène et à la sécurité, sera, dans les entreprises que la chose concerne, mis par les entrepreneurs à la disposition des ouvriers. Des arrêtés royaux détermineront les lois et arrêtés compris dans cette obligation. Les délégués du Gouvernement ont la libre entrée des locaux affectés à l'entreprise et au payement des salaires. Ils surveillent l'exécution de la présente loi, ainsi que de la loi du 16 août 1887 portant réglementation du payement des salaires aux ouvriers. Ils constatent les infractions à ces lois par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Une copie du procès-verbal sera, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant à peine de nullité.

ART. 9. — Le patron qui n'aura pas fait de règlement d'atelier sera puni d'une amende de 26 à 1.000 francs. Le patron qui, nonobstant un avertissement préalable de l'inspecteur du travail, commettra une infraction aux prescriptions de la présente loi, sera puni d'une amende de 26 à 100 francs. En cas de récidive dans les douze mois la peine sera doublée. Par dérogation à l'article 100

du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85 du livre I de ce Code sont applicables aux infractions prévues par la présente loi. L'action publique résultant d'une infraction aux dispositions de la présente loi sera prescrite après une année révolue, à compter du jour où elle a été commise

Tel était le projet de loi élaboré par le Conseil supérieur du travail. Il nous reste maintenant à parler de l'accueil qui lui fut fait à la Chambre des représentants et au Sénat, c'est ce qui va faire l'objet des chapitres suivants. Nous aurons soin, comme dans le chapitre précédent, de mettre en relief les arguments les plus saisissants pour ou contre, énoncés par les partisans les plus autorisés des diverses doctrines.

CHAPITRE VII

LES RÈGLEMENTS D'ATELIER DEVANT LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Dans la séance du 28 janvier 1896, M. de Guchtenaere fit un rapport sur les règlements d'atelier, au nom de la section centrale. Il rappela les termes de l'exposé des motifs, qui fixait le but du projet de loi déposé par le Gouvernement le 18 juillet 1895, et qui disait : « Il est évidemment de l'intérêt du patron et de l'ouvrier que les termes de leurs engagements réciproques soient nettement actés et que chacun connaisse la nature et la portée de ses devoirs. La paix sociale y est grandement intéressée. Le présent projet de loi a pour but de généraliser l'usage du règlement écrit en le rendant obligatoire. Cette obligation peut être établie sans qu'il soit porté atteinte à la liberté des parties contractantes. Dans ce système, qui est celui du projet, le chef d'industrie reste libre, comme auparavant, de proposer, et l'ouvrier d'accepter telle durée du travail journalier, tel mode de rémunération du travail qu'ils jugent convenables. Le règlement écrit est obligatoire, mais la teneur en est facultative. L'obligation du règlement écrit implique l'obligation d'y insérer les dispositions essentielles qui sont

inhérentes à tout contrat de travail. » Le projet de loi avait donc pour but : 1^o d'imposer aux chefs d'industrie l'obligation de porter à la connaissance de leurs ouvriers les règles écrites régissant leur industrie ; 2^o de donner aux ouvriers le moyen de se rendre compte de ces règles, de présenter leurs observations à ce sujet sans que la réglementation de l'industrie en Belgique fût soumise à des modifications. Chose importante à signaler, la question de principe : *Y a-t-il lieu de déclarer obligatoire la rédaction d'un règlement écrit sur l'ordre de la fabrique ?* posée à 168 sections de Conseils, ces derniers siégeant en 49 localités, avait fait l'objet d'une réponse affirmative de la part de 152 sections ; les patrons et les ouvriers, sauf de rares exceptions, ayant voté de même. On pouvait donc dire que la grande majorité des industriels et des ouvriers belges avait admis le principe de l'obligation. Approbation semblable, on l'a vu, de la part du Conseil supérieur de l'industrie et du travail. « En présence de ces faits éloquents, disait le rapporteur, on comprend difficilement l'opposition violente que, dans certains milieux, on a faite au projet de loi, et dont se sont fait l'écho près de la section centrale deux pétitions, l'une de la Chambre de commerce de Verviers, l'autre de la section liégeoise de la fédération des sections industrielles et commerciales de la Belgique. Cette dernière pétition trouve « la loi inutile, parce que ces règlements existent partout où la nécessité s'en est fait sentir » et aussi « parce que les conditions qui régissent le contrat de

travail sont toujours parfaitement connues, du salarié comme du patron, au moment où se forme le contrat, et qu'elles ne peuvent jamais être modifiées que du consentement des contractants, à moins d'observer les délais légaux de résiliation ». Or, il est constant qu'un très grand nombre des causes qui occupent les Conseils des prud'hommes, concernent le préavis de congé, le mesurage et pesage du travail produit, et autres contestations ne se rapportant pas au salaire, ce qui prouve que les conditions qui régissent le contrat de travail ne sont pas toujours parfaitement connues. Les Conseils de prud'hommes déclarent du reste que la plupart de ces contestations seront évitées par les règlements écrits. La Fédération liégeoise trouve encore « la loi dangereuse car elle ne peut qu'accroître les difficultés, les contestations que provoque l'exécution du contrat ». Ce qui revient à dire que mieux les clauses d'un contrat sont définies et plus il y aura de difficultés entre les parties. Cela est contraire au bon sens et à l'expérience de tous les jours. Enfin la Chambre de commerce de Verviers signale « le grave inconvénient de toute mesure qui tend à légiférer sur des cas d'intérêt particulier ; elle ne pourrait les prévoir tous et ne serait dès lors qu'une source de trouble et de désordre, une entrave au développement normal régulier et progressif de nos entreprises ». Et cet inconvénient capital serait la conséquence d'une loi, qui ne change rien aux conditions de l'industrie, qui maintient intacte l'autorité patronale, qui ne prescrit, en somme,

que l'obligation de mettre par écrit des règles et des usages connus, admis et pratiqués, tant par les patrons que par les ouvriers? Et les nombreux patrons qui ont voté cette obligation, et ceux qui possèdent déjà des règlements ne se seraient pas aperçus de cet inconvénient funeste? Cela n'est pas admissible, et est démenti par l'expérience des pays dans lesquels des lois pareilles sont en vigueur depuis plusieurs années. Il est donc établi, avec évidence, que l'inscription dans la loi de l'obligation des règlements d'atelier est utile et opportune, que la situation de l'industrie ne s'y oppose nullement, qu'elle ne froisse aucun intérêt respectable et qu'elle contribuera puissamment aux bons rapports entre patrons et ouvriers, en diminuant les malentendus fréquents. .Parlant ensuite des formalités à remplir avant que le gouverneur pût revêtir le règlement de son visa, le rapporteur insistait sur ce point que le gouverneur ne pouvait pas, après les observations des ouvriers, des Conseils de l'industrie et du travail, refuser ce visa, à moins que le règlement ne contint des dispositions contraires aux lois et aux arrêtés royaux. « Cette règle, expliquait M. de Guchtenaere, est bien conforme au principe même du projet de loi, qui ne touche en rien à la liberté du contrat de travail. Faire dépendre le visa du gouverneur de l'approbation du Conseil de l'industrie et du travail, comme l'ont proposé quelques membres de la première section, n'est pas admissible dans ce système. S'il fallait, d'une part, faire droit à des réclamations souvent justifiées, et donner au

travailleur, dans la fixation du contrat de travail, des garanties suffisantes de liberté et de sécurité, il fallait d'autre part, maintenir dans l'industrie, l'autorité directrice associée à la responsabilité de l'entreprise elle-même. En l'absence d'organismes suffisants pour suppléer à l'ancienne corporation, l'Etat cherche à remplir ce rôle, et il le fait avec la pensée de concilier, dans la mesure nécessaire et opportune, l'autorité nécessaire avec les garanties nécessaires aussi. Personne ne peut s'imaginer que la loi supplée ainsi à la bonne entente, au patronage lui-même. Rien de légal ne peut y suppléer. Les groupes professionnels et le patronage conservent leur importance et leur rôle. La police légale qu'adopte le projet de loi, leur donne le moyen d'arriver aux fins d'une entente utile, leur fournit un instrument dont l'usage devra être inspiré par le souci de l'intérêt commun, la sagesse et la bonne volonté de tous. »

Des amendements du Gouvernement ayant modifié le texte du projet de loi, il est utile d'en donner le texte dans sa teneur intégrale, tel qu'il fut déposé dans la séance du 20 mars 1896.

ART. 1^{er}. — Dans les entreprises industrielles et commerciales qui emploient dix ouvriers au moins, un règlement d'atelier écrit doit être arrêté de la manière prévue par la présente loi. Cette obligation peut être étendue par arrêté royal aux entreprises qui emploient moins de dix ouvriers. Sont exceptées les entreprises agricoles, ainsi que les entreprises industrielles et commerciales où le chef

d'entreprise ne travaille qu'avec son ménage ou des membres de sa famille habitant avec lui, ou dont les ouvriers doivent être considérés comme domestiques ou gens de la maison. Le règlement d'atelier doit être rédigé soit en français, soit en flamand, soit en allemand ou en plusieurs de ces langues, de manière qu'il soit compris par tous les ouvriers attachés à l'entreprise.

ART. 2. — Le règlement d'atelier doit indiquer dans la mesure que comporte la nature de l'entreprise : 1° le commencement et la fin de la journée de travail régulier et des intervalles de repos, les jours de chômage réguliers ; 2° la manière dont le salaire est déterminé et notamment si l'ouvrier est rétribué à l'heure, à la journée ou à la tâche ; 3° lorsque l'ouvrier est rétribué à la tâche, le mode de mesurage et de contrôle ; 4° les époques du paiement des salaires. Si les ouvriers ne séjournent dans les locaux de l'entreprise que pour y prendre des matières ou y remettre le produit de leur travail, l'indication du 1° ci-dessus est remplacée par celle des jours et heures où les locaux leur sont accessibles.

ART. 3. — Là où l'entreprise le comporte, le règlement d'atelier doit encore indiquer : 1° les droits et les devoirs du personnel de surveillance, le recours ouvert aux ouvriers en cas de plainte ou de difficultés ; 2° les fournitures qui sont faites à l'ouvrier à charge d'imputation sur le salaire ; 3° si un préavis de congé est exigé, le délai du congé ainsi que les cas où le contrat peut être rompu sans préavis par l'une ou l'autre des parties ; 4° s'il existe

des pénalités ou amendes, la nature des pénalités, le taux des amendes et l'emploi qui en est fait.

ART. 4. — D'autres pénalités ou amendes que celles prévues par le règlement ne peuvent être appliquées. Les pénalités ou amendes doivent être notifiées à ceux qui les ont encourues le jour même où elles sont infligées, ou, en cas d'empêchement, le plus tôt possible. Elles sont consignées dans un état qui contient, en regard des noms des ouvriers punis, la date et le motif de la punition ainsi que la nature de la pénalité ou le chiffre de l'amende. Cet état doit être ratifié avant la paye par le chef ou par un directeur de l'entreprise. Il doit être montré aux inspecteurs du travail à toute réquisition. Le total des amendes infligées par jour à l'ouvrier ne peut dépasser la moitié de son salaire journalier. Le produit des amendes doit être employé au profit des ouvriers.

ART. 5. — Un arrêté royal peut prescrire que, dans des catégories d'entreprises déterminées, le règlement d'atelier indiquera en outre : 1° des règles spéciales adoptées en vue d'assurer la salubrité, la sécurité, la moralité et les convenances ; 2° les premiers soins qui sont donnés aux ouvriers en cas d'accident.

ART. 6. — Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, le Roi convoquera les sections des Conseils de l'industrie et du travail, aux fins de rédiger, en s'inspirant de l'usage, des règlements-types conformes aux prescriptions des articles qui précèdent.

ART. 7. — Avant d'entrer en vigueur, tout règlement

nouveau ou tout changement à un règlement ancien doit être porté à la connaissance des ouvriers par voie d'affiche. Pendant huit jours au moins à partir de l'affichage, le chef d'entreprise tient à la disposition de ses ouvriers un registre ou cahier où ceux-ci peuvent, soit individuellement, soit le cas échéant, par leurs représentants au conseil d'usine ou à toute autre délégation analogue, consigner les observations qu'ils auraient à présenter. Les ouvriers peuvent, dans le même délai, adresser individuellement et par écrit leurs observations à l'inspecteur du travail du ressort. L'inspecteur transmet ces observations au chef d'entreprise, dans les trois jours de la réception. Modifié ou non, le règlement ou le changement au règlement entre en vigueur quinze jours après l'affichage. Le chef d'entreprise a le droit de prolonger ce délai, dont la durée totale ne peut toutefois jamais être supérieure à deux mois ; lorsqu'il est fait usage de cette faculté, le projet doit mentionner la date de l'entrée en vigueur. Le chef d'industrie envoie au Conseil des prud'hommes et à l'inspecteur du travail un exemplaire du règlement ou du changement au règlement devenu définitif.

ART. 8. — Tout règlement ou tout changement au règlement doit porter l'attestation, dûment signée par le chef d'entreprise, de la consultation régulière des ouvriers, conformément à l'article 7 de la présente loi.

ART. 9. — Le règlement ou les usages antérieurs subsistent jusqu'à la mise en vigueur du nouveau règlement

d'atelier. Toutefois, si le règlement doit contenir, conformément à l'article 5, des règles spéciales concernant la salubrité, la sécurité, la moralité et les convenances, ces règles, par dérogation à l'article 7, alinéa 4, entreront provisoirement en vigueur dès le jour de l'affichage.

ART. 10. — Les règlements faits conformément à la présente loi lient les parties pour toute la durée de l'engagement tant dans les dispositions obligatoires prévues ci-dessus, que dans les dispositions facultatives qui y seraient jointes en vue d'établir les conditions des contrats de travail.

ART. 11. — Le règlement est et reste affiché dans les locaux de l'entreprise, à un endroit apparent. Tout ouvrier a le droit d'en prendre copie. Les noms et résidences des délégués du Gouvernement pour l'inspection du travail sont affichés au-dessous du règlement d'atelier.

ART. 12. — Les chefs d'entreprise soumis à la présente loi tiennent un état exact de leur personnel ouvrier, suivant un modèle dressé par l'administration.

ART. 13. — Un arrêté royal déterminera les entreprises dans lesquelles un exemplaire des lois et arrêtés relatifs à la salubrité et à la sécurité doit être mis par le chef d'entreprise à la disposition des ouvriers. Le même arrêté indiquera les lois et arrêtés compris dans cette obligation.

ART. 14. — Les délégués du Gouvernement pour l'inspection du travail ont la libre entrée dans les locaux

affectés à l'entreprise. Ils surveillent l'exécution de la présente loi et constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Une copie du procès-verbal sera, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant, à peine de nullité.

ART. 15. — Seront punis d'une amende de 26 à 1.000 fr. les chefs d'industrie, patrons, directeurs ou gérants qui ne seront point pourvus d'un règlement dans les délais légaux, ou qui auront faussement certifié la consultation régulière de leurs ouvriers. Seront punis d'une amende de 26 à 500 francs, les chefs d'industrie, patrons, directeurs ou gérants qui auront omis de comprendre dans les règlements une ou plusieurs des dispositions prévues par les articles 3, 5 et 8. Dans les cas ci-dessus, la peine sera encourue à nouveau lorsque l'auteur de l'infraction aura négligé de se conformer à la loi dans les trois mois de la condamnation contradictoire ou de la signification du jugement de condamnation par défaut.

ART. 16. — Seront punis d'une amende de 26 à 200 fr. les chefs d'industrie, patrons, directeurs ou gérants qui contreviendront aux articles 11, 12 et 13 de la présente loi.

ART. 17. — Les chefs d'industrie, patrons, directeurs ou gérants qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines comminées par les articles 269 et 274 du Code pénal. En cas de récidive dans les douze

mois à partir de la condamnation antérieure, la peine sera doublée.

ART. 18. — Le chapitre VII et l'article 85 du livre 1^{er} du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 19. — L'action publique résultant d'une infraction aux dispositions de la présente loi se prescrit par un an.

ART. 20. — Les chefs d'industrie sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs ou gérants.

ART. 21. — Les arrêtés royaux qui auraient pour objet d'étendre l'obligation du règlement d'atelier à des entreprises occupant moins de dix ouvriers, indiqueront l'époque de leur mise en vigueur et le délai qui sera laissé aux chefs d'entreprise pour se conformer aux prescriptions légales.

ART. 22. — Disposition transitoire. Les chefs d'entreprise ont un délai qui prendra fin le 31 décembre 1897, pour rédiger et modifier leurs règlements d'atelier conformément à la loi.

ART. 23. — Disposition additionnelle. La disposition ci-après est ajoutée à la suite du premier alinéa de l'article 7 de la loi du 16 août 1887 portant réglementation du paiement des salaires des ouvriers : « ainsi que du chef d'indemnités pour malfaçon, emploi abusif de matériaux ou détérioration de matériel, matières premières ou produits. »

Le projet de loi fut soumis à la discussion devant la Chambre des représentants, le 27 mars 1896.

Un député ouvrier, M. Malempré, entama les débats en déclarant que les critiques et les louanges adressées au projet de loi étaient, à ses yeux, ridiculement exagérées. Il n'acceptait pas le projet comme une œuvre de réforme sociale, il l'acceptait comme une preuve des bonnes intentions du ministre du travail, M. Nyssens. « En réalité, Messieurs, disait-il, le projet de loi consacre l'état de complète dépendance dans lequel l'ouvrier se trouve aujourd'hui vis-à-vis du patron. A première vue, il semble porter atteinte au principe de l'autorité patronale ; mais en fait, il laissera celle-ci absolument intacte comme le reconnaît d'ailleurs le rapporteur de la section centrale. Après son adoption comme avant, le patron pourra imposer toutes ses conditions à l'ouvrier ; il pourra, comme il le fait aujourd'hui, dire : Voilà, c'est à prendre ou à laisser ! et l'ouvrier, dont les bras constituent toute la richesse, l'ouvrier, qui doit manger tous les jours, même quand il ne travaille pas, l'ouvrier, dont la liberté est purement illusoire, sera forcé de prendre et de se soumettre ! ... L'atelier continuera à être le petit royaume sur lequel il règne en souverain maître, et les ouvriers continueront à devoir en être les sujets, obligés de se soumettre aux mesures les plus odieuses, les plus vexatoires et, souvent aussi, les plus inutiles. L'arbitraire contre lequel nous sommes garantis dans la société continuera à subsister dans la fabrique, où le patron, en autocrate absolu, pourra administrer comme bon lui semble, sans avoir de compte à rendre à personne. » Sur les réclamations de

plusieurs députés, l'orateur consentit à reconnaître que tous les patrons ne se conduisaient pas comme de petits potentats à l'égard de leurs sujets ; qu'il y en avait de très raisonnables, traitant leurs ouvriers comme des êtres humains. Mais il soutint que c'était l'infime minorité, et s'éleva contre ceux qui désignaient leurs ouvriers en se servant d'un numéro d'ordre. De plus, la limitation d'application du règlement obligatoire aux ateliers occupant plus de 5 ouvriers, était regrettable. Dans certaines fabriques de Verviers, des ouvriers, les drousseurs, n'avaient pas le temps de manger pendant la journée. A midi, ils disposaient bien d'une heure ou d'une demi-heure ; mais, le matin et l'après-midi ils étaient obligés de manger en travaillant. Les amendes étaient considérées par l'immense majorité des ouvriers comme un véritable vol. Elles étaient inutiles pour faire respecter la discipline, facile à faire observer, grâce à la menace du renvoi suspendue sur la tête des ouvriers. Elles se montaient parfois à un taux abusif. Pour éviter des contestations portant sur leurs droits réciproques, il fallait remettre un exemplaire du règlement à chaque ouvrier. M. Bertrand parlant dans le sens de M. Malempré, signala l'opposition au projet de loi faite par certaines sociétés industrielles, notamment par l'Union des charbonnages, mines et usines métallurgiques de la province de Liège et dont la pétition renfermait les passages suivants : « Il est à remarquer, chose plus exorbitante encore, que les ouvriers auront le droit de collaborer au règlement édicté par le patron. Nous

savons que le patron ne sera pas tenu de faire droit à leurs observations et, à ce point de vue, cet appel à la consultation ouvrière est illusoire. Mais ce qui n'est pas illusoire, c'est l'atteinte que portera à l'autorité du patron ce droit nouveau attribué à l'ouvrier, droit qui décèle, à l'évidence, l'infiltration des idées collectivistes. Il semblera que le patron n'est plus le seul propriétaire de son usine, puisqu'on donnera à ses ouvriers un droit qui, jusqu'à ce jour, a été un attribut incontesté de la propriété des industriels. Enfin le projet de loi institue les gouverneurs juges souverains et sans appel de la légalité des règlements établis par les industriels. Il leur appartiendra d'interpréter la loi et les arrêtés royaux et, en refusant leur visa, d'exposer les industriels aux sévérités de la répression. Les tribunaux réguliers n'auront pas même le droit d'apprécier si le refus du visa du gouverneur est motivé ou non. Ils devront s'incliner devant l'interprétation de ce fonctionnaire politique, qui dépend du Gouvernement et qui n'offre pas les garanties d'impartialité et de compétence que donne la justice réglée. C'est livrer les citoyens à l'arbitraire administratif et, si semblable loi pouvait être votée, elle créerait un précédent dangereux pour les libertés publiques, car il n'y aurait plus de raison pour que l'Etat n'usurpe de plus en plus les fonctions judiciaires, afin de tenir plus étroitement les citoyens sous sa tutelle... Nous croyons que, dans cette question, comme dans tant d'autres, c'est le régime de liberté seul qui peut améliorer l'état de choses exis-

tant. » La société commerciale du pays de Waes s'élevait contre la nécessité d'un règlement prescrivant des règles spéciales en vue d'assurer la salubrité, la sécurité, la moralité et les convenances, sous prétexte que « pareilles prescriptions seront toujours plus faciles à édicter qu'à mettre en pratique et que l'inconscience, l'incurie et le mauvais vouloir des ouvriers les rendront vaines ». M. Bertrand insistait pour que le projet de loi sur les règlements d'atelier s'étendit aux grandes entreprises agricoles et aux établissements industriels de l'Etat qui devait donner l'exemple. L'inscription du préavis obligatoire aurait pour effet de réduire le nombre des grèves. A ce sujet, l'orateur avouait que « très souvent les ouvriers se mettent en grève sans que les patrons sachent pourquoi. Je le reconnais très volontiers et très franchement, dans certaines parties du pays on se met beaucoup trop facilement en grève. A certains moments de fièvre, on se met en grève sous le moindre prétexte, et il faut que le patron réponde du jour au lendemain aux propositions des ouvriers, sinon le conflit éclate ».

M. Maroille critiqua vivement le système des amendes, dont l'application arbitraire était cause de nombreux conflits. « Je n'en veux pour preuve, disait-il, que ce qui s'est passé notamment au charbonnage des Produits au Flénu, dans le courant du mois de janvier. Les ouvriers de ce charbonnage avaient prévenu la direction qu'ils se rendraient le jour du tirage au sort au chef-lieu de canton. Le charbonnage étant prévenu, rien ne l'empêchait de

prendre des mesures pour que de ce chômage d'un jour il ne pût résulter aucun préjudice pour lui ; cependant la direction a retenu une journée de salaires à 210 ouvriers, et cela pour la seule et unique raison qu'ils avaient été à Paturages, où ils avaient assisté aux opérations du tirage au sort ! Les ouvriers ont protesté ; ils ont fait grève ; celle-ci a duré plusieurs jours et il a fallu l'intervention du Conseil de prud'hommes pour obliger le patron à remettre aux ouvriers la journée de travail qu'on leur avait retenue arbitrairement. » M. Maroille citait aussi un charbonnage de l'ouest, de Mons, qui avait une caisse de secours alimentée par les cotisations des patrons et des ouvriers. Il y eut une grève, et le charbonnage décida que, pendant la grève, les ouvriers malades et les ouvriers blessés ne toucheraient pas de secours. M. Mousset réclama l'application du règlement obligatoire aux ateliers occupant plus de 5 ouvriers, en se fondant sur ce fait que la plupart des sections des Conseils de l'industrie et du travail étaient de cet avis. Il demandait aussi que les établissements de l'Etat ne fussent pas mis en dehors de la règle commune. Adversaire du principe des amendes, il émettait l'opinion, au cas où la Chambre conserverait les amendes, de réduire le maximum au cinquième du salaire et d'en partager le montant entre tous les ouvriers. Il proposait de remettre à l'ouvrier le montant de l'amende versée par lui, si, dans un délai de trois mois, par exemple, il ne commettait pas de nouvelle faute. M. Eeman, tout en approuvant le principe du projet de loi, soutint

que le patron n'était pas libre d'accepter telle ou telle condition de travail, et qu'il n'était pas toujours aussi libre qu'on le prétendait de choisir les ouvriers dont il avait besoin, pour le service de son usine. Il citait un établissement important, obligé de fermer ses ateliers, faute de pouvoir trouver les quelques ouvrières nécessaires pour un travail déterminé. Il affirma qu'au tissage de Gendbugge-lez-Gand, l'usine dut être fermée, les ouvriers ayant déclaré qu'ils ne voulaient pas travailler, tant qu'un directeur, dont la figure ne leur plaisait pas, resterait en fonctions, bien qu'il ne fût à l'usine que depuis 24 heures, et qu'il n'y eût encore donné aucun ordre. D'ailleurs, le patron étant propriétaire de l'usine, il avait la responsabilité des intérêts d'argent, il devait rester le maître, un maître paternel, sans doute et non pas despote et tyran, mais enfin le maître pleinement. L'orateur ajoutait cependant : « on a critiqué le caractère obligatoire que la loi donne aux règlements d'atelier. J'aime énormément la liberté pour moi et, à la différence de beaucoup, je l'aime aussi, et au même titre, pour les autres ; mais je déclare que je ne trouve, dans le projet de loi, rien qui froisse mes idées à cet égard. La liberté, telle que je l'entends, n'est pas le droit absolu de faire ou de ne pas faire n'importe quoi vis-à-vis de n'importe qui. Ceux des industriels qui, dès aujourd'hui, possèdent un règlement d'atelier ne songeront pas, naturellement, à se plaindre de la loi nouvelle. Et quant à ceux qui n'en ont pas, je dis sincèrement que je crois qu'ils sont dans leur tort et que le respect de

leur liberté ne doit pas aller jusqu'à leur permettre de continuer dans cette voie. On a critiqué aussi le droit de consultation au profit des ouvriers. Mais, Messieurs, ce droit me paraît absolument indispensable et je n'éprouve pas le moindre embarras à le concilier avec le principe d'autorité, dont je suis un partisan jaloux. »

Après avoir montré combien il était favorable au projet de loi, M. Eeman faisait voir le danger qu'il y aurait à laisser les ouvriers faire leurs observations, sans avoir le moyen de s'assurer qu'on en tiendrait compte. Aussi proposait-il de constituer au sein du personnel ouvrier une délégation de ce personnel sous la forme de conseil d'usine. Quant aux amendes, il les voulait conserver parce que les réprimandes sont insuffisantes dans nombre de cas, et que le renvoi frappe la famille de l'ouvrier bien plus cruellement que des amendes modérées, dont le produit serait partagé au profit des ouvriers. M. Anseele réclama pour la classe ouvrière le droit de faire les règlements, et l'obligation du préavis légal pour prévenir les grèves par coup de tête. Il combattit les amendes comme immorales et comme inutiles. M. Woeste fit les déclarations de principe suivantes : « Messieurs, toute loi sur les règlements d'atelier soulève tout d'abord deux questions : Une telle loi est-elle légitime ? Une telle loi est-elle utile ? D'abord est-elle légitime ? La société a le droit de régler les relations qui existent entre ses membres et cela dans des vues de pacification sociale, pour empêcher ou résoudre les conflits qui pourraient

ou qui peuvent surgir entre eux..... Mais quand la société règle les relations qui règnent entre ses membres, elle se trouve en face de la liberté humaine, et tout le problème consiste précisément à sauvegarder cette liberté, tout en réglant d'une manière convenable les rapports entre les citoyens..... Seulement à côté de ce principe, il y en a un autre : celui de la protection due aux faibles. Et, comme je le disais tout à l'heure, la mission du législateur consiste précisément à réaliser par les lois qu'il est appelé à faire, la conciliation entre ces deux principes, à savoir : la liberté humaine et la protection des faibles..... J'ai entendu, au cours de la discussion présente, un orateur dire : la loi sur les règlements d'atelier ne satisfait ni patrons ni ouvriers ! Je crois que c'est beaucoup trop dire ; mais qu'elle ne satisfasse pas d'une manière complète les patrons et les ouvriers, lorsque ceux-ci ne songent qu'à leurs intérêts exclusifs, c'est possible ; et c'est là précisément ce qui constitue son mérite, car une bonne loi sur la matière, étant appelée à régler des intérêts à certains égards opposés, ne peut sacrifier l'un de ces intérêts à l'autre, elle doit chercher à établir entre eux un accommodement raisonnable, à donner à chacun une certaine satisfaction..... Cette loi pourrait-elle gêner la liberté de l'industrie ? Sans doute, il en serait ainsi si la loi avait la prétention d'imposer un règlement-type, le même, à toutes les industries, mais il n'en est pas ainsi..... Je dois faire remarquer, dès à présent, que ceux qui se sont abandonnés à ces alarmes ne

se sont pas assez préoccupés du caractère fondamental du projet de loi ; ce caractère découle de ce que le règlement d'atelier est et restera essentiellement une œuvre patronale. »

A l'objection de M. Anseele que le règlement d'atelier devait être le fruit de la collaboration des patrons et des ouvriers, l'orateur répondait qu'avec le grand nombre des ouvriers, dans des ateliers où le va-et-vient est continu, on n'aurait pas l'espoir d'aboutir. Les garanties données dans le projet de loi étaient suffisantes. Toutes ses dispositions étaient le résultat de la politique de juste milieu et cette politique était la seule bonne. Étendre le projet de loi aux entreprises agricoles, n'était pas possible, pour cette raison que le travail, en cette matière, dépend en grande partie des saisons et des événements atmosphériques. L'étendre aux ateliers de moins de dix ouvriers, cela ne serait pas sage, vu que les mœurs belges ne s'accommoderaient pas de mesures inquisitoriales ayant pour objet de franchir le domicile des particuliers. Pour les amendes on devait les conserver, car on avait vu de véritables catastrophes être la suite d'une faute, d'une transgression d'un ouvrier, quelquefois en soi peu importante. Leur grand mérite était d'agir comme un préventif. Par cela seul qu'elles se trouvent consignées dans un règlement et qu'elles constituent un droit pour le patron, elles servent d'avertissement empêchant la plupart du temps bon nombre d'infractions. D'ailleurs, tout le monde devait désirer que leur application fût rare.

La loi proposée était une loi de paix et de conciliation ; elle tenait la balance égale entre les patrons et les ouvriers. Protection du travail des ouvriers, répression des abus, respect de l'autorité et des droits du patron, tels étaient, selon l'orateur, les trois principes qu'il fallait respecter. A M. Delbeke qui n'admettait pas l'obligation du règlement dans les établissements de l'Etat, M. Lesergeant d'Hendecourt répondit : « Le seul motif invoqué par le Gouvernement dans sa réponse à la section centrale, tout au moins en ce qui concerne les établissements de l'Etat, a trait aux inconvénients que présenterait l'application de semblables dispositions ! Mais on ne signale aucun de ces inconvénients que présenterait l'application de semblables dispositions..... On comprend difficilement que des exploitations analogues à celles de l'honorable M. Vandenpeereboom, le Grand Central, le Nord belge, puissent être soumises à des règlements d'atelier que l'Etat lui-même déclarerait inapplicables lorsqu'il s'agit de ses ateliers, lui que nous sommes en droit de considérer comme le plus grand industriel de notre pays. »

M. Gilliaux fit remarquer que si la majorité des Conseils de l'industrie et du travail, si tous les Conseils de prud'hommes, sauf un, avaient adopté l'idée de rendre obligatoire le règlement écrit sur l'ordre de fabrique, ils n'avaient pas, sauf exception, motivé leur réponse. Mais si on leur avait posé cette question : y a-t-il lieu d'imposer un règlement d'atelier spécialement applicable aux grands industriels, dont seront dispensés l'Etat et les

entreprises agricoles ? M. Gilliaux était persuadé que tous, ou la plupart en tout cas, auraient été d'un avis contraire. D'après lui, sa manière de voir était justifiée par ce fait, qu'à la suite du dépôt du projet de loi, les mêmes industriels avaient protesté unanimement contre une mesure dont ils auraient reconnu eux-mêmes la nécessité. M. Kint de Roodenbeke, partisan du projet, repoussa l'accusation souvent présentée de socialisme d'Etat : « Vous allez, dit-on, faire du socialisme d'Etat et une fois pris dans cet engrenage, où vous arrêterez-vous ? Et pourquoi, je vous prie ? Ne peut-on pas admettre une certaine intervention, sage et modérée, de l'Etat en matière de législation sociale, sans sacrifier sur l'autel du socialisme d'Etat ? Mais est-ce donc être socialiste que de s'occuper de la protection des ouvriers et de la défense de ses intérêts ! » M. Nyssens, ministre de l'industrie et du travail, répondit à plusieurs critiques énoncées contre le projet de loi. Si le Gouvernement avait admis la limitation du règlement obligatoire aux ateliers occupant plus de dix ouvriers, c'est que les réformes, pour être effectives, devaient être progressives, et qu'il était absolument impossible que, du jour au lendemain, les pouvoirs publics eussent l'œil ouvert sur l'exécution effective d'une loi aussi extensive, nouvelle, surtout pour les petits ateliers. Si le projet de loi ne mentionnait pas les ateliers de l'Etat, c'est qu'il était inadmissible de placer l'Etat sous la juridiction des Conseils de l'industrie et du travail. De plus, la surveillance de l'application de

la loi devait être confiée aux inspecteurs du travail. Or, en bonne administration, il ne fallait pas décider que le ministre du travail et de l'industrie, par l'organe de ses fonctionnaires, allât exercer un contrôle sur un de ses collègues, adressât des injonctions aux agents qui dépendaient de celui-ci, relevât à leur charge des infractions, s'immiscât, en un mot, dans les affaires d'un autre département.

Enfin le projet de loi contenant une série de dispositions d'ordre pénal, était-il concevable que ces sanctions s'appliquassent de ministre à ministre, de fonctionnaire à fonctionnaire ? D'ailleurs les ateliers de l'Etat ayant des règlements, il suffisait de les compléter sans pour cela recourir à la loi. Pour les ouvriers de l'Etat, on avait des garanties autrement sérieuses que l'inspection du travail, puisque le chef de ces ouvriers, le ministre, était responsable devant les Chambres. Quant au préavis que M. Anseele avait voulu rendre obligatoire, M. Nyssens estimait que la place d'une semblable disposition n'était pas à faire dans la loi proposée. Le projet sur les règlements d'atelier avait pour but de rendre obligatoire pour le patron la confection d'un règlement, de déterminer les points relatifs à la police de l'atelier, que le patron devait faire connaître aux ouvriers, et aussi certains points du contrat de louage de travail ; mais les règles mêmes du contrat de louage de travail, les stipulations que ce contrat comporte, le projet les abandonnait aux libres conventions des parties et les réservait pour la loi sur le contrat de louage de travail. MM. Colfs et Vandervelde soutinrent

que les ateliers de l'Etat devaient être soumis au règlement obligatoire, que des comités spéciaux pouvaient remplacer pour les services publics les Conseils de l'industrie et du travail. M. Vandenpeereboom, ministre des chemins de fer, postes et télégraphes, prit la parole pour combattre l'assimilation des ouvriers de l'Etat aux autres ouvriers, et contre la concession, à leur égard, du droit de grève et de coalition. La sécurité du pays en dépendait, une grève ou coalition des employés de l'Etat pouvant amener un véritable désastre. Leur situation était d'ailleurs beaucoup meilleure que celle des ouvriers de l'industrie privée. Ils avaient des règlements ne laissant de côté aucune question touchant les salaires, les heures de service ou les amendes ; et les dispositions de la loi nouvelle, donnant aux ouvriers le droit d'intervenir par voie d'avis, leur seraient appliquées comme aux autres. Le ministre des chemins de fer affirma même qu'il pratiquait ce système depuis qu'il était au pouvoir, qu'il recevait les ouvriers un jour par semaine, et que les meilleures mesures qu'il avait prises lui avaient été inspirées par eux. M. Colfs répondit au ministre des chemins de fer sur la question de savoir si les ateliers de l'Etat devaient être soumis à la règle commune. « M. le ministre, dit-il, a voulu faire peur à certains membres de la droite en leur démontrant le danger qu'il pourrait y avoir à la proclamation d'une grève, à ce que des employés soient admis à tenir commerce, etc. Mais les règlements d'atelier n'empêchent pas le ministre de prendre les mesures né-

cessaires pour la répression des abus ! Le règlement d'atelier exige que certaines mesures soient précisées. Or, à peu près toutes les prescriptions qui sont obligatoires pour le règlement d'atelier sont déjà appliquées dans l'administration des chemins de fer. Ce n'est donc pas parce qu'il y aura un règlement que les grèves vont éclater plus facilement que maintenant. Sera-ce parce qu'on dira que ce règlement est devenu officiel par suite du vote d'une loi, que les ouvriers vont se mettre en grève ? Nullement ! La situation restera comme elle est actuellement. D'ailleurs,..... la situation est la même pour toutes les sociétés s'occupant, par exemple, de transport, d'éclairage ou d'alimentation d'eau. Qu'une de ces dernières sociétés se mette en grève et une ville entière peut, au même moment, être totalement privée d'eau ou de lumière ; on devrait donc, là aussi, empêcher la réglementation de s'établir, parce que le public ou une partie du public pourrait en souffrir dans certaines circonstances !..... Quel est le but de l'inspecteur du travail ? Avant de poursuivre, les inspecteurs doivent s'adresser au patron et lui signaler les défauts qu'ils constatent dans son usine ; il n'y aura de poursuites que si le patron s'oppose à exécuter les modifications demandées. Eh bien, si M. le ministre est bien disposé, il ne s'y opposera pas et il n'y aura pas de conflit ; je ne vois donc pas les difficultés que l'honorable M. Vandenpeereboom trouve à appliquer le règlement. »

La Chambre consultée sur le point de savoir s'il con-

venait d'appliquer le règlement obligatoire aux ateliers de l'État vota négativement. Elle excepta aussi les entreprises agricoles. Le droit de prononcer des amendes fut reconnu par la majorité des représentants. Seul M. Colfs s'abstint, pour cette raison qu'il ne voulait pas que les termes du projet de loi déterminassent des patrons à inscrire dans leur règlement des amendes, alors qu'ils n'en appliquaient pas antérieurement. D'autre part, il s'abstenait par crainte que l'interdiction d'appliquer des amendes minimales, n'ouvrit la porte à un arbitraire plus grand qu'auparavant dans un certain nombre d'ateliers. Sur la question de savoir à combien s'élèverait le taux maximum des amendes, la Chambre repoussa le taux proposé par le Gouvernement s'élevant à un tiers du salaire de l'ouvrier, pour adopter celui proposé par MM. Colfs et Mousset s'élevant à un cinquième du salaire de l'ouvrier. Au sujet des retenues pour malfaçons distinctes, comme nous l'avons vu, des amendes, M. Destrée proposa l'amendement suivant : « Le règlement d'atelier pourra fixer les dommages-intérêts dus pour inexécution ou exécution défectueuse des engagements résultant du contrat de travail. Toutefois, cette détermination n'enlève pas à l'ouvrier passible de tels dommages-intérêts le droit de soumettre au Conseil de prud'hommes ou au juge de paix l'appréciation du chiffre desdits dommages-intérêts, lesquels ne pourront, en aucun cas, excéder le préjudice réellement éprouvé. L'ouvrier qui les aura causés sans sa faute pourra même en être totalement dispensé

par ces juridictions. En tous cas, les dommages-intérêts ainsi déterminés ne pourront être recouvrés par le patron que dans la mesure de la loi du 18 août 1887 (un cinquième du salaire). » Cet amendement ne fut pas adopté après que M. Nyssens, ministre de l'industrie et du travail, eût fait remarquer que la loi proposée n'avait pour but que de régler les stipulations d'ordre général et ne prévoyait pas la multiplicité des clauses spéciales, qui peuvent intervenir dans chaque cas particulier. Elle imposait aux parties l'obligation de régler différents points par écrit ; mais elle leur laissait la liberté d'adopter, quant à ces points, telles dispositions qui leur conviennent ; elle ne touchait pas au fond du droit des parties ; elle ne réglementait pas, à ce point de vue, le contrat de louage de travail.

La Chambre des représentants adopta l'ensemble du projet de loi à l'unanimité, mais elle avait voté les modifications suivantes : les règlements obligatoires seraient appliqués dans les services des provinces et des communes et le total des amendes ne pourrait dépasser le cinquième du salaire journalier de l'ouvrier.

Le Sénat fut alors appelé à se prononcer à son tour sur la question des règlements d'atelier.

CHAPITRE VIII

LES RÈGLEMENTS D'ATELIER DEVANT LE SÉNAT.

La discussion sur le projet de loi relatif aux règlements d'atelier commença au Sénat le 2 juin 1896.

M. Cooreman, rapporteur, prit la parole : « L'élaboration de nos lois ouvrières et sociales, dit-il, se poursuit au milieu des critiques les plus contradictoires. Leur discussion au Parlement est précédée, accompagnée et suivie de discussions passionnées dans d'autres assemblées, dans les revues, les journaux, les tracts, sans parler des requêtes et des pétitions. Ce concert de critiques contradictoires n'a pas manqué au projet de loi sur les règlements d'atelier, il a réuni d'innombrables voix en un double chœur, redisant chacun un *leit-motiv* diversement nuancé, mais qui, dégagé des fioritures de l'orchestration, se traduit en termes nets et précis. D'une part, le chœur socialiste : la plupart des patrons sont des êtres égoïstes, cupides, tyranniques. Il faut que l'Etat supprime ces exploiters : l'atelier à l'Etat ! D'autre part, le chœur manchesterien : la plupart des ouvriers sont mutins, indisciplinés, intraitables. La réglementation ne fait qu'exalter leurs prétentions et encourager leurs exigences : l'Etat hors de l'atelier ! Tout débat sur la législa-

tion ouvrière et sociale, où qu'il s'élève et s'agite, porte, au fond, sur la question de l'intervention du pouvoir, les termes extrêmes de cette question allant de l'indifférentisme absolu à la complète absorption. Ce qui fait la difficulté du problème, c'est qu'il met en présence, prêts à entrer en conflit, des droits individuels indéniables et sacrés et un droit non moins indéniable du pouvoir. On l'a dit avec raison : « L'éternel problème de la politique est de faire vivre en harmonie le pouvoir et la liberté. » Le rapporteur relevait avec vivacité l'assertion du *Bulletin du comité central du travail*, affirmant que le mouvement actuel en faveur de l'ouvrier était factice, lie l'avènement du suffrage universel, auquel chacun voulait faire sa cour. Il montrait que l'intervention et la réglementation étaient contemporaines de l'industrie elle-même (réglementations des établissements dangereux, insalubres et incommodes, inspection des chaudières et des machines à vapeur, réglementation de l'hygiène, de la vente des substances alimentaires, inspection fiscale, etc.). L'intervention de l'Etat se basait sur l'intérêt général et la paix publique, ainsi que sur la protection des faibles et des petits. L'Etat n'avait pas à remplir qu'un seul rôle, le rôle répressif, le rôle du gendarme. Mais le droit d'intervention ne devait pas comporter l'arbitraire, et M. Cooreman appuyait son opinion en citant ces paroles de l'économiste Périn : « Les sociétés alors même qu'elles ont en vue l'accomplissement de leur destinée collective, doivent prendre leur principal point d'appui dans la libre

activité des hommes qui les composent... La société, l'Etat aura d'autant plus de puissance, que la liberté naturelle de ses membres sera plus efficace et plus respectée. Tout ce que la liberté individuelle est capable de faire elle-même, suivant l'ordre et pour le bien général il faut qu'on le lui laisse. » Le côté le plus délicat de la question était de savoir, dans quelle mesure il fallait intervenir. Certes le tact, la modération, le souci de la justice étaient de toute nécessité pour se conduire sagement d'après les circonstances, la situation de l'industrie et les grands courants d'idées. « Ah, s'écriait le rapporteur, certes mille fois heureuse serait la nation où l'entente spontanée entre les intérêts sociaux qui, pour être distincts, n'en sont pas moins solidaires, donnerait des gages assez solides à la tranquillité générale pour dispenser le pouvoir de tout souci et de toute intervention ! Chez la plupart des nations civilisées, on n'a pas pensé qu'à l'heure actuelle l'état des esprits donne ces gages de paix et de bonne entente sur le terrain industriel et ouvrier. Voilà pourquoi, en Angleterre, en France, en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Suisse, le législateur est intervenu en la matière et nous a précédés dans l'élaboration des lois ouvrières et sociales... Aujourd'hui, c'est le projet de loi sur les règlements d'atelier qui appelle notre attention et nos études. Ainsi que je l'ai dit dans mon rapport, le projet de loi soumis à notre examen ne vise pas à régler à fond les rapports entre chefs d'industrie et ouvriers, ni à déterminer la part de légitime interven-

tion de l'Etat dans les relations des éléments sociaux. Sa portée est plus restreinte. Sauf en ce qui concerne le taux des amendes et l'emploi de leur produit, il ne touche pas à la liberté du chef d'entreprise de proposer les conditions de durée, d'organisation, de rémunération du travail. Il veut seulement que, dans sa liberté, le chef d'entreprise agisse à découvert; le règlement écrit est obligatoire, mais la teneur en est facultative. Dans ces limites, le projet de loi contient une saine application des principes. En dernière analyse, il ne fait guère que généraliser ce que la libre initiative a établi elle-même pour la police des ateliers et la bonne entente des deux facteurs du travail industriel. Pour que la loi sur les règlements d'atelier produise les fruits d'apaisement qu'on est en droit d'en attendre, il lui suffit, mais il lui faut, d'être acceptée et mise à exécution avec une bonne volonté et avec un large esprit de conciliation. Aux chefs d'entreprise de prêcher d'exemple ! Leur autorité, pour être moins absolue, sera mieux acceptée et, par conséquent, plus réelle et plus forte. »

M. Vercauteren répliqua en disant, qu'en Belgique, on faisait beaucoup par initiative privée, mais qu'on n'aimait pas le forcé ni l'obligatoire. Il citait comme exemples les médecins, qui seraient fort choqués, si l'Etat leur imposait un tarif obligatoire, qu'ils devraient afficher dans leurs cabinets de consultation, et que les inspecteurs auraient le droit de contrôler. A quoi M. Keesen répondait que les clients seraient extrêmement heureux si un règlement était imposé à toutes les professions libérales. « L'indus-

trie, disait M. Vercruysse, reconnaît bien volontiers que la présentation du projet de loi par le Gouvernement est un courageux effort pour arriver à généraliser l'usage des règlements d'atelier. Elle tâchera de parer aux inconvénients qu'elle prévoit, et, je n'en doute pas, elle fera de la loi une application sincère et loyale. Il s'agira de combiner la loi sur les règlements d'atelier avec la loi sur le contrat de travail, la loi sur les unions professionnelles, la loi sur le paiement des salaires et peut-être la loi sur les assurances obligatoires, et bien d'autres. Cela apportera quelques changements dans nos habitudes : autrefois, c'était le patron qui s'accordait avec les ouvriers, sous le régime de la liberté. C'est ce régime qui a couvert la Belgique d'usines, qui a développé nos ports, qui a augmenté le taux des salaires, qui a diminué le coût de la vie. C'est ce régime qui a rendu petits propriétaires un certain nombre de cultivateurs et fait petits bourgeois un certain nombre d'ouvriers. On n'entendait guère, il y a une dizaine d'années, parler de grèves. Depuis lors un autre régime s'est inauguré et nous le consacrerons tous les jours. Ce sont et ce seront surtout les syndicats de patrons qui discuteront avec les syndicats ouvriers sous l'œil, espérons-le, bienveillant de l'inspecteur du travail, mais avec les grèves comme corollaires. »

L'orateur terminait, cependant, en affirmant qu'il voterait le projet de loi. M. Montefiore Lévi déclara que le projet de loi correspondait à une nécessité actuelle et pressante. La disposition la plus importante à ses yeux,

était l'obligation de la confection et de la publication d'un règlement. Or trop souvent, jusqu'ici, le règlement d'atelier était complètement ignoré de l'ouvrier. L'orateur s'élevait contre les amendes, inutiles, d'après lui, et susceptibles d'entraîner beaucoup d'abus de la part des contremaîtres. Il préférerait le système suivant. Priver momentanément l'ouvrier de travail quand il commet une infraction ou quand il arrive en retard à l'usine. Ainsi, par exemple, s'il arrivait le matin avec un retard d'une heure, on ne lui permettrait de reprendre son travail qu'à midi. S'il s'absentait sans permission et sans donner d'excuse valable pendant un jour, on le priverait de travail le lendemain. Après deux récidives, l'ouvrier serait renvoyé conditionnellement, c'est-à-dire que la peine de renvoi ne serait pas appliquée, si le même fait ne se reproduisait pas dans l'espace de trois mois. Ce système, disait M. Montefiore Lévi, mieux que celui des amendes, assurait le maintien de la discipline et offrait ce grand avantage qu'il ne pouvait être question de détournement du montant des amendes, attendu qu'on n'en percevait pas. Le ministre du travail, M. Nyssens, fit alors remarquer que la peine pécuniaire proposée était beaucoup plus forte que l'amende du cinquième du salaire quotidien. M. Montefiore Lévi ayant regretté que le projet de loi ne portât pas cette disposition : « un exemplaire sera remis contre récépissé à chaque ouvrier », M. Nyssens fit voir l'inconvénient d'une telle comptabilité. Il faudrait conserver tous ces récépissés, sous peine d'être frappé

d'amende, de tomber sous le coup de la législation pénale. Son interlocuteur insista, en disant que le récépissé étant volontaire, si le chef de l'entreprise ne le réclamait pas, il ne l'aurait pas, mais il se garderait d'abandonner une garantie sérieuse. Le ministre du travail n'admit pas ce raisonnement, par la raison que dans tous les cas le chef d'entreprise tomberait sous le coup de la législation pénale. Mais M. Montefiore Lévi ne se tint pas pour battu et ajouta : « nous reconnaissons que les abus sont plus grands dans la petite industrie que dans la grande ; dans la petite industrie, quand un inspecteur viendra et qu'on lui montrera un règlement, l'ouvrier n'osera pas dire qu'il ne le connaît pas. Pourquoi ? Parce qu'il a peur de son patron. Il est certain que lorsque copie du règlement devra être soumise à tous les ouvriers, les inconvénients que je signale disparaîtront. Le règlement sera connu de tous et de vous en particulier, monsieur le ministre, et il ne s'agira pas d'y déroger. La mesure s'impose plus encore dans la petite industrie que dans la grande. Le petit industriel qui n'aura besoin que de quatre ou cinq exemplaires du règlement le fera copier à la main ou autographier ; les grands industriels le feront imprimer ; la dépense ne sera pas bien grande, elle sera même tout à fait négligeable. D'une part, il y aura garantie pour l'ouvrier et, d'autre part, le récépissé constituera la garantie pour le patron, en ce sens qu'aucun ouvrier ne pourra prétendre n'avoir pas reçu le règlement. Au surplus, le récépissé ne constitue pas même une difficulté,

— le nom de l'ouvrier doit toujours être inscrit sur un registre spécial au moment de son engagement, — et, à ce moment, il signera dans une colonne spéciale. »

M. Nyssens objecta que si le récépissé devait être signé, les ouvriers qui ne savaient pas écrire, seraient dans l'embarras. L'orateur reprit : « il devrait être signé ou marqué d'une croix. Si vous n'êtes pas partisan du récépissé, stipulez tout au moins qu'une copie du règlement devra être remise à chaque intéressé. C'est là le point important : seulement je crains que, si vous n'exigez pas le récépissé, les ouvriers pourront dire qu'ils n'ont pas reçu le règlement ; il est donc en quelque sorte indispensable. Il importe, avant tout, de donner aux ouvriers le moyen de connaître les dispositions qui régissent leur travail et qui constituent leur contrat vis-à-vis du patron. A mon avis, Messieurs, nous devons faire l'éducation de l'ouvrier. »

Le duc d'Ursel prit la parole pour défendre le projet de loi. D'après lui les critiques faites pouvaient se ramener à deux. D'abord l'objection toujours réfutée et sans cesse renaissante : à quoi sert la législation du travail, à quoi servent les règlements publics alors que l'initiative privée suffit amplement à tout. « L'Etat, disait l'orateur, n'a pas pour mission de créer une liberté quelconque. Il a pour mission d'assurer à chacun la plus grande somme possible de liberté : c'est là son rôle et son rôle est limité à cela ; en dehors de cette définition, l'action de l'Etat devient violente, oppressive ; c'est dans cette

donnée générale qu'il a le devoir et le droit d'agir, mais dans cette donnée seulement. Le Gouvernement est aujourd'hui armé, bien mieux qu'autrefois, car la constitution du ministère de l'industrie et du travail est, entre ses mains, un moyen puissant d'investigation qui lui permet de soumettre au Parlement, comme il le fait actuellement, certaines dispositions législatives mûries, examinées, passées au crible et au contrôle de toutes les autorités qui peuvent lui apporter quelque lumière. La critique principale consiste à dire que le projet compromettrait un principe que je suis le premier à proclamer indispensable en matière industrielle. Le projet, dit-on, méconnaît l'autorité du patron ; il compromet, par conséquent, la discipline nécessaire des ateliers ; il est d'une application impossible ; il consacre, notamment en matière de mesurages et en matière d'amendes, des dispositions de nature à nuire au fonctionnement de l'industrie. Eh bien, Messieurs, je proclame que, si, dans une mesure quelconque, le projet de loi avait à mes yeux cette tare profonde de compromettre l'autorité patronale ou la discipline nécessaire des ateliers, je serais le premier à lui faire opposition. Mais j'ai aujourd'hui, plus encore qu'hier, la ferme conviction qu'il n'en est rien. L'autorité du patron est une chose absolument essentielle et nécessaire à maintenir. En quoi le projet sur les règlements d'atelier est-il de nature à la nuire ? Je me le demande en vain. Je n'ai pas entendu apporter ici un seul argument à l'appui de cette assertion. La discipline des

ateliers ? Mais elle est absolument sauvegardée ; elle sera, au contraire, consacrée par une formule qui la rendra plus précise. Je reconnais qu'on peut critiquer certaines applications probables de la réglementation écrite. Il y a des inconvénients en toutes choses, mais comment peut-on affirmer que la discipline nécessaire sera atteinte alors que le patron garde, comme il le doit, la liberté entière de stipuler pour le travail de ses ateliers ce qu'il considère comme étant nécessaire à cette discipline ? »

Le duc d'Ursel continuait en s'étonnant de voir le projet de loi passer sous silence les ateliers de l'Etat. Il n'admettait pas qu'on repoussât d'une façon absolue, l'application au personnel des ateliers de l'Etat, d'une loi que M. Vandenpeereboom, ministre des chemins de fer, considérait cependant comme bonne et rationnelle pour les grandes industries, de même que pour celles de moindre importance. « La mesure, disait le duc, a été repoussée à la Chambre, mais l'importance en apparaît telle, que mon honorable collègue, M. Otlet, et moi, nous avons formulé un amendement qui doit permettre d'appliquer aux ateliers de l'Etat tout ce qui est garantie quant aux pénalités, aux amendes et à certaines autres dispositions accessoires du projet. Je reconnais volontiers, avec l'honorable M. Vandenpeereboom, que l'inspection est impossible d'un département ministériel à l'autre. Cela présenterait les inconvénients les plus graves, et d'ailleurs ce service est organisé de façon à donner, quant à l'application des règlements, la plus grande somme de garanties

possibles. Aussi n'est-ce pas sur l'inspection que porte notre amendement. Mais en ce qui concerne la confection des règlements, leur affichage, les observations et les modifications auxquelles ils donneraient lieu, je ne vois pas, en vérité, l'objection que l'on pourrait faire à constituer en faveur des ouvriers de l'Etat les mêmes garanties que pour tous les autres. L'honorable ministre nous dit qu'il y a là un danger, mais je ne l'aperçois pas. Certes il y en aurait un dans l'assimilation complète des ouvriers de l'Etat aux ouvriers ordinaires. A certains points de vue, cela peut être discuté ; mais, au point de vue spécial et restreint auquel je me place, je ne comprendrais pas que des garanties réputées bonnes pour la généralité ne le fussent pas quand il s'agit des ouvriers de l'Etat. Elles sont de nature à prévenir des difficultés, des réclamations, à maintenir la bonne harmonie dans le travail, et, en somme, à prévenir les chances de perturbation et de grève. Or l'Etat y a non moins d'intérêt que les particuliers. Puisque j'ai prononcé le mot de grève, qu'il me soit permis de demander à ce sujet une explication à M. le Ministre. A la Chambre, à une demande directe de l'honorable M. Vandervelde, qui posait cette question : comment empêcherez-vous vos ouvriers de se mettre en grève ? l'honorable M. Vandenpeereboom a répondu : je ferai comme j'ai fait à Gand et à Luttre ! et il a cité l'exemple de ce qui s'était passé ; dès qu'il avait su que les ouvriers avaient quitté le travail, il leur avait fait déclarer que s'ils n'étaient pas rentrés une heure après, ils seraient tous congédiés. L'ho-

norable ministre a bien fait ; il a tenu le langage qu'aurait tenu à sa place tout industriel aussi conscient de ses responsabilités, aussi juste et aussi puissant que lui. Mais, de ce qu'il a au suprême degré ces trois qualités essentielles, s'ensuit-il que le droit absolu de ses ouvriers en soit diminué ? S'ensuit-il surtout qu'un autre puisse agir de même ? Ses ouvriers trouveront-ils nécessairement chez son successeur les mêmes garanties de justice et l'Etat les mêmes garanties de fermeté ? Je répète la question de M. Vandervelde : Quel pouvoir spécial a le ministre pour empêcher une cessation de travail ? Je ne l'aperçois pas. Comment enlèvera-t-il aux ouvriers ce droit de se mettre en grève ?...

« Dans tous les cas, je suppose que l'honorable ministre justifiera sa thèse d'une façon complète et je le souhaite, pour ma part, de tout mon cœur. Mais il y a une chose certaine, s'est qu'il ne restera pas ministre toujours et que le poids énorme de l'administration des ateliers de l'Etat peut passer en d'autres mains. Il ne serait même pas très étonnant qu'elle passât aux mains d'hommes imbus de principes opposés aux siens, entendant autrement que lui les droits et devoirs réciproques du patron et de l'ouvrier. Lui, je veux bien le reconnaître, est un patron modèle et il jouit d'un ascendant très considérable sur tout son personnel. Mais cette situation peut changer : elle peut être modifiée, soit du côté des ouvriers, soit du côté du ministre lui-même. Eh bien, dans ce cas, les ouvriers de l'Etat ne seront-ils pas fondés à réclamer en leur faveur les garanties qui sont attribuées aux autres ? »

Le ministre des chemins de fer s'attacha à réfuter les objections du duc d'Ursel. S'il repoussait l'application du projet de loi aux ateliers de l'Etat, c'est qu'il s'inspirait de l'intérêt et de l'avenir des services de l'Etat. D'ailleurs, il ne refusait pas d'appliquer les dispositions des lois à venir (affichage du règlement, réduction du taux des amendes). Mais l'assimilation complète de l'ouvrier de l'Etat avec l'ouvrier des établissements privés, était de nature à soulever des difficultés redoutables. L'ouvrier d'Etat avait des obligations spéciales (interdiction de tenir un cabaret, s'il avait autorité sur d'autres, interdiction d'exercer aucun commerce, interdiction d'accepter aucun mandat électif, interdiction de se jeter dans la mêlée des partis, devoir de ne pas se mêler à des grèves). Le droit de grève ne devait pas être reconnu aux ouvriers de l'Etat, car, sans cela, le pays pourrait se trouver brusquement désorganisé par l'arrêt des moyens de transport, par la cessation du service des postes et des télégraphes, et d'une façon profonde et peut-être irrémédiable. L'ouvrier de l'Etat doit se convaincre que son travail est d'une nature et d'une importance toute particulières qui la différencie complètement des autres ouvriers et cela, dans l'intérêt supérieur du pays. Le ministre termina en signalant les dangers de la propagande faite dans les rangs des ouvriers de l'Etat. « Nous allons, disait-il, arriver à une situation périlleuse si l'on continue dans cette voie. On pouvait croire que ce mouvement s'arrêterait au seuil des ateliers de l'Etat. On a obtenu ce qu'on a rêvé. On veut être sous la tutelle de

l'Etat, on veut que les salaires soient fixés sous le contrôle des Chambres, on veut être traité avec la bienveillance la plus grande. Nous avons dépensé plus de 50 millions pour réaliser ce rêve et le budget s'en est trouvé grevé de 7 millions, chose qu'aucune industrie n'aurait pu faire. On pouvait donc croire que le mouvement se serait arrêté. Eh bien, il est triste de constater, que nulle part la propagande n'est poussée plus activement que dans les rangs des ouvriers de l'Etat. Comment expliquer cela ?... Eh bien, j'appelle sur ce point l'attention du Sénat. Ma conviction est celle de tous ceux qui s'intéressent à l'ouvrier. C'est qu'il ne suffit pas d'améliorer sa situation matérielle, il faut en même temps et surtout lui inspirer le sentiment du devoir. Je suis un vieil ami des ouvriers... Mais ce que nous devons regretter tous, c'est que ceux-là même qui s'intéressent le plus au sort des ouvriers et aux questions sociales touchant particulièrement la classe des travailleurs semblent ne considérer que le côté matériel ou, du moins, l'envisagent comme le point principal. Eh bien, dans ma conviction, quelle que soit l'importance de cet intérêt, il ne vient qu'en seconde ligne, et c'est vainement que vous réaliserez sous ce rapport tout ce qui est possible : vous n'aurez rien fait, ou plutôt vous aurez élevé une digue de sable, si, à côté de ces intérêts matériels, vous négligez de placer les intérêts moraux et religieux... Après avoir travaillé pendant douze ans pour améliorer le sort des ouvriers de l'Etat... je veux travailler maintenant à obtenir une autre amélioration et je leur

dis : vous êtes des ouvriers d'élite, vous êtes au poste d'honneur, votre situation est autre que celle des ouvriers de l'industrie privée, car la situation de l'industrie du pays tout entier, comme le sort de tous les autres ouvriers sont entre vos mains, et, à ce titre, le mot grève ne peut pas même être prononcé dans les ateliers de l'Etat. » M. Bara défendit le libéralisme, sous ce prétexte que puisque dans le domaine du commerce on admettait la liberté il fallait l'admettre ailleurs. « Quand il s'agira du travail, s'écriait-il, pourquoi cette liberté va-t-elle devenir si funeste, si déplorable ? Pourquoi faudrait-il mettre des liens à tout le monde, limiter à chacun son champ, tout surveiller, contrôler, empêcher ? Qu'on me l'explique ; il n'y a pas de raison, lorsqu'il ne s'agit pas de la santé, de la sécurité, de l'hygiène. » Puis sous l'empire de cette idée, l'orateur ajoutait qu'on avait créé le ministère du travail sans savoir ce qu'on faisait. Mais ce ministère étant une institution permanente, il faudrait persister dans la voie où l'on s'était engagé, faire toujours des choses nouvelles, adopter des mesures toutes plus vexatoires les unes que les autres, des défenses, des prohibitions, des règlements ; tout cela sous les coups de fouet du parti collectiviste à qui l'on voulait faire concurrence. Presque toute la législation sociale existante ou proposée fut critiquée avec chaleur et conviction par M. Bara, qui se heurtait d'ailleurs à la sereine impassibilité du ministre de l'industrie et du travail et à la conviction nettement exprimée de la majorité du Sénat. « Je dis donc, conti-

nuait-il, qu'il m'est impossible d'admettre votre système. Assurément s'il plaît à des ouvriers et à des patrons, comme à Mariemont si ce que vous dites est exact, de convenir de certaines peines et de se les laisser appliquer sans en contester la légitimité, c'est leur affaire, mais ce n'est pas du droit. Cela se passe ainsi dans les sociétés d'agrément, mais il ne peut être question d'ériger ces habitudes et ces usages en droits ! En tout cas, votre loi n'avantage certes pas l'ouvrier ; la situation qui existe actuellement est certes préférable à celle que vous voulez créer. Le règlement d'atelier deviendra une arme dirigée contre les ouvriers. Vous m'objecterez que cette loi est nécessaire à l'industrie. Je ne le crois pas : l'industriel doit avoir le droit commun comme l'ouvrier, il ne peut avoir de privilège. Je m'occupe ici de l'ouvrier, et, sans préoccupation politique, partisan du droit commun, ennemi du privilège, je défends ses droits et je veux pour lui le même droit que pour le patron. Vous prétendez mériter la reconnaissance des ouvriers par votre loi, vous voulez paraître faire une loi en faveur de la classe ouvrière. Je vous démontre que vous rendez sa position plus mauvaise. J'atteins un double but : je montre à l'ouvrier que la réglementation ne vaut rien pour lui et qu'il ne doit pas se tromper sur la portée de toutes ces lois qu'on fait prétendument en sa faveur... Ainsi pour les infractions disciplinaires, si un ouvrier manque de respect envers le patron, on lui inflige une amende. Je n'admets pas cela. » Et, comme le ministre du travail objectait qu'on ne

pouvait souffrir qu'il y eût des désordres apportés dans l'usine, M. Bara soutint que l'article 82 de la loi sur les prud'hommes avait tout spécialement pour but d'empêcher les désordres, qu'il y avait là une cause de contravention. La loi pénale, en cas de trouble, permettait au Conseil de prud'hommes de prononcer une amende. Il ne fallait pas admettre qu'entre le patron et l'ouvrier on put fabriquer un Code pénal contre l'ouvrier.

Puis changeant de ton, M. Bara terminait en donnant ironiquement le conseil de faire mieux que ce qui existait déjà, car faire plus mal c'était au moins inutile. D'autres critiques furent adressées au projet de loi par M. Janson : « L'honorable ministre, dit-il, présente un projet sur les règlements d'atelier, et ce qui le caractérise, ce qui est essentiel à retenir, c'est que ce règlement est l'œuvre du patron. Il est bien vrai qu'on consulte les ouvriers, mais on les consulte sans être obligé de suivre leur avis et, s'il y a des divergences d'appréciation entre les ouvriers et les patrons, il n'y a même pas une autorité mixte qui puisse trancher les différends entre eux. Les patrons parlent en maîtres ; ils légifèrent et ils imposent leur règlement. Et on appelle cela la protection du travail ! En vérité c'est une division ; c'est le contraire de ce que demandent les ouvriers avec infiniment de raison. Que demandent-ils ? A être traités sur un pied d'égalité parfaite avec le patron, et voici où se trouve le vice essentiel du projet de loi, voici où le projet de loi va instituer un droit spécial, en dehors du droit commun contre l'ouvrier : « Art. 1^{er}. —

Les règlements faits conformément à la présente loi lient les parties — pour toute la durée de leur engagement — tant dans les dispositions obligatoires prévues ci-dessus, que dans les dispositions facultatives qui y seraient jointes en vue d'établir les conditions du contrat de travail. »

Ainsi voilà un contrat de travail qui échappe au droit commun. L'acte sous seing privé qui constate l'accord des deux volontés sous la garantie de la signature fait défaut : le patron promulguera le règlement qu'il aura rédigé suivant sa volonté et sans, au préalable, avoir obtenu l'adhésion de ses ouvriers. »

M. Nyssens interrompt M. Janson pour lui reprocher de ne pas parler juridiquement. Par le fait que l'ouvrier s'engageait il y avait contrat. « Ce qui est antijuridique, reprit M. Janson, c'est de prétendre que parce que ce règlement sera affiché et que l'ouvrier aura accepté d'entrer dans l'usine, il sera lié par là. Est-ce ainsi que se forment les contrats ? Vous en êtes encore à la science juridique des hôteliers qui mettent dans les appartements un avis portant que l'hôtelier n'est pas responsable des vols qui se commettraient dans les chambres au détriment des voyageurs. Mais les voyageurs n'adhèrent nullement à cette convention par la raison qu'ils ont passé une nuit dans l'hôtel. De même, je ne peux admettre, que parce que l'ouvrier entre dans une usine, il se trouve lié par le règlement qui y est affiché. Restez donc dans le droit commun : demandez que l'ouvrier, par l'apposition de sa signature au bas du règlement dont il recevra un

exemplaire, adhère au règlement d'atelier, mais ce qui est inadmissible, au point de vue juridique, c'est qu'un règlement qu'il n'a pas délibéré, l'oblige par le seul fait de son entrée dans l'usine. Ah ! je connais votre réponse : l'ouvrier a le droit de ne pas entrer à l'usine ! C'est l'argument qui consiste à dire que l'ouvrier est libre de mourir de faim ! Que demain les patrons s'entendent pour édicter des règlements dans lesquels les amendes et les pénalités seront accumulées : évidemment les ouvriers seront libres de ne pas travailler, mais que vaut cette liberté qui consiste à s'exposer à ne pas travailler ; mais que vaut cette liberté qui consiste à s'exposer à ne pas avoir de pain pour leurs femmes et leurs enfants en se privant d'un salaire indispensable à leur existence ? Les socialistes et, à côté d'eux, tous les esprits éminents reconnaissent aujourd'hui que les ouvriers n'ont pas cette liberté dont l'honorable M. Bara s'est fait le défenseur ; ils n'ont que l'apparence de cette liberté ; ils n'ont qu'une liberté trompeuse ! Il faut donc que le législateur, qui est libre, qui ne souffre pas de leur misère stipule pour eux dans le contrat de travail les garanties nécessaires..... Voilà donc votre système : pas de droit commun pour l'ouvrier, pas de contrat librement débattu entre lui et le patron : c'est le patron qui fait le contrat tout entier et qui l'affiche, et par cela seul l'ouvrier y est soumis. Remarquez bien que votre projet de loi permet aux patrons d'introduire dans le contrat de travail bien autre chose que ce que vous dites être obligatoire. S'il n'y avait

dans les règlements que l'indication des heures auxquelles commence et finit le travail, que l'indication des jours de congé, il n'y aurait rien à dire. Votre projet dit ceci : « les règlements faits conformément à la présente loi lient les parties pour toute la durée de l'engagement. Dans toutes les dispositions obligatoires prévues ci-dessus, comme dans toutes les dispositions facultatives qui y seraient insérées en vue d'établir les conditions du contrat de travail..... C'est là le danger et j'y appelle toute l'attention du Sénat ; je fais appel à son esprit d'équité et de justice. Peut-on admettre qu'il intervienne ainsi entre le patron et l'ouvrier une sorte de contrat tacite par cela seul que le patron a fait un règlement ? Cela constitue-t-il un contrat de travail ? N'est-il pas nécessaire, au contraire, que chaque ouvrier ait avec le patron un contrat spécial, écrit, qui sera débattu entre lui et le patron ? des formules imprimées, mais on ne peut admettre qu'il appartient au patron de dire : voilà mon règlement, voilà ce qui constitue le contrat entre nous ! Si vous adoptez ce système, vous aggraverez la situation des ouvriers au lieu de l'améliorer, vous la rendrez pire. »

Venant à la question des amendes, M. Janson déclarait qu'il ne pouvait pas se rallier au système du projet de loi. « En ce qui concerne les amendes, disait-il, il me paraît impossible que les dispositions proposées soient votées par le Sénat..... Votre amende est une pénalité et, d'après la Constitution, il n'y a pas de pénalité, si mince qu'elle soit, qui puisse être prononcée sans une loi qui qualifie

le fait auquel on applique l'amende et sans une décision motivée du juge, après un débat contradictoire. L'amende ne serait que d'un franc qu'il faudrait encore un débat contradictoire devant le juge chargé d'appliquer la loi. Aujourd'hui les patrons ont-ils le droit d'appliquer des amendes à leurs ouvriers ? Pas le moins du monde, et je vous défie de citer une autorité judiciaire qui ait admis la validité d'une amende infligée par le patron à son ouvrier, si cette amende n'était pas la réparation d'un dommage ! On ne peut pas du reste discuter cette question-là. L'amende est une peine, et il n'y a de peines que celles prévues par la loi. » A quoi le ministre de l'industrie répondit, qu'en matière de droit pénal, M. Janson aurait raison, mais il ne s'agissait pas ici du droit pénal. D'ailleurs, sans ce système, certaines industries ne pourraient subsister. M. Janson fit valoir aussi les raisons qu'il avait de vouloir appliquer les dispositions du projet de loi aux ateliers de l'Etat, malgré les arguments opposés émis par le ministre des chemins de fer, M. Vandenpeereboom : « J'espère, Messieurs, disait M. Janson, que le Sénat voudra bien voter mon amendement ainsi que celui de l'honorable duc d'Ursel. Notre honorable collègue a été morigéné par le ministre des chemins de fer..... Il avait dit que les ouvriers du chemin de fer avaient le droit de faire grève. C'est incontestable, et précisément parce que nous vivons sous le régime du droit commun. L'honorable membre n'a pas dit qu'ils devraient exercer ce droit : il s'est borné à affirmer l'existence de ce droit.....

Les ouvriers ont incontestablement le droit de grève. Mais il y a une autre question à ce projet. L'honorable ministre a très bien déplacé le terrain du débat, Qu'arriverait-il, disait-il, si les ouvriers de l'administration avaient le droit de faire grève ? Si les machinistes abandonnaient leur machine, que deviendrions-nous ? Mais cette observation pourrait aussi être faite par les directeurs de houillères ! Si tous les mineurs refusaient de descendre dans la mine, il n'y aurait plus de charbon, et les machinistes ne pourraient rouler, même s'ils consentaient à travailler. C'est une objection qui va contre le droit de grève lui-même. Ce que je comprends, c'est que l'honorable ministre soit très préoccupé de ne pas voir de grève surgir dans un aussi nombreux personnel que le sien ; ce que je comprends aussi, c'est que, si une grève surgit sans motif sérieux, il puisse se montrer très sévère, peut-être même plus sévère qu'il ne le voudrait. Mais tout ceci n'est pas la question. Qu'est-ce qui est à désirer ? C'est que les rapports des ouvriers de l'Etat avec le ministre, quel qu'il soit, soient réglés d'une façon équitable. Est-ce que les ouvriers du chemin de fer n'ont pas aussi des intérêts à défendre ! Est-ce que souvent ces intérêts ne sont pas liés à l'intérêt général ? Si les machinistes disaient : nous ne pouvons pas être soumis ! Si les aiguilleurs, à raison de la responsabilité qu'ils ont, dirigeant les trains si nombreux qui traversent des lignes enchevêtrées comme celles que nous avons, disaient : il n'est pas possible de faire ce travail pendant

un nombre d'heures trop grand ! Est-ce qu'ils ne pourraient pas être entendus et écoutés ? Est-ce que tout cela ne pourrait aider à l'élaboration d'un règlement que ferait le ministre et qu'il soumettrait ensuite aux ouvriers, qui feraient leurs observations ? Je ne vois pas pourquoi il faut instituer pour l'Etat un régime spécial. Je pense au contraire, que l'Etat, dans toute cette matière, a un rôle très beau à remplir : c'est de prendre lui-même, comme patron, toutes les mesures que pourraient prendre les patrons bien avisés. »

Le duc d'Ursel déclara qu'il était satisfait, d'avoir entendu dire au ministre des chemins de fer, qu'aucune disposition ne privait les ouvriers de l'Etat de la faculté légale de refuser le travail. De plus, il était heureux d'avoir provoqué le ministre à revendiquer, comme il était naturel, les droits spéciaux que lui conférait la nature du travail exécuté pour l'Etat, à faire voir la situation particulière de ses ouvriers, l'importance et l'intérêt général des services qu'ils étaient appelés à rendre, et, surtout à énoncer les principes qui le guidaient dans l'administration considérable confiée à M. Vandenpeereboom. Mais ce dernier n'étant pas éternel, et pouvant être remplacé par un autre ministre ayant des idées opposées, le duc d'Ursel réclamait pour les ouvriers d'Etat le bénéfice des dispositions d'un nombre déterminé d'articles et, dans ces articles, des stipulations concernant la confection, la teneur, l'affichage des règlements d'atelier, les observations et les modifications auxquelles ils pourraient

donner lieu. La théorie émise par M. Bara fit l'objet d'une vive réplique de M. Nyssens. D'abord, le projet conservait le principe des amendes parce que le Conseil supérieur du travail en avait été partisan. Cette assemblée où se trouvaient des ouvriers et des patrons avait jugé qu'on ne pouvait supprimer les amendes dans certaines industries. M. Bara avait prétendu que l'amende était inconstitutionnelle. C'était une erreur. Le mot « amendes » dans le langage du droit et dans le langage vulgaire ayant des significations multiples, il fallait distinguer plusieurs sortes d'amendes. Il y avait les amendes pénales proprement dites, établies soit par le Code pénal, soit par des lois pénales spéciales ; il y avait les amendes fiscales, il y avait enfin l'amende civile établie par une convention et sanctionnant l'inobservation d'une stipulation de cette convention. L'amende civile constitutionnelle, c'était la clause pénale du droit civil et n'avait rien de contraire à l'ordre public. Le texte établissant le principe en la matière, était l'article 1226 du Code civil ainsi conçu : « la clause pénale est celle par laquelle une personne, pour assurer l'exécution d'une convention, s'engage à quelque chose en cas d'inexécution. » L'amende, dans le projet de loi, était le résultat d'une clause pénale volontairement acceptée par l'ouvrier prenant un engagement envers son patron ; elle était purement civile et nullement d'ordre pénal. Elle se distinguait donc essentiellement des amendes spéciales prévues à titre de peines par la loi sur les Conseils de prud'hommes. On avait parlé

d'arbitraire. C'était là une erreur complète, car toutes les contestations pouvant surgir entre patrons et ouvriers relativement au contrat de travail, et il en était ainsi des contestations relatives à l'application des amendes, étaient de la compétence soit du Conseil de prud'hommes, jugeant cette fois-ci en matière civile, soit du juge de paix là où il n'y avait pas de Conseil de prud'hommes. M. Nysens ajoutait, répondant à M. Janson qui affirmait qu'en matière de règlement le contrat n'existait pas, que l'ouvrier savait en s'engageant chez tel patron qu'il acceptait le règlement de son atelier. Cela était sous-entendu dans le contrat de louage de travail. Sinon, dès le lendemain du jour où l'ouvrier s'engagerait, il pourrait, sous prétexte que le règlement ne l'oblige pas, se mettre à siffler au lieu de travailler, à gêner ses compagnons de travail, se permettre enfin de jeter le trouble dans l'usine. On ne pouvait sérieusement dire qu'il n'y avait pas contrat. Sans cela d'où dériveraient les nombreuses obligations accessoires et réciproques des parties, si ce n'est du contrat ? M. l'abbé Keesen émit son opinion en faveur de l'intervention sous forme de syllogisme : tout ce qui est d'intérêt général ressortit à la compétence des pouvoirs publics ; or l'économie industrielle est un de ces intérêts ; donc l'Etat, en intervenant dans la mesure où le bien-être de la collectivité le réclame, agit dans la plénitude de sa mission sociale et n'empiète sur les droits de personne. L'orateur mit en relief l'imprudence de ceux qui, à l'imitation de M. Bara, s'en tenaient obstinément au non-in-

terventionnisme. « En attendant, s'écriait-il, je dis que l'attitude de M. Bara vis-à-vis de la question sociale offre un danger sérieux qu'il devra reconnaître lui-même. Une fermentation universelle tourmente la classe ouvrière. Le prolétariat se dresse devant nous, terrible, féroce, la menace à la bouche, sous prétexte qu'il n'a pas la part qui lui revient au banquet de la vie. Faut-il jeter de l'huile sur le feu ? Faut-il l'irriter ou le surexciter davantage ? Est-ce en ce moment périlleux que nous devons reprocher au Gouvernement les quelques mesures qui ont été prises en faveur du travail et qui seront bientôt suivies d'initiatives plus fécondes ? Quoi ! à une époque d'effervescence où tout commande la circonspection et la réserve ; où tous les hommes clairvoyants, soucieux de l'avenir de la société, s'efforcent de rapprocher les classes et de calmer les esprits en ébullition, c'est à une heure pareille, quand la foudre gronde, que l'on vient dire au ministère : Arrêtez ! vous vous préoccupez trop de l'ouvrier ! Encore une fois est-ce de la prudence ? Ne savez-vous pas qu'il y a une légion de prolétaires égarés, prévenus contre nous, qui écoutent à la porte et qui ne cherchent souvent qu'un vain prétexte pour s'attaquer à l'égoïsme bourgeois ? Dans ces milieux turbulents, un langage semblable à celui que nous avons entendu doit produire un effet incendiaire. Que dis-je ? Les ouvriers calmes eux-mêmes, ces travailleurs consciencieux et résignés, qui souffrent beaucoup, mais sans récrimination et sans bruit, n'auront-ils pas comme moi éprouvé une émotion douloureuse ? »

M. Janson soutint que le grand vice du projet de loi, c'était de permettre au patron, sous prétexte de règlement d'atelier, de faire un contrat à lui tout seul. Le projet instituait ce principe, repoussé énergiquement par M. Janson, que par le seul fait de l'affichage du contrat l'ouvrier se trouvait lié. Or ce dernier ne doit s'engager qu'après avoir délibéré en connaissance de cause d'un texte certain. Sous ce rapport, il y avait donc une lacune considérable, incompréhensible dans la loi. Le règlement devait être affiché dans un endroit apparent, quelle garantie avait-on que l'ouvrier le lirait ? Qu'était-ce que ce droit nouveau consistant à afficher une convention ? Pour qu'une convention existât, ne fallait-il pas qu'elle fût l'objet d'un consentement exprès de la part des parties ! Il était donc de première nécessité d'en remettre un exemplaire à l'ouvrier. Il fallait de plus constater qu'il l'avait reçu par sa signature, ou s'il ne savait pas lire et écrire, il fallait rédiger un procès-verbal constatant que le règlement lui avait été remis et cela indépendamment de l'affichage.

L'ensemble du projet de loi fut voté au Sénat par 49 voix sur 58. Malgré toutes les critiques, le Parlement belge avait-il eu tort d'agir ainsi, sa théorie allait-elle être condamnée par la pratique, c'est ce que nous verrons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE IX

LA LOI SUR LES RÈGLEMENTS D'ATELIER DEVANT L'INSPECTION DU TRAVAIL (1).

Quels ont été les résultats de la loi depuis sa promulgation, c'est ce qu'il est intéressant de savoir. En 1897, M. Van Overstraeten, inspecteur à Bruxelles dans le premier district (Anvers) nous dit : « en attendant que soient affichés les nouveaux règlements d'ateliers, qui devront mentionner les amendes appliquées, nous avons fait disparaître de nombreuses affiches qui portaient l'indication d'amendes dépassant le cinquième du salaire journalier ; entre autres la grosse amende de cinq francs, qui servait plutôt d'épouvantail et n'était jamais appliquée. »

M. le Dr De Camps, inspecteur à Louvain (3^e district), constate que dans son district : « l'application de la loi du 15 juin 1896 paraît avoir été assez difficile, du moins à en juger par le peu d'empressement que montrent les industriels à satisfaire au vœu de l'article 7, dernier alinéa. En effet, j'estime qu'à ce moment le tiers seulement des exemplaires des règlements m'est parvenu. Avant de se mettre à l'œuvre, un grand nombre d'intéressés ont réclamé des instructions. Ils ont tous reçu satisfaction,

(1) Cf. *Rapports annuels de l'inspection du travail*, 1898 et 1899.

et de plus, je n'ai pas négligé de répandre autant que possible des exemplaires de règlements-types. » D'après M. Fabri, inspecteur à Gand (4^e district) : « la négligence de beaucoup de chefs d'industrie est patente, attendu qu'à Gand même, où différents journaux ont, à ma demande, inséré un avis rappelant les obligations qui incombent aux industriels et faisant connaître que je tenais à leur disposition des règlements-types, un très grand nombre de règlements ne me sont pas encore parvenus. A..... je dirai... que la plupart des règlements étaient rédigés dans une langue que les ouvriers ne comprenaient pas. J'ai dû en faire la remarque aux intéressés qui se sont exécutés en général. Peu de règlements portaient l'attestation exigée par l'article 8 de la loi, et un certain nombre de ceux qui la portaient, n'étaient pas signés; mais contenaient simplement le nom imprimé du patron ou la mention *le patron*..... Dans beaucoup d'établissements on s'était contenté de lire aux ouvriers le texte du règlement..... Il ne sera pas inutile de faire connaître quelques-unes des demandes et observations faites par certains ouvriers; elles concernent la diminution et la suppression des amendes; l'obtention de l'assurance gratuite contre les accidents; l'obtention de soins médicaux et pharmaceutiques gratuits; l'octroi d'un demi-salaire pendant quatre semaines aux femmes accouchées; la reprise obligatoire de ces femmes après les quatre semaines; l'obtention d'une indemnité au cas de chômage forcé; le paiement immédiat du salaire dû à l'ouvrier qui

désire quitter l'établissement ; la suppression des pénalités prévues pour bris d'outils ; la suppression du congé le mardi de carnaval ; l'octroi d'un congé le 1^{er} mai ; des protestations contre l'octroi de ce congé ; l'institution du préavis pour le renvoi de l'ouvrier ; la réduction de la durée de travail (tissage et filature) à dix heures, sans réduction de salaire ; la communication électrique de toutes les salles avec la salle des machines ; l'institution d'un conseil d'usine..... Plusieurs chefs d'industrie ont exprimé le regret que la loi n'autorise pas le patron à infliger des amendes s'élevant à plus d'un cinquième du salaire. Ils considèrent cette pénalité comme étant absolument illusoire et nullement de nature à inspirer le bon ordre. Aussi, ceux qui n'ont pas à craindre le manque d'ouvriers, préfèrent les renvoyer à la première ou à la seconde infraction. Les prescriptions des règlements, relatives à la salubrité et à la sécurité du travail, se réduisent en général à quelques règles très sommaires. »

M. Quanonne, inspecteur à Hondeng-Goegnies (3^e district), fait la déclaration suivante : « nonobstant mes avis, l'on a attendu presque partout la limite extrême accordée par la loi pour l'affichage du règlement d'atelier. Par suite, à la fin de l'année, j'ai été astreint à une correspondance des plus actives pour donner des renseignements de tous genres aux industriels et notamment pour leur transmettre des réclamations d'ouvriers. Bon nombre de ceux-ci se sont plaints de la brièveté du délai prévu par la loi pour

l'examen du projet de règlement et pour le dépôt d'observations. »

En 1898, voici ce que relate M. Brughmans, inspecteur à l'administration centrale, chargé de la direction du premier district (Brabant) : « Certes, il est encore bon nombre d'entreprises commerciales et industrielles où le règlement d'atelier fait défaut à l'heure actuelle, où les clauses des règlements existants sont à mettre en concordance avec la loi, mais nous pouvons néanmoins déclarer que cette loi est entrée dans les mœurs et qu'elle sera sous peu respectée dans son intégralité. La clause qui nous a donné le plus de mal est celle qui concerne la consultation régulière des ouvriers... Nous avons rencontré, en général, beaucoup de bonne volonté, à ce sujet, chez les chefs d'industrie. Mais nous nous sommes vus certain jour dans l'obligation de faire appliquer les dispositions pénales de la loi, dans des circonstances que nous croyons utile d'exposer. Quatre ouvriers métallurgistes, renvoyés par leur patron, étaient venus se plaindre chez nous de ce que le règlement de leur atelier n'avait pas été soumis à la consultation régulière prévue par la loi et de ce qu'une modification venait d'être récemment apportée à ce règlement, dans le but de permettre le renvoi des ouvriers sans préavis. Ceci se passait un lundi. L'un de ces ouvriers nous affirmait avoir travaillé l'avant-veille, soit le samedi, jusqu'à 2 heures du matin à la demande expresse de son patron, et avoir trouvé chez lui, en rentrant, une carte-correspondance le prévenant qu'il n'y avait plus d'ouvrage

pour lui à l'atelier. Nous nous rendîmes à l'établissement désigné où notre enquête nous démontra que les déclarations des ouvriers étaient conformes à la réalité. Le règlement d'atelier affiché dans les locaux de l'entreprise non seulement ne portait pas l'attestation, dûment signée par le patron, de la consultation régulière des ouvriers, mais sur le texte de l'article primitif de ce règlement, prévoyant un préavis de huit jours, on venait de coller une bande de papier portant un texte nouveau supprimant tout préavis. De plus, un ouvrier avait effectivement été retenu à la besogne le samedi précédent jusqu'à 2 heures du matin, alors que déjà un avis de renvoi avait été expédié à son domicile sans qu'il se doutât de quelque chose. Il nous fut impossible d'obtenir du patron en cause, la remise en vigueur de l'ancien article du règlement d'atelier relatif au préavis, ou bien le paiement aux quatre ouvriers congédiés du salaire d'une semaine... Un procès-verbal de contravention fut donc dressé à charge de ce chef d'industrie et la conséquence en fut une condamnation en police correctionnelle à 26 francs d'amende. De plus, une décision du Conseil des prud'hommes obligea le patron à payer aux ouvriers intéressés une semaine de salaire.... Un procès-verbal également suivi de condamnation, a dû être dressé à charge d'un directeur de sucrerie qui déclarait ne pas vouloir se soumettre aux obligations de la loi et dont le règlement, entre autres lacunes, n'indiquait pas la manière dont le salaire était déterminé. L'état des pénalités ou amendes est assez régulièrement

tenu.... Le produit des amendes est employé partout où nous sommes intervenus, au profit des ouvriers... Il ne nous est pas arrivé cette année, de nous voir refuser la libre entrée d'un établissement industriel. »

Dans le rapport de M. Van Eecke, inspecteur à Anvers (2^e district), nous lisons ceci : « Les industriels ont mis, en général, beaucoup de négligence à s'exécuter..... beaucoup d'industriels ont perdu de vue l'obligation de nous transmettre copie du règlement. Cette obligation, d'ailleurs, n'est pas sanctionnée dans la loi..... Les heures de travail et de repos sont indiquées généralement d'une manière très vague..... Les règlements traitent fort succinctement des devoirs et droits du personnel de surveillance et du recours ouvert aux ouvriers en cas de plaintes ou de difficultés..... Dans la majorité des règlements nous trouvons la mention de la rupture du contrat sans préavis, par l'une ou l'autre des parties..... C'était une opinion générale, dans les premiers temps de l'application de la loi, que la limitation légale du taux des amendes rendrait l'ouvrier moins gouvernable au point de vue de la discipline intérieure et que celui-ci, en se laissant frapper plus souvent d'une amende légère, verrait la somme annuelle de ses amendes augmentée. C'est sous l'empire de cette idée, dont la confirmation n'a pas encore pu être prouvée cette année, que certains industriels ont renoncé totalement à appliquer des amendes et ont préféré les remplacer par diverses pénalités. Quelques-uns en sont revenus et ont réintroduit l'usage des amendes

dans un règlement d'atelier modifié conformément à l'article 3 de la loi. Enfin, quelques patrons sont tombés dans l'excès : leur règlement d'atelier, véritablement draconien, n'est guère qu'une longue nomenclature de prohibitions invariablement sanctionnées par le renvoi définitif. Les pénalités et amendes sont, en général, notifiées à ceux qui les ont encourues le jour même où elles sont infligées. L'obligation de tenir un état des amendes, qui soit ratifié avant la paye par le chef d'entreprise, a fait l'objet de nos observations nombreuses... Les grands établissements se sont parfaitement mis en règle sur tous ces points..... Si nous exceptons quelques règlements qui, par leurs recommandations claires et détaillées, contribueront utilement à faire l'éducation de l'ouvrier au point de vue de la salubrité et de la sécurité, nous devons constater que la généralité des règlements affichés jusqu'ici constituent à cet égard des documents de la plus grande pauvreté. La plupart se bornent à quelques recommandations sommaires ou banales, peu en rapport avec l'industrie exercée, avec ses nuisances et ses dangers particuliers. Nos efforts devront évidemment tendre à obtenir de sérieuses modifications à cet égard..... Dans beaucoup d'établissements on s'était contenté de lire le texte du règlement aux ouvriers, et au lieu du registre qui devait être mis à la disposition des ouvriers pendant huit jours pour pouvoir consigner leurs observations, il n'y avait qu'un carnet revêtu des signatures des ouvriers et mentionnant leur soumission au règlement

nouveau..... En général, l'ouvrier n'a pas usé du droit de consultation que lui avait conféré l'article 7 de la loi : tantôt cette garantie lui a échappé, ou bien il a montré de l'indifférence et plus souvent de la confiance à l'égard du registre mis obligatoirement à sa disposition : 80 0/0 de ces registres ne portant aucune observation..... Il résulte de nos renseignements que les copies des règlements d'atelier ont été transmises régulièrement au Conseil des prud'hommes..... Nous concluons que la loi sur les règlements d'atelier est en bonne voie d'exécution et que cette exécution, si elle a rencontré quelque négligence, ne s'est heurtée à de mauvaise volonté nulle part. »

M. Fabri, inspecteur à Gand (3^e district), donne les renseignements suivants : « L'application de la loi du 15 juin 1896 nous a demandé beaucoup de temps pendant l'année écoulée..... Lors des visites que nous avons faites dans les établissements industriels, en vue d'assurer l'exécution des autres lois et arrêtés, nous avons pu constater qu'un nombre assez considérable d'industriels n'avaient pas encore dressé de règlement. Nous avons naturellement appelé leur attention sur les obligations qui leur incombent, en leur accordant un délai moralement nécessaire et suffisant pour se mettre en règle. Nulle part, nous n'avons rencontré d'opposition sérieuse et si, jusqu'à présent, tous les règlements de plus de 9 ouvriers ne me sont pas encore parvenus, je crois pouvoir dire que cela tient uniquement à l'ignorance de la loi. » Voici l'opinion de M. Van den Daele, délégué à Bruges : « L'ap-

plication de la loi du 15 juin 1896 s'est faite avec beaucoup de difficultés. Vers la fin de 1897 j'ai distribué une certaine quantité de règlements-types et d'exemplaires de la loi, mais bientôt je me suis aperçu qu'il fallait restreindre ces envois, parce que la confection de ces modèles laissait à désirer et que malgré mes remarques à ce sujet, beaucoup de patrons les copiaient servilement ou bien se bornaient à afficher toute la brochure, se croyant ainsi parfaitement en règle. La distribution du mémorandum, fourni par l'administration centrale, rappelant succinctement toutes les prescriptions de la loi, a eu un meilleur résultat. Dès lors, les envois de règlements ont commencé à se faire, mais tous, à quelques rares exceptions près, laissaient à désirer. Il a fallu entretenir une correspondance suivie avec les industriels pour aboutir à une rédaction quelque peu conforme à la loi et à l'envoi d'un exemplaire d'un règlement pour les archives de l'inspection. J'ai reçu bon nombre de projets de règlements d'atelier, avec prière de signaler les incorrections..... Dans bien des cas, des chefs d'entreprise se sont bornés à lire aux ouvriers le projet de règlement d'atelier, sans les mettre à même de formuler par la suite leurs observations, soit à lui, soit à l'inspection..... Peu de règlements portaient l'attestation datée et signée de la consultation régulière des ouvriers. Cette prescription a dû être rappelée. Dans la plupart des cas, le nom et l'adresse de l'inspecteur ne figuraient pas sur le règlement. Je suis tenté de croire que parfois cette omission était intentionnelle,

attendu qu'elle persistait malgré nos observations. » M. De Bruyeker, inspecteur à Courtrai (5^e district), dit que « il en a été de la loi de 1896 comme de celle du 13 décembre 1889 : quelques grands industriels seuls se sont mis en règle spontanément. Les réclamants qui se sont présentés l'ont fait dans la soirée et ont demandé à rester inconnus. Au dire des ouvriers, il y a eu beaucoup de critiques entre travailleurs, et s'il y en a eu peu qui ont fait usage de la faculté que leur confère l'article 7 de la loi, c'est par crainte d'être soupçonnés et renvoyés..... L'attestation de la consultation régulière des ouvriers faisait souvent défaut, et malgré l'affirmation des patrons je pense bien que souvent les formalités prescrites par l'article 7 de la loi ont été perdues de vue. Le nom et la résidence de l'inspecteur du travail ne sont pas toujours affichés sous le règlement..... Les fortes amendes ont été remplacées par le renvoi temporaire ou définitif..... Les règlements ont eu pour effet de supprimer le préavis du congé dans un certain nombre d'établissements, et plusieurs patrons m'ont déclaré avoir agi de la sorte parce que les ouvriers quittent généralement sans observer le délai de congé..... A part pour les amendes dépassant le cinquième du salaire, je n'ai éprouvé aucune difficulté à faire modifier les règlements qui n'étaient pas conformes à la loi. Dans bien des cas, patrons et ouvriers ont reconnu l'utilité des règlements qui éviteront bien des contestations résultant de l'ignorance des conditions du travail. » M. Henrotte, inspecteur principal à Mons (6^e

district), rapporte qu'il a constaté « l'inexistence du règlement dans 7 cas ; ces infractions ne provenaient pas de la mauvaise volonté des industriels, mais de difficultés provenant d'une compréhension insuffisante de la loi. En général la loi est bien respectée ; les dispositions dont on constate le plus souvent l'absence sont celles qui sont relatives à la sécurité des ouvriers, ou celles qui ont le caractère de simples formalités, comme l'attestation que le règlement a été soumis aux ouvriers, et la nécessité d'inscrire le nom et l'adresse de l'inspecteur du travail. Il se rencontre aussi beaucoup d'usines où le registre d'entrée et de sortie des ouvriers n'est pas tenu. »

M. Quanonne, inspecteur à Houdeng-Gœgnies (7^e district), dit qu'« il n'y a rien de particulier à mentionner au sujet de l'application de cette loi qui paraît avoir intéressé fort peu les ouvriers de notre région. Les règlements existaient d'ancienne date dans les usines où ils étaient nécessaires. Somme toute, nous n'avons eu à faire part qu'à des patrons de la verrerie et de la saboterie d'observations émanant de leurs ouvriers. De plus, elles ne semblaient guère formulées de manière à être prises en considération. De la part des patrons, les demandes de consultations écrites sur la rédaction des règlements ont afflué. Bien que nous nous soyons abstenus de contribuer à leur élaboration, nous avons eu de ce chef à faire face à un notable surcroît de correspondance. » Pour M. Capelle, inspecteur à Namur (8^e district) : « La grande industrie s'est rapidement conformée à la loi sur

les règlements d'atelier ; cela lui était d'autant plus facile que, depuis longtemps, il existait dans les usines des règlements d'ordre intérieur qu'il a suffi de modifier suivant les prescriptions de la loi précitée. Si, de ce côté, le travail a été facilité, il n'en a pas été de même pour ce qui concerne les petits ateliers, là surtout où le patron est lui-même ouvrier. La rédaction du règlement d'atelier offrait naturellement pour eux de grandes difficultés, et j'ai dû fréquemment intervenir officieusement pour les aider dans leur travail. Les règlements-types élaborés par les Conseils de l'industrie et du travail, que le département a mis à notre disposition et que j'ai fait parvenir aux industriels, n'ont pas été d'un grand secours pour cette catégorie de patrons, parce qu'ils ne savaient pas faire un choix judicieux des prescriptions qui se rapportaient à leurs ateliers. Quoi qu'il en soit, j'estime que les usines et ateliers qui me sont connus et qui occupent dix ouvriers au moins ont un règlement d'atelier. Ce n'est pas à dire que je puisse affirmer que tout y soit en règle, car ce travail de vérification ne pouvait se faire immédiatement faute de temps ; l'année 1899 sera encore nécessaire pour procéder à ce travail. La Chambre syndicale des entrepreneurs et fournisseurs de travaux publics et privés du pays de Namur a, au commencement de cette année, chargé son bureau d'élaborer un règlement pouvant servir à ses membres affiliés. Ce règlement a été imprimé et distribué à tous les intéressés. Je ferai remarquer que ce règlement devant servir à des industries de genres diffé-

rents, a le défaut de ne pas s'appliquer, surtout en ce qui concerne les précautions à prendre pour assurer la sécurité des ouvriers, à tous les cas particuliers qui se présentent. De plus, la mention de la consultation régulière des ouvriers étant imprimée à l'avance, j'aurai à m'assurer qu'elle a eu réellement lieu. Un seul procès-verbal de contravention a été dressé à un industriel qui, malgré mes observations, avait négligé de se munir d'un règlement d'atelier. »

Enfin voici l'avis de M. Dupont, inspecteur à Liège (9^e district) : « Le règlement n'était affiché que dans 53 0/0 des établissements soumis à la loi, visités par M. Bernimolin... On s'imagine généralement que l'obligation de l'affichage d'un règlement ne s'impose que lorsque le travail s'effectue dans des ateliers.... L'attestation prescrite par l'article 7 faisait le plus souvent défaut, ainsi que l'indication des jours de chômage réguliers et du mode de mesurage et de contrôle des salaires à la pièce ou à l'entreprise. Les noms et adresses des inspecteurs sont rarement affichés au-dessous des règlements. La consultation des ouvriers a été faite régulièrement. Deux fois seulement nous avons reçu des observations à transmettre aux industriels. Dans un des cas, les ouvriers étaient opposés au principe des amendes, dans l'autre ils réclamaient une modification aux heures de travail. Ils ont obtenu satisfaction. »

Il résulte donc bien, d'après les rapports des inspecteurs, que l'application de la loi du 15 juin 1896 a sans

doute souffert des difficultés assez nombreuses au début, mais qu'elle a été vite respectée par ceux qu'elle visait. Nous avons terminé l'exposition que nous avions à faire concernant les origines, les discussions, la préparation de la loi belge sur les règlements d'atelier. Avant de conclure, nous croyons devoir donner un bref aperçu des débats que les règlements d'atelier ont suscités en France.

CHAPITRE X

LA QUESTION DES RÈGLEMENTS D'ATELIER EN FRANCE (1)

Nous avons déjà exposé la situation faite aux ouvriers, tant Belges que Français, sous l'empire du Code civil, nous n'y reviendrons pas. Nous prenons la question à l'époque où le Parlement français s'est occupé des règlements d'atelier d'une façon toute spéciale, c'est-à-dire depuis environ dix ans.

Le règlement d'atelier avait toujours été vu d'un œil favorable par les magistrats. Ils le considéraient comme accepté par l'ouvrier, qui, en réalité, le subissait, et n'hésitaient pas à sanctionner par une condamnation ses dispositions, lorsque l'ouvrier refusait de s'y soumettre. Un arrêt de la Cour de cassation du 14 février 1866 avait reconnu nettement la théorie de la jurisprudence. Il s'agissait d'une ouvrière frappée d'une amende de 10 francs, pour être entrée avec des sabots dans l'usine, bien que le règlement le défendit. Le Conseil des prud'hommes fut mis en demeure de décider si le patron avait le droit d'imposer une pénalité aussi exorbitante. Le Conseil n'hé-

(1) Cf. Bodeux, *Etudes sur le contrat de travail* ; Hubert Valleroux, *Le contrat de travail* ; M. Lambert, *Essai sur la protection du salaire de l'ouvrier* ; E. Glasson, *Le Code civil et la question ouvrière*.

sita pas sur la question de droit : le patron était resté dans la légalité en infligeant une amende. Seulement l'application du principe lui paraissant ici dépasser ce qui exigeait la justice, il réduisit l'amende à 0 fr. 50, en se fondant sur cette idée que la convention avait été exécutée en partie, et donnait le droit aux prud'hommes en vertu de l'article 1231 du Code civil, d'opérer une réduction sur le montant de l'amende. La Cour de cassation refusa d'admettre cette théorie et, pour tout dire, il semble bien que, juridiquement, son argumentation était meilleure que celle du Conseil. En effet, si l'on considérait qu'il y avait eu convention entre le patron et l'ouvrière, en ce qui regarde le règlement d'atelier, si le fait de l'entrée de l'ouvrière dans l'usine était réputé comme faisant preuve de son acceptation tacite, il semble bien qu'on ne pouvait dire, juridiquement, que la convention avait été exécutée en partie ; elle n'avait pas été exécutée du tout. En effet, l'ouvrière était censée avoir accepté l'interdiction d'entrer dans l'usine avec des sabots ; telle était la convention. L'ouvrière y avait contrevenu, donc la convention n'avait pas été exécutée. En conséquence la Cour de cassation cassa la décision des prud'hommes. Est-ce à dire que nous adoptions ses conclusions ? En aucune façon, car, pour nous, l'acceptation tacite de l'ouvrière n'existait pas en réalité. Nous avons d'ailleurs, sur ce point, fait connaître ci-dessus notre opinion à ce sujet. La théorie de la jurisprudence, tout à fait justifiable, dès que l'on admettait son point de départ,

erroné à notre sens, finit par soulever une opposition assez vive, qui se traduisit par le dépôt, le 29 mai 1890, d'une proposition de loi, par M. le député Ferroul, et dont le texte était ainsi conçu :

ART. 1^{er}. — Il est formellement interdit à tout patron ou employeur de se faire justice lui-même des dommages qu'il pourrait encourir du fait de ses ouvriers.

ART. 2. — Dans aucun cas, l'amende qui est une pénalité, ne pourra être prononcée par les patrons, collectifs ou individuels, contre les ouvriers.

ART. 3. — Il est institué dans tous les centres industriels une commission du travail composée en nombre égal de délégués élus par les ouvriers des diverses industries et par les employeurs.

ART. 4. — Cette commission du travail aura pour mandat de reviser les règlements d'atelier qui jusqu'à présent sont l'expression exclusive de la volonté de l'une des parties.

ART. 5. — Aucun règlement d'atelier ne pourra intervenir sans avoir, au préalable, été soumis à cette commission et accepté par elle après audition des ouvriers et des patrons intéressés, et consultés séparément.

ART. 6. — Toute infraction à la présente loi sera punie d'une amende de 1.000 à 3.000 francs. En cas de récidive, l'amende pourra être doublée, et le délinquant condamné à un emprisonnement de six jours à trois mois.

Quelles étaient les raisons de ceux qui faisaient cette proposition de loi ? L'exposé des motifs nous les fait

connaître : « Jusqu'à présent les employeurs individuels ou collectifs ont fait la loi, de véritables lois, dans les ateliers sous le nom de règlements. C'est ainsi que les compagnies de chemins de fer, de mines, les propriétaires de tissages, de raffineries, de hauts-fourneaux ont institué des codes pénaux à l'usage de leurs ouvriers frappés d'amende, de descente de classe, de mise à pied et autres pénalités. De titre à ce pouvoir législatif usurpé par des particuliers, aucun ; sinon la possession d'une fraction de l'outillage industriel et commercial, de même que, sous l'ancien régime, la possession d'une partie du sol entraînait le droit de justice haute et basse. La Révolution de 1889 a supprimé ces justices seigneuriales pour ne laisser subsister que la justice sociale. Nous croyons que, pour les mêmes raisons, il y a lieu de faire disparaître les justices patronales, qui ont encore cela de commun avec les anciennes justices seigneuriales, que le patron ne fait pas seulement la loi, il l'applique lui-même. Après avoir édicté la peine de l'amende, il fixe, prononce et prélève lui-même. C'est-à-dire que sans délégation aucune de la société, sans investiture, il est à la fois législateur, juge et percepteur à son propre profit. Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations a pour but de mettre fin à ce scandaleux état de choses, qui substitue une féodalité nouvelle, la féodalité capitaliste, à la féodalité terrienne et nobiliaire détruite à la fin du siècle dernier. »

M. Saint-Romme, rapporteur d'un projet de loi au nom

de la commission du travail prit la parole, le 4 novembre 1892, pour engager la Chambre à repousser la proposition Ferroul : « Lorsque M. Ferroul, dit-il, déposa la proposition de loi qu'on vous a soumise, le ministre du commerce fit faire une enquête. Cette enquête s'adressa aux inspecteurs divisionnaires du travail qui se trouvent dans toute la France, et elle s'adressa également à tous les Conseils de prud'hommes de France. Or je ne sache pas que, dans aucune des réponses qui ont été faites et dont j'ai l'analyse, on ait cru devoir demander l'application du système proposé par M. Ferroul. Ceci dit, j'entre immédiatement dans la seule question qui nous divise. M. Ferroul vous propose de décider que le règlement d'atelier sera préparé concurremment par le patron et les ouvriers. C'est là tout l'esprit de sa proposition. Nous ne saurions l'admettre. En effet, que se passe-t-il ? C'est le patron qui fournit l'atelier, c'est-à-dire l'outil que l'ouvrier mettra en action ; c'est donc à lui d'en assurer le bon fonctionnement, et ce n'est qu'à cette condition que le patron pourra être responsable d'une manière absolue de tous les accidents qui pourront arriver... Ce qui constitue l'essence même de ce contre-projet, c'est que l'ouvrier est appelé à faire avec le patron le règlement d'atelier. Comme conséquence, l'ouvrier aura, de par la confection de ce règlement, sa part de responsabilité dans le mauvais fonctionnement de l'usine ; si, par suite d'un travail mal réglé, d'un règlement incomplet, cette usine vient à chômer, ce sera l'ouvrier qui en souffrira, et s'il se retourne vers le

patron, celui-ci lui répondra : vous avez collaboré avec moi à la rédaction du règlement, vous partagez donc ma responsabilité. Il en sera de même en cas d'accident. Je connais bien les règlements d'atelier qui, par exemple, interdisent sous peine d'amende de passer dans certains endroits dangereux pour la sécurité de l'ouvrier ; c'est la sauvegarde de la vie de l'ouvrier lui-même que le patron assure ainsi. Or, si un accident se produit, parce que le règlement est incomplet, on dira encore que c'est la faute du règlement et que l'ouvrier y ayant collaboré doit avoir sa part de responsabilité. Il est un principe incontestable ; je l'ai énoncé au début de mes observations, c'est que le patron est propriétaire de l'outil, qui est la fabrique, que c'est à lui à en assurer le bon fonctionnement par le règlement d'atelier qu'il aura fait et dès lors à en assumer toute la responsabilité. Serrant de plus près l'objection qui m'est faite, j'ajoute que l'ouvrier appelé à rédiger avec le patron le règlement d'atelier manquera d'indépendance vis-à-vis du patron ; car remarquez bien que ce règlement se fait au moment où une usine nouvelle est créée et va s'ouvrir, alors les ouvriers n'y seront admis qu'à la condition d'aliéner leur indépendance et d'accepter tout ce que le patron leur proposera. Un patron peu consciencieux peut encore grouper autour de lui des ouvriers décidés à accepter toutes ses propositions ; mais quand l'usine aura fonctionné pendant quelque temps, peut-être, pendant un nombre d'années fort minime, il ne restera aucun ouvrier ayant collaboré à ce règlement, qui sera

subi par d'autres ouvriers dont il deviendra la loi. Le contre-projet de M. Ferroul est donc non seulement un danger pour l'ouvrier, auquel il laisse une part de la responsabilité incombant entièrement au patron, mais encore une utopie, car il ne lui donne ni sécurité ni garantie. C'est pour cela que votre Commission l'a rejeté et qu'elle vous demande de le repousser. »

La commission du travail préférerait faire voter une proposition disant que le patron pourrait établir un règlement d'atelier sur l'organisation du travail, sur la police de la fabrique, du magasin ou du chantier, sur les conditions d'admission et de sortie, sur le paiement du salaire, M. Mesureur fit la critique suivante à la commission : « Je ne veux faire qu'une simple objection à la commission, qui semble réserver exclusivement aux patrons dans son texte de loi, le monopole de la rédaction de ces règlements. Qu'arrivera-t-il lorsque, sur un point déterminé, dans une industrie quelconque, le patron voudra s'adjoindre la compétence de ses ouvriers ? On a parlé tout à l'heure de la responsabilité des patrons. Eh bien, ne poursuivons-nous pas dans toutes nos lois la création de cette responsabilité si nécessaire de l'ouvrier, la responsabilité à tous les degrés de la production industrielle. Serait-il mauvais, par exemple, de faire entrer en jeu la responsabilité de l'ouvrier dans la rédaction de ces règlements d'atelier ? Je ne le crois pas. Les chefs d'industrie ne sont pas tous, au point de vue professionnel, des hommes d'une compétence absolue. Ils peuvent avoir

de hautes qualités pour la direction de leur industrie, pour son développement, mais, pour la réglementation du travail dans l'atelier lui-même, manquer des compétences spéciales, techniques, professionnelles que certains ouvriers possèdent. Je vous demande donc simplement d'insérer dans la loi un mot qui donne aux patrons la faculté de s'adjoindre quand ils le croiront utile et nécessaire, la collaboration de leurs ouvriers, et de ne pas leur accorder par un texte impératif le monopole exclusif de la rédaction de ces règlements d'atelier. » Le rapporteur répondit que le texte, proposé par la commission, ne défendait pas au patron de s'entourer de ses ouvriers. Il s'attira la réponse suivante : « Lorsque les ouvriers demanderont — cela peut devenir une de leurs revendications très légitimes — à être entendus et à collaborer dans une certaine mesure à la rédaction de ces règlements d'atelier qui les touchent directement, vous le reconnaissez; lorsqu'ils feront valoir cette revendication très modeste, les patrons s'appuieront sur le texte de la loi pour déclarer que seuls ils ont la faculté, le droit et le devoir de rédiger ces règlements. Le texte de la commission est formel. Je crains que, dans la pratique, il ne soit toujours interprété comme je l'indique ; je crains que la pensée de conciliation qui anime la commission ne soit peut-être pas comprise par tout le monde. » Malgré les efforts de M. Dumay, la commission du travail repoussa la suppression des amendes. Il était bon que les règlements d'atelier pussent au besoin contenir une sanction. Le danger

serait trop grand pour l'ouvrier s'il ne subsistait plus comme seules pénalités et comme seules sanctions des règlements d'atelier, la mise à pied et le renvoi. Seulement pour éviter les abus, on pouvait décider que l'ensemble des amendes encourues dans la même journée, ne pourrait pas dépasser le salaire de cette journée. En agissant ainsi la commission voulait, tout en ne supprimant pas les amendes, empêcher qu'elles fussent une charge pour l'ouvrier, en lui enlevant le pain qu'il avait gagné. Les amendes, par leur modicité, auraient simplement la forme d'un avertissement.

Dans la séance du 5 novembre 1892, la Chambre adopta le texte de la commission du travail après y avoir fait des modifications, dont la plus importante visait la suppression des amendes. Voici d'ailleurs le texte qui fut voté :

ART. 1^{er}. — Tout patron pourra établir un règlement d'atelier sur l'organisation du travail, sur la police de la fabrique, du magasin ou du chantier, sur les conditions d'admission et de sortie, sur le paiement du salaire, en se conformant aux prescriptions suivantes.

ART. 2. — Sont interdits d'une façon absolue tous articles de règlements instituant des retenues de salaires, soit sous le nom d'amendes, soit sous toute autre appellation.

ART. 3. — Les déductions de solde pour le travail défectueux dit malfaçon, ou détérioration de matières premières, ne doivent pas être considérées comme des

amendes, mais comme des dommages et intérêts, et sont, en cas de contestation, portées devant le Conseil des prud'hommes ou, à son défaut, devant le juge de paix.

ART. 4. — Les règlements d'atelier et les modifications qu'on pourrait y apporter doivent être soumis à l'homologation du Conseil des prud'hommes ou, à son défaut, du juge de paix du canton et resteront déposés au secrétariat du Conseil ou au greffe de la justice de paix où ils auront été homologués. Ce règlement, une fois homologué, lie le patron et l'ouvrier. Il doit être imprimé en gros caractères et affiché à un endroit de la fabrique où il soit en vue : il doit en outre être déposé au greffe de la justice de paix et remis à tout ouvrier qui en fera la demande. L'homologation ne deviendra définitive qu'un mois après l'affichage dans l'usine. Tous les règlements actuellement en vigueur devront être soumis aux mêmes formalités dans le délai d'un mois à partir de la promulgation de la présente loi.

ART. 5. — Le contrat intervenu entre le patron et l'ouvrier ne peut prendre fin qu'après l'expiration d'un délai, dit de prévenance, dont la durée sera conforme aux usages locaux, mais ne pourra être inférieure à une semaine. Cette disposition du délai de congé ne s'applique pas aux travaux temporaires dont la durée est déterminée au moment de l'embauchage. L'ouvrier qui travaille aux pièces doit en tout cas terminer la pièce commencée. Le congé ne peut être donné avant ce terme par le patron que si l'ouvrier s'est montré incapable de terminer le

travail ou s'est rendu coupable d'une violation très grave du règlement de la fabrique. Il ne peut être donné par l'ouvrier que si le patron ne remplit pas ses obligations envers lui, s'il le traite d'une manière contraire à la loi ou au contrat, ou s'il tolère de la part de quelque autre, un traitement de ce genre. Le tout sans préjudice de l'application de l'article 1789 du Code civil.

ART. 6. — Les patrons sont tenus de régler leurs ouvriers au moins toutes les quinzaines, au comptant, en monnaie ayant cours légal, et dans la fabrique ou le chantier. Lorsqu'il n'y aura pas de règlement d'atelier ou lorsqu'il sera muet sur ce point, le paiement devra avoir lieu toutes les semaines. Pour le travail aux pièces, les conditions de paiement jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage seront fixées de gré à gré par les intéressés. En cas de mise à pied d'une durée supérieure à trois jours, les salaires dus à l'ouvrier devront être réglés immédiatement. Il est interdit de faire sur le salaire des ouvriers une retenue quelconque, si cette retenue ne résulte pas d'une convention écrite entre l'ouvrier et le patron, sauf dans les cas prévus par l'article 3 de la présente loi. Le tout sans préjudice du droit des tiers.

ART. 7. — Les contestations qui pourraient s'élever soit au sujet de l'application des règlements d'atelier, soit au sujet de la résiliation réciproque de contrat ou de tous autres points de ce contrat lorsqu'il n'existera pas de règlements d'atelier, seront tranchées par le Conseil des prud'hommes ou, s'il n'en existe pas, par le juge de paix, dans sa plus prochaine audience.

ART. 8. — Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux prescriptions de la présente loi sera portée devant le juge de paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de 15 francs. L'article 463 du Code pénal sera applicable. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux cas prévus à l'article 5.

ART. 9. — La présente loi est applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

La question des règlements d'atelier fut soumise au Sénat le 24 avril 1894. M. Maxime Lecomte fit un rapport à ce sujet : « La question principale, dit-il, qui doit avant tout préoccuper le législateur, c'est la question des amendes. Les amendes qu'elles soient imposées ou non par un règlement d'atelier, ont donné lieu, c'est incontestable, à de graves abus et, par conséquent, à de vives réclamations du côté des ouvriers. Dans la discussion à la Chambre des députés, un membre de cette Assemblée, qui a tenu une certaine place dans l'industrie de notre pays, indiquait quelques-uns de ces abus. Il disait, par exemple, que dans des filatures où l'ouvrier gagne par jour 3 francs, il pouvait être chargé d'amendes s'élevant à un chiffre supérieur à son salaire, c'est-à-dire jusqu'à 5 francs..... Le comité central des Chambres syndicales de patrons à Paris, qui a aussi discuté la question, a été d'avis qu'il y avait réellement des abus auxquels il fallait mettre fin. Le président de ce comité disait ceci : « Nous vivons à une époque où il faut faire des concessions et

tenir compte des mouvements d'opinion. Il faut reconnaître que les patrons généralement ont surtout consulté leurs convenances personnelles. Il peut exister des abus ». ... Il est certain que la prohibition des amendes, quoi que l'on puisse dire, quoi que l'on puisse penser, ne serait pas favorable à la masse des ouvriers. Il faut, — et cela est reconnu par tout le monde, — il faut dans l'intérieur de l'atelier une discipline ; et comment la maintenir sans une sanction ? Si vous enlevez cette sanction légère d'une amende modique, vous n'en trouvez pas d'autre que le renvoi pour un temps donné, pour une demi-journée ou plus, ou le renvoi définitif de l'atelier. Les Chambres de commerce se sont prononcées énergiquement contre la suppression des amendes. Quant aux Conseils de prud'hommes, je dois reconnaître qu'ils se sont laissé entraîner, au contraire, par un mouvement qui tend à l'interdiction des amendes..... On a soutenu, Messieurs, que l'amende était attentatoire à la dignité de l'ouvrier. Je ne puis le croire : car si nous examinons ce qui se passe sous nos yeux, nous voyons qu'il n'est pas de société amicale, de société de musique, d'orphéon ou autre qui n'ait accepté le système des amendes comme sanction de son règlement. Les employés de l'Etat, les employés de chemins de fer sont soumis aussi à des amendes, et, si nous allons dans une sphère élevée, nous voyons que l'amende, sous une autre forme, y est encore connue. Nous avons la demi-solde pour les officiers..... Nous avons même pour les membres du Parlement la

retenue de la moitié de l'indemnité parlementaire lorsque certaines infractions au règlement sont commises par eux..... Il est évident aussi qu'il n'est pas de l'intérêt, de la dignité de l'ouvrier d'être mis à pied, c'est-à-dire d'être renvoyé de l'atelier. Dans ce cas vous savez ce qui se passe : non seulement l'ouvrier mis à pied perd le salaire de la période de renvoi, mais, pendant ce temps, il est condamné à l'oisiveté ; il va dépenser, à son grand détriment et au détriment de sa famille, l'argent qu'il a précédemment gagné..... Un grave inconvénient de la mise à pied est signalé par les hommes compétents, c'est que cette mise à pied, même d'un seul ouvrier, peut, dans un atelier, désorganiser une équipe dont il fait partie et même désorganiser l'atelier tout entier, si le travail est engrené de façon que l'absence de quelques-uns trouble le travail de tous. Au point où j'en suis arrivé de cet exposé, je crois qu'il m'est permis de conclure que le véritable intérêt des ouvriers, — et c'est à ce point de vue que nous devons nous placer surtout, — commande de maintenir les amendes, si elles sont modérées, bien entendu, si le produit en est employé dans l'intérêt même des ouvriers de l'atelier. Et cependant, nous devons nous rappeler que le système que je viens de défendre devant vous, système adopté par la commission de la Chambre des députés, n'a pas réussi en séance publique..... Votre commission, Messieurs, d'accord avec le Gouvernement, n'a pas cru devoir s'arrêter au système qui a triomphé devant la Chambre des députés, c'est-à-

dire, l'interdiction des amendes..... Certes, Messieurs, en légiférant sur la matière des amendes, nous sommes loin de les préconiser ; nous désirons, au contraire, qu'elles ne soient appliquées nulle part. Il y a bien des ateliers où l'on ne pratique pas cet usage ; mais si nous souhaitons vivement voir les industriels se passer des amendes, si nous les y engageons, nous ne pouvons pas, d'autre part, ignorer non plus que dans certains ateliers ces amendes sont excessives, qu'elles sont perçues au profit personnel du patron.... Votre commission, Messieurs, et je me résume sur ce premier point, qui est le point capital de la proposition, c'est-à-dire la question des amendes, votre commission, d'accord, je le répète, avec le Gouvernement, a pensé que le système des amendes devait être autorisé, mais à une triple condition : la première, c'est que l'amende fût prévue par le règlement d'atelier. Il faut que, sur un point si grave, il n'y ait absolument aucun doute sur l'existence du contrat, sur la portée que, par une commune intention, les parties ont donnée à ce contrat. Donc, en l'absence de règlement d'atelier, le patron ne pourra pas percevoir d'amende. Le règlement d'atelier qui prévoit l'amende devra être porté dûment à la connaissance des ouvriers. Il le sera de deux façons : par le dépôt du règlement au secrétariat du Conseil des prud'hommes ou, à défaut, au greffe de la justice de paix, et ensuite par l'affichage dans l'atelier. La deuxième condition, c'est que l'amende soit modérée..... Quant à nous, Messieurs, nous vous proposons

le quart, d'accord avec le Gouvernement et d'accord avec un certain nombre de Chambres de commerce et de Conseils de prud'hommes. La troisième condition, c'est que le produit des amendes soit employé dans l'intérêt des ouvriers. S'il y a une caisse de secours, nous indiquons cet emploi comme étant préférable. Dans le cas où il n'y aurait pas de caisse de secours, il faut... que le produit des amendes soit employé directement dans l'intérêt des ouvriers de l'atelier. »

Le rapporteur, passant à un autre ordre d'idées, proposait au Sénat de décider que le paiement de l'ouvrier eût lieu par quinzaine, car le paiement au mois étant tardif, il condamnait l'ouvrier à faire l'avance, pendant trop longtemps, du produit de son travail au patron. De plus, il fallait éviter les abus de ce que les Anglais appellent le « truck-system ». Ces abus rendent l'ouvrier victime de manœuvres qui ont pour but de remettre au patron, ou à des agents ayant des relations commerciales avec lui, une partie du salaire qu'il a reçu. Aussi le projet spécifiait-il bien que le paiement aurait lieu en espèces et dans un local privé. Quant à la juridiction, le rapporteur se refusait à proposer un article spécial sur la juridiction ; il déclarait s'en référer sur ce point au droit commun ; il n'admettait pas la nécessité de l'homologation des règlements d'atelier par les Conseils de prud'hommes. Pour qu'on ne pût pas se tromper sur le caractère spécial de la proposition de loi soumise au Sénat, le rapporteur disait : « Les dispositions que nous vous proposons d'adop-

ter, dit-il, d'accord avec le Gouvernement, ont toutes trait, comme vous venez de le voir, au paiement des salaires des ouvriers, et nous vous demandons par conséquent de vouloir bien intituler la loi non pas « loi sur les règlements d'atelier », mais loi sur le paiement des salaires des ouvriers ». La loi ne devrait porter le titre de « loi sur les règlements d'atelier » que si elle imposait aux patrons l'obligation de faire un règlement comme cela existe en Suisse et en Allemagne. Cette obligation ne nous a pas paru d'accord... avec les mœurs industrielles de notre pays, avec le caractère et le tempérament français ».

C'était, on le voit, faire une tout autre œuvre que la Chambre. Le Sénat consulté vota les dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. — Les salaires des ouvriers doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

ART. 2. — Les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle, à moins de conventions écrites contraires. Pour le travail aux pièces, les conditions de paiement, jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage, seront fixées de gré à gré par les intéressés.

ART. 3. — Les paiements ne peuvent être faits que dans l'usine ou dans l'un de ses bureaux, et non dans les débits de boissons ou dans des magasins de vente au détail.

ART. 4. — Dans les cas où un règlement d'atelier, déposé depuis un mois au moins au secrétariat du Conseil des prud'hommes, ou, à défaut, au greffe de la justice de paix et affiché dans les ateliers, prévoirait des retenues de salaires, soit sous le nom d'amendes, soit sous une autre dénomination, ces retenues pourront avoir lieu, mais le montant encouru pour une même journée ne pourra excéder le quart du montant du salaire de cette journée. Le produit de ces retenues ne pourra être employé que directement dans l'intérêt des ouvriers, notamment pour alimenter des caisses de secours et de prévoyance au profit des ouvriers de l'atelier. La déduction de salaire pour malfaçon ou tout autre cause devant entraîner la réparation d'un préjudice causé au patron ne tombe pas sous l'application des dispositions du présent article, et, s'il y a contestation, elle sera jugée suivant les règles du droit en matière de dommages-intérêts.

ART. 5. — La présente loi est applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

Les choses restèrent pendantes pendant plusieurs années. Des critiques très vives avaient été portées contre les votes du Parlement, en particulier contre ceux de la Chambre des députés. « En résumé, disait M. E. Gruner dans un rapport à la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, l'utilité d'une loi sur les règlements d'atelier ne nous semble pas clairement démontrée et, en cela, nous sommes bien près d'être d'accord avec la commission du travail puisqu'elle se contente de dire :

« tout patron pourra établir » et non pas « devra établir ». Elle ne change donc rien à l'état actuel : il n'est point besoin d'une loi pour constater un droit ancien. Un ajournement de ce projet, jusqu'à un moment où la question ait pu être plus nettement élucidée, nous paraîtrait donc la solution la plus désirable. Si cependant des considérations d'ordre social devaient faire désirer le vote d'une loi de cette nature, il nous semble qu'elle devrait se proposer seulement de prévenir certains abus : 1° elle limiterait la quotité des amendes, sauf dans les services contrôlés par l'Etat, et en attribuerait le montant à des œuvres créées en faveur des ouvriers ; 2° elle spécifierait que la paye aurait lieu dans la fabrique ou le chantier, en monnaie légale ; que des acomptes seraient donnés au moins une fois par semaine, mais que le règlement définitif pourrait n'avoir lieu qu'une fois par mois ; 3° elle fixerait en principe à huit jours le délai minimum réciproque de prévenance pour les fabriques et manufactures ; mais laisserait explicitement en dehors aussi bien les industries du bâtiment que les travaux temporaires proprement dits, et les industries ou corps de métiers dans lesquels les inconvénients de ce délai seraient reconnus ; 4° elle n'imposerait que le simple dépôt du règlement à la préfecture et stipulerait que le règlement est de droit exécutoire dans le délai d'un mois à moins d'opposition motivée du préfet, basée sur le fait de la violation de la loi ou des règlements généraux. Limitée à ces grandes lignes, pour sa partie obligatoire, le règlement

général d'atelier ne soulèverait plus les mêmes objections. D'autres lois, en préparation, imposeraient sans doute d'autres règlements et, en particulier, ceux pour prévenir les accidents dont l'utilité est grande et réelle, à condition, toutefois, qu'ils se contentent, eux aussi, de tracer les règles générales, laissant au progrès et à l'initiative individuelle une large part. »

Au Conseil supérieur du travail, M. Keufer avait en sens contraire développé avec beaucoup d'insistance la thèse contraire à M. Gruner. Il avait, dans un rapport présenté à la deuxième session (juin-juillet 1892), montré que les efforts à faire pour combler les lacunes de notre législation, en ce qui concerne l'ouvrier, n'étaient pas sans objet « Tout esprit quelque peu attentif aux événements qui se passent dans tous les pays, disait-il, en matière économique et sociale, est obligé de constater les heureuses dispositions qui se manifestent pour l'étude des questions ouvrières : l'opinion publique commence à se montrer favorable à la cause des travailleurs..... Une des causes des contestations incessantes entre patrons et ouvriers est le mode de rémunération du travail, la fixation du salaire, généralement considéré comme la rétribution matérielle et rigoureuse d'un service rendu, matériellement appréciable, réduit à une simple formule arithmétique. Selon les économistes, suivis par presque tous les patrons, la valeur travail est strictement rétribuée par la valeur argent, et, cet échange opéré, les opérations réciproques cessent. Il n'y a pas d'autres motifs à invoquer

pour expliquer l'état des relations actuelles entre patrons et ouvriers ; les premiers, au nom de la concurrence, demandent la plus grande somme d'efforts pour une indemnité aussi limitée que possible ; les seconds luttent sans cesse pour maintenir et améliorer leur salaire et limiter la force physique ou intellectuelle à dépenser. C'est aujourd'hui la base tacite ou avouée du contrat entre employeur et travailleur. Les relations de cordialité, de confiance mutuelle deviennent chaque jour plus rares, le patron finit par ne plus connaître ses ouvriers, et par conséquent une fois qu'il les a payés, il n'y a plus rien de commun entre eux. C'est là malheureusement un phénomène qui devient de plus en plus fréquent et qui maintient une division funeste, surtout dans les entreprises exploitées par des compagnies ou sociétés anonymes, représentées par un directeur qui ne s'occupe que des intérêts des actionnaires. Cette situation a tout naturellement contribué à diminuer le zèle des ouvriers au travail, à leur faire prendre le rôle de machine, à les dispenser de toute responsabilité, et pour suppléer aux lacunes, aux inconvénients qui en résultent, les patrons ont pris le parti d'établir des règlements d'atelier.... L'application de ces règlements d'atelier ayant acquis pour ainsi dire force de loi par l'habitude, est devenue une source nouvelle de difficultés et de mécontentement entre patrons et ouvriers, et cela, en raison des dispositions abusives, quelquefois contraires à la loi, contenues dans ces règlements élaborés, imposés et appliqués sans le

consentement des intéressés, mis dans l'alternative ou de quitter un atelier et même la localité ou de se soumettre au dit règlement, quelque rigoureux, quelque préjudiciable qu'il soit. » L'enquête faite par ordre du Ministère du Commerce, auprès des inspecteurs départementaux et des Conseils de prud'hommes de France, afin d'en soumettre le résultat à l'examen du Conseil supérieur du travail, avait donné les résultats suivants : la plupart des inspecteurs, sinon la totalité, approuvaient l'idée d'instituer une législation spéciale relative au règlement d'atelier, de fixer un maximum pour les amendes proportionné au taux du salaire, et enfin de désigner l'emploi de ces amendes, en demandant qu'elles fussent versées dans des caisses de secours, de retraites et de bienfaisance. Sur 139 Conseils de prud'hommes invités à se prononcer sur la question des règlements d'atelier, 115 seulement avaient répondu. Sur la question de savoir s'il convenait de soumettre les règlements d'atelier à une approbation préalable, 79 Conseils avaient répondu affirmativement, 25 avaient répondu négativement, 8 s'étaient abstenus et 3 avaient émis des avis divers. Les partisans de l'approbation préalable demandaient que les règlements fussent soumis soit à l'assemblée générale du Conseil de prud'hommes, soit au bureau dudit Conseil. Ceux qui n'admettaient pas l'approbation préalable, demandaient un simple dépôt au secrétariat du Conseil de prud'hommes. Sur la question de savoir si, pour les amendes, on devait fixer un maximum proportionné au taux des salaires, 20 Conseils

hostiles aux amendes, avaient déclaré que le système des amendes n'existait pas dans les ateliers de leur ressort ; 63 Conseils demandaient que l'on fixât pour les amendes un maximum proportionné au taux des salaires ; 11 Conseils s'étaient abstenus et 12 avaient émis des avis divers. Sur la question de savoir si le produit des amendes devait être versé à une caisse de secours, 63 Conseils avaient répondu affirmativement, 8 avaient répondu négativement ; 12 avaient formulé des avis divers et 32 Conseils s'étaient abstenus, la plupart parce qu'ils s'étaient déclarés hostiles aux amendes. M. Keufer pour prouver l'utilité d'une législation spéciale aux règlements d'atelier, soutenait qu'en thèse générale il n'était pas exagéré de dire que si les conflits étaient rares et les difficultés peu nombreuses, la résignation absolue et l'impuissance des travailleurs en étaient la cause. Dans nombre d'usines et malgré l'article 1780 du Code civil, les règlements arrogeaient aux patrons le droit de congédier sur le champ un ouvrier, sans que celui-ci eût le droit de donner son congé immédiat. Et, chose inique, avec le brusque renvoi, le règlement permettait en outre au patron de s'emparer de la masse de l'ouvrier, ou du salaire provenant du travail produit. Des règlements illégaux, signés par les ouvriers, les privaient à l'avance de toute indemnité pour préjudice causé, ou fixaient cette indemnité. C'est ce qu'avait essayé de faire une grande union de syndicats parisiens, pour rendre sans effet la loi du 28 décembre 1890. Dans un département de l'Est, et mal-

gré la loi de 1848 fixant à 12 heures la journée de travail, des règlements d'usine imposaient un travail de 12 heures et demie. Pour les amendes, des abus criants demandaient une prompte répression. Dans le département de la Somme, un Conseil de prud'hommes signalait un règlement contenant une pénalité allant jusqu'à la retenue de 19 jours de salaire, soit 80 à 90 francs d'amendes.

Dans des ateliers de Maine-et-Loire, des patrons infligeaient jusqu'à 3 francs d'amende par jour, pour absence à l'atelier, à des ouvriers ne gagnant pas 1 fr. 50 ou 2 francs par jour. Dans la Seine-Inférieure, des règlements de fabrique imposaient des amendes égales ou supérieures au salaire de la journée, pour absence de l'atelier le lendemain de fêtes ou jours fériés. Dans certaines fabriques des Vosges, pour une journée d'absence, les ouvrières subissaient une amende de 1 franc. L'ouvrière s'absentant un lundi pouvait être renvoyée de l'établissement, sans que le patron fût obligé de lui rendre sa masse de 15 francs. Dans la même région, des règlements disposaient que l'ouvrier qui quitterait l'établissement, sans s'être conformé à certaines dispositions du règlement, n'obtiendrait pas un congé d'acquit sans qu'il abandonnât : 1^o une masse de 10 francs ; 2^o le salaire qui pourrait lui être dû depuis la dernière paye. Or ce même règlement statuait, que l'ouvrier ne pourrait obtenir de congé, sans un avertissement de 15 jours donné au moment de la paye. Le congé ne pouvait être donné par plus d'un ouvrier à la fois. Si deux ou plusieurs demandes

étaient présentées simultanément, la demande de l'ouvrier le plus ancien était acceptée, et celle des autres se trouvait renvoyée aux payes suivantes. Le même règlement décidait que tout ouvrier qui s'absenterait sans autorisation écrite, serait puni d'une amende égale au salaire du temps perdu. Si son absence avait lieu après son entrée dans les ateliers (c'est-à-dire entre deux repas), le contrevenant s'exposait en outre à une amende de 1 franc, tout en perdant le salaire qui pouvait lui être dû pour le travail effectué depuis son entrée. En présence de pareils abus, l'Etat devait-il rester neutre et indifférent ? M. Keufer ne le pensait pas, et il ajoutait : « Nous nous sommes efforcés de faire comprendre aux chefs industriels, aux patrons, que les circonstances où nous vivons leur imposent le devoir de s'inspirer davantage des conditions pénibles dans lesquelles se trouvent les travailleurs, et de se familiariser avec cette pensée que, plus les relations seront fréquentes et bienveillantes avec l'ouvrier, plus celui-ci s'habituerà à remplir ses obligations consciencieusement ; il comprendra mieux qu'il doit à sa dignité d'éviter des pénalités. En modifiant peu à peu dans ce sens les relations avec les travailleurs, les patrons contribueront à les élever à une notion plus juste de leur responsabilité, de la place qui doit leur appartenir dans notre organisation sociale, en aidant leur éducation. Ce qui importe surtout, c'est de ne pas laisser se perpétuer cette opinion, encore trop accréditée dans certains esprits qui transportent cette fausse et cruelle théorie de

l'écrasement des faibles par les forts dans le domaine social, qu'il n'y a et qu'il n'y aura d'un côté que les heureux et les forts, et de l'autre que les déshérités et les faibles, abandonnés à eux-mêmes. S'il est vrai que les classes ne doivent pas être divisées, que la solidarité doit les unir, il faut le justifier par des actes, par une conduite pleine de sincère et effective sollicitude envers la masse qui travaille, qui souffre et qui est de plus en plus sans lendemain au milieu de cette inquiétante perturbation dans les relations sociales. »

Comme conclusion des débats des règlements d'atelier, un projet de vœu adopté par la commission, fut soumis à l'approbation du Conseil supérieur du travail. Il était ainsi conçu :

« Le Conseil supérieur du travail :

Pour mettre un terme aux abus, aux infractions de la loi commis par l'application de prescriptions contenues dans des règlements d'atelier, prescriptions auxquelles peuvent difficilement se soustraire les travailleurs ; dans l'espoir également d'amener, par l'institution d'une législation relative aux règlements d'atelier, des rapports plus bienveillants entre patrons et ouvriers ;

Exprime le vœu :

1^o Qu'une législation soit instituée pour fixer les conditions dans lesquelles doivent être élaborés les règlements d'atelier ;

2^o Que lesdits règlements soient soumis, pour avoir force de loi, à l'approbation des Conseils de prud'hommes réunis en assemblée générale. Les intéressés pourront

être consultés séparément avant l'approbation des règlements ;

3° A défaut des Conseils de prud'hommes, le dépôt et l'approbation seront confiés au juge de paix, assisté d'un ouvrier et d'un patron, désignés par leurs collègues ;

4° En cas de désaccord pour l'approbation d'un règlement, le Conseil des prud'hommes désignera des articles qui statueront définitivement ;

5° Que le système des amendes soit supprimé et remplacé par les avertissements, la suspension, le renvoi comme mesure extrême, et enfin en établissant une échelle de primes en faveur de ceux qui n'auront pas enfreint le règlement dans une période à fixer. »

Le Conseil supérieur du travail discuta les dispositions visant les règlements d'atelier, proposées par la commission. Il exprima le vœu que la loi décidât :

1° Que les règlements seront soumis à l'approbation des Conseils de prud'hommes réunis en assemblée générale. Les intéressés pourront être consultés séparément avant l'approbation des règlements ;

2° A défaut des Conseils de prud'hommes, le dépôt et l'approbation seront confiés au juge de paix, assisté d'un ouvrier et d'un patron, désignés par leurs collègues ;

3° En cas de désaccord pour l'approbation d'un règlement, le Conseil des prud'hommes désignera des arbitres qui statueront définitivement.

Le Conseil supérieur ne voulut pas prendre de résolution concernant les amendes, pour cette raison qu'il y au-

rait danger à introduire dans la législation le principe des amendes, alors qu'il ne s'y trouvait pas. Il considérait comme une entrave à la liberté des ouvriers l'introduction de ce principe dans la loi.

Tous ces votes, toutes ces décisions paraissaient inquiétants à M. Gruner. Un économiste, M. Georges Michel, les stigmatisa dans un numéro de l'*Économiste français* (2 juin 1894). « Voici qu'aujourd'hui, écrit-il, on songe à codifier les règlements intérieurs des usines et à en serrer les manufacturiers dans des règles entre lesquelles on entend les empêcher de se mouvoir. Jusque maintenant, tout industriel était libre de dresser pour ses ouvriers le règlement qui lui convenait ; on ne lui demandait que de se conformer aux conventions générales d'administration publique relatives au travail dans les manufactures, et personne n'avait d'observation à lui faire sur la manière dont il entendait réglementer son personnel. Les ouvriers, de leur côté, toujours libres d'entrer dans une usine ou de chercher du travail dans une manufacture concurrente, connaissant toujours par avance le règlement qui les concernait, choisissaient, de leur plein gré, celui qui leur convenait le mieux et prenaient l'engagement tacite de se conformer exactement à celui de l'usine dans laquelle ils se faisaient embaucher. En cas de contestation, pourvu que le règlement eût été déposé au secrétariat du Conseil des prud'hommes, toute infraction était légalement tenue pour faute. C'est là, du reste, le seul moyen d'assurer la discipline dans une réunion

d'hommes travaillant dans une direction déterminée. Aujourd'hui tout va changer, paraît-il..... Il avait paru jusqu'ici tout naturel aux industriels expérimentés de récompenser le travail bien fait et de punir, au contraire, le travail défectueux..... C'est dans l'ordre naturel des choses, et cette manière d'agir est d'autant plus logique qu'elle est la seule façon de rendre sensible à l'ouvrier une faute commise sans le priver de son gagne-pain. Le patron a, en effet, trois moyens de prouver son mécontentement à l'ouvrier fautif : la réprimande, le renvoi ou l'amende ; la réprimande ou le tort de n'avoir pas de sanction, souvent l'ouvrier n'y porte aucune attention et oublie rapidement les observations qui lui ont été faites : la mise à pied est un moyen tellement radical, que tout naturellement on hésite à en faire usage ; reste, par conséquent, l'amende. C'est ce que ne peuvent souffrir certains de nos représentants. Il est cependant évident que lorsqu'il ne restera plus à un patron que le renvoi d'un ouvrier pour le punir, ce genre de mesure ne contribuera pas précisément à adoucir les relations du capital et du travail. » L'auteur de l'article déclarait que le règlement d'atelier étant la base du contrat de louage qui se forme entre le patron et l'ouvrier, on ne concevait pas qu'une autorité quelconque pût intervenir en ce qu'il a de privé. A son avis, il était anormal de concéder le droit de vote aux Conseils de prud'hommes ou à leur défaut au juge de paix du canton. Il en donnait cette raison que les tribunaux qui auraient donné au règlement une approba-

tion tacite ou expresse, n'auraient plus la liberté nécessaire pour apprécier les litiges que l'application des règlements pouvait entraîner.

Il constatait il est vrai que la Suisse, l'Autriche, la Hongrie, l'Allemagne avaient édicté ou allaient édicter des dispositions législatives concernant les règlements d'atelier. Mais il ne s'y arrêtait pas, et demandait pourquoi l'on se donnerait la peine de faire des lois spéciales quand le Code civil pouvait amplement suffire à tout. L'opinion de M. Georges Michel ne prévalut pas au Parlement. On le vit bien en 1898 quand un député, M. Groussier, déposa une proposition de loi relative à la codification de toutes les lois et de tous les décrets, arrêtés et règlements concernant la condition des travailleurs. Cette proposition n'ayant pas moins de 967 articles tenant en 250 pages grand format, nous nous contenterons d'indiquer très brièvement quelques détails importants. Dans ce nouveau Code du travail, la mise à pied et l'amende sont interdites ainsi que la retenue sur les salaires représentant les marchandises ou fournitures livrées à l'ouvrier. Le renvoi pour cause de participation à la grève donne lieu à des dommages-intérêts. La journée de travail est de 8 heures coupée par des repos, dont la totalité ne doit pas être inférieure à 1 heure. Un salaire minimum doit être fixé par le Conseil supérieur du travail. Les Conseils de prud'hommes sont remplacés par les tribunaux de travail.

Le 6 décembre 1898, il y eut un débat à la Chambre sur

la loi concernant le paiement des salaires. Un député, M. Jules Goujon, fit observer que la discussion avait un objet restreint : « En 1892, dit-il, — ceux qui ont appartenu à l'ancienne Chambre ne l'ont pas oublié — on nous avait proposé une loi sur les règlements d'atelier. La loi, votée par la Chambre le 5 novembre 1892, est allée au Sénat et s'est trouvée modifiée non seulement dans son titre, ce qui est grave, mais aussi dans son économie, ce qui l'est plus encore. Le Sénat, le 27 avril 1894, a voté une loi qui ne s'applique plus aux règlements d'atelier, mais qui vise uniquement les salaires. La commission du travail, de nouveau saisie de la question, a adopté la loi modifiée dans sa rubrique et dans son texte par le Sénat, c'est-à-dire qu'au lieu de reprendre l'ancienne proposition que nous avons votée en 1892, elle nous propose de revenir sur nos anciens votes et de restreindre la loi au paiement des salaires des ouvriers. Il est bien entendu, Messieurs, que nous n'aurons pas, quant à présent du moins, à nous occuper des règlements d'atelier et de la police privée des usines et des manufactures. Nous n'aurons pas à rechercher dans quelles conditions ces règlements peuvent être pris, s'ils peuvent être l'œuvre du patron, comme corollaire des responsabilités très lourdes qui pèsent sur lui, ou s'ils doivent résulter de l'accord commun des deux parties qui figurent au contrat de travail. Nous devons surtout nous abstenir de rechercher si ces règlements doivent être approuvés par des commissions spéciales, par les syndicats ou les Bourses de

travail. Notre rôle est réduit. Nous avons simplement à rechercher comment les salaires doivent être payés et dans quelles conditions de temps et de lieu ils doivent l'être. Nous avons également à trancher la question palpitante de savoir si les patrons peuvent payer en nature, directement ou indirectement, ou si nous ne devons pas exiger — ce qui est ma pensée — que le paiement des salaires soit fait exclusivement en espèces métalliques. »

M. Dubief, rapporteur, répondit à M. Goujon en ces termes : « Il est certain que la loi de 1892 était beaucoup plus ample que celle que votre commission vous propose d'adopter. C'était une loi sur les règlements d'atelier et sur le paiement des salaires des ouvriers. Le Sénat, ramenant à des proportions plus modestes notre projet primitif, l'a réduit à une loi sur le paiement des salaires aux ouvriers. Nous l'avons bien comprise cette loi, comme l'expliquait tout à l'heure notre honorable collègue, M. Goujon. Il s'agit de savoir où, quand et comment les salaires seront payés aux ouvriers. Nous avons accessoirement introduit dans cette loi une disposition destinée à mettre un terme à des abus très graves constatés un peu par tout le monde et résultant de retenues, d'amendes, de mises à pied dont les ouvriers se plaignaient vivement, dont ils sont trop souvent victimes. » Les dispositions votées par la Chambre furent les suivantes : les salaires des ouvriers et employés devaient être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, malgré toute stipulation contraire, à peine de nullité. Le

payement des salaires devait avoir lieu au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle, sauf conventions écrites contraires. Pour le travail aux pièces, les conditions de payement jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage devaient être fixées de gré à gré par les intéressés. Chaque règlement d'atelier devait, pour être applicable, avoir été déposé depuis un mois au moins au secrétariat du Conseil des prud'hommes ou, à défaut, au greffe de la justice de paix et affiché bien en vue dans les ateliers. Défense était faite à tout chef d'industrie ou de commerce, à toute administration publique ou privée, d'imposer à leurs employés, ouvriers ou apprentis des amendes, des retenues par mesure disciplinaire, ou des mises à pied ayant pour conséquence une diminution de salaire. De ces dispositions était exceptée la déduction de salaire pour malfaçon, qui restait soumise aux règles du droit en matière de dommages-intérêts.

Les paiements des salaires des ouvriers et des employés devaient être faits un jour de travail. Ils ne pouvaient être effectués dans des débits de boissons, magasins de vente ou économats ; sauf pour les personnes qui y seraient occupées. Toute contravention à ces dispositions devait être portée devant le juge de paix jugeant en simple police et était passible d'une amende de 15 francs, sans préjudice de la responsabilité civile. L'article 463 du Code pénal était applicable et les inspecteurs du travail comme les officiers de police judiciaire étaient chargés de l'exécution de ces mesures qui devaient régir la

France, l'Algérie, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion.

Cet exposé rapide de l'état de la question des règlements d'atelier en France étant terminé, il ne nous reste plus maintenant qu'à donner notre avis sur la loi belge, dont nous avons retracé au cours de notre travail les origines, l'élaboration et l'effet.

CONCLUSION

LE DROIT ET LA LOI BELGE SUR LES RÈGLEMENTS D'ATELIER.

La loi belge sur les règlements d'atelier répond évidemment à une conception particulière de la nature des rapports qui doivent exister entre le patron et l'ouvrier, et des devoirs de l'Etat en cette matière. Quelle est cette conception ? M. Wodon nous l'indique très nettement. « L'école nouvelle de la liberté ne réduit pas l'Etat au rôle de gendarme. Elle ne se contente pas davantage de préconiser l'encouragement officiel des initiatives privées. Elle considère l'Etat comme ayant une mission civilisatrice élevée, et elle lui demande d'intervenir directement, par mesures préventives et répressives, là où l'initiative privée, pour des raisons temporaires ou permanentes, se montre impuissante à réaliser la liberté du plus grand nombre et à permettre à la race de se développer dans des conditions normales de moralité, de salubrité et de sécurité. Elle n'admet pas que, par ignorance, égoïsme, ou sous la pression d'une concurrence qui parfois paralyse les meilleures volontés, les patrons imposent à leurs ouvriers des journées de travail qui vouent fatalement ceux-ci à l'étiollement et à la dégénérescence physique et morale ; et si elle ne recule pas devant les

mesures législatives destinées à mettre fin à de pareilles pratiques, là surtout où soit inintelligence, soit inertie, soit étroitesse de vues, ces réformes ne peuvent se réaliser par le seul effet des volontés particulières, c'est qu'elle croit pouvoir invoquer une certaine corrélation entre les courtes journées de travail, la productivité de l'ouvrier et les hauts salaires, et qu'elle soutient, par suite, que sur ce point, l'accord s'établit naturellement entre les exigences de la morale et les lois économiques révélées par l'étude collective des faits. Elle s'attache aussi à ce que l'ouvrier reçoive son salaire intégral, et elle applaudit aux mesures préventives et répressives instituées en vue d'abolir le *truck-system*. Elle pense que le législateur, qui se préoccupe depuis longtemps de la sécurité et de la salubrité des industries en ce qui touche aux relations du voisinage, est tenu de témoigner la même sollicitude, à l'égard des ouvriers occupés dans les usines et ateliers. Elle estime, dans cet ordre d'idées, que la responsabilité qui découle pour le patron du contrat de travail même, doit être plus efficacement sanctionnée que par l'application pure et simple des règles du quasi-délit; elle adhère, en conséquence, à la doctrine du risque professionnel, dégagée de toute idée de charité ou d'assistance, et elle préconise, à titre d'organisation pratique de cette doctrine, l'assurance obligatoire contre les accidents, à l'exception de ceux qui dérivent de la faute inexcusable. Elle veut enfin que les lois protectrices du travail soient rigoureusement observées,

grâce à la surveillance exercée par un corps d'inspecteurs vigilants et consciencieux qui se présentent dans les ateliers, non pour imposer aux chefs d'industrie telle ou telle organisation du travail ou s'immiscer dans la partie commerciale de l'affaire — ce domaine doit leur être absolument interdit — mais exclusivement pour assurer le respect des lois en vigueur et constater les infractions (1). »

On a pu voir, en lisant notre étude, que les réclamations contre la loi rendant obligatoire le règlement d'atelier, étaient nombreuses. Pour tout dire, nous trouvons ces protestations assez étonnantes et nous ne formulerons pas contre la loi belge des critiques qui ne nous paraissent pas justifiées. En effet, les contrats doivent être conclus librement, ils doivent être exécutés de bonne foi. Eh bien ! le législateur belge a pris les précautions nécessaires pour que ces conditions fussent remplies. A-t-il fait fi du droit du patron ? A-t-il favorisé injustement l'ouvrier ? L'étude attentive de la loi nous a convaincu qu'il n'en était rien. Quant à l'opportunité d'une réglementation, nous dirons avec M. Planiol qu'il « y a un intérêt sérieux à légiférer sur la matière, parce que le droit commun ne suffit pas. La loi ne s'en est contentée pour aucun autre contrat ; tous ont des règles spéciales. Et spécialement pour le louage de travail, la preuve de l'insuffisance des règles générales se tire de ce fait que, chaque fois qu'une

(1) Louis Wodon, *Revue de l'Université de Bruxelles*, juillet-septembre 1895-1896, p. 687 et suivantes.

question nouvelle s'est présentée, on n'a pu s'entendre sur sa solution, alors qu'on s'entend aisément sur les principes généraux des contrats » (1). Le législateur belge a cru devoir résoudre une fois pour toutes la question de savoir si le règlement d'atelier était ou non obligatoire. Il a tari du même coup une source intarissable de procès. Qui s'en plaindra ! Il faut que le patron et l'ouvrier soient fixés sur leurs obligations réciproques. Mais, dira-t-on, l'usage suffit, puisque avant la promulgation de la loi, on trouvait des règlements d'atelier dans la plupart des établissements industriels.

Nous répondons à cela que si les règlements étaient rédigés correctement, la loi ne gênera pas des gens qui s'y étaient conformés par avance, et qu'il est bon de forcer ceux qui s'en passaient ou qui en avaient d'abusifs à quitter leurs anciens errements. Depuis l'arrêté royal du 31 mai 1899, le règlement est devenu obligatoire pour les entreprises industrielles occupant 5 ouvriers au moins. Certains s'étaient demandé avec inquiétude comment l'on ferait pour distinguer les ouvriers de ceux qui ne le sont pas. Il y avait là pour eux un problème insoluble qui devait empêcher de voter la loi. Cette objection que nous ne relèverions pas, si elle n'avait été soulevée, ne nous embarrasse pas du tout. Est-ce que les Conseils de prud'hommes sont embarrassés pour savoir si celui qui se présente devant eux est ou non un ouvrier ? Non. Eh bien ! puisque cette difficulté n'en est pas une pour ces

1) *Traité de droit civil*, t. II, p. 570 et 571.

tribunaux depuis près d'un siècle, pourquoi en serait-il autrement depuis que le règlement d'atelier est devenu obligatoire en Belgique ? Lorsque le chef de famille travaille avec son ménage ou avec des membres de sa famille habitant avec lui, ou avec des ouvriers considérés comme domestiques ou gens de maison, il n'est pas soumis à l'obligation du règlement. Quelques-uns prétendront, peut-être, que, logiquement, cette exception ne se comprend pas. Mais c'est que le Gouvernement s'est bien rendu compte qu'une procédure minutieuse exercée dans les familles, causerait probablement des troubles et susciterait des haines. Il a préféré, non pas tout faire, mais faire le mieux possible, laissant à l'avenir le soin de décider quelles mesures seront efficaces pour réprimer les abus qui se présentent dans le milieu familial comme dans les autres milieux. Comme des prescriptions trop étroites auraient pu mettre des entraves au commerce et à l'industrie, le législateur s'est sagement contenté d'indiquer les points principaux qui devaient se trouver dans le règlement. Et encore, remarquons bien que le patron est libre d'obéir à cette injonction dans la mesure que comporte la nature de l'entreprise. Cette latitude laissée aux industriels permet de ne pas tenir compte de l'objection si souvent formulée que la loi allait soumettre toutes les industries à un régime uniforme et par conséquent tyrannique et absurde. Si le règlement doit, en principe, indiquer quand commence et quand finit la journée de travail régulière, fixer les intervalles de repos, les jours

de chômage réguliers, il est bien entendu que, si dans certaines industries, il est impossible de remplir ces conditions, l'industriel n'encourra pas de pénalités. De même si des nécessités urgentes justifient des modifications du règlement, exceptionnelles et temporaires, il est bien évident que l'application de la loi sera suspendue, après décision rendue par les inspecteurs du travail. Il est tout à fait raisonnable d'exiger que l'industriel n'omette pas de mentionner dans son règlement la manière dont le salaire est déterminé, notamment si l'ouvrier est rétribué à l'heure ou à la journée, à la tâche ou à l'entreprise. C'est qu'en effet l'ouvrier n'ayant généralement que son salaire pour vivre, il est de stricte justice que le patron soit mis dans la nécessité de remplir ponctuellement ses obligations sur ce point. L'ouvrier doit connaître aussi le mode de mesurage et le contrôle, lorsqu'il est rétribué à la tâche ou à l'entreprise. Comme la loi ne donne pas la règle à suivre en cette matière, le patron selon la nature de son entreprise, cherchera les moyens d'arriver à la solution exacte ou bien approximative de ce problème. Il lui est d'ailleurs toujours loisible de demander l'avis des Conseils de l'industrie et du travail, des inspecteurs du travail, voire même de ses ouvriers. Le travailleur achète souvent à crédit ce qui lui est nécessaire pour sa subsistance et celle de sa famille ; il est donc naturel qu'il puisse connaître avec exactitude les époques du paiement des salaires. Dans le règlement doivent être indiqués les droits et les devoirs du personnel de surveillance, le re-

cours ouvert aux ouvriers en cas de plainte. Cela est nécessaire pour arriver à mettre fin soit aux tracasseries des supérieurs, soit aux exigences condamnables ou à l'indiscipline des inférieurs. « Il ne s'agit ici, dit très bien M. Verhaegen, que des mesures générales prises par le chef d'industrie. Cette indication sera avantageuse pour les ouvriers, en ce qu'elle leur permettra d'embrasser aisément l'ensemble des mesures de surveillance auxquelles ils sont soumis. Elle sera avantageuse aux membres du personnel de surveillance eux-mêmes, en ce qu'ils ne seront plus aussi fréquemment qu'aujourd'hui regardés comme des espèces d'espions et de tyrans, ou tout au moins comme des agents d'un zèle outré alors qu'ils se bornent à exécuter fidèlement leur consigne. » Est-il besoin de dire que par les mots « droits et devoirs » la loi n'entend pas désigner les devoirs moraux de politesse, de bienveillance et de justice qu'il faut toujours remplir. Le règlement renseignera par exemple sur la hiérarchie, sur les moyens de contrôle, sur les modes de réclamation, etc. ; en un mot sur tout ce qui rentre dans l'obligation, au sens juridique de l'expression. Un arrêté royal peut prescrire que dans des catégories d'entreprises, le règlement d'atelier contienne les règles spéciales adoptées en vue d'assurer la salubrité, la sécurité, la moralité, les convenances et les premiers soins à donner aux ouvriers en cas d'accident. On a soutenu que c'était parfaitement inutile. La lecture des enquêtes et des rapports nous a complètement convaincu du contraire. Les négligences

volontaires ou non sont trop fréquentes, surtout lorsqu'il y a des dépenses à faire pour se conformer à la loi.

La confection du règlement a fait naître de vives controverses. Autrefois le patron faisait son règlement tout seul, ou n'en faisait pas lorsqu'il le trouvait inutile. Aujourd'hui, sa situation a changé. Les uns voulaient que le patron ne pût le mettre en vigueur sans avoir obtenu l'approbation de ses ouvriers. Théoriquement cette théorie est séduisante. Mais dans la pratique elle entraînerait des difficultés nombreuses. D'abord le patron ayant une responsabilité assez lourde, ne jouirait peut-être pas de l'autorité nécessaire pour assurer à son atelier l'unité de direction indispensable, si les ouvriers pouvaient se considérer comme ses égaux. Il ne faut pas oublier que par la force des choses le patron, dans son établissement, doit être considéré comme un supérieur. Or, si les articles du règlement devaient être approuvés par les ouvriers, à peine de nullité, il s'ensuivrait qu'ils ne se regarderaient plus comme des subordonnés, mais plutôt comme des associés, en tout ce qui concerne l'organisation du travail. Jusqu'à preuve du contraire, il est permis de croire qu'une semblable conception, surtout aujourd'hui où l'idée d'autorité est attaquée avec violence, ne produirait pas de bons résultats. Mais nous approuvons la disposition qui ordonne au patron de consulter ses ouvriers lors de la rédaction du règlement. Le législateur a vu là, avec raison, un excellent moyen d'éducation sociale pour les parties contractantes. Sans doute certains chefs d'indus-

trie ne tiendront peut-être pas beaucoup de compte des avis formulés par leurs ouvriers. Mais il est à espérer que l'usage, l'opinion publique, la réflexion, une meilleure compréhension du devoir et de la responsabilité amèneront, sur ce point, les améliorations désirables. L'inspecteur du travail sera libre de donner des indications qui seront, peut-être, plus facilement accueillies par les patrons que si elles émanaient de leurs ouvriers. Ces derniers sachant qu'il est là pour les protéger contre l'arbitraire et les vexations, seront mieux disposés à faciliter ses efforts pour rendre plus rares et moins aigus les conflits qui s'élèvent trop fréquemment. La loi permet au travailleur de prendre copie du règlement. Nous trouvons qu'il aurait mieux valu ordonner à l'industriel de lui en remettre une copie imprimée. La dépense ne serait pas bien grande et supprimerait cet inconvénient de faire mal noter par le patron celui qu'il verrait trop soucieux de connaître ses droits.

Nous pourrions nous arrêter ici puisqu'il s'agissait de savoir si le règlement doit être ou non obligatoire. Mais sur la question du préavis et surtout sur celle des amendes, il y a eu de telles discussions, qu'on nous reprocherait sans doute de ne pas en dire quelques mots à notre tour, bien que rigoureusement elles soient en dehors de notre sujet.

Lors de la confection de la loi du 15 juin 1896, il n'y avait pas de règles fixes visant le préavis de congé. Voici ce qu'a décidé, à ce sujet, l'article 19 de la loi sur le con-

trat de travail du 10 mars 1900. « Lorsque l'engagement est conclu pour une durée indéfinie, chacune des parties a le droit d'y mettre fin par un congé donné à l'autre. Sauf disposition contraire résultant de la convention ou de l'usage, les parties sont tenues de se donner un avertissement préalable de sept jours au moins. Toutefois, dans les entreprises où le règlement d'atelier est obligatoire, il n'y a lieu à semblable préavis que si le règlement l'exige. L'obligation et le délai du préavis sont réciproques. S'il était stipulé des délais d'inégale longueur pour les parties en présence, le délai le plus long ferait foi à l'égard de chacune d'elles » (1). Comme il peut se présenter des circonstances justifiant la suppression du préavis, la loi sur le contrat de travail énumère les cas où les manquements graves dispensent du terme et du préavis. Ces dispositions favorisent également le patron qui n'a pas à craindre que son usine soit brusquement désertée, et l'ouvrier qui jouit ainsi du temps nécessaire pour se procurer une autre situation, à la place de celle qu'il vient d'abandonner.

Venons maintenant à la question des amendes ou pénalités. Elles ont fait l'objet de vives et nombreuses controverses, et, dans les discussions sur ce sujet, la déclamation s'est donné libre carrière tant en Belgique qu'en France. Les amendes sont-elles ou ne sont-elles pas légitimes ? Nous répondons affirmativement, en faisant remarquer que nous les avons déjà distinguées très nette-

(1) Voir aux annexes le texte de la loi sur le contrat de travail.

ment des retenues pour malfaçons. Leur caractère a été bien mis en lumière par un professeur agrégé à la Faculté de Droit de Bruxelles, M. Eugène Hanssens. « Car, écrit-il, quoi qu'en disent certains sociologues, il y a là une entité qui procède en droit, non d'une idée de coercition incompatible avec la notion moderne du contrat, mais bien du principe de droit commun étendu à toutes les conventions par l'article 1226 du Code civil. En fait, la stipulation de l'amende, ou plutôt de la clause pénale, est le seul moyen pratique d'assurer le maintien de la discipline des ateliers, sans devoir multiplier ces congés dont les ouvriers seraient les premiers à pâtir. C'est aussi le seul moyen de prévenir des contestations longues et coûteuses auxquelles donneraient lieu les dommages-intérêts pouvant être dus au patron par l'ouvrier, du chef de l'inexécution de l'une ou de l'autre de ses obligations. C'est encore celui de garantir dans une certaine mesure au patron, l'efficacité de ce droit à des dommages-intérêts (1). » Le législateur belge a préféré laisser les patrons supprimer les amendes ou les maintenir s'ils le jugeaient à propos. Nous adoptons complètement sa manière de voir. Nous ne demanderions pas mieux d'admettre la suppression des amendes, si nous étions convaincu, d'une part, que la réprimande est toujours efficace et si, d'autre part, nous ne considérions les renvois fréquents comme susceptibles de grossir l'armée si dangereuse des déclassés et des révoltés. L'ouvrier, malheu-

(1) *Annales de Droit commercial*, 1896, p. 209 et suivantes.

reusement, n'est pas arrivé à posséder une éducation sociale et morale suffisante pour comprendre qu'il y va de son honneur à remplir scrupuleusement sa tâche.

Le législateur, en fixant le maximum que l'amende ne peut pas dépasser, en interdisant au patron d'appliquer d'autres pénalités que celles indiquées dans le règlement, en ordonnant de les notifier à l'intéressé le plus tôt possible et de les consigner dans un livret mis à la disposition de l'inspecteur, enfin en spécifiant que leur produit doit être employé au profit des ouvriers, a pris toutes les précautions nécessaires pour garantir le patron contre l'indiscipline de ses ouvriers, et ces derniers contre l'arbitraire et l'injustice du patron.

En somme, lorsqu'on a étudié la loi belge, les enquêtes, les rapports des inspecteurs du travail, il apparaît bien que les dispositions sur les règlements d'atelier ne lèsent aucun droit et n'ont pas causé ces désastres annoncés en toute sincérité, nous n'en doutons pas, mais, il faut aussi le dire, avec grand fracas et quelque précipitation. Patrons et ouvriers se sont entendus pour mener à bien l'œuvre d'apaisement social qu'on attendait d'eux, en se conformant à la loi nouvelle. Que des difficultés ou des mécontentements puissent être signalés de temps à autre, il faut s'y attendre ; mais il suffit que dans l'ensemble le pays se trouve bien de la nouvelle réforme pour n'en pas désirer davantage.

Au moment où l'on se préoccupe en France, à si juste titre, de la condition des ouvriers, il est utile d'examiner

avec impartialité, en tenant compte de la différence du caractère et des mœurs, ce qui se fait chez nos voisins, lorsqu'ils élaborent leur législation sociale. Certes, nous savons qu'il y a beaucoup de misères à soulager, d'erreurs à dissiper, de préjugés à vaincre, que notre société n'est pas parfaite. Mais l'améliorer progressivement, au lieu de la bouleverser de fond en comble, adoucir la condition matérielle de l'ouvrier afin d'arriver plus facilement à élever son niveau intellectuel et moral, à l'heure où les institutions sociales sont attaquées avec tant de violence, telle doit être l'œuvre de ceux qui s'efforcent de résoudre les questions ouvrières. Si de tout ce que nous avons dit ou rapporté, quelqu'un pouvait tirer quelque idée féconde ou quelque enseignement profitable, nous n'aurions pas d'autre désir à formuler, et nous serions amplement payé de nos peines.

Vu :

Le Président de la thèse,
E. THALIER.

Vu :

Pour le Doyen,
L'assesseur : O. GÉRARDIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

ANNEXES

ANNEXE N° 1.

Loi sur le contrat de travail (1)
(10 MARS 1900).

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER. — *Dispositions générales.*

ARTICLE PREMIER. — La présente loi régit le contrat par lequel un ouvrier s'engage à travailler sous l'autorité, la direction et la surveillance d'un chef d'entreprise ou patron, moyennant une rémunération à fournir par celui-ci et calculée, soit à raison de la durée du travail, soit à proportion de la quantité, de la qualité ou de la valeur de l'ouvrage accompli, soit d'après toute autre base arrêtée entre parties.

Les chefs-ouvriers et les contremaîtres sont compris parmi les ouvriers.

(1) *Moniteur* du 14 mars 1900.

ART. 2. — Lorsque des ouvriers engagés dans les conditions définies à l'article précédent doivent, en vue de l'exécution des travaux convenus, organiser ou conduire des groupes ou brigades, ils sont de plein droit présumés agir à titre de mandataires du chef d'entreprise, dans leurs rapports avec les ouvriers faisant partie de ces groupes ou brigades.

Nulle preuve n'est admise contre cette présomption.

ART. 3. — Le montant et la nature de la rémunération, le temps, le lieu et, en général, toutes les conditions du travail sont déterminés par la convention.

Celle-ci peut être faite verbalement ou par écrit, sans préjudice à la loi sur les règlements d'atelier.

L'usage supplée au silence des parties.

ART. 4. — En matière de contrat de travail, la preuve testimoniale est admise, à défaut d'écrit, quelle que soit la valeur du litige.

ART. 5. — On ne peut engager son travail qu'à temps ou pour une entreprise déterminée.

ART. 6. — Les actions résultant du contrat de travail se prescrivent par six mois, à moins qu'une prescription spéciale n'ait été établie par une loi particulière, ou qu'il ne s'agisse de la divulgation d'un secret de fabrication ou de la réparation d'un dommage causé par un accident ou une maladie.

En cas de dol, le délai de six mois ne commence à courir qu'à dater de la découverte du dol.

CHAPITRE II. — *Des obligations réciproques des parties.*

ART. 7. — L'ouvrier a l'obligation :

D'exécuter son travail avec les soins d'un bon père de famille, au temps, au lieu et dans les conditions convenus ;

D'agir conformément aux ordres et aux instructions qui lui sont donnés par le chef d'entreprise ou ses préposés, en vue de l'exécution du contrat ;

D'observer le respect des convenances et des bonnes mœurs pendant l'exécution du contrat ;

De garder les secrets de fabrication ;

De s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire soit à sa propre sécurité, soit à celle de ses compagnons ou du tiers.

ART. 8. — L'ouvrier a l'obligation de restituer en bon état au chef d'entreprise les outils et les matières premières restées sans emploi qui lui ont été confiés.

Il répond de sa faute en cas de malfaçon, d'emploi abusif de matériaux, de destruction ou de détérioration de matériel, outillage, matières premières ou produits.

Les indemnités ou dommages et intérêts dus de ce chef et fixés par l'accord des parties ou par décision de justice ne pourront être retenus sur le salaire qu'à concurrence du cinquième de la somme payable à chaque échéance, sauf dans le cas où l'ouvrier aurait agi par dol ou métrait volontairement fin à son engagement avant la liquidation de l'indemnité.

ART. 9. — L'ouvrier n'est tenu ni des détériorations

ou de l'usure dues à l'usage normal de la chose, ni de la perte qui arrive par cas fortuit.

Il n'est plus tenu des malfaçons après la réception de l'ouvrage.

ART. 10. — Sauf convention contraire, l'ouvrier est tenu d'exécuter lui-même le travail promis.

Si le pouvoir de se faire momentanément remplacer lui a été conféré sans désignation de personne, il ne répond que du choix de son remplaçant.

Le remplaçant a une action directe contre le chef d'entreprise s'il a été agréé par celui-ci ou si l'ouvrier a reçu le pouvoir de se faire remplacer. Le chef d'entreprise peut, dans tous les cas, agir directement contre le remplaçant.

Il n'y a lieu à aucuns dommages et intérêts à charge de l'ouvrier en cas d'absence, de non-remplacement ou d'inexécution résultant de force majeure : toute convention contraire est nulle.

ART. 11. — Le chef d'entreprise a l'obligation :

De faire travailler l'ouvrier dans les conditions, au temps et au lieu convenus, notamment de mettre à sa disposition, s'il y échet et sauf stipulation contraire, les collaborateurs, les outils et les matières nécessaires à l'accomplissement du travail ;

De veiller, avec la diligence d'un bon père de famille et malgré toute convention contraire, à ce que le travail s'accomplisse dans les conditions convenables au point de vue de la sécurité et de la santé de l'ouvrier et que les premiers secours soient assurés à celui-ci, en cas d'accident. A cet effet, une boîte de secours devra se trouver

constamment à la disposition du personnel dans les usines occupant plus de dix ouvriers ;

D'observer et de faire observer les bonnes mœurs et les convenances pendant l'exécution du contrat ;

De payer la rémunération aux conditions, au temps et au lieu convenus :

De fournir à l'ouvrier un logement convenable ainsi qu'une nourriture saine et suffisante, dans le cas où il s'est engagé à le loger et à le nourrir ;

De donner à l'ouvrier le temps nécessaire pour remplir les devoirs de son culte, les dimanches et autres jours fériés, ainsi que les obligations civiques résultant de la loi.

ART. 12. — Lorsque, par le fait du chef d'entreprise, l'ouvrier payé à la pièce, à la tâche ou à l'entreprise et présent à l'atelier est mis dans l'impossibilité de travailler, il a droit à la moitié du salaire correspondant au temps perdu, à moins qu'il ne soit autorisé à quitter le lieu du travail.

ART. 13. — Le chef d'entreprise doit apporter à la conservation des outils appartenant à l'ouvrier les soins d'un bon père de famille ; il n'a, en aucun cas, le droit de retenir ces outils.

Il répond des malfaçons provenant de matières premières ou outillage défectueux fournis par lui.

Toute convention contraire est nulle.

ART. 14. — Lorsque l'engagement prend fin, le chef d'entreprise a l'obligation de délivrer à l'ouvrier qui le demande un certificat constatant la date de son entrée et celle de sa sortie.

ART. 15. — Le chef d'entreprise et l'ouvrier se doivent le respect et des égards mutuels.

CHAPITRE III. — *Des différentes manières dont prennent fin les obligations des parties.*

ART. 16. — Sans préjudice aux modes généraux d'extinction des obligations, les engagements résultant du contrat régi par la présente loi prennent fin :

1° Par l'expiration du terme ;

2° Par l'achèvement du travail en vue duquel le contrat a été conclu ;

3° Par la volonté de l'une des parties, lorsque le contrat a été conclu sans terme ou qu'il existe un juste motif de rupture ;

4° Par la mort de l'ouvrier ;

5° Par force majeure.

ART. 17. — Lorsqu'elle n'est point fixée par la convention ou par la nature du travail, la durée de l'engagement est réglée par l'usage.

En l'absence de terme, l'engagement est censé contracté pour une durée indéfinie.

ART. 18. — Si, après l'expiration du terme, les parties continuent à exécuter le contrat, elles sont sensées vouloir renouveler l'engagement pour une durée indéfinie.

ART. 19. — Lorsque l'engagement est conclu pour une durée indéfinie, chacune des parties a le droit d'y mettre fin par un congé donné à l'autre.

Sauf disposition contraire résultant de la convention ou de l'usage, les parties sont tenues de se donner un

avertissement préalable de sept jours au moins. Toutefois, dans les entreprises où le règlement d'atelier est obligatoire, il n'y a lieu à semblable préavis que si le règlement l'exige.

L'obligation et le délai du préavis sont réciproques. S'il était stipulé des délais d'inégale longueur pour les parties en présence, le délai le plus long ferait loi à l'égard de chacune d'elles.

ART. 20. — Le chef d'entreprise peut rompre l'engagement sans préavis ou avant l'expiration du terme :

Lorsque l'ouvrier a trompé le chef d'entreprise lors de la conclusion du contrat, par la production de faux certificats ou livrets ;

Lorsqu'il se rend coupable d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injure grave à l'égard du chef ou du personnel de l'entreprise ;

Lorsqu'il leur cause intentionnellement un préjudice matériel pendant ou à l'occasion de l'exécution du contrat ;

Lorsqu'il se rend coupable de faits immoraux pendant l'exécution du contrat ;

Lorsqu'il communique des secrets de fabrication ;

Lorsqu'il compromet, par son imprudence, la sécurité de la maison, de l'établissement ou du travail ;

Et, en général, lorsqu'il manque gravement à ses obligations relatives au bon ordre, à la discipline de l'entreprise et à l'exécution du contrat.

Le tout sans préjudice au droit du chef d'entreprise à tous dommages et intérêts, s'il y a lieu.

Le congé ne peut plus être donné sur l'heure lorsque

le fait qui l'aurait justifié est connu du chef d'entreprise depuis deux jours ouvrables au moins.

ART. 21. — L'ouvrier peut rompre l'engagement sans préavis ou avant l'expiration du terme :

Lorsque le chef d'entreprise ou celui qui le remplace se rend coupable, à son égard, d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injure grave ;

Lorsque le chef d'entreprise tolère, de la part de ses préposés, de semblables actes à l'égard de l'ouvrier ;

Lorsque la moralité de l'ouvrier est mise en danger au cours du contrat ;

Lorsque le chef d'entreprise lui cause intentionnellement un préjudice matériel pendant ou à l'occasion de l'exécution du contrat ;

Lorsque, dans le cours de l'engagement, la sécurité ou la santé de l'ouvrier se trouve exposée à des dangers que celui-ci ne pouvait prévoir au moment de la conclusion du contrat ;

Et, en général, lorsque le chef d'entreprise manque gravement à ses obligations relatives à l'exécution du contrat.

Le tout sans préjudice au droit de l'ouvrier à tous dommages et intérêts, s'il y a lieu.

La rupture immédiate du contrat ne peut plus avoir lieu lorsque le fait qui l'aurait justifiée est connu de l'ouvrier depuis deux jours ouvrables au moins.

ART. 22. — Si le contrat est conclu sans terme, la partie qui rompt l'engagement sans juste motif, en omettant de donner d'une manière suffisante le préavis de congé ou avant l'expiration du délai de préavis, est tenue de

payer à l'autre partie une indemnité égale à la moitié du salaire correspondant, soit à la durée du délai de préavis, soit à la partie de ce délai restant à courir ; cette indemnité ne peut dépasser le montant du salaire moyen d'une semaine, à moins qu'un taux plus élevé ne soit fixé par l'usage.

ART. 23. — Néanmoins, la partie lésée peut, mais à charge de prouver l'existence et l'étendue du préjudice allégué, réclamer des dommages et intérêts, qui ne seront, en aucun cas, cumulés avec l'indemnité déterminée à l'article précédent.

ART. 24. — Si le contrat est conclu à terme ou s'il s'agit de l'exécution d'un ouvrage déterminé, et que les parties conviennent d'une indemnité pour rupture illicite d'engagement, la stipulation et le montant de l'indemnité sont réciproques, nonobstant toute convention contraire.

ART. 25. — Toute indemnité, tous dommages et intérêts dus par l'ouvrier du chef de rupture d'engagement sont imputables sur le salaire.

ART. 26. — Lorsque des prélèvements sont opérés sur les salaires à titre de garantie des obligations de l'ouvrier, le chef d'entreprise est tenu de déposer, au nom de l'ouvrier, les sommes ainsi prélevées, en mains d'un tiers choisi de commun accord, ou, à défaut d'accord, à la Caisse générale d'épargne et de retraite. Ces quotités du salaire échu ne peuvent être supérieures à un cinquième du salaire payable à chaque échéance.

Par le seul fait du dépôt, le chef d'entreprise acquiert privilège sur les sommes déposées, pour toutes créances

résultant de l'inexécution totale ou partielle des obligations de l'ouvrier.

Sauf en ce qui concerne le privilège établi par le présent article, les dispositions de la loi du 18 août 1887, relative à l'incessibilité et à l'insaisissabilité des salaires des ouvriers, sont applicables aux sommes ainsi déposées.

Le tiers dépositaire est tenu de remettre ces sommes respectivement au chef d'entreprise ou à l'ouvrier qui en demande le retrait en produisant l'autorisation de l'autre partie intéressée, ou, à défaut de cette autorisation, un extrait de la décision passée en force de chose jugée, constatant le droit de la partie requérante. Cet extrait est délivré gratis et dispensé de la formalité de l'enregistrement.

ART. 27. — La femme engagée comme ouvrière et recevant le logement chez le chef d'entreprise, a le droit de résilier le contrat si l'épouse du chef d'entreprise ou toute autre femme qui dirigeait la maison à l'époque de la conclusion du contrat vient à mourir ou à se retirer.

ART. 28. — Les événements de force majeure n'entraînent pas la rupture de l'engagement lorsqu'ils ne font que suspendre momentanément l'exécution du contrat.

La faillite ou la déconfiture du chef d'entreprise ne sont point, par elles-mêmes, des événements de force majeure mettant fin aux obligations des parties.

CHAPITRE IV. — *De la capacité de la femme mariée et du mineur d'engager leur travail.*

ART. 29. — La femme mariée est capable d'engager son travail moyennant l'autorisation expresse ou tacite de son mari.

A défaut de cette autorisation, il peut y être suppléé par le juge de paix, sur simple réquisition de la femme, le mari préalablement entendu ou appelé.

ART. 30. — Sous quelque régime qu'elle soit mariée, la femme peut, sans le concours et à l'exclusion de son mari, mais sauf opposition de ce dernier, toucher son salaire et en disposer pour les besoins du ménage.

La disposition de l'alinéa précédent n'est pas applicable aux gains résultant du travail commun des époux.

ART. 31. — L'opposition peut être faite moyennant l'autorisation du juge de paix.

Cette autorisation est accordée sur la requête, même verbale, du mari et doit être mentionnée dans l'exploit d'opposition.

Jusqu'à décision de mainlevée, le paiement du salaire n'est plus valablement fait à la femme à dater de la signification de l'exploit au chef d'entreprise.

L'opposition peut aussi être faite sans autorisation du juge, mais, dans ce cas, elle n'a aucun effet tant que le jugement qui en déclare la validité n'a pas été signifié.

ART. 32. — Le juge de paix compétent pour autoriser l'opposition et pour statuer sur les demandes soit de mainlevée, soit de validité est celui de la résidence du mari ou, en cas d'abandon du mari, celui de la résidence de la femme.

Il décide suivant ce que l'intérêt du ménage ou de la femme exige et peut n'admettre l'opposition du mari que pour une quotité et une durée limitées.

Chacun des époux peut toujours, si les circonstances viennent à changer, s'adresser au juge pour lui deman-

der le retrait ou la modification de la décision intervenue.

ART. 33. — Les instruments de travail nécessaires aux occupations personnelles de la femme et les meubles acquis à l'aide de son salaire ne peuvent, sans le concours de celle-ci, être aliénés à titre onéreux ou gratuit, loués ni donnés en prêt ou en gage par le mari.

Les instruments de travail ne peuvent être saisis que dans les cas prévus par l'article 593 du Code de procédure civile.

Les meubles acquis à l'aide du salaire de la femme mariée ne sont pas susceptibles de saisie de la part des créanciers du mari, à moins que ceux-ci ne prouvent que les dettes dont ils poursuivent le paiement ont été contractées pour les besoins du ménage.

ART. 34. — Le mineur est capable d'engager son travail moyennant l'autorisation expresse ou tacite de son père ou de son tuteur.

A défaut de cette autorisation, il peut y être suppléé par le juge de paix soit d'office, soit sur la simple réquisition d'un membre de la famille. Le père ou le tuteur sont préalablement entendus ou appelés ; en outre, le juge a toujours le droit de prendre l'avis des membres de la famille.

ART. 35. — Le chef d'entreprise remet valablement au mineur son salaire, sauf opposition à lui notifiée par le père ou le tuteur.

ART. 36. — Si l'intérêt du mineur l'exige, le juge de paix peut, soit d'office, soit sur simple réquisition d'un membre de la famille, et après avoir entendu ou appelé le

père et les autres intéressés, autoriser le mineur à encaisser la rémunération de son travail et à en disposer en tout ou en partie, ou lui désigner un tuteur *ad hoc*, toujours révocable, chargé de disposer de cette rémunération pour les besoins du pupille.

ART. 37. — Toutes les pièces relatives à la procédure prévue aux articles 30 à 36 sont dressées sur papier libre et dispensées de la formalité de l'enregistrement, sauf les exploits et les jugements, qui sont enregistrés gratis.

CHAPITRE V. — *Dispositions additionnelles.*

ART. 38. — Les dispositions des articles 29 et 33 sont applicables à toute femme mariée qui engage son travail personnel.

ART. 39. — Les dispositions des articles 30 à 33 sont applicables à toute rémunération due par un tiers à une femme mariée du chef de son travail personnel, lorsque cette rémunération ne dépasse pas 3.000 francs par an.

ART. 40. — Les dispositions des articles 35 à 37 sont applicables à toute rémunération due par un tiers au mineur du chef de son travail.

ART. 41. — Les Conseils de prud'hommes et le juge de paix, en toutes contestations pour fait d'ouvrage, de travail et de salaire qui sont de leur compétence, peuvent autoriser la femme mariée à ester en justice et nommer au mineur un tuteur *ad hoc* pour remplacer, dans l'instance, le tuteur absent ou empêché.

CHAPITRE VI. — *Abrogation de dispositions législatives antérieures et disposition transitoire.*

ART. 42. — Les articles 14 et 15 de la loi des 22 germinal-2 floréal an XI sont abrogés.

ART. 43. — Dans l'année qui suivra la promulgation de la loi, les sections compétentes des Conseils de l'industrie et du travail seront appelées à élaborer un précis des usages se rapportant aux professions qu'elles représentent et visant la nature de la rémunération, son montant, le temps, le lieu, les conditions de travail, la durée de l'engagement, l'obligation et le délai de congé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par la voie du *Monde*.

Donné à Laeken, le 10 mars 1900.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

Baron SURMONT DE VOLSBERGHE.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice.

J. VAN DEN HEUVEL.

ANNEXE N° 2.

Loi sur les règlements d'atelier (1)

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ART. 1^{er}.— Dans les entreprises industrielles et commerciales, ainsi que dans les services des provinces et des communes, qui emploient dix ouvriers au moins, un règlement d'atelier écrit doit être arrêté de la manière prévue par la présente loi.

Cette obligation peut être étendue par arrêté royal aux entreprises qui emploient moins de dix ouvriers. Elle le

1). *Session de 1894-1895.*

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Annales parlementaires. — Dépôt du projet. Séance du 18 juillet 1895.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet, n° 279.

Sessions de 1895-1896.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Rapport n° 82. — Amendements du gouvernement, n° 148.

Annales parlementaires. — Dépôt du rapport. Séance du 28 janvier 1896. — Dépôt des amendements du gouvernement. Séance du 20 mars 1896. — Discussion générale. Séances des 27, 31 mars, 14, 15, 16, 17, 21 avril 1896. — Discussion des articles et premier vote. Séances des 22, 23, 24, 28, 29, 30 avril. — Adoption. Séance du 5 mai 1896.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Rapport n° 61.

Annales parlementaires. — Discussion générale. Séances des 2, 3, 4, 5, 10, 11 juin 1896. — Discussion des articles et adoption. Séance du 12 juin 1896.

sera, avant l'an 1900, aux entreprises qui emploient cinq ouvriers au moins.

Sont exceptées les entreprises agricoles, ainsi que les entreprises industrielles et commerciales où le chef d'entreprise ne travaille qu'avec son ménage ou des membres de sa famille habitant avec lui, ou dont les ouvriers doivent être considérés comme domestiques ou gens de la maison.

Le règlement d'atelier doit être rédigé soit en français, soit en flamand, soit en allemand ou en plusieurs de ces langues, de manière qu'il soit compris par tous les ouvriers attachés à l'entreprise.

ART. 2. — Le règlement d'atelier doit indiquer dans la mesure que comporte la nature de l'entreprise :

1° Le commencement et la fin de la journée de travail régulière, les intervalles de repos, les jours de chômage réguliers ;

2° La manière dont le salaire est déterminé et notamment si l'ouvrier est rétribué à l'heure, à la journée, à la tâche ou à l'entreprise ;

3° Lorsque l'ouvrier est rétribué à la tâche ou à l'entreprise, le mode de mesurage et de contrôle ;

4° Les époques de paiement des salaires.

Si les ouvriers ne séjournent dans les locaux de l'entreprise que pour y prendre des matières premières ou y remettre le produit de leur travail, l'indication du 1° ci-dessus est remplacée par celle des jours et heures où les locaux leur sont accessibles.

ART. 3. — Là où l'entreprise le comporte, le règlement d'atelier doit encore indiquer :

1° Les droits et les devoirs du personnel de surveillance, le recours ouvert aux ouvriers en cas de plainte ou de difficultés :

2° Les fournitures qui sont faites à l'ouvrier à charge d'imputation sur le salaire ;

3° Si un préavis de congé est exigé, le délai du congé ainsi que les cas où le contrat peut être rompu sans préavis par l'une ou l'autre des parties ;

4° S'il existe des pénalités ou amendes, la nature des pénalités, le taux des amendes et l'emploi qui en est fait.

ART. 4. — D'autres pénalités ou amendes que celles prévues par le règlement ne peuvent être appliquées.

Les pénalités ou amendes doivent être notifiées à ceux qui les ont encourues le jour même où elles sont infligées, ou, en cas d'empêchement, le plus tôt possible. Elles sont renseignées dans un état qui contient, en regard des noms des ouvriers punis, la date et le motif de la punition ainsi que la nature de la pénalité ou le chiffre de l'amende.

Cet état doit être ratifié avant la paye par le chef ou par un directeur de l'entreprise. Il doit être montré aux inspecteurs du travail à toute réquisition.

ART. 5. — Un arrêté royal peut prescrire que, dans des catégories d'entreprises déterminées, le règlement d'atelier indiquera en outre :

1° Les règles spéciales adoptées en vue d'assurer la salubrité, la sécurité, la moralité et les convenances ;

2° Les premiers soins qui seront donnés aux ouvriers en cas d'accident.

ART. 6. — Dans les six mois de la promulgation de la

présente loi, le Roi convoquera les sections des Conseils de l'industrie et du travail, aux fins de rédiger, en s'inspirant de l'usage, des règlements-types conformes aux prescriptions des articles qui précèdent.

ART. 7. — Avant d'entrer en vigueur, tout règlement nouveau ou tout changement à un règlement ancien doit être porté à la connaissance des ouvriers par voie d'affiche.

Pendant huit jours au moins à partir de l'affichage, le chef d'entreprise tient à la disposition de ses ouvriers un registre ou cahier où ceux-ci peuvent, soit individuellement, soit, le cas échéant, par leurs représentants au conseil d'usine ou à toute autre délégation analogue, consigner les observations qu'ils auraient à présenter.

Les ouvriers peuvent, dans le même délai, adresser individuellement et par écrit leurs observations à l'inspecteur du travail du ressort. L'inspecteur transmet ces observations au chef d'entreprise, dans les trois jours de la réception.

Les observations doivent être signées par les ouvriers ; toutefois, lorsque ceux-ci en auront exprimé le désir, leurs noms ne pourront être ni communiqués, ni divulgués.

Modifié ou non, le règlement ou le changement au règlement entre en vigueur quinze jours après l'affichage. Le chef d'entreprise a le droit de prolonger ce délai, dont la durée totale ne peut toutefois jamais être supérieure à deux mois ; lorsqu'il est fait usage de cette faculté, le projet affiché doit mentionner la date de l'entrée en vigueur.

Le chef d'entreprise envoie au Conseil de prud'hommes et à l'inspecteur du travail un exemplaire du règlement ou du changement au règlement devenu définitif.

ART. 8. — Tout règlement ou tout changement au règlement doit porter l'attestation, dûment signée par le chef d'entreprise, de la consultation régulière des ouvriers, conformément à l'article 7 de la présente loi.

ART. 9. — Le règlement ou les usages antérieurs subsistent jusqu'à la mise en vigueur du nouveau règlement d'atelier.

Toutefois, si le règlement doit contenir, conformément à l'article 5, des règles spéciales concernant la salubrité, la sécurité, la moralité et les convenances, ces règles, par dérogation à l'article 7, alinéa 5, entreront provisoirement en vigueur dès le jour de l'affichage.

ART. 10. — Les règlements faits conformément à la présente loi lient les parties pour toute la durée de l'engagement, tant dans les dispositions obligatoires prévues ci-dessus, que dans les dispositions facultatives qui y seraient jointes en vue d'établir les conditions du contrat de travail.

ART. 11. — Le règlement est et reste affiché dans les locaux de l'entreprise, à un endroit apparent.

Tout ouvrier a le droit d'en prendre copie.

Les noms et résidences des délégués du gouvernement pour l'inspection du travail sont affichés en dessous du règlement d'atelier.

ART. 12. — Les chefs d'entreprise soumis à la présente loi tiennent un état exact de leur personnel ouvrier, suivant un modèle dressé par l'administration.

ART. 13. — Un arrêté royal déterminera les entreprises dans lesquelles un exemplaire des lois et arrêtés relatifs à la salubrité et à la sécurité doit être mis par le chef d'entreprise à la disposition des ouvriers.

Le même arrêté indiquera les lois et arrêtés compris dans cette obligation,

ART. 14. — Les délégués du gouvernement pour l'inspection ont la libre entrée dans les locaux affectés à l'entreprise. Ils surveillent l'exécution de la présente loi et constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire.

Une copie du procès-verbal sera, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant, à peine de nullité.

ART. 15. — Seront punis d'une amende de 26 à 1,000 fr. les chefs d'industrie, patrons, directeurs ou gérants qui ne seront point pourvus d'un règlement dans les délais légaux, ou qui auront faussement certifié la consultation régulière de leurs ouvriers.

Seront punis d'une amende de 25 à 500 francs les chefs d'industrie, patrons, directeurs ou gérants qui auront omis de comprendre dans leurs règlements une ou plusieurs des dispositions prévues par les articles 2, 3, 1^o et 2^o, 5 et 8.

Dans les cas ci-dessus, la peine sera encourue à nouveau lorsque l'auteur de l'infraction aura négligé de se conformer à la loi dans les trois mois de la condamnation contradictoire ou de la signification du jugement de condamnation par défaut.

ART. 16. — Seront punis d'une amende de 26 à 200 fr. les chefs d'industrie, patrons, directeurs ou gérants qui

contreviendront aux articles 4, 11, 12, 13 et 24 de la présente loi.

ART. 17. — Les chefs d'industrie, patrons, directeurs ou gérants qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, à l'application des peines comminées par les articles 269 à 274 du Code pénal. •

En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, la peine sera doublée.

ART. 18. — Le chapitre VII et l'article 85 du livre 1^{er} du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 19. — L'action publique résultant d'une infraction aux dispositions de la présente loi se prescrit par un an.

ART. 20. — Les chefs d'industrie sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs ou gérants.

ART. 21. — Les arrêtés royaux qui auraient pour objet d'étendre l'obligation du règlement d'atelier à des entreprises occupant moins de dix ouvriers, indiqueront l'époque de leur mise en vigueur et le délai qui sera laissé aux chefs d'entreprise pour se conformer aux prescriptions légales.

Disposition transitoire.

ART. 22. — Les chefs d'entreprise ont un délai qui prendra fin le 31 décembre 1897 pour rédiger ou modifier leurs règlements d'atelier conformément à la loi.

Dispositions additionnelles.

ART. 23. — La disposition ci-après est ajoutée à la suite du premier alinéa, 1^o, de l'article 7 de la loi du 16 août 1887 portant réglementation du paiement des salaires des ouvriers : « ainsi que du chef d'indemnités pour malfaçon, emploi abusif de matériaux, ou détérioration de matériel, matières premières ou produits ».

ART. 24. — Le total des amendes infligées par jour à l'ouvrier ne peut dépasser le cinquième de son salaire journalier.

Le produit des amendes doit être employé au profit des ouvriers.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par la voie du *Monniteur*.

Donné à Bruxelles, le 15 juin 1896.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

A. NYSENS.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. BEGEREM.

ANNEXE N° 3.

Circulaire à MM. les gouverneurs concernant l'application de l'article 12 de la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier.

Bruxelles, le 20 août 1897.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Aux termes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier, « les chefs d'entreprise soumis à la loi tiennent un état exact de leur personnel ouvrier suivant un modèle dressé par l'administration ».

Conformément à cette prescription, mon département a dressé un modèle qui me paraît être tout à la fois facile à suivre et conforme aux exigences légales.

D'après ce modèle, joint à la présente circulaire, les chefs d'entreprise inscriront dans un registre tenu à cet effet les nom, prénoms, sexe, date de naissance et date d'entrée à l'établissement de chacun de leurs ouvriers. En cas de départ d'un ouvrier, ces mentions seront complétées par l'indication de la date de sortie.

Il importe de remarquer que ces indications, prescrites aux seules fins d'exécution de la loi sur les règlements d'atelier, n'ont pas un caractère limitatif et qu'elles peuvent, le cas échéant, être combinées avec d'autres mentions qui seraient requises en vertu de dispositions particulières ou pour certaines catégories d'entreprises.

Il va de soi que, indépendamment de l'état du personnel ouvrier prescrit par l'article 12 de la loi du 15 juin

1896, les chefs d'entreprise ont toujours l'obligation de tenir un registre spécial renseignant les personnes protégées, conformément à l'article 10 de la loi du 13 décembre 1889.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de vouloir bien porter ces instructions à la connaissance des intéressés, en même temps que le modèle ci-joint, par la voie du *Mémorial administratif*.

Le ministre de l'Industrie et du Travail,

A. NYSENS.

ÉTAT DU PERSONNEL OUVRIER

(Art. 12 de la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier)

NOM	PRÉNOMS	SEXE	DATE de naissance	DATE	
		<i>m</i> = Masculin <i>f</i> = Féminin		d'entrée	de sortie

ANNEXE N° 4

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier et spécialement l'article 1^{er}, alinéas 1 et 2, ainsi conçu :

« Dans les entreprises industrielles et commerciales,

ainsi que dans les services des provinces et des communes, qui emploient dix ouvriers au moins, un règlement d'atelier écrit doit être arrêté de la manière prévue par la présente loi.

« Cette obligation peut être étendue par l'arrêté royal aux entreprises qui emploient moins de dix ouvriers. Elle le sera, avant l'an 1900, aux entreprises qui emploient cinq ouvriers au moins. »

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}.— L'obligation d'avoir un règlement d'atelier écrit, arrêté de la manière prévue par la loi du 15 juin 1896, est étendue aux entreprises qui emploient cinq ouvriers au moins à l'exception de celles qui sont énumérées au troisième alinéa de l'article 1^{er} de ladite loi.

ART. 2.— Les chefs des entreprises visées par le présent arrêté ont un délai qui prendra fin le 31 décembre 1899, pour rédiger ou modifier leurs règlements d'atelier conformément à la loi du 15 juin 1896 précitée.

ART. 3. — Notre Ministre de l'Industrie et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 31 mai 1899.

(Signé) LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

(Signé) COOREMAN.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	VII
PRÉFACE.	IX
INTRODUCTION. — <i>La crise ouvrière au XIX^e siècle.</i>	I
CHAPITRE I ^{er} . — La question ouvrière en Belgique de 1794 à 1900.	15
CHAPITRE II. — Le louage de travail au point de vue juridique et social.	45
CHAPITRE III. — Les règlements d'atelier en Belgique jusqu'en 1893.	58
CHAPITRE IV. — Les Conseils de l'industrie et du tra- vail et les Conseils de prud'hommes.	81
CHAPITRE V. — L'œuvre de la Commission spéciale du travail et l'enquête de 1894	94
CHAPITRE VI. — Les règlements d'atelier devant le Conseil supérieur du travail. . . .	120
CHAPITRE VII. — Les règlements d'atelier devant la Chambre des représentants. . . .	153
CHAPITRE VIII. — Les règlements d'atelier devant le Sénat	180

CHAPITRE IX. — La loi sur les règlements d'atelier devant l'inspection du travail	207
CHAPITRE X. — La question des règlements d'atelier en France.	221
CONCLUSION. — <i>Le droit et la loi belge sur les règlements d'atelier</i>	255

PIÈCES ANNEXES.

1 ^o Loi sur le contrat de travail.	269
2 ^o Loi sur les règlements d'atelier	283
3 ^o Circulaire du ministre de l'industrie et du travail.	291
4 ^o Arrêté royal du 31 mai 1899.	292

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
